Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16262 – 7 F

SAMEDI 10 MAI 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Zaïre : les rebelles refusent toute transition négociée

LA REBELLION zaïroise a rejeté, vendredi 9 mai, le scénario prôné par cinq chefs d'Etat africains francophones réunis la veille autour du président Mobutu à Libreville (Gabon). Ce dernier avait laissé entendre qu'il pourrait quitter le pouvoir et confier la transition à une personnalité indépendante, l'archevêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo, ancien président du Parlement de transition. Dans ce scénario, il revenait à l'archevêque de négocier une passation des pouvoirs et un calendrier comprenant des élections avec le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila.

Vendredi en fin de matinée, le « ministre des affaires étrangères de la rébellion » a récusé ce schéma. Les combats se sont poursuivis, jeudi, autour de Kenge, à 200 kilomètres de Kinshasa.

Lire page 2
et notre éditorial page 16

Les communistes reprochent à Lionel Jospin de leur imposer son programme de gouvernement

Alain Juppé juge « dilatoires » les réponses socialistes à ses interpellations

DANS UN TEXTE adressé à tous les quotidiens nationaux et régionaux, Lionel Jospin a répondu, vendredi 9 mai, à la tribune de Jacques Chirac publiée le 7 mai par quatorze quotidiens régionaux. Le premier secrétaire du Parti socialiste qualifie l'intervention du chef de l'Etat de *« négative, partisane et inéquitable »* mais il se garde de polémiquer sur les critiques adressées aux socialistes.

« Nous avons su tirer les enseignements des dix années où nous avons été au gouvernement du pays », indique Lionel Jospin, en déclarant assumer, ainsi que le PS, *« les erreurs passées »*. Il prône une *« union de l'humanisme et du réalisme »*.

Sur France 2, jeudi 8 mai, Robert Hue s'est déclaré favorable à un accord de gouvernement en cas de victoire de la gauche mais il a marqué son irritation. *« Il faudra discuter (...), en tenant compte certes de l'audience accordée à chacun par le suffrage universel mais sans chercher (...)à aligner tel ou tel sur tel ou tel autre »*. *« Je voudrais dire solennellement que c'est la condition pour que cette majorité de gauche soit possible »*, a-t-il affirmé. Vendredi, *L'Humanité* n'a publié que des extraits du texte de M. Jospin critiqué sur la forme et sur le fond.

Un duel à distance a également opposé, jeudi, Alain Juppé et Lionel Jospin. Le premier ministre a posé, dans un communiqué, quatre questions au premier secrétaire du PS sur le financement du programme socialiste, l'abrogation des lois Pasqua-Debré, la présence de ministres communistes et le risque d'une crise européenne, et les nationalisations. M. Jospin a répondu le soir même à Pamiers (Ariège) en jugeant que le premier ministre *« en est réduit à des rodomontades ou à m'interpeller »*. M. Juppé a, à son tour, immédiatement réagi, en jugeant que ces réponses étaient *« dilatoires ou polémiques »*.

Lire pages 6 à 9



DEREK HUDSON

Le Festival de Cannes

IL EST ARRIVÉ, protégé par une escouade de gardes du corps. Ses admirateurs l'ont épié en vain, jusqu'au moment où il a gravi les marches du palais pour présenter *Ghoshts*, un long clip destiné à assurer la promotion de son nouvel album et de sa tournée mondiale. Michael Jackson est à Cannes. Le cinéma aussi.

Ne pas avaler, du Britannique Gary Oldman, et *Marius et Jeannette*, du Français Robert Guediguian, concourent respectivement dans la compétition officielle et dans Un certain regard. Deux regards sur le prolétariat : au nihilisme désespéré du premier répond l'optimisme combatif du second.

Lire pages 24, 25 et 14

■ Jean Paul II en visite au Liban

Pour la première fois depuis 1964, un pape se rend au Proche-Orient. Il célébrera, dimanche, une messe à Beyrouth. p. 3

■ Faillite de la BCCI : l'épilogue

Le principal responsable de la banqueroute a été condamné pour escroquerie à 14 ans de prison. p. 17

■ Exclusion : relance du projet de loi

Le gouvernement a décidé de transmettre une nouvelle version du projet de loi contre l'exclusion au Conseil d'Etat, ce qui permettrait au Parlement de l'examiner dès le mois de juin. p. 10

■ La viande aux hormones revient

Les experts de l'OMC recommandent la levée de l'embargo décrété par l'Union européenne sur les viandes américaines aux hormones. p. 29

■ Les archives du camp à la décharge

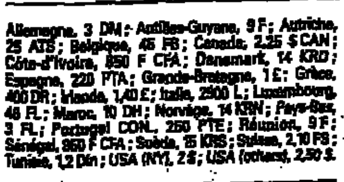
Une enquête judiciaire a été ouverte après la découverte dans une décharge publique des archives du camp d'internement de juifs de Rivesaltes. p. 11

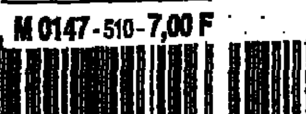
■ « L'Est républicain » contrôle les DNA

L'Est républicain consolide son pouvoir dans la région après l'opération réalisée avec le quotidien strasbourgeois. p. 20

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 510 - 7,00 F





En Slovaquie, le révisionnisme retourne sur les bancs de l'école

BRATISLAVA
de notre envoyé spécial

« Les ateliers de menuiserie du camp [d'internement pour les juifs slovaques] *de Sered* [à 35 kilomètres à l'est de Bratislava] *étaient les plus modernes et les plus productifs de Slovaquie... Pendant les vacances scolaires, les enfants pouvaient passer une période en dehors du camp dans des familles juives qui vivaient en liberté... Des médecins juifs veillaient à la santé des habitants du camp. Les dentistes disposaient même d'or pour les prothèses, ce qu'une grande majorité de la population slovaque ne pouvait pas se permettre. »* Ces quelques phrases, qui ont provoqué l'indignation de la petite communauté juive de Slovaquie rescapée de la Shoah, ne sont pas extraites d'un livre révisionniste confidentiel ou interdit, mais d'un manuel d'histoire qui a été distribué à 90 000 exemplaires aux enseignants slovaques par le ministère de l'éducation de Bratislava : *Histoire de la Slovaquie aux Slovaques.*

« Ce manuel représente une dangereuse falsification de l'Histoire imprégnée de l'idéologie clérico-fasciste de l'Etat slovaque (1939-1945) », estime le directeur de l'Institut d'histoire, Dusan Kovac. L'auteur, Milan Durica, professeur à l'université de Padoue, en Italie, est connu pour ses penchants favorables au régime de Mgr Jozef Tiso, le président de la « première République slovaque », fondée en mars 1939 sur l'ordre du Führer, au moment où les troupes hitlériennes occupaient la Bohême-Moravie. Tiso fut pendu au lendemain de la guerre à la suite d'un procès pour haute trahison et crime contre l'humanité pour avoir permis la déportation de la quasi-totalité des 70 000 juifs qui résidaient avant-guerre en Slovaquie et avoir appelé les troupes allemandes à la rescousse pour écraser le soulèvement national de la résistance slovaque en août 1944.

Les célébrations du 50e anniversaire de sa mort en avril par le Parti national slovaque, une des trois formations de la coalition gouvernementale dont est issu le ministre de l'éducation, Eva Sladkovska, ont été le théâtre de tentatives de réévaluation du rôle de Mgr Tiso. D'aucuns estiment, en effet, qu'il a fait son possible pour protéger les juifs, ignorant *« de bonne foi »* la réalité des camps d'extermination : M. Durica écrit ainsi que *« la déportation des jeunes juifs aptes au travail provoqua en Slovaquie de vives critiques, en particulier à cause de la séparation des familles. Aussi, après l'intervention du premier ministre d'alors auprès d'Adolf Eichmann* [l'organisateur nazi de la solution finale], *on commença, le 11 avril 1942, à déporter les familles entières. »*

Face à cette *« mystification de l'Histoire »*, comme le souligne M. Kovac, le chef de la communauté juive en Slovaquie, Jozef Weiss, exige du gouvernement slovaque *« une condamnation claire des manifestations du fascisme »*, d'autant que plusieurs profanations de cimetières juifs ont eu lieu ces dernières semaines. M. Weiss en a profité pour rappeler aux dirigeants du pays que les juifs ayant survécu aux déportations n'ont toujours pas été indemnisés, à la différence des Slovaques envoyés en Union soviétique après guerre par l'armée rouge et parmi lesquels figurent des responsables locaux du régime de Tiso.

Martin Plichta

Le roi des foins

LES PRODUITS d'appellation contrôlée, les fameux AOC qu'on croyait réservés aux grands crus et aux prestigieux fromages, font recette un peu partout sur le territoire.

Pour la première fois, un produit destiné à l'alimentation animale, le *foin de la plaine de la* Crau – un « must » pour les pur-sang –, vient d'être labellisé, au même titre que l'olive noire des Baux-de-Provence et la pomme de terre de l'île de Ré. La consécration d'un nombre de plus en plus important de denrées des terroirs traduit un mouvement général vers les productions de qualité. Le tissu économico-social et l'identité culturelle des régions rurales en sont ainsi renforcés.

Lire page 13

Les débuts prometteurs du « blairisme »

SAIT-ON vraiment ce qu'est ce « blairisme » qui commence à peine à révolutionner la Grande-Bretagne ? Un mélange de vision communautariste chrétienne et de pragmatisme, une grande avancée dans la société et aussi une volonté de rattraper des décennies de retard outre-Manche. « Tony » parle comme un prêcheur mais agit avec un réalisme tout britannique. Il peut invoquer la nouvelle *Jérusalem*, mais toutes ses propositions sont comptabilisées, *budgétisées*.

On a pu gloser sur le minimalisme d'un programme *qui tenait sur un* format carte de visite, sur le manque de souffle, d'ambition d'un candidat qui faisait tout pour apparaître comme *s'étant coulé dans* le moule thatchérien. Pragmatisme, là encore : *il fallait* d'abord briser un cycle infernal de quatre défaites consécutives, remporter les élections sans lesquelles, comme l'a dit M. Blair, on peut toujours parler mais on n'agit pas

Les éléments les plus élaborés du marketing, du *targeting* (ciblage) des circonscriptions marginales à remporter et des électeurs-clés, l'utilisation systématique de l'informatique et des micro-sondages d'opinion, une centralisation *des décisions*, une autorité librement consentie ou imposée d'en haut, mais surtout un *leader* non pas charismatique ou populiste mais crédible ont été les paramètres du succès. C'est maintenant que l'on devrait apprendre à connaître le vrai Tony Blair. Tout était prêt pour emporter, le 1er mai, Downing Street. Mais tout ne s'est pas arrêté là ; les plans pour les lendemains étaient déjà dans les cartons du cabinet fantôme, discutés avec experts et bureaucrates, qui avaient été autorisés par John Major à rencontrer l'opposition. *Imaginerait-on cela en France ? Succédant* à un gouvernement qui avait *mis un point d'honneur dans son* immobilisme, le raz-de-marée blairiste a chamboulé une Angleterre restée passéiste. Un pays dont l'économie vit peut-être déjà au XXIe siècle, mais dont les institutions ont peu évolué depuis l'ère victorienne.

Symbole du changement, la Chambre des communes : bouleversant les convenances séculaires, les *418 députés travaillistes ont applaudi* leur chef. Les complets sombres *contrastent désormais* avec les couleurs bonbon anglais des nouvelles *MPs' et les vêtements plus désin*voltes de leurs collègues masculins. Dans les réunions du cabinet, on ne s'appelle plus Monsieur le ministre mais Tony, John, Gordon ou Margaret.

Tout cela ne serait que façade si le nouveau gouvernement n'avait fait preuve, dès sa première semaine, d'un dynamisme vertigineux. Quelques heures après la victoire est venue *l'annonce du noyau dur du cabinet*, puis, dans les jours suivants, *du reste du gouvernement*.

Lundi était férié ; mardi, le nouveau *chancelier de l'Echiquier* modifiait les taux d'intérêt et accordait une *certaine autonomie* à la Banque d'Angleterre tandis que le secrétaire d'Etat aux affaires européennes allait dire à Bruxelles que le dialogue constructif allait remplacer l'opposition systématique des tories. Mercredi, le secrétaire au Foreign Office se rendait à Paris et à Bonn. Geste à l'égard de la City, le PDG de BP était nommé secrétaire d'Etat au commerce et à la compétitivité en Europe.

Tambour battant, Tony Blair réunissait, jeudi 8 mai, pour la première *fois son cabinet qui annonçait* une baisse des salaires ministériels et *adoptait 22 projets de loi qui seront* proposés, le 14, par la reine dans son *discours du trône*.

Patrice de Beer

Lire la suite page 16

Traducteurs automatiques sur Internet

APPARUE avec la guerre froide pour faciliter la veille technologique, mais longtemps demeurée balbutiante, la traduction automatique est promise à un bel avenir grâce à l'essor d'Internet. Les systèmes de traitement automatique des langues rendent de nombreux services dans des applications particulières telles que la documentation technique ou l'information météorologique. Mais les subtilités du langage humain restent toujours hors de la portée des cerveaux binaires des ordinateurs, incapables d'en pénétrer le sens profond. Au risque de commettre des erreurs lourdes de conséquences.

L'anglais n'exerce plus une dictature aussi tyrannique que par le passé grâce au développement fulgurant de la Toile d'Internet, qui accueille aujourd'hui *les sites de plus de 200 pays. Cette internationalisation devrait* faire exploser les besoins de traduction en ligne. Des systèmes existent *déjà. Leurs résultats ne sont pas sans reproches, mais leur « à peu près »* permet quand même aux internautes de se faire une idée du contenu des textes du réseau.

Lire page 22

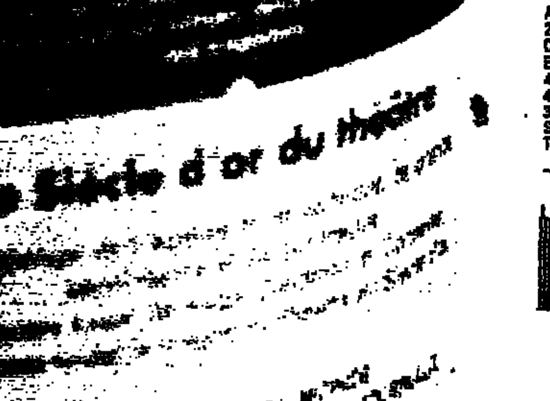
L'enfant fidèle de l'OGC Nice



JEAN-PHILIPPE MATTIO

RELÉGUÉ en deuxième division du championnat de football, l'Olympique Gymnaste Club de Nice (OGCN) espère sauver sa saison en gagnant la finale de la Coupe de France, samedi 10 mai au Parc des Princes, face à Guingamp. Un joueur de Nice, Jean-Philippe Mattio, a porté sans discontinuer, de 5 à 32 ans, le maillot rouge et noir du club azuréen.

Lire page 21



ZAÏRE Les six chefs d'Etat francophones d'Afrique centrale, réunis en *« sommet extraordinaire »* à Libreville (Gabon), ont appelé jeudi 8 mai les parties en conflit au Zaïre à cesser immédiatement les hostilités, alors que de violents combats se déroulaient toujours autour de Kenge et de Kikwit, à l'est de Kinshasa. ● LES CHEFS D'ETAT prônent l'organisation au Zaïre d'une transition *« ordonnée et démocratique »* et suggèrent qu'elle se fasse sous l'autorité du président – à élire – du Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT). ● UNE TELLE PROCÉDURE pourrait aboutir à faire de l'archevêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo, l'homme de la transition. ● A GBADOLITE, où se sont réfugiés les mercenaires et les troupes fidèles au gouvernement de Kinshasa après la chute de Kisangani, les palais du président Mobutu sont encore intacts *(lire aussi notre éditorial page 16)*.

Les chefs d'Etat africains francophones invitent M. Mobutu à passer la main

La déclaration adoptée au sommet de Libreville sous-entend que l'archevêque de Kisangani, Mgr Monsengwo, pourrait négocier la transition avec l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila. Des combats opposent toujours les rebelles à l'armée zaïroise à Kenge, à l'est de Kinshasa

LIBREVILLE
correspondance

« Les choses sont claires, je n'ai pas envie de les commenter. Nous nous sommes réunis sous la présidence d'Omar Bongo : c'est à lui de tirer les conclusions de cette rencontre. » Dans la petite salle du palais présidentiel gabonais, en bord de mer, théâtre pendant toute une journée d'*« un huis-clos francophone »*, le président zaïrois Mobutu Sese Seko a, selon l'expression d'un journaliste africain, *« dribblé »* les questions. Autrement dit, il n'y a pas répondu.

Pourtant, une petite phrase a retenu l'attention des observateurs dans le communiqué de quatre pages publié, jeudi 8 mai, à Libreville, à l'issue de la réunion des chefs d'Etat du Centrafrique (Ange-Félix Patassé), du Congo (Pascal Lissouba), du Gabon (Omar Bongo), de Guinée-Equatoriale (Obiang Nguéma) et du Zaïre.

« Les chefs d'Etat, dit le communiqué final, *invitent instamment les forces politiques zaïroises, sous la direction du Haut Conseil de la République-Parlement de transition* [HCR-PT], *à procéder à l'élection de son président pour permettre un fonctionnement régulier des institutions et favoriser une transition ordonnée et démocratique, conformément à l'Acte constitutionnel de la transition. »* Les chefs d'Etat ont, en outre, *« pris acte »* de la *« déclaration faite par le maréchal Mobutu selon laquelle, en raison de ses problèmes de santé, il ne sera pas candidat à sa propre succession »*.



Depuis la démission, en 1995, de l'archevêque de Kisangani, Mgr Laurent Monsengwo, la présidence du Parlement de transition est vacante. Pourquoi, aujourd'hui, combler ce vide ? Le président du HCR-PT est également la deuxième personnalité du Zaïre. En cas de vacance du pouvoir, c'est lui qui remplace le chef de l'Etat.

IRONIE DU SORT

Depuis plusieurs jours, le retour de Mgr Monsengwo à la tête du Parlement de transition, affirme-t-on dans les capitales occidentales, est sérieusement à l'étude. Dans l'entourage du maréchal Mobutu, on assure cependant que sa démission n'est pas à l'ordre du jour.

Jeudi après-midi, dans les coursives du palais présidentiel gabonais, les regards étaient aussi tournés vers Kenge, au Zaïre, *« dernier verrou »* avant Kinshasa.

Dans la proche région de cette petite ville, à l'est de la capitale, les combats entre la rébellion et les forces armées zaïroises se poursuivaient. *« Nous ne reculerons pas, nous résisterons »*, déclarait un membre de la délégation zaïroise. Dans cette hypothèse, Mobutu Sese Seko resterait au pouvoir au moins un temps, celui de reprendre les choses en main, c'est-à-dire d'instaurer une transition pacifique et négociée avec l'opposition armée et non armée. Mais Laurent-Désiré Kabila a déjà fait savoir qu'il rejetait ce scénario. La rébellion demande toujours le départ du président zaïrois.

Autre hypothèse, jugée plus crédible par les observateurs, l'arrivée de Mgr Monsengwo à la tête du Haut Conseil de la République signifierait un départ plus ou moins rapide du maréchal. *« Tout dépend,* assure-t-on, *de la situation sur le terrain. Si les rebelles avancent sur la capitale, Mobutu sera bien obligé de passer la main. Seule une autorité morale et politique comme Laurent Monsengwo peut éviter le chaos et un bain de sang dans Kinshasa. »*

Un retour *« aux affaires »* de Mgr Monsengwo constituerait pour le président Mobutu, une ironie du sort. Elu par consensus lors de la Conférence nationale de 1991 à 1992, l'archevêque de Kisangani avait été dans l'obligation de démissionner trois années plus tard sous la pression des amis et partisans du président, qui voyaient en lui un adversaire redoutable en cas d'élection présidentielle.

Jean-Jacques Louarn

Eviter un « bain de sang » à Kinshasa

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, Nicholas Burns, a appelé le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), Laurent-Désiré Kabila, à opter pour la voie de la négociation afin d'éviter *« un bain de sang »* à Kinshasa.

L'envoyé spécial des Etats-Unis au Zaïre, Bill Richardson, de passage à Paris où il s'est entretenu avec des responsables français jeudi 8 mai, a estimé que les prochains jours seront *« décisifs pour la paix »* dans ce pays et qu'il existe une *« forte probabilité »* pour une seconde rencontre entre le maréchal Mobutu et M. Kabila.

Quant au vice-président sud-africain, Thabo Mbeki, qui s'est entretenu jeudi de la crise zaïroise à Dar es-Salaam avec le président tanzanien, Benjamin Mkapa, il a laissé entendre qu'il pourrait rencontrer M. Mobutu vendredi à Kinshasa. La rébellion annonçait de son côté une rencontre entre le vice-président sud-africain et son chef, Laurent-Désiré Kabila, vendredi à Lubumbashi (sud-est du Zaïre). – *(AFP.)*

Application « révolutionnaire » au séminaire idéologique de l'Alliance à Kisangani

KISANGANI (Haut-Zaïre)
de notre envoyée spéciale

La vaste salle était bondée pour la séance de clôture du cours de formation idéologique de l'AFDL, l'Alliance de Laurent-Désiré Kabila. Les derniers arrivants s'étaient assis sur l'escalier, puis dans le couloir du rez-de-chaussée jusqu'à la cour. Ils étaient près de cinq cents, pour la plupart des jeunes, à prendre des notes. Quelques anciens lumumbistes tiraient la langue avec application, la tête penchée sur leur cahier.

A la chaire centrale, Christian Kaligala, conseiller politique du président provincial de l'AFDL, officiait, entouré de deux professeurs plus jeunes. Depuis dix jours, dix cours avaient ainsi été dispensés et il avait fallu ouvrir un deuxième lieu dans les locaux de la vieille Alliance franco-zaïroise pour quelque cinq cents autres inscrits. A l'entrée de chacune des salles, des militants enregistraient les noms et gardaient les photos d'identité. Chacun se pliait avec ardeur à cette opération avec le sentiment de faire partie de la collectivité du *« mouvement de libération »*.

La séance de clôture renoua avec les principales conclusions du séminaire. Christian Kaligala commença à lancer des slogans repris par l'assistance : *« Liberté ! »* ; *« Liberté ! »* Puis un de ses assesseurs dicta en swahili les premières conclusions sur le thème des « soldats ». Chacun s'appliqua à écrire sous la dictée. Le conseiller politique reprit l'exposé en français, et chacun consigna à nouveau ses paroles.

« Vous y êtes ?

– Nous y sommes ! », répondit la salle.

L'orateur commença : *« Toute personne détenant un fusil n'est pas nécessairement un soldat. De même, un groupe de personnes civiles qui possède des armes ne peut pas être qualifié de militaire : il s'agit simplement d'une bande armée. Enfin, un soldat ne signifie pas seulement quelqu'un qui sait manier un fusil. »*

« ENCADRER LA MASSE POPULAIRE »

L'application était telle que l'on n'entendait plus que les pales des ventilateurs dans la salle surchauffée. Deux jeunes gens glissèrent dans un souffle : *« L'Alliance a changé la dictature. Le Haut-Congo va pouvoir vivre de ses richesses. Nous allons étudier, travailler. »*

L'assesseur, puis Christian Kaligala égrenèrent d'autres principes : *« Un soldat révolutionnaire est un citoyen éduqué politiquement, discipliné, formé aux tactiques de guerre et ayant obtenu une arme de la part du parti, le mouvement qui dirige la révolution. Cela dans le but de la maintenir, de la protéger, de combattre les antirévolutionnaires ou de neutraliser ses ennemis. »* Le conseiller répéta ses phrases pour ceux qui auraient eu quelque lenteur à écrire.

Christian Kaligala, originaire du Sud-Kivu, ancien responsable comptable dans l'administration, a, dit-il, changé son fusil d'épaule depuis la prise de la ville par l'Alliance. Mais, de cœur, il était avec les rebelles depuis octobre. *« Ce n'est pas une opposition verbale qui pouvait coincer la dictature de Mobutu,* explique-t-il. *Sans opposition armée, rien ne peut marcher. Je ne croyais pas à la classe politique de mon pays. »*

Les nouveaux cadres ont pris leurs postes dans tout le secteur depuis le 15 mars. De fait, les prix du riz, de la bière et d'autres denrées ont baissé d'environ un tiers sous l'*« effet du désenclavement »*, précise encore le conseiller Kaligala.

Selon le conseiller, depuis le congrès constitutif, à Goma, le 4 janvier dernier, les divers courants du mouvement ne forment plus qu'un seul parti. Christian Kaligala affirme son estime pour l'opposant à Mobutu Etienne Tshisekedi, qu'il n'a pas, dit-il, à juger. *« Ce sera à la population à le faire quand la lutte de libération sera terminée. Mais, avant, nous ne pouvons pas travailler en ordre dispersé. La pression des partis risque de détourner du but recherché, qui est le rassemblement du peuple congolais. »* Alors, que reste-t-il à faire, ces jours-ci, dans la province ? *« Nous devons encadrer la masse populaire. Goma, libérée depuis cinq mois, restera le bastion. »*

Danielle Rouard

Le HCR, les rebelles et les Rwandais s'expliquent sur le rapatriement des réfugiés

KISANGANI
de notre envoyée spéciale

Jeudi 8 mai, Emmanuel Kamanzi, représentant de M. Kabila auprès des organismes internationaux, et Ephraïm Kabaija, président de la commission rwandaise pour le rapatriement des réfugiés, sont venus à Kisangani s'expliquer avec Dessalegn Chefeleke, l'envoyé spécial du HCR pour la région des Grands Lacs.

Cette rencontre faisait suite à la polémique entre le HCR d'une part, l'Alliance de M. Kabila et les autorités rwandaises d'autre part, au sujet de la mort de 91 réfugiés écrasés dans le train qui les rapatriait vers Kisangani, dimanche 4 mai.

Cette polémique risquait de provoquer un retard fatal dans le rapatriement des réfugiés. Les trois hommes ont passé la journée à visiter le camp de Biaro et le centre de transit. Rendez-vous fut pris pour se réunir et conclure, vendredi 9, en fin de matinée.

M. Kabaija et M. Kamanzi ont accepté un regroupement des réfugiés de Biaro dans le centre de transit, une proposition que l'Alliance, comme le gouvernement rwandais, avaient totalement rejetée auparavant.

Vendredi matin, au bureau du HCR, le délégué pour Kisangani, Kiluian Kleinschmidt, affichait la prudence avant la réunion. Dans l'immédiat, le HCR poursuivait son action au même rythme : 13 000 rapatriements depuis le 27 avril et 2 000 prévus pour le 9 mai. La journée de la veille avait semble-t-il vidé l'abcès, même si quelques « malentendus » subsistent.

D. R.

A Gbadolite, dans les palais du maréchal-président, avec le mercenaire Dominic, « serbe, mais aussi français »

GBADOLITE
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

Le village natal du père du président est intact. Mais les soldats ont peur...

L'ordre règne sur l'aéroport de Gbadolite où les drapeaux zaïrois flottent toujours. La peinture bleue de la tour de contrôle est fanée, mais l'endroit garde un aspect propret. Un cordon de soldats de la division spéciale présidentielle (DSP) ceinture le tarmac. L'Antonov-26, récemment acquis par les forces armées zaïroises (FAZ), s'immobilise. Le pilote, russe comme le reste de l'équipage, coupe les moteurs. La porte avant s'ouvre sur une bouffée d'air chaud.

Les officiers viennent au-devant des quelques passagers. Leurs hommes montent la garde, dos à l'appareil, regard sur l'horizon. Certains d'entre eux portent le treillis moutarde, facilement reconnaissable, du contingent zaïrois jadis chargé d'assurer la sécurité dans les camps de réfugiés rwandais dans le Nord- et le Sud-Kivu, pour le compte des Nations unies. Leur fuite devant l'avancée des rebelles de Laurent-Désiré Kabila les a menés aux confins du Centrafrique.

Deux Blancs en treillis de combat sont là aussi. Grands et baraqués, leur stature tranche autant que la couleur de leur peau sur le reste de la troupe. Ils sont impeccables. Des gravures de mode guerrières. Peut-être ont-ils pour mission secrète de faire la promotion du prêt-à-porter militaire ?

Contrairement aux soldats zaïrois, ils ont l'air frais, reposé et bien nourris. Un blond longiline, casquette sur la tête, se tient en retrait, marmoréen. L'autre, tête nue, est grand et brun. Il porte une barbe courte, un pistolet automatique au côté droit et un pistolet mitrailleur Kalachnikov en bandoulière. *« On se connaît,* dit-il. *Je suis le colonel Dominic et votre journal écrit des saloperies sur moi. Je suis serbe, mais aussi français. J'aime les Français, et je fais tout ce que je peux pour les aider quand j'en ai l'occasion. Alors, je ne comprends pas l'acharnement de vos journaux. Interrogez la place Beauvau, ils savent qui je suis là-bas »* assène-t-il, évoquant au passage l'épisode des *« deux pilotes français »* capturés par les Serbes en Bosnie.

RASE-BITUME EN CENTRE-VILLE

Le colonel Dominic est le chef des mercenaires recrutés par les Zaïrois. Arrivé au Zaïre le 6 janvier, il est resté à Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre, jusqu'à la mi-mars, avant de se replier sur Bumba avec ses collègues. Plusieurs témoignages mettent en doute l'exemplarité de sa conduite au moment d'abandonner Kisangani.

Les mercenaires sont arrivés dans le fief du président Mobutu Sese Seko avec leur matériel. Un hélicoptère de combat MI-24 est sur le côté de l'aéroport, près d'une carcasse d'Alouette III. Les deux autres sont alignés devant la tour de contrôle, auprès de quatre chasseurs Mig et de deux Macchi italiens. Le troisième s'est pulvérisé en plein centre ville, fin mars.

Au cours d'un vol d'essai, le pilote a voulu épater ses copains. Il est passé en rase-bitume dans l'artère principale de Gbadolite avant d'embrasser un réverbère comme un vulgaire chauffard du samedi soir. Son exploit a coûté la vie à deux petits vendeurs de rue et à un colonel serbe pilote de MI-24 qui sirotait une bière à la terrasse d'un café. Le Macchi, tout juste révisé, a terminé sa course dans une maison qui a complètement brûlé. C'est du reste le seul signe de destruction dans Gbadolite, à deux pas de l'hôtel de ville où un portrait du maréchal en grand uniforme se veut protecteur.

La ville n'a pas été pillée par les militaires zaïrois, contrairement aux rumeurs persistantes de ces derniers jours. Les bâtiments administratifs du centre sont en bien meilleur état que ceux de Kinshasa. Des arbres bordent les rues, la verdure est partout.

L'église Saint-Joseph déverse ses fidèles dans la rue, après l'office vespéral du 8 mai. Face à l'entrée de l'hôtel Nzekele, l'usine Coca-Cola fonctionne et débite des canettes à son rythme. Dans la cité des quartiers périphériques, où habite la majorité de la population, la vie va son cours. Le marché est approvisionné, les artisans travaillent. Les « mamas » font leurs courses, les enfants jouent et les hommes – quand ils en ont les moyens – boivent une bière dans les *ngandas*, les petits cafés locaux.

MARBRE ROSE ET VERDURE

Au bout de la ville, la résidence du président Mobutu Sese Seko est divisée en trois parties. A droite, un bloc monumental où il réside ; à gauche, la partie où il reçoit ses visiteurs ; au fond, la grande salle des banquets pour les réceptions. Au centre, deux grands bassins cernés de végétation où les oiseaux chantent à cœur-joie. Les statues sont à leur place. Rien n'a été touché. Le village natal du père du président est intact.

A Kawele, à une dizaine de kilomètres de *« Gbado »*, le maréchal s'est fait construire une autre résidence de marbre rose perdue dans la verdure. Des paons au long cou bleu arpentent les pelouses et se laissent aller à des roues nonchalantes. Des nénuphars en fleur flottent dans les bassins d'agrément. Limousines de luxe ou véhicules tout-terrain voisinent sur les parkings. Rien n'a été touché. Le village natal de la mère du président est intact.

Les militaires en poste dans la région sont fidèles et, pour l'instant, disciplinés. Mais certains ont peur. Il faut voir l'empressement de ceux-là à monter à bord de l'Antonov qui retourne vers Kinshasa. Ils se battent avec l'énergie du désespoir, se traînent à terre, refusent d'obéir et échangent des coups avec leurs supérieurs.

Une dizaine d'entre eux se faufilent et prennent place avec armes et bagages. Kinshasa les attend. Mais avec ses rumeurs, ses incertitudes et la perspective de voir débarquer un jour les rebelles de Laurent-Désiré Kabila, la capitale n'est peut-être pas plus sûre que Gbadolite...

Frédéric Fritscher

Jean Paul II veut contribuer à la réconciliation nationale au Liban

Samedi commencera le premier voyage d'un pape au Proche-Orient depuis 1964. Le dernier rendez-vous du souverain pontife à Beyrouth avait été annulé en raison des réticences qu'il suscitait auprès des musulmans intégristes et des ultras-chrétiens

Le pape Jean Paul II est attendu, samedi 10 mai, au Liban pour une visite pastorale de trente-deux heures, qui sera la première depuis 1964 d'un souverain pontife au Proche-Orient, berceau des trois grandes religions monothéistes. Dans la soirée, il animera une rencontre de prière avec la jeunesse. Dimanche, le pape célébrera une messe en plein air près de la place des Martyrs, dans le centre dévasté de la capitale. Après l'office, il regagnera en hélicoptère la résidence patriarcale de Bkerké pour s'entretenir avec les membres de l'Assemblée des patriarches et évêques catholiques. Il rencontrera également les chefs de l'Eglise grec-orthodoxe avant une réunion œcuménique à Harissa. Fin 1995, un synode organisé au Vatican et consacré au Liban avait notamment réclamé le départ des troupes syriennes qui stationnent sur les deux tiers du pays.

BEYROUTH
de notre correspondant

C'est à Beyrouth, face à la mer, et avec pour toile de fond le mont Sannine, exceptionnellement enneigé en cette saison à la suite d'un hiver très long, que le pape Jean Paul II célébrera la messe, dimanche 11 mai, à l'occasion de sa visite délicate au Liban. Un premier projet de voyage dut être reporté en 1991 en raison des réticences qu'il suscitait à la fois auprès des ultras chrétiens et des musulmans intégristes. Ces réticences se sont certes atténuées, mais elles n'ont pas disparu. Le souverain pontife a néanmoins décidé que le temps était venu à présent pour une visite ardemment souhaitée : la première au Proche-Orient – terre du Christ – pour un pape qui a sillonné le monde entier.

L'opposition chrétienne dite *« de Paris »*, parce que ses figures de proue, le général Aoun et l'ex-président Gemayel en particulier, résident dans la capitale française, n'en continue pas moins d'estimer inopportune la démarche papale, *« car elle consacre le fait accompli »* : l'hégémonie syrienne sur le pays.

Il y a, bien sûr, des précédents, comme les visites du pape en Pologne, qui, au lieu de consacrer les autorités communistes, avaient constitué autant de coups de butoir contre le régime. Mais les réfractaires chrétiens font valoir que Jean Paul II avait alors exigé de rencontrer le chef de l'opposition, Lech Walesa, ce qui avait eu un effet déterminant dans la partie de bras de fer que se livraient le pouvoir et le syndicat Solidarité. A Beyrouth, poursuivent-ils, rien de pareil ne se produira et le régime en place, parrainé par la Syrie, sortira plutôt renforcé par ce voyage du pape. C'est donc à leur corps défendant que ces opposants en exil, auxquels se joint Dory Chamoun au Liban même, ont considéré de leur devoir de tout mettre en œuvre, malgré tout, pour assurer le succès de cette visite.

Côté musulman, la principale note discordante est venue du cheikh Chaabane, un intégriste sunnite, qui a demandé au pape *« des excuses »* pour avoir *« béni Israël et affirmé que le Christ est israélien »*. Dans leur grande majorité, cependant, les dignitaires religieux musulmans ont fait la part des choses et interprété le propos incriminé, après une visite du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, comme s'appliquant à l'Israël historique et non à l'Etat israélien contemporain.

BON ACCUEIL DES MUSULMANS

Le Hezbollah lui-même, mouvement chiite le plus puissant et le plus actif dans la sphère intégriste, se montre favorable *a priori* à la visite du pape. Il attend ses discours pour porter un jugement sur le fond. Ses deux principaux leaders, les cheikh Nasrallah et Fadlallah, ont adopté cette position tout en souhaitant que Jean Paul II condamne les agressions d'Israël au Sud-Liban et en regrettant qu'il ne se rende pas à Cana, où eut lieu, voici un an, un massacre de civils libanais à la suite d'un bombardement israélien.

L'islam dans son ensemble, dont les deux principaux dignitaires – le mufti Kabbani pour les sunnites et le cheikh Chamseddine pour les chiites – rencontreront le pape, se montre accueillant. La visite de Jean Paul II devrait donc se dérouler sans problème, ce qui est essentiel, car s'il vient bien en « terre chrétienne », d'un certain point de vue, au Liban, c'est en réalité à un pays très majoritairement musulman que le pape va rendre visite.

Au sein de la population chrétienne, la ferveur a été lente à démarrer, mais elle s'est finalement manifestée à l'approche de l'arrivée du pape. Combien seront-ils à assister à la messe pontificale qui se déroulera dans l'immense chantier du centre-ville en reconstruction de Beyrouth ? Une foule – attendue – de cent cinquante mille personnes, voire plus, serait considérable pour un petit pays dont le nombre de chrétiens résidents est de l'ordre d'un million et demi de fidèles.

Ces derniers ne se font d'ailleurs pas d'illusions sur les retombées politiques de la visite du pape. Ils ne croient pas à un bouleversement de type polonais, mais ils n'en souhaitent pas moins, comme l'a exprimé un de leurs chefs de file, Samir Frangié, la *« restauration »* d'un *« équilibre confessionnel »* qu'ils estiment rompu à leur détriment. *Mais même sans effets pratiques* – sinon peut-être, à terme, une forme d'amnistie pour le chef de l'ex-milice chrétienne, Samir Geagea, seul ancien seigneur de la guerre du Liban aujourd'hui arrêté et qui collectionne procès et condamnations –, la venue de Jean Paul II les revigorera et les incitera à demeurer ancrés dans leur pays ou, pour ceux qui l'ont quitté, à y retourner.

Lucien George

Protégé par 20 000 soldats

Toute la République libanaise* se déplacera pour accueillir le pape à l'aéroport, samedi 10 mai à midi à Beyrouth. Après avoir envisagé, dans un premier temps, de s'en tenir strictement au protocole qui aurait voulu – puisqu'il s'agit d'une visite pastorale et non d'une visite d'Etat – que les dirigeants du pays attendent Jean Paul II au palais présidentiel, les « trois présidents » – le président Elias Hraoui (chrétien), le premier ministre Rafic Hariri et le président du Parlement Nabih Berri (musulman) – ont finalement décidé de bousculer ce protocole. Ils seront donc tous trois présents à l'aéroport. Le pape utilisera par deux fois la « papamobile » blindée. Ses autres déplacements, il les effectuera en hélicoptère. Vingt mille soldats, ce qui représente presque la moitié de l'armée libanaise, veilleront à sa sécurité et toutes les dispositions ont été prises pour parer à toute urgence de santé. – *(Corresp.)

Le cardinal Nasrallah Sfeir, patriarche des maronites
« Le Liban n'est pas un pays libre »

BEYROUTH
de notre envoyé spécial

Patriarche de l'Eglise maronite, la plus grande communauté chrétienne du Liban, le cardinal Nasrallah Sfeir est l'un des plus fervents avocats du retour du Liban à une pleine souveraineté. Né le 15 mai 1920, il a été élu patriarche en 1986 et créé cardinal en 1994.

« Cette visite du pape ne risque-t-elle pas d'apparaître comme une caution à l'actuelle situation politique au Liban ?

– Une partie des Libanais craignent en effet que cette visite ne soit une consécration de la situation d'occupation de notre pays. Une autre partie espèrent, au contraire, qu'elle va permettre un changement politique radical. Les uns et les autres ont tort. Le pape ne vient pas au Liban faire de la politique, *mais rappeler un certain nombre de valeurs* auxquelles la population chrétienne est très attachée : le droit du peuple à l'autodétermination, le droit du pays à son indépendance, à sa souveraineté, le droit à l'égalité de tous devant la loi, au respect de la justice, etc. Autant de valeurs que Jean Paul II a rappelées hier en Pologne et qui, ici au Liban, ont une résonance très particulière.

– Vous êtes au Liban une sorte de symbole de la résistance chrétienne à la double occupation, syrienne et israélienne, de votre pays. Le découragement ne guette-t-il pas la population ?

– Nous en sommes encore à réparer les séquelles d'une guerre de dix-sept ans. 20 % des personnes déplacées sur un demi-million ont pu regagner leurs foyers. Les autres ont perdu leurs *maisons, leurs villages, leurs terrains et ne disposent* d'aucune aide pour rentrer et reconstruire. Quant à ceux qui ont quitté le pays, ils ne reviendront pas avant un retour du Liban à une situation politique normale. Les accords de Taef, en 1990, avaient stipulé qu'il y aurait un gouvernement d'union nationale : cela n'a pas été fait. Qu'on recueillerait toutes les armes : cela n'a été que partiellement fait. Que les élections n'auraient lieu qu'à la fin de 1994 : elles ont été anticipées, organisées sous contrôle syrien et, aujourd'hui encore, les chrétiens ne se sentent pas représentés par ceux d'entre eux qui siègent au gouvernement ou au Parlement. Leur choix n'est pas celui du peuple. Le malaise n'a pas d'autre cause. Le Liban n'est pas un pays libre. Il n'a ni souveraineté ni indépendance. *Une partie de son peuple est mise à* l'écart, marginalisée. Il ne reprendra confiance qu'en retrouvant sa place dans la gestion des affaires du pays.

– Les musulmans semblent faire un bon accueil à la venue de Jean Paul II. Est-ce une surprise pour vous ?

– Pas du tout. La guerre du Liban ne fut pas une guerre entre chrétiens et musulmans, mais une guerre de chrétiens entre eux et de musulmans *entre eux. Aujourd'hui, chaque camp panse ses* plaies, mais chrétiens et musulmans vivent ensemble, perdent ensemble mais gagnent aussi ensemble. Il existe des tensions, mais on les retrouve partout ailleurs. Ce qui caractérise mon pays, et qu'il faut préserver à tout prix, c'est une convivialité islamo-chrétienne, dans la liberté et l'égalité devant la loi, susceptible de devenir un exemple pour le reste du monde. C'est ce que j'attends le plus de la visite du pape : bien sûr, qu'elle ramène un peu de confiance dans la population chrétienne, mais surtout qu'elle soit un acte de foi dans l'avenir de ce pays comme trait d'union entre l'Orient et l'Occident, entre l'islam et le christianisme. »

Propos recueillis par
Henri Tincq

La France n'enverra pas d'observateurs en Algérie pour les élections législatives

ALGER
de notre envoyé spécial

Pour des raisons de sécurité, la France a décidé de ne pas envoyer d'observateurs pour surveiller les élections législatives du 5 juin, a-t-on appris de source bien informée. Le refus français a été annoncé *récemment aux autorités* algériennes, qui avaient sollicité Paris.

Outre l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la Ligue arabe, qui enverront plusieurs dizaines d'observateurs, l'Algérie a proposé au total à quarante-trois pays (de la Corée au Mexique, en passant par l'Italie et les Etats-Unis) de venir sur place pour superviser, sous l'égide d'une équipe de six membres de l'ONU, le bon déroulement d'un scrutin destiné à doter le pays d'un Parlement élu. Si une vingtaine d'Etats ont répondu à l'offre algérienne, la plupart l'ont fait jusqu'ici en termes dilatoires. Seuls une dizaine d'entre eux ont pris une décision.

Au sein de l'Union européenne (UE), les candidats ne se bousculent pas. Parmi les Quinze, qui se sont consultés sur l'attitude à tenir, la Suède risque d'être le seul membre de l'Union à envoyer des représentants. L'Espagne hésite. Encore récement, Madrid était disposé à répondre favorablement à la demande d'Alger, mais la dégradation récente des relations bilatérales, qui a suivi la réunion publique dans la capitale espagnole des principaux dirigeants de l'opposition algérienne, menace de compromettre le projet.

Outre le Canada, qui enverra un ou deux fontionnaires, les Etats-Unis seront représentés par le biais d'une équipe d'une dizaine de membres du National Democratic Institute (NDI), une ONG américaine qui, depuis sa création en 1983, s'est fixée comme objectif de *« renforcer les institutions démocratiques et le pluralisme »* dans les démocraties émergentes. L'équipe du NDI bénéficiera du soutien officiel de Washington.

NE PAS SERVIR DE CAUTION

Pour justifier leur refus de superviser les élections, les pays étrangers *mettent officiellement* en avant la sécurité de leurs ressortissants. Dans une Algérie où la violence est responsable de près de deux cents morts par semaine, elle ne serait pas totalement assurée. Mais certains pays doutent également que les élections seront aussi transparentes que le gouvernement algérien le prétend. Le précédent scrutin, il y *a cinq ans, avait été annulé par* les militaires alors que le Front islamique du salut (FIS), aujourd'hui interdit, allait l'emporter haut la main.

« Nous ne voulons pas servir de caution politique », résume un diplomate. *« De toute façon*, explique-t-il, *les observateurs feront l'objet d'une telle protection policière qu'ils ne pourront pas faire correctement leur travail. »* D'ores et déjà, une équipe des Nations unies est à pied d'œuvre à Alger pour préparer le terrain. Elle devrait publier un premier rapport sur la campagne électorale, qui s'ouvrira le *16 mai*, et un second à l'issue du scrutin du 5 juin.

Jean-Pierre Tuquoi

L'Eglise brésilienne condamne la politique économique du président Fernando Henrique Cardoso

RIO DE JANEIRO
de notre correspondant

« Dans ce pays, il est toujours dangereux de se mettre l'Eglise à dos ». Signé Boris Casoy, le célèbre présentateur de télévision brésilienne. Ce constat en forme d'avertissement ponctuait une séquence *récemment* consacrée aux relations de plus en plus tendues qu'entretiennent le président Fernando Henrique Cardoso et la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB).

Populaire pour avoir jugulé l'inflation, fort d'une *confortable* majorité parlementaire alliant son parti (le Parti social-démocrate brésilien) à trois formations de droite, M. Cardoso a gouverné durant vingt-huit mois dans un *« état de grâce »*, d'une longévité exceptionnelle. Placée dès son départ sous la bénédiction de l'épiscopat, la *« longue marche »* triomphale sur Brasilia de 1 500 militants du Mouvement des sans-terre vient d'y mettre fin en ressuscitant une opposition de gauche en mal d'idées mobilisatrices (*Le Monde* du 19 avril). Par son soutien actif à la cause de la réforme agraire, l'Eglise brésilienne, toujours classée dans les sondages en tête des institutions les plus respectées, use aujourd'hui d'un *« droit d'ingérence »* qu'elle s'est octroyé sur le front des droits de l'homme face à la dictature militaire (1964-1985). *Ancien exilé politique, le chef de* l'Etat ne peut pas s'en indigner.

En jetant l'anathème sur la politique économique en vigueur, la 35e assemblée générale de la CNBB, qui a clôturé ses travaux le 18 avril à Itaici (Etat de Sao Paulo), a officialisé le contentieux. La déclaration finale, intitulée « Vie avec dignité », adoptée à l'unanimité des 266 évêques présents, affirme en effet que *« le cadre chronique d'exclusion et de misère dans lequel tentent de survivre des millions de Brésiliens, surtout des enfants, est aujourd'hui la conséquence directe de l'ordre économique néolibéral qui privilégie le profit et le capital au détriment de l'être humain »*.

SANS APPEL

Cette condamnation sans appel n'est pourtant qu'une version édulcorée du texte incendiaire qui lui a servi de base. Le *« rapport de conjoncture »* soumis à l'analyse des évêques dénonçait la *« corruption active »* du gouvernement, accusé de pratiquer l'*« achat de votes »* au Congrès.

L'extrême violence du réquisitoire – la *réputation d'intégrité de* M. Cardoso n'a jusqu'ici jamais été entachée de scandale – a provoqué la colère du Planalto (le palais présidentiel de Brasilia), lequel a stigmatisé, dans un communiqué, la *« mauvaise foi »* de ses auteurs. Mais le grief de l'épiscopat contre le pouvoir fédéral ne se limite pas au divergences macro-économiques. Autre pomme de discorde, la privatisation de la Compagnie minière Vale do Rio Doce (CVRD) mobilise la CNBB au sein d'un front d'opposition hétéroclite regroupant, en outre, des partis de gauche, l'ordre des avocats du Brésil, des syndicats ainsi que des généraux ultranationalistes. Deuxième conglomérat mondial du secteur, la CVRD se distingue dans le paysage industriel local par l'importance de ses investissements à caractère philanthropique. C'est essentiellement la sauvegarde de la *« fonction sociale »* de l'entreprise qui a modifié la déclaration annexe sur la CVRD.

Athée déclaré, M. Cardoso avait déclenché les premières attaques directes de la CNBB contre son gouvernement en se plaignant auprès du Pape – qui l'avait reçu en audience le 14 février, au Vatican – de l'*« engagement excessif »* du clergé brésilien aux côtés des défenseurs de la réforme agraire. Une démarche que le président de la Conférence épiscopale, Mgr Lucas Moreira Neves, avait laconiquement qualifiée d'*« inélégante »*.

A l'évidence, l'élection, voici deux ans, à la présidence de la CNBB du cardinal Neves, que la presse présentait à l'époque comme l'*« homme de confiance du pape »* n'a pas abouti à la *« normalisation »* attendue. Ce constat ne manque par d'intérêt dans la perspective du troisième voyage que Jean Paul II effectuera, en octobre, au Brésil, pays comptant encore le plus de catholiques déclarés au monde (environ 120 millions, mais à peine 15 % de pratiquants) en dépit de la prolifération de sectes néopentecôtistes.

L'offensive en règle menée depuis le début de son pontificat contre l'un des derniers bastions de la théologie de la libération – *coupable de « déviationnisme marxiste »* aux yeux de la congrégation de la doctrine de la foi – se solde pour l'heure par un indéniable échec. Ce qui n'est pas fait pour rassurer M. Cardoso.

Jean-Jacques Sévilla

La Colombie redoute une campagne présidentielle violente

BOGOTA
de notre correspondante

Si Alfonso Valdivieso n'a pas réussi à « faire tomber » Ernesto Samper, le chef de l'Etat colombien, peut-être finira-t-il quand même par lui succéder. Jeudi 8 mai, le *« fiscal »*, *comme on appelle* ici le chef du Parquet, a démissionné de ses fonctions et a annoncé sa candidature officielle à l'élection présidentielle qui aura lieu en juin 1998. Celui qui, en guerre contre la corruption de la classe *politique*, a *conduit depuis* 1995 l'opération « Mains propres à la colombienne », est depuis longtemps l'homme le plus populaire du pays et en tête dans tous les sondages politiques.

Sa décision de se présenter à la magistrature suprême n'est pas une surprise. Elle marque, en fait, le *coup d'envoi de la campagne* électorale. En effet, selon la Constitution colombienne, il est interdit aux candidats à un mandat électif d'occuper une charge publique pendant l'année qui précède le scrutin. Antonas Mockus (indépendant), qui talonne Alfonso Valdivieso dans les sondages, a *ainsi démissionné en* avril et annoncé sa candidature. Pour que la liste des prétendants soit complète, il ne manque plus que la démission d'Horacio Serpa, l'actuel ministre de l'intérieur.

Au total, il devrait y avoir dix candidats : quatre du Parti libéral actuellement au pouvoir, quatre du Parti conservateur, et M. Valdivieso et M. Mockus, chacun sur des listes indépendantes. Alfonso Valdivieso, ex-sénateur et ex-ministre de l'éducation, cousin et disciple de Luis Carlos Galan, assassiné alors qu'il était candidat à la présidentielle de 1990, est membre du Parti libéral mais appartient à un courant opposé à celui de M. Samper. Il a pourtant décidé de se présenter avec un mouvement indépendant et dénonce *« l'appareil et la machinerie des partis traditionnels »*.

LES PREMIÈRES MENACES

Ses détracteurs lui reprochent de s'être servi de la *« fiscalia »* comme d'un tremplin politique et de n'avoir ni terminé le procès de la classe politique ni amélioré le fonctionnement de la justice colombienne. Cependant, dans l'affaire du financement de la campagne électorale d'Ernesto Samper par l'argent de la drogue, *ses enquêtes menées depuis* 1995 ont conduit en prison l'ex-ministre de la défense, treize parlementaires, l'ex-procureur de la République, un ex-ministre de l'éducation et un journaliste.

D'ici au 31 mai 1998, date du premier tour de l'élection présidentielle, les Colombiens devront aussi élire, le 26 octobre 1997, les maires et les gouverneurs de chaque région et, le 8 mai 1998, les députés et les sénateurs. Le 26 juillet, ils devront désigner, à l'occasion de primaires, les candidats des deux grands partis traditionnels. La plupart des analystes politiques prédisent une nouvelle vague de violence au cours de cette année de campagne électorale qui vient de s'ouvrir avec l'annonce des candidatures. L'hebdomadaire *Semana*, dans son édition *du 31 mars, écrit ainsi que « l'année 1997-1998 pourrait être la plus violente de l'histoire de Colombie »*. La guérilla a déjà annoncé qu'elle empêcherait les candidats des partis traditionnels de se présenter aux élections municipales dans le sud du pays. Les groupes paramilitaires, qui viennent de se regrouper politiquement sous le nom d'« Autodéfense unie de Colombie », ont menacé d'assassiner dans leur zone d'influence tous les candidats de gauche.

Depuis le début de l'année, plus de dix maires ont été tués et de nombreux autres ont menacé de démissionner. Le gouvernemment, au terme d'un conseil de sécurité qui s'est tenu le 28 avril, a affirmé, lui, que *« les élections pouvaient être garanties sur l'ensemble du territoire »*.

Anne Proenza

Viktor Klima peine à lancer les réformes nécessaires à la modernisation de l'Autriche

Le chancelier veut enrayer la montée de l'extrême droite

Chef du gouvernement autrichien depuis le 28 janvier dernier, le chancelier social-démocrate Viktor Klima a effectué, vendredi 9 mai, sa première visite officielle en France. Lors d'un déjeuner à l'Elysée, il s'est entretenu avec le président Chirac des négociations européennes en cours, notamment de la réforme de l'Union. M. Klima dirige une coalition avec les conservateurs, qui est confrontée à la montée de la droite nationale.

VIENNE
de notre envoyé spécial

L'élection fin janvier d'un nouveau chancelier, Viktor Klima, quarante-neuf ans, en remplacement de Franz Vranitzky, qui avait démissionné après avoir dirigé pendant dix ans ans son pays et le Parti social-démocrate, a redonné espoir à une classe politique incapable de réagir à la progression de la droite nationale de Jörg Haider en Autriche. Avec près de 25 % des intentions de vote dans les derniers sondages, le Parti libéral autrichien (FPÖ) fait désormais jeu égal avec le Parti populaire (conservateur), formation traditionelle de la droite et partenaire au pouvoir des sociaux-démocrates. Pour aucun des deux grands partis, il n'est question de s'allier avec M. Haider, mais la reconduction indéfinie de la « grande coalition » lasse les électeurs.

Dominant la scène depuis la guerre, conservateurs et sociaux-démocrates ont, au gré des alternances, construit un système à leur entière dévotion. Dans un pays où le secteur nationalisé a longtemps représenté l'essentiel de l'emploi, les deux grandes formations ont pris l'habitude de se répartir entre elles les fonctions à tous les niveaux de la société. Il est difficile en Autriche d'entreprendre quoi que ce soit sans avoir sa carte de parti. Enfermé dans sa neutralité et une économie florissante, le pays s'est longtemps satisfait de ce cocon.

Une série de scandales de corruption, puis l'« affaire Waldheim » qui a obligé les Autrichiens à se pencher sur leur passé pendant la période nazie, ont pourtant fini par faire éclater cette sérénité trompeuse. Des écrivains de gauche, comme Thomas Bernhard, avaient longtemps tenté de secouer le conservatisme de leurs concitoyens mais c'est la droite nationale qui ramassera la mise. Ne reculant devant rien, pas même devant l'apologie du nazisme, l'habile Jörg Haider, qui avait capté dans les années 80 l'héritage du petit parti libéral, a su se faire le porte-parole de toutes les protestations.

Les efforts du chancelier Vranitzky pour affronter la situation et faire avancer le débat sur le passé nazi n'ont pas suffi à résoudre le problème. Avec l'aide de ses alliés conservateurs, M. Vranitzky a fait entrer l'Autriche dans l'Union européenne en 1995. Mais son incapacité à bousculer les pesanteurs du système politique ne lui ont pas permis d'aller plus loin.

Viktor Klima sera-t-il l'homme de la situation ? Populaire, le jeune chancelier fait partie de ces nouveaux dirigeants de la gauche européenne qui, à l'instar d'un Tony Blair en Grande Bretagne, souhaite réconcilier la tradition solidaire de la gauche à la modernité économique et politique.

DEUX COMBATS DE FRONT

« C'est un battant. Quand il y a un problème, il tranche dans le vif », constate amèrement l'actuel directeur du Burgtheather, l'allemand Claus Peymann. « Tête de turc » de la presse à sensation pour avoir fait de son célèbre théâtre une citadelle contre le conservatisme autrichien, M. Peymann sait de quoi il parle. La première décision du chancelier, lors de la formation de son gouvernement, en février, a été de prendre en charge directement le secteur de la culture afin de restaurer un peu de calme dans le landernau viennois. Sa doctrine : il faut moderniser la société autrichienne, mais rien ne sert pour cela de donner à la droite tous les prétextes qu'elle cherche pour jouer les défenseurs du peuple autrichien.

Ministre des finances du dernier gouvernement Vranitzky, Viktor Klima a su faire accepter par son parti un budget d'austérité remettant en cause quelques vaches sacrées de la social-démocratie et correspondant aux critères de Maastricht pour faire partie de l'Union monétaire. Malgré l'impopularité actuelle de l'Europe auprès de l'opinion, le chancelier, avec l'aide du président du Parti populaire, Wolfgang Schüssel, ministre des affaires étrangères, est bien décidé à maintenir l'Autriche sur les rails européens. Dans la deuxième moitié de 1998, Vienne exercera la présidence de l'Union à un moment décisif pour la monnaie unique et pour les négociations sur l'élargissement. D'ici là, selon le chancelier, la coalition ne devrait pas être remise en cause et celle-ci pourra procéder à des réformes indispensables.

Contrairement à M. Blair en Grande-Bretagne, qui arrive au pouvoir après que le Parti travailliste ait déjà accompli sa révolution, Viktor Klima va devoir mener de front deux combats, au gouvernement et à l'intérieur de son propre parti. Le suicide, fin avril, d'un dirigeant de banque social-démocrate a été l'occasion, pour la direction du parti, de réclamer officiellement, jeudi 8 mai, une modification du système des nominations dans la fonction publique ou para-publique. Le difficile débat sur l'abandon de la neutralité, l'affrontement larvé qui oppose le chancelier à la confédération syndicale ÖGB (dont le président est député social-démocrate) sur la flexibilité du travail ou encore les dépenses sociales, témoignent cependant du chemin qui reste à parcourir pour bousculer les acquis.

Henri de Bresson

Paris et les régions françaises célèbrent la « journée de l'Europe »

LA CAMPAGNE électorale et l'importance des enjeux européens qui y sont débattus confèrent cette année en France un lustre particulier à la fête du 9 mai, la fête de l'Europe, qui donne lieu à de très nombreuses manifestations organisées à Paris et dans toutes les régions sous le parrainage de la branche française du Mouvement européen. Au cœur de la capitale, la tour Eiffel est pavoisée aux couleurs européennes, la bannière bleue étoilée, et le soir, on devait danser au Zenith du parc de la Villette, pour une *« nuit de l'Europe »* orchestrée par des groupes venus de plusieurs pays.

Cette journée avait donné lieu en 1996 à l'inauguration solennelle par Alain Juppé, à la Sorbonne, du *« dialogue sur l'Europe »*, initiative lancée par le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, pour tenter d'ouvrir au plus grand nombre la possibilité de débattre, dans leurs régions, des questions européennes. Il était initialement prévu de clore ce dialogue pour le 9 mai de cette année, un comité de trois personnalités – Hubert Curien, l'ancien ministre de la recherche de François Mitterrand, Christine Lambert, présidente du centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et Jean Paul Delevoye, président de l'association des maires de France – ayant été chargées de préparer un rapport pour en tirer les conclusions.

La dissolution de l'Assemblée nationale a amené le ministère des affaires européennes à suspendre ce programme pour éviter des interférences avec la campagne.

3 000 MANIFESTATIONS

Le 9 mai célèbre la « déclaration Schuman », du nom du ministre français des affaires étrangères de l'époque, considérée comme le coup d'envoi officiel de la construction européenne. *« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait »*, proclamait cette déclaration. Tel est l'objet des quelque trois mille manifestations qui marquent cet anniversaire en France, à l'initiative de collectivités locales, d'associations, d'établissements scolaires ou universitaires. Ici, il s'agit d'informer, de débattre sur les sujets européens de l'heure, l'euro, le chômage, l'année contre le racisme et la xénophobie, la mobilité. Là, de célébrer un jumelage, un nouveau partenariat avec des pays de l'Est, candidats à leur intégration dans l'Europe.

Mais l'Europe est aussi politique, comme en témoigne l'initiative prise par l'association *Espace Europe Toulon-Méditerranée*, nouvellement fondée par des personnalités de la vie civile locale, d'organiser dans la ville phare du Front national, qui y dirige la municipalité, quatre journées sur le thème : « La jeunesse fête l'Europe de la fraternité ». La campagne électorale ne sera d'ailleurs pas absente de cet anniversaire de l'Europe, comme en témoigne notamment la participation de Laurent Fabius à une manifestation organisée à Villeneuve d'Ascq par l'association « Citoyen d'Europe », où il présentera les propositions du Parti socialiste sur l'euro et l'Europe politique. Dans un message diffusé pour le 9 mai, le président Chirac, qui reçoit pour sa première visite en France le nouveau chancelier autrichien, le social-démocrate Viktor Klima, a rendu hommage *« à tous ceux qui se mobilisent au sein d'associations ou de mouvements européens pour la cause européenne »*. *« La diversité de vos conceptions de la construction européenne*, ajoute-t-il, *est un enrichissement. Faites partager aux Français, et d'abord aux jeunes, votre conviction »*.

H. de B.

La Moldavie et la Transnistrie séparatiste ont signé un mémorandum pour normaliser leurs relations

LE PRÉSIDENT de la Moldavie, Petru Lutchinski, et le dirigeant de la république séparatiste de Transnistrie, Igor Smirnov, ont signé, jeudi 8 avril à Moscou, un mémorandum destiné à *« normaliser »* leurs relations. Ce texte, qui réaffirme l'intégrité territoriale de la Moldavie *« à l'intérieur des frontières datant de janvier 1990 de l'ancienne République soviétique »* est le pas le plus important accompli vers le règlement du conflit qui fit près de sept cents victimes en 1991 et 1992.

Ces affrontements meurtriers faisaient suite à la sécession, en 1990, de la Transnistrie. Les dirigeants slaves de cette petite bande de terre (780 000 personnes en majorité d'origine russe et ukrainienne) exprimaient alors leur crainte d'une « roumanisation » de la Moldavie, pays créé par Staline sur la base d'une région arrachée à la Roumanie auquel il rattacha une bande de territoire prise à l'Ukraine, la Transnistrie. Depuis 1993, toutes les tentatives de dialogue entre les deux parties avaient échoué, chacun se tenant sur une ligne dure : Tiraspol (capitale de la Transnistrie) s'accrochait à son indépendance alors que Chisinau (capitale moldave) voulait restreindre son autonomie.



L'élection en novembre 1996 du nouveau président moldave, Petru Lutchinski, plus « russophile » que son prédécesseur Mircea Snegur, a débloqué la situation. M. Lutchinski espère ainsi que la signature du mémorandum ouvre *« une voie sérieuse pour une solution définitive au problème transnistrien »*. Face à l'intransigeance de Tiraspol, les bonnes dispositions de M. Lutchinski auraient été vaines sans le soutien des chefs d'Etat russe, Boris Eltsine, et ukrainien, Leonid Koutchma, « parrains » du mémorandum aux côtés du président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Niels Helveg Petersen, ministre danois des affaires étrangères.

LE RETOUR DE L'UKRAINE

En proposant l'envoi d'observateurs en Transnistrie, l'Ukraine reprend pied dans le jeu moldave où elle était peu présente depuis la fin des affrontements. Kiev espère peut-être que ce rôle de modérateur sera porté à son crédit dans ses discussions avec l'OTAN, dont elle cherche à se rapprocher pour desserrer l'étau russe. Quant au Kremlin, accusé un temps de jeter de l'huile sur le feu moldave, sa médiation intervient à un moment où la Moldavie ne songe plus à retourner dans le giron roumain. Après quelques hésitations, Chisinau s'est retournée vers Moscou, son principal débouché économique et fournisseur de matières premières. La signature du mémorandum, annoncée il y a quelques semaines lors de la visite à Chisinau du ministre russe des affaires étrangères, devrait encore resserrer les liens.

Tout n'est pas encore réglé. La Transnistrie, l'une des régions les plus « soviétiques » de l'ex-URSS, s'enfonce dans le dénuement et *« menace de se transformer en une " zone grise " aux mains de différentes mafias »*, affirme un diplomate occidental. Il faudra pourtant négocier le statut de la Transnistrie qui bénéficiera vraisemblablement, au sein de *« l'Etat commun »* moldave, d'une large autonomie.

Un autre problème porte sur l'avenir de la 14e armée russe stationnée en Transnistrie et qui dérange autant Chisinau que Kiev. Forte de quelque 7 000 hommes, cette ancienne unité avancée de l'armée rouge avait, sous les ordres du général Lebed, séparé les belligérants en 1992.

Contrairement aux termes d'un accord signé par Moscou et Chisinau en 1995, cette unité russe n'a toujours pas été démantelée. Le Kremlin semble même vouloir la transformer en une base militaire aux confins de son « étranger proche ». C'est également ce que réclame la Douma russe qui a voté en novembre 1996 une résolution déclarant la Transnistrie *« zone d'intérêts stratégiques particuliers »*. Le président Eltsine l'a souligné : la signature du mémorandum *« ne signifie pas que tous les problèmes soient résolus »*.

Christophe Châtelot

Rencontre secrète entre M. Nétanyahou et le roi Hussein

JÉRUSALEM. Le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a eu, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 mai à Aqaba, le port jordanien sur la mer Rouge, un entretien secret avec le roi Hussein de Jordanie pour évoquer le processus de paix au Proche-Orient et le problème du partage des eaux du Jourdain entre l'Etat hébreu et le royaume hachémite, a annoncé la radio israélienne. M. Nétanyahou s'est rendu à Aqaba après avoir rencontré, à trois reprises, le médiateur américain, Dennis Ross, lequel a entrepris, depuis jeudi, une navette diplomatique entre le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien. Dennis Ross a fait état, ce même jeudi, de *« difficultés »* à ramener Israéliens et Palestiniens à la table des négociations : l'Etat juif exige que l'OLP agisse concrètement pour neutraliser le *« terrorisme »* palestinien, tandis que l'Autorité palestinienne réclame l'arrêt de la construction de nouveaux quartiers juifs à Jérusalem. – *(AFP, Reuter.)*

Arrivée du premier ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam depuis 1975

HANOÏ. Le premier ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam depuis l'évacuation de Saïgon en 1975, Douglas Peterson, est arrivé, vendredi 9 mai, à Hanoï. M. Peterson, âgé de soixante et un ans, est un ancien pilote de l'US Air Force. Il a été emprisonné pendant plus de six ans au Nord-Vietnam (de 1966 à 1973). Ancien membre démocrate de la Chambre des représentants (Floride), il avait été l'un des plus ardents avocats de la normalisation des relations diplomatiques avec le Vietnam. Son homologue vietnamien aux Etats-Unis, Le Van Bang, devait arriver au même moment à Washington. Dans divers entretiens avant son départ de Washington, M. Peterson a affirmé *« ne pas vouloir vivre avec le passé »* et a expliqué que ses deux priorités, dès son arrivée, seraient la poursuite des recherches des restes des 1 600 GI portés disparus, et la signature d'un accord commercial entre Washington et Hanoï. – *(AFP.)*

ASIE

■ **INDE : au moins soixante-dix personnes ont trouvé la mort** lorsqu'un camion transportant des invités à une noce s'est renversé dans l'Etat d'Himachal-Pradesh, dans le nord de l'Inde, a rapporté, vendredi 9 mai, l'Agence indienne de presse UNI. L'accident, qui s'est produit dans la nuit de jeudi à vendredi, a également fait huit blessés. – *(AFP.)*

■ **Sonia Gandhi, italienne d'origine et veuve** de l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi, tué dans un attentat à la bombe en 1991, a adhéré en mars dernier au Parti du Congrès, a révélé, jeudi 8 mai, le porte-parole de la formation. Cette décision, a-t-il précisé, va *« galvaniser et électrifier »* le parti de la dynastie Nehru-Gandhi, qui a dirigé l'Inde pendant plus de quarante ans. Mme Gandhi avait jusqu'à présent refusé de se mêler directement de politique. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ROYAUME-UNI : le gouvernement de Tony Blair** a lancé lors de sa première réunion, jeudi 8 mai, ses projets de dévolution en Ecosse et au Pays-de-Galles, en annonçant que deux référendums seraient organisés dès l'automne. Le projet de dévolution, qui accorderait aux deux provinces une autonomie élargie, pourrait être publié, jeudi prochain, et les référendums, dont les questions n'ont pas encore été définies, pourraient avoir lieu en septembre – *(AFP.)*

■ **RUSSIE-OTAN : le texte de l'accord Russie-OTAN est prêt** *« à 98 % »*, a déclaré Boris Eltsine, jeudi 8 mai. Il a ajouté, selon des agences russes, qu'il restait encore deux questions importantes à régler, sans préciser lesquelles. La Russie voudrait que le texte du document soit prêt à être signé après la prochaine rencontre, le 13 mai à Moscou, entre le ministre russe des affaires étrangères, Evguéni Primakov, et le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a affirmé M. Eltsine. – *(AFP.)*

■ **UKRAINE : les pays du G 7 se sont engagés à octroyer un prêt** de 800 millions de dollars pour renforcer le « sarcophage » de la centrale nucléaire de Tchernobyl, a annoncé jeudi 8 mai le ministre ukrainien de la sûreté nucléaire, Youri Kostenko. Le sarcophage de béton recouvrant le réacteur numéro 4, qui a explosé en 1986, est dans un état inquiétant, selon les experts. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **MALI : la Cour constitutionnelle** a décidé, jeudi 8 mai, de maintenir le premier tour de la présidentielle, le dimanche 11 mai. L'opposition demandait le report de cette élection en raison des irrégularités qui avaient entaché les législatives du 13 avril, et dont les résultats ont été invalidés par la Cour. – *(AFP, Reuter.)*

■ **LIBYE : en violation de l'embargo aérien** imposé à son pays par l'ONU, le colonel Mouammar Kadhafi est arrivé, jeudi 8 mai, à Niamey, la capitale du Niger. Il s'agit de la deuxième violation par la Libye de l'embargo aérien depuis le début de l'année. Le 28 mars, un avion de la compagnie nationale libyenne s'était rendu à Djeddah, en Arabie saoudite, pour le pèlerinage de la Mecque. Le département d'Etat américain a annoncé, jeudi, que Washington entend soumettre l'affaire au Conseil de sécurité de l'ONU. Les Etats-Unis ont demandé au gouvernement nigérien d'empêcher l'avion libyen de quitter Niamey. – *(AFP.)*

■ **TUNISIE : l'opposant Mohamed Mouaada a décidé de poursuivre en justice** les autorités de son pays pour l'avoir, notamment, assigné en *« résidence surveillée complète »* depuis le 20 avril. Ancien président et membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes (MDS, opposition légale), M. Mouaada, cinquante-huit ans, affirme que les autorités tunisiennes l'ont privé de son travail, son *« seul gagne-pain »*, confisqué son passeport et coupé sa ligne de téléphone. – *(AFP.)*

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS : *« les signes d'une résurgence imminente de l'inflation sont rares pour l'instant »*,** a déclaré, jeudi 8 mai, le président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan. La hausse des taux d'intérêt, en mars dernier, relève donc, selon lui, seulement d'une démarche de prudence. La Fed a, par ailleurs, confirmé, jeudi, ne pas être intervenue sur le marché des changes au premier trimestre, prolongeant sa plus longue absence sur le marché depuis l'avènement des taux de changes flottants, en 1973 (sa dernière intervention remonte à août 1995). – *(AFP.)*

■ **BOSNIE : le conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine** a approuvé, jeudi 8 mai à Sarajevo, le budget 1997 sur lequel le gouvernement central est parvenu, mardi, à un accord après plusieurs mois de négociations ardues, a annoncé le Haut-Représentant civil en Bosnie, Carl Bildt. Le budget a été approuvé à l'issue de quatre heures de discussion du Conseil des ministres, composé de Croates, Musulmans et Serbes. Les quelque 520 millions de francs du budget proviendront des recettes des deux entités composant le pays, la Fédération croato-musulmane et la Republika Srpska (RS), ainsi que de l'aide internationale. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

Rencontre secrète entre M. Nétanyahou et le roi Hussein

Arrivée du premier ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam depuis 1975

LÉGISLATIVES Lionel Jospin a répondu, vendredi 9 mai, à la tribune de Jacques Chirac en adressant un texte à l'ensemble des quotidiens nationaux et régionaux. Tout en jugeant l'intervention du chef de l'Etat « *négative, partisane et inéquitable* », le premier secrétaire du Parti socialiste évite de polémiquer et présente les enjeux de ce qu'il appelle un « *choix de civilisation* ». ● ROBERT HUE, qui entend aussi répondre à M. Chirac, a manifesté son irritation en souhaitant un accord de gouvernement avec le PS en cas de victoire de la gauche mais en refusant toute attitude hégémonique. ● UN DUEL à distance a opposé jeudi Alain Juppé et Lionel Jospin. Le premier ministre a posé quatre questions au premier secrétaire du PS qui lui a répondu dans la soirée à Pamiers (Ariège) pour « *soulager rapidement* [ses] *angoisses* ». M. Juppé a jugé ses réponses « *dilatoires ou polémiques* ».

Lionel Jospin cherche à se placer au centre de la campagne

Le premier secrétaire du PS a répondu au chef de l'Etat, dans un texte adressé à tous les quotidiens. Alain Juppé l'accuse de tenir des propos « dilatoires ou polémiques ». Le secrétaire national du PCF demande un accord de gouvernement et refuse l'« hégémonie » des socialistes

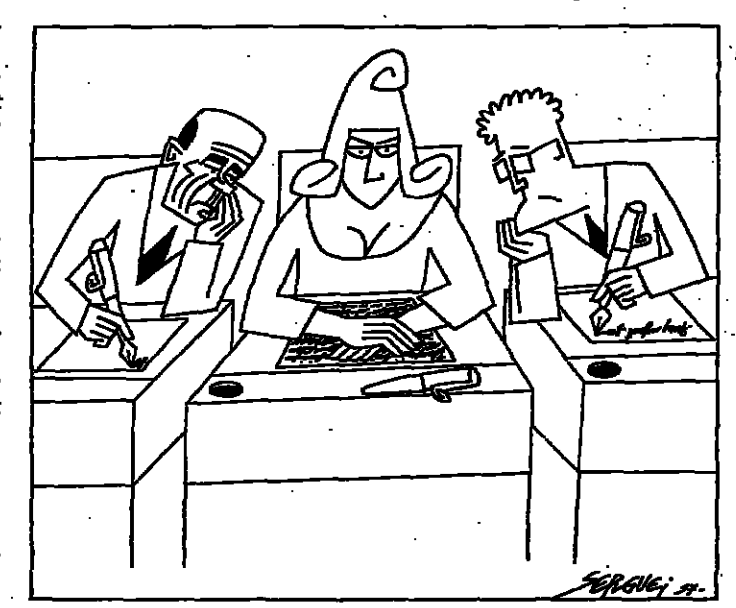
AVEC PLUS D'INSISTANCE à chacune de ses déclarations, Lionel Jospin commence à intégrer l'idée qu'une majorité de gauche pourrait sortir des urnes le 1er juin. « *La victoire est possible mais rien n'est fait* », a affirmé le premier secrétaire du Parti socialiste, vendredi 9 mai sur RMC. A deux semaines du premier tour, l'ancien candidat à l'élection présidentielle cherche à se placer au centre de la campagne électorale. Tout en ne cessant de répéter, à chaque réunion publique, qu'il s'agit d'une bataille législative et qu'il n'est qu'un des 577 candidats présentés ou soutenus par le PS, il adopte une posture proche de celle qu'il avait prise dans la campagne de 1995.

Cette stratégie vient de se manifester à travers deux actes. Le premier est la réponse, adressée à l'ensemble de la presse quotidienne, à la tribune de Jacques Chirac. Profitant du faux-pas présidentiel, consistant à sélectionner seulement quatorze quotidiens régionaux, M. Jospin envoie son texte à tous, en laissant chacun libre de le publier ou de l'ignorer. Il tente de détourner à son profit la première intervention du chef de l'Etat dans la campagne, au point d'adopter un ton très présidentiel – il s'adresse à « *mes chers compatriotes* » – quitte, en s'en tenant à une défense et illustration de ses valeurs et de ses engagements, à courir le risque de ne pas préciser ses propositions.

Tout en jugeant la tribune de M. Chirac « *négative, partisane et inéquitable* », M. Jospin se garde aussi de polémiquer en reprenant point par point les critiques que le chef de l'Etat adressait aux socialistes. Au passage, il réintroduit, sous une forme nouvelle, le « *bilan constrasté* » du double septennat de François Mitterrand et des dix années de gouvernement socialiste. « *J'assume, et le Parti socialiste avec moi, les erreurs passées* », écrit-il, sans oublier « *celles que je n'aurais pas voulu voir commettre et qui ne seront pas renouvelées* ».

« ÉQUILIBRES INTERNES »

Le deuxième acte l'a conduit à répondre sans tarder aux quatre questions qu'Alain Juppé lui a adressées par voix de communiqué. Là encore, il s'est saisi de cette interpellation avec gourmandise. Pour M. Jospin, c'est la démonstration que le premier ministre, qu'il appelle fréquemment « *l'ancien premier ministre* », est tombé dans un piège. En le questionnant, il se comporte, à ses yeux, en opposant, et accrédite l'idée que le programme socialiste pourrait être appliqué. Il place de fait les propositions du PS au centre de la campagne, ce qui, pour M. Jospin, est un nouveau signe du désarroi d'une majorité qui a du mal à imposer sa marque. Le dirigeant socialiste a aussi beau jeu de s'étonner que M. Juppé le questionne par communiqué après avoir refusé un face-à-face télévisé qui n'est plus imaginé que pour le second tour.



Cette stratégie de la position centrale n'est pas sans inconvénients pour l'avenir des accords du PS avec ses partenaires et pour ses « *équilibres internes* ». Les Verts ont immédiatement approuvé la lettre de M. Jospin, ajoutant un codicille sur « *le respect de l'environnement, le partage du travail et des richesses, l'amélioration des rapports Nord/Sud et la mise en place d'une véritable Europe sociale* ».

En revanche, Robert Hue n'a pas caché son irritation. Sur France 2, il a répété que le PS aurait besoin du PCF pour constituer une majorité et qu'« *il faudra discuter* », avant de gouverner ensemble, sans chercher à « *aligner tel ou tel sur tel ou tel autre* ». Une conception qui n'est pas du tout celle de M. Jospin qui avait affirmé nettement, le 29 avril lors du sommet avec le PCF, que « *s'il y a un gouvernement des forces de changement, c'est une seule orientation qui sera suivie par ce gouvernement* », en fonction du rapport de forces au premier tour et donc de la « position centrale » du PS...

RAPPEL À L'ORDRE

L'autre question est celle de la cohésion du PS. Pendant les deux premières semaines il n'y a eu aucun problème. Laurent Fabius, Jack Lang, Martine Aubry, Jacques Delors et Michel Rocard ont joué le jeu de l'unité derrière M. Jospin. C'est au moment même où les sondages devenaient plus favorables que les premiers couacs sont apparus. M. Rocard s'est démarqué de la proposition-phare du PS sur la création de 700 000 emplois pour les jeunes. Lors du débat sur le projet économique, le sénateur des Yvelines avait jugé « *trop bureaucratique* » la première idée consistant à imposer aux entreprises « *une obligation légale* » de recruter des jeunes de moins de 25 ans (*Le Monde* du 1er novembre 1996). Mais il avait ensuite voté, avec ses amis, le texte lors de la convention de décembre 1996.

Les déclarations de François Hollande à *la Tribune* sur des cessions de participations minoritaires de l'Etat dans des entreprises partiellement publiques (*Le Monde* du 7 mai) ont également fait resurgir le débat sur les nationalisations. Lors de la convention économique, la Gauche socialiste avait proposé la nationalisation de la distribution d'eau – comme le rocardo-jospiniste Manuel Valls – et du traitement des déchets mais en évitant de se battre sur ce point. De la même façon, les partisans d'une plus grande « *respiration* » du secteur public, comme M. Hollande ou Dominique Strauss-Kahn, s'étaient abstenus de toute proposition dans ce sens. Le débat n'avait donc pas eu lieu.

Mercredi, lors de la réunion du bureau national, M. Jospin, dressant un bilan positif de la campagne socialiste depuis la dissolution, a donc lancé un insistant appel à « *la cohérence* ». Sa mise au point sur le programme a sonné comme un rappel à l'ordre, tant sur le plan jeunes pour M. Rocard que, dans une moindre mesure, pour les déclarations de M. Hollande. M. Jospin a rappelé qu'il n'y avait pas de privatisations à l'ordre du jour. Mais il sait aussi qu'il a encore beaucoup à faire pour gagner la bataille de la crédibilité et de l'adhésion aux propositions socialistes.

Michel Noblecourt

« Il faut faire revivre l'esprit de la République »

Voici le texte intégral de la lettre publiée par Lionel Jospin, vendredi 9 mai, en réponse à celle du président de la République :



VERBATIM

« Mes chers compatriotes, le 25 mai et le 1er juin prochains, la France va décider de son avenir et choisir une nouvelle Assemblée nationale mais aussi un destin.

» Je vous écris après l'intervention du président de la République dans la campagne électorale. Je l'ai trouvée négative, partisane et inéquitable. Mais cette lettre ne se veut pas une réponse tant sont nombreux les points qu'il faudrait alors corriger.

» Je vous écris pour vous redire – au-delà des bruits et des assauts d'une campagne – nos valeurs, nos engagements et les principes qui fondent ce choix de civilisation que nous vous proposons.

» Pour changer, la France doit retrouver confiance en elle-même. Elle ne le fera qu'en retrouvant confiance en ceux qui la dirigent. C'est une question de respect, ce respect dont j'ai fait le cœur de notre engagement, le fondement de cet avenir que nous voulons bâtir.

» Respect de la vérité. Nous ne rétablirons le crédit de la parole publique que si les responsables politiques tiennent un langage de vérité. S'ils reconnaissent les faits, respectent leurs adversaires et surtout restent fidèles à leurs engagements. Si la France connaît aujourd'hui ce climat de scepticisme, c'est pour une bonne part parce que le pouvoir actuel a délibérément tourné le dos à des promesses essentielles faites dans la campagne présidentielle. Nous voulons, demain comme aujourd'hui, dire ce que nous ferons et faire ce que nous disons.

» Respect de l'individu. Dans la société que nous voulons, la femme, l'homme doivent pouvoir grandir, s'instruire et s'épanouir librement.

» La liberté des individus, le respect des initiatives doivent être pleinement assurés dans la sphère de la production comme dans le domaine de la création. Mais la liberté n'est pas la licence. La liberté n'est pas la négation de l'égalité, l'égalité ouvre au contraire le chemin qui conduit à la liberté pour chacun.

» L'économie doit être mise vraiment au service de l'homme en créant l'emploi. C'est possible. Le chômage a dépassé en France les limites du tolérable. La politique économique de la gauche doit se centrer sur ce combat. Nous prenons des engagements pour les services publics, la santé, l'éducation, les retraites, le logement, l'accueil maîtrisé mais digne des étrangers, la coopération avec les autres.

» Respect de ce qui nous rassemble. La France est un héritage, nous devons le transmettre à notre tour, préservé, embelli, mis en valeur pour les générations futures. C'est ce qui justifie nos propositions sur la culture, l'environnement, l'agriculture, les départements et les territoires d'outre-mer.

« Notre engagement est responsable, généreux, concret et porté par un idéal. C'est cette union de l'humanisme et du réalisme qu'attend le peuple de France »

» Mais la France ne se réduit pas à ses paysages, ses terroirs ou ses villes. Elle est une nation, une communauté de citoyennes et de citoyens qui ont besoin, pour vivre ensemble et s'assurer un destin, de se rassembler autour de valeurs communes et de principes respectés par tous. Il faut faire revivre l'esprit de la République et donner un sens à notre avenir.

» Respect de l'Europe. L'Union européenne est, ne l'oublions pas, le seul espace d'une telle superficie, d'une telle diversité historique et culturelle où la paix soit installée depuis cinquante ans. Elle réunit de grandes nations qui ont décidé de se projeter ensemble vers le futur. Nous voulons l'Europe sans défaire la France. Nous ne voulons pas dissoudre l'Europe dans la mondialisation. Nous ne nous résignons pas à voir l'idéal européen reculer dans l'esprit des peuples, parce que ceux-ci l'identifient au chômage et à la précarité. Voilà pourquoi nous posons des conditions – d'ailleurs raisonnables – au passage à la monnaie unique. Pourquoi nous voulons réorienter la politique européenne vers la croissance et l'emploi, pourquoi nous voulons négocier sérieusement l'élargissement aux pays de l'est. L'Europe doit défendre pleinement ses intérêts et son modèle sur la scène internationale.

» Respect de la démocratie enfin. Notre pays n'est plus, aux yeux des citoyens du monde, le meilleur exemple de démocratie moderne. Celle-ci doit être rénovée, non en affaiblissant l'Etat mais en veillant à son impartialité, à son efficacité, à sa transparence. En ramenant la durée de tous les mandats à cinq ans, en limitant strictement le cumul des mandats, en garantissant l'indépendance de la justice, en accroissant – dans les faits et non en parole – le nombre des femmes à l'Assemblée nationale, en faisant en sorte que ceux qui travaillent ne soient pas niés dans leurs droits de citoyens lorsqu'ils franchissent les portes des entreprises.

» Nous avons su tirer les enseignements des dix années où nous avons été au gouvernement du pays. J'assume, et le Parti socialiste avec moi, les erreurs passées – en n'oubliant pas celles que je n'aurais pas voulu voir commettre et qui ne seront pas renouvelées, je m'y engage – mais je revendique tout ce qui a changé, rajeuni, rehaussé le visage et la grandeur de la France. Notre engagement est responsable, généreux, concret et porté par un idéal. C'est cette union de l'humanisme et du réalisme qu'attend le peuple de France, un peuple qu'on a voulu surprendre une seconde fois et qui se réveille, s'exprime, exige aujourd'hui une autre politique.

» Changeons d'avenir, mes chers compatriotes. Ayons foi en notre destin, celui d'une France juste et solidaire, dans une Europe que nous pourrons être fiers de construire pour nos enfants, dans un monde qui ne doit pas être cette jungle que nous promettent les fatalistes intéressés du tout-libéral et du tout-financier.

» Faisons battre ensemble le cœur de la France. Le 25 mai prochain, changeons de majorité, changeons d'avenir. »

La colère de Robert Hue

AVANT LA LETTRE à Jacques Chirac, il y a d'abord eu ces manières, un peu trop ostensibles, de ne pas vouloir s'afficher dans un débat à quatre ou sur une photo à deux. Il y a eu, ensuite, cet enthousiasme suspect des socialistes à célébrer le nouveau premier ministre britannique Tony Blair, quand le secrétaire national du PCF gardait une réserve circonspecte. Il y a eu, surtout, ces déclarations au *Journal du dimanche*, puis à France-Inter, le 7 mai. « *S'il se dégage une majorité de gauche pour le Parlement, il y aura un contingent de socialistes bien supérieur à celui du PCF (...). Il n'y aura qu'une orientation.* »

Le mot ne plaît pas. « *Les propos de Lionel Jospin constituent un élément nouveau de réflexion pour le choix des électeurs, le 25 mai* », écrit *L'Humanité* du lendemain, tandis que Robert Hue mûrissait sa réponse. La réponse du premier secrétaire du PS à Jacques Chirac lui en a donné l'occasion. « *Franchement pas bonne* », jugeait-on place du Colonel-Fabien, tandis que *L'Humanité* du 9 mai choisissait de n'en publier que de simples extraits. Le secrétaire national du PCF n'apprécie pas ces méthodes, qui consistent à entretenir un jeu de duettistes, comme au second tour d'une élection présidentielle, en tenant son parti à l'écart. « *Il faut se méfier des propos de campagne* », a-t-il indiqué, jeudi soir, sur France 2, ajoutant : « *Le PS n'aura pas à lui seul une majorité à l'Assemblée nationale.* »

Place du Colonel-Fabien, on critique aussi le fond de la lettre de M. Jospin, soulignant notamment l'absence d'engagement concret sur les salaires. On trouve plus que curieux, aussi, ce terme de « *raisonnables* » dont le PS use aujourd'hui pour qualifier les conditions posées au passage à la monnaie unique. « *On ne peut, d'un côté, signer la déclaration PS-PCF et, de l'autre, défendre des positions qui la contredisent* », titre en « une » *L'Humanité*.

Ballet organisé ? Colères réelles ? Le message de Robert Hue est aussi à usage interne. En durcissant le ton à l'égard du PS, il répond à ceux qui, dans son parti, demeurent méfiants à l'égard d'une participation gouvernementale, comme Alain Bocquet qui, le 9 mai, sur RTL, a souligné que celle-ci dépendra de « *la politique qui sera mise en œuvre* ».

Ariane Chemin

Duel à distance entre deux premier-ministrables

DE PASSAGE à Pamiers, où il était venu tenir, jeudi 8 mai, l'une des trois réunions publiques qu'il présidera en Midi-Pyrénées pendant la campagne des législatives, Lionel Jospin a répondu à quatre questions d'Alain Juppé, transmises à la presse, dans la matinée, par les services de l'Hôtel Matignon.

De la circonscription de Cintegabelle, en Haute-Garonne, où il se présente, il n'a fallu que vingt minutes en voiture au premier secrétaire du Parti socialiste pour rallier la principale ville de l'Ariège. Accueilli au son des bandas des environs de Saint-Girons, M. Jospin s'est exprimé, malgré l'heure tardive, devant environ mille cinq cents personnes venues aussi de l'Aude et de la Haute-Garonne. Il n'a pas caché son plaisir d'être dans cette terre ariégoise où la droite, certes, a progressé aux élections législatives de 1993, mais qui lui a réservé le meilleur score départemental au second tour du scrutin présidentiel de 1995 avec 59,8 % des suffrages.

« *Histoire de soulager rapidement les angoisses du premier ministre* » qui « *en est réduit à des rodomontades ou à m'interpeller* », M. Jospin a d'emblée répondu aux interrogations du président du RPR. « *Comment financerez-vous le programme socialiste sans augmenter considérablement les impôts de chaque Français ?* », avait demandé M. Juppé, réhabilitant ainsi un duel à distance qu'il avait auparavant décliné. Ironisant sur le niveau historique (45,7 %) atteint par les prélèvements obligatoires en 1996, le dirigeant socialiste a souligné qu'il ne « *s'attendait pas que le champion toutes catégories de l'augmentation des impôts en France* [lui] *pose cette question* ». M. Jospin a assuré que les socialistes ne voulaient pas augmenter les impôts. « *Par contre*, a-t-il ajouté, *on peut mieux répartir ces derniers en demandant moins aux travailleurs et plus au capital.* »

« RÉPONSES DILATOIRES »

« *Vous avez décidé d'abroger les lois Pasqua-Debré, comment éviterez-vous le retour massif de l'immigration clandestine ?* », lui avait aussi demandé M. Juppé. M. Jospin lui a rétorqué que « *non seulement elles n'ont pas réussi à juguler l'immigration clandestine, mais elles ont plongé dans la clandestinité des personnes qui, auparavant, étaient en situation régulière* », avant de conclure sur ce point : « *Une nouvelle législation est à mettre en place.* »

Il fallait en venir alors à la présence de ministres communistes au gouvernement dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche retenue – « *en tremblant* », s'en est moqué M. Jospin – par le premier ministre. « *Comment éviterez-vous une crise sur l'Europe ?* », voulait savoir M. Juppé. « *Je voudrais lui rappeler que le mur de Berlin est tombé, et que de Gaulle et Mitterrand ont pris des ministres communistes dans leur gouvernement* », a d'abord répondu le premier secrétaire du PS, avant de poursuivre : « *Pour moi, la question des ministres communistes est une question d'accord sur des orientations politiques claires dans un gouvernement. Ce sera à eux de se déterminer et d'accepter une orientation sur l'Europe que le peuple aura définie par son vote au premier tour quand il s'agira de choisir entre les programmes des différentes forces de gauche et de progrès* », a-t-il dit.

« *Il n'y aura pas de nationalisations nouvelles mais nous supprimerons le programme de privatisation. La gauche ne va pas faire la politique de la droite* », a-t-il enfin affirmé, en guise de réponse à la quatrième question de M. Juppé : « *Entre les socialistes qui veulent nationaliser et les socialistes qui veulent privatiser, qui allez-vous suivre ?* » « *Mon rôle n'est pas de suivre les socialistes mais de les conduire* », a glissé, très présidentiel, M. Jospin.

Jeudi soir, M. Juppé a jugé que ces réponses étaient « *dilatoires ou polémiques* », en soulignant que les Français qui « *finissent à peine de solder l'ardoise socialiste attendaient sur tous les sujets qui les concernent des propositions concrètes, tournées vers l'avenir* ».

Jacques, Laurent et Philippe Dominati se battent sur plusieurs fronts à Paris

Laurent, le cadet, s'inquiète pour sa réélection

L'avenir politique de la famille Dominati repose sur les épaules de Laurent, le *plus jeune des députés de Paris* (UDF-PR), menacé dans la 1re circonscription. Sa victoire lui permettrait d'assurer la pérennité du nom *dans la capitale. Sa défaite affaiblirait son père,* Jacques, à la tête de l'UDF parisienne.

IL EST le plus jeune député de Paris, sa circonscription est l'une des plus menacées. Laurent Dominati (UDF-PR), qui se représente dans la 1re circonscription de la capitale (les quatre premiers arrondissements), joue gros. Ce n'est pas seulement son siège qui est en jeu – un des trois que la confédération libérale et centriste peut espérer compter à Paris au terme de ces élections. C'est aussi la suprématie de la famille Dominati sur l'UDF parisienne, présidée depuis qu'elle existe par son père, Jacques Dominati. En 1993, ce dernier avait offert le siège à Laurent, son fils cadet, qu'il avait choisi pour assurer la pérennité du nom à l'Assemblée nationale. L'aîné, Philippe, moins éloquent mais plus rompu aux arcanes politiques locales, est conseiller de Paris et conseiller régional.

PORTRAIT

La suprématie de la famille sur la fédération parisienne de l'UDF est en jeu

INQUIÉTUDE RAGEUSE

Personne ne s'y trompe. Une dé*faite de Laurent face à la candi*date socialiste Dominique Bertinotti, secrétaire générale de l'Institut François Mitterrand, serait une humiliation pour son père, qu'à l'UDF on dit en proie à une inquiétude rageuse. A mi-parcours de la campagne, le jeune député, ordinairement plutôt sûr de lui, admet ne pas avoir partie gagnée. Il avait battu Mme Bertinotti, avec 55,8 % des voix au second tour en 1993. *« Ce n'était pas une grosse avance »*, confie-t-il en arpentant le marché de la rue Montorgueil.

Depuis, la droite s'est affaiblie. En 1995, elle a perdu la mairie du 3e arrondissement au profit d'un socialiste, Pierre Aidenbaum. Cette défaite fut surtout celle de Jacques, *maire du 3e depuis* 1983. Si son fils pouvait venger cet affront... Il s'y emploie, interpellant les passants sur les marchés d'un sonore *« Bonjour, Dominati ! »*. *« Enchanté, j'ai bien connu votre père »*, lui répond un électeur. *« Je n'en veux pas de votre tract, vous ressemblez trop à votre père »*, proteste un autre. *« Eh bien j'en suis fier »*, rétorque le fils, ne rejetant rien de l'héritage.

Outre le basculement du 3e, le député sortant est en mauvaise posture dans le 2e arrondissement. Benoîte Taffin (divers droite), élue à la mairie en 1995, a bruyamment annoncé, il y a quelques mois, qu'elle *« démissionnait »* de son poste de suppléante. Si elle-même ne se présente pas, un de ses proches, Claude Reichman, conseiller d'arrondissement et pourfendeur patenté de la Sécurité sociale, a décidé de porter, dans la circonscription, les couleurs d'une droite ultra-libérale, peu éloignée du Front national. Officiellement neutre, l'ancienne suppléante de M. Dominati fait part d'*« amitié »* et de *« tolérance »* envers cette candidature, qu'elle mentionne dans son dernier journal d'arrondissement.

*A l'actif de M. Dominati, la dé*fection de Mme Taffin est compensée par le choix d'un suppléant RPR de poids : Jean-François Legaret, élu dans le 1er arrondissement et adjoint au maire de Paris. Celui-ci est chargé de faire la preuve de l'engagement du RPR parisien dans la « bataille du centre ». Quant au 4e arrondissement, le plus peuplé de la circonscription, il a confirmé son *profond ancrage à droite aux mu*nicipales, bien que la candidate socialiste y soit bien implantée.

Le clan Dominati est aussi en première ligne dans la 4e circonscription (partie des 8e et 9e arrondissements). Philippe est en effet le suppléant de Gabriel Kaspereit (RPR), député sortant éconduit par son parti au profit de Pierre Lellouche qui fut conseiller diplomatique de Jacques Chirac à la mairie de Paris. Se placer ainsi dans le sillage d'un candidat dissident est risqué. Mais quand il s'agit d'un ancien ministre, maire du 9e arrondissement, la bataille n'est pas perdue d'avance. Une victoire du vieux gaulliste permettrait à la « branche Dominati » de prendre position dans un quartier où le RPR n'a jamais entrouvert la porte à l'UDF.

CLAUDE GOASGUEN À L'AFFÛT

Les jeux sont faits. Si Laurent gagne, il aura cinq ans devant lui pour s'imposer dans le cœur de la capitale. Si Kaspereit gagne, Philippe peut envisager un destin parlementaire, jusqu'à présent dévolu à son seul frère. S'ils perdent, le chef de famille devra livrer combat pour préserver leur avenir, ce qui passe par son propre maintien à la tête de l'UDF pendant quelques années encore.

Car l'avenir des Dominati à Paris se joue sous les yeux gourmands de Claude Goasguen (UDF-FD), lui-même candidat dans le sud du 16e arrondissement, à l'affût d'une défaillance du vieux chef qui lui permettrait de prendre le contrôle de la « maison » libérale parisienne. *« La présidence de l'UDF est déjà réglée, Claude Goasguen a fait savoir qu'il n'était pas sur les rangs »*, affirme Laurent à ce sujet. Quand on lui oppose que le secrétaire général de l'UDF a plus d'un tour dans son sac, et une réputation de « tueur » dans les milieux politiques, il sourit. *« Vous croyez que mon père n'a pas quelques coups d'avances ? Vous verrez, il n'a pas dit son dernier mot »*, rétorque-t-il. Si le père a l'esprit de famille, le fils, qui sait ce qu'il lui doit, n'est pas en reste.

Pascale Sauvage

M. de Lipkowski ne veut pas laisser son siège à un proche de M. Chirac

Ce gaulliste de gauche a refusé de se conformer à la règle de la limite d'âge édictée par le RPR. Il affrontera à Royan Didier Quentin, officiellement investi par le mouvement de M. Juppé

ROYAN (Charente-Maritime)
de notre correspondant régional

« Chaillevette, là où naît l'huître », annonce la pancarte au bord de la grand-route. Jean de Lipkowski, en congé du RPR, y tient sa première réunion de la campagne. « Lip », on ne l'appelle pas autrement en Saintonge, est élu depuis 1962 dans la cinquième circonscription de Charente-Maritime, qui englobe la moitié de Royan, dont il fut maire de 1965 à 1989, la presqu'île d'Arvert, l'île d'Oléron et tout le bassin ostréicole. Agé de soixante-seize ans, l'ancien ministre a refusé le couperet de la limite d'âge fixée par le mouvement néo-gaulliste : *« Il ne s'agit que d'une décision du conseil national du RPR. Je n'ai pas à me plier devant quelques apparatchiks. Ils n'ont pas à se substituer au suffrage universel. »* Raide comme un officier de cavalerie avant la charge, il lance : *« Je ne suis pas sûr de gagner, mais si je suis battu, je ne regretterai rien. »*

Un seul adversaire compte à ses yeux, Didier Quentin, un proche de Jacques Chirac, qui a reçu l'investiture du RPR. *Passé lui aussi* par le Quai d'Orsay, il est depuis 1989 conseiller municipal de Royan, ville dont son oncle, l'amiral Meyer, fut maire entre 1959 et 1965. Conseiller régional depuis 1992, vice-président du conseil général depuis 1994, Didier Quentin vient d'abandonner son poste de secrétaire général de la mer après dix années passées à la direction des relations internationales de la Ville de Paris. Il serait le candidat idéal, s'il n'était l'ancien suppléant de M. de Lipkowski. Ce dernier ne passe pas sur l'offense : *« Il ne faut pas me provoquer. Ce petit énarque que je suis allé chercher à l'UDF, que j'ai présenté à Pasqua, je l'ai fait. J'ai sacrifié ma carrière pour lui, et voilà qu'il me poignarde dans le dos ! »*

« Mais je ne lui dois rien du tout, seulement le bonjour et le bonsoir. Je suis secrétaire départemental du RPR depuis de très nombreuses années. Je n'ai jamais été membre de l'UDF, mais j'étais aux CDR [comités de défense de la République] *en 1967. J'étais déjà aux côtés de Lip pour sa campagne de 1968. »* M. Quentin n'a nullement l'impression d'avoir tué le père : *« Il faut être clair. Nous sommes en train d'élire le député de l'an 2000. Il faut raisonner à dix ou quinze ans. Ce n'est pas le moment d'élire un député de soixante-seize ans. »*

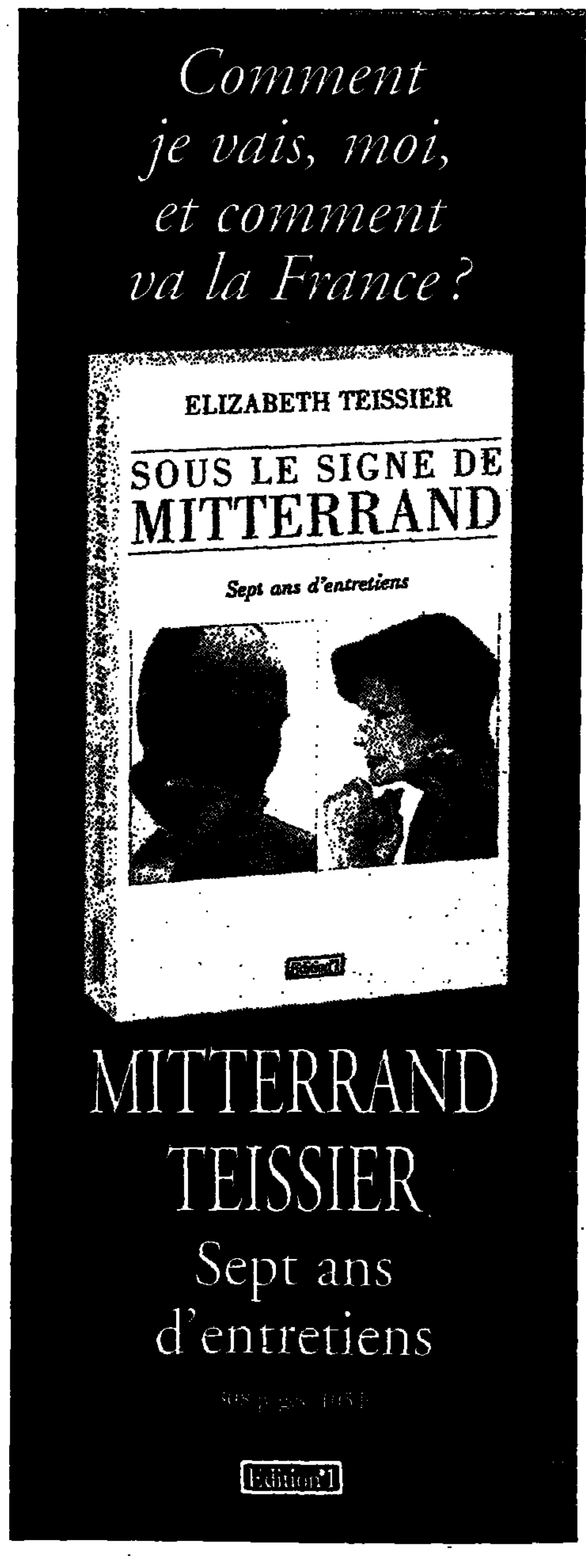
« CERVEAUX À PATTES »

Du reste, il se refuse à parler davantage de « Lip ». Il préfère insister sur l'alliance qu'il vient de constituer avec Philippe Most, le maire de Royan, et Dominique Bussereau, député (UDF-PPDF) de la quatrième circonscription et maire de Saint-Georges-de-Didonne. Tous trois affirment vouloir sortir des vieilles divisions stériles. Ils citent en exemple la communauté de communes de Rochefort, qui, grâce au « pack » bien soudé de ses élus, a réussi à drainer, entre 1989 et 1995, trois fois plus de concours financiers que le pays royannais.

Le maire de Chaillevette, Jacques Piaud, présente de façon peu protocolaire le candidat Lipkowski à la vingtaine de citoyens réunis dans la salle du conseil municipal : *« Il est le premier à passer chez nous. Il y en aura d'autres. Ils sont là pour nous faire leur petit numéro. Mais ils sont aussi là pour vous entendre, et il ne faut surtout pas vous gêner si vous avez des choses à dire. »* En fait, il n'y aura guère de questions après le long monologue du député sortant. Deux heures pour parler de la dissolution, expliquer les erreurs d'Alain Juppé, un *« brave garçon, très courageux »*, et rassurer les ostréiculteurs menacés d'être taxés pour les cessions de parcs. Il ne rate pas l'occasion de stigmatiser *« ces cerveaux à pattes, ces inspecteurs de finances sortis de l'ENA, incapables de diriger une entreprise »*.

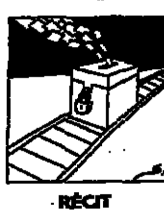
Quinze kilomètres plus loin et deux heures et demi plus tard, à Arvert, Jean de Lipkoswki développe les mêmes thèmes devant une autre trentaine de personnes. Il aime bien, ensuite, engager la conversation. Régler quelques comptes, aussi : *« Vous savez, Chirac, il va falloir qu'il se montre, autrement qu'en paroles, l'héritier du gaullisme. En fait, le gaullisme n'appartient pas qu'au RPR. On ne peut l'annexer à un seul parti. Il appartient à la France. »*

Pierre Cherruau



Toute ressemblance avec une campagne électorale serait purement fortuite...

ET SI ON PARLAIT d'autre chose ? De la vie qui va, par exemple, du temps qu'il fait et de celui qui passe, élections législatives ou pas. Et si on oubliait un instant ces petites phrases, ces polémiques et toutes ces histoires de campagne, pour raconter le reste, tout le reste.



RÉCIT

● **L'entretien de la mémoire républicaine.** Cela fait plus de 50 ans qu'on la fête, cette victoire des Alliés, le 8 mai 1945. Campagne électorale ou pas, elle fait partie de notre patrimoine national. Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, maire de Lourdes et victime d'une sérieuse agression au couteau, ne l'aurait manquée pour rien au monde. Au prix d'efforts que l'on devine terribles, il a tenu à assister, en fauteuil roulant, à l'office religieux dans sa ville, avant de se déplacer, toujours en fauteuil roulant, jusqu'au monument aux morts, à une cinquantaine de mètres de l'église. Là, il s'est levé pour prononcer une courte allocution et déposer une gerbe, soutenu par ses gardes du corps. Son devoir républicain accompli, le ministre a quitté les lieux pour reprendre sa convalescence. Les caméras de télévision aussi, pour préparer les images du 20 heures.

Jean-François Mancel est secrétaire général du RPR, qui est, ne l'oublions pas, l'héritier du RPF, qui fut, souvenons-nous en, le parti du général de Gaulle, qui a été, on le sait, le héros français du 8 mai 1945. Donc, M. Mancel est parfaitement bien placé pour évoquer cette commémoration. Elle *doit nous donner, écrit-il* dans un communiqué diffusé le 8 mai, *« l'occasion de relativiser les doutes et la tentation du découragement que suscitent trop souvent les incertitudes et les difficultés de notre époque »*. *« Tel est le sens,* conclut M. Mancel, *de l'élan vers l'avenir, auquel, dans la droite ligne de l'Histoire écrite par le général de Gaulle, avec les Français rassemblés, nous invite aujourd'hui Jacques Chirac. »*

● **Le respect dû aux anciens combattants.** Le 8 mai est enfin le jour des anciens combattants. Rien d'étrange donc à voir leur *ministre, Pierre Pasquini, profiter* justement de cette date pour dresser le bilan de son action en leur faveur, en recevant à l'Hôtel des Invalides, les présidents de toutes les associations d'anciens combattants. Il a rappelé, pour mémoire, les 2 307 Légions d'honneur décernées aux poilus survivants de la guerre de 14-18, la promotion spéciale créée pour les déportés et les anciens combattants d'Afrique du Nord, la nouvelle médaille coulée juste pour eux, la mesure en faveur de leur retraite complémentaire, et l'inscription des noms de quelques-uns des 34 000 morts en Indochine, sur le mémorial de Fréjus.

● **Au catalogue du *Journal officiel*.** C'est fou ce qu'on trouve comme bonnes nouvelles, en ce moment, *dans les pages du J. O.* Prenons par exemple, ces deux revendications des routiers lors de leur conflit de novembre 1996, concernant les congés-maladie et le paiement des frais de déplacement des conducteurs. Eh bien, chose promise, chose due, les voilà dans un arrêté du 28 avril, paru jeudi au *Journal officiel*.

On trouve aussi, en date du 28 avril, la publication opportune de deux décrets sur la prestation spécifique en faveur des personnes âgées dépendantes, attendues depuis... l'élection de Jacques Chirac. Le 7 mai, Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, a fait une communication sur le sujet en conseil des ministres, en précisant que la mesure entrera en vigueur le... 1er juin.

L'hôpital, fiévreux depuis des mois, n'a pas été oublié, non plus. Le 3 mai, M. Barrot, encore, a signé un décret qui va permettre de résorber les emplois précaires dans la fonction publique hospitalière. *« Il illustre la volonté du gouvernement de mieux intégrer les personnels contractuels qui travaillent à l'hôpital »*, se félicite-t-il dans un communiqué.

● **Quand l'immobilier va...** Si *vous pensez toujours à acheter ou* à louer un appartement, sachez que le gouvernement vient justement de décider de baisser d'un demi-point (à 5,5 %) les taux des *prêts locatifs intermédiaires (PLI)* pour favoriser la construction de logements locatifs dont les loyers sont intermédiaires entre ceux des HLM et ceux du parc privé. Commentant cette décision annoncée mercredi 7 mai, le ministre des finances, Jean Arthuis, se réjouit de cette *« bonne nouvelle pour ceux qui attendent un logement, pour le secteur du bâtiment et pour les propriétaires, autant privés que publics »*. Cela fait du monde.

● **L'avenir de nos enfants.** Les parents d'élèves de la fédération PEEP (Parents d'élèves de l'enseignement public) sont en congrès à Lille (Nord) ; ceux de l'UNAPEL (Union nationale des associations de parents de l'enseignement libre) se réunissent à Beaune (Côte-d'Or). Les PEEP font grise mine. Ainsi, l'éducation n'intéresse-t-elle pas les candidats, déplorent les organisateurs, qui ont mal pris la défection du ministre de l'éducation nationale, François Bayrou. A Beaune, en revanche, les organisateurs UNAPEL ont déclaré leur congrès « zone interdite ». Ou, tout du moins, *« muette » aux élus de Côte-d'or,* en campagne. Seule leur présence est acceptée.

● **Promenades vertes en famille.** La mairie de Paris a annoncé, mercredi 7 mai, que plus de la moitié des pelouses des parcs et *jardins de la Ville de Paris* seront ouvertes au public, à partir de jeudi. L'expérience existait déjà depuis trois mois, mais comme elle s'avère *« concluante »* précisément en ce moment, Jean Tibéri et ses services ont décidé d'en reparler.

● **Que serait la France sans son agriculture ?** Au conseil des ministres du 7 mai, le président de la République s'est encore préoccupé du sort des agriculteurs, a *fait savoir le porte-parole* du gouvernement, Alain Lamassoure. A la demande de Jacques Chirac, le ministre de l'agriculture a ainsi *« fait le point »* sur les travaux d'amélioration du *projet de loi* d'orientation agricole. M. Chirac a longuement insisté sur le régime fiscal de l'exploitation agricole, les retraites des exploitants, les aides à l'exportation et le rôle *décisif* des agriculteurs *« dans le maintien de la vie en zone rurale »*.

● **Nos amis les Anglais.** Lionel Jospin a accueilli, mercredi 7 mai, *au siège du PS, le nouveau secrétaire* britannique au Foreign office, Robin Cook, pour le féliciter de la victoire travailliste. Maintenant qu'ils sont élus, les travaillistes se montrent absolument charmants avec leurs homologues français. *« C'était facile. J'espère qu'il en sera de même pour vous ! »*, a lancé M. Cook à M. Jospin. Tony Blair avait été un peu moins courtois, avant la victoire, raconte *Le Nouvel Observateur*, en déclinant l'offre que le premier secrétaire du PS lui avait faite de venir le soutenir en Grande-Bretagne.

● **La mémoire encombrante.** Voilà une date qui, elle, tombe vraiment mal. L'association François Mitterrand organise, le 10 mai, à Château-Chinon, un *« grand rassemblement »* pour le 16e anniversaire de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Sa veuve, Danielle, y assistera. Lionel Jospin, lui, n'y sera pas. Il a une excuse, une vraie : il est en campagne électorale.

Récit du service France

Le candidat FN est chez lui dans les quartiers populaires de Mulhouse

Les commerçants ne supportent plus les agressions, les ouvriers n'acceptent plus leurs conditions de travail et la faiblesse de leurs salaires : l'extrême droite en profite. A l'usine Peugeot, on rêve d'un « mouvement social fort »

Lors des élections municipales de 1995, le maire socialiste de Mulhouse, Jean-Marie Bockel, avait dû bénéficier de l'appui de son rival de l'UDF, Joseph Klifa, pour empêcher le Front national de prendre la mairie. Le candidat d'extrême droite, Gérard Freulet, n'espère pas l'emporter aux élections législatives du 25 mai et du 1er juin. Pourtant, d'année en année, son implantation se renforce dans la circonscription et surtout dans les quartiers populaires. L'adjoint de M. Bockel, chargé des quartiers, reconnaît son manque de moyens : « *On a des pelles et des râteaux, il nous faudrait des bulldozers.* » Deux jeunes militants associatifs, candidats le 25 mai, veulent réveiller « *les jeunes* » en leur offrant d'autres moyens de se faire entendre que de « *casser les vitrines* ». M. Freulet a attiré à lui quelques anciens cégétistes. Chez les ouvriers de l'usine Peugeot restés fidèles à la confédération, la colère grandit : « *On n'est représenté par personne. Si c'était vraiment le cas, y'aurait pas de chômeurs.* »

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

« *Il est temps que vous veniez* », lui dit une passante en alsacien, un chauffeur de bus le salue d'un coup de klaxon, un employé municipal lève le bras en conduisant un tracteur, une femme à vélo saisit un tract et le jette dans un caniveau, « *celle-là, c'est pas grave, c'est un prof de français* », observe un militant. Gérard Freulet, candidat du Front national, mène campagne dans la 5e circonscription du Haut-Rhin. Sans le matériel de propagande de Paris, mais selon le principe du 10-20-30 : « *Je discute, je paie des verres à dix électeurs le matin, vingt à midi, trente le soir* », dit-il tranquillement.

L'ancien militant du RPR, passé au FN il y a douze ans, a choisi une cigogne comme emblème, il l'a appelée Joséphine. Il se promène aujourd'hui dans les rues de « La Cité », un village ouvrier à l'intérieur de Mulhouse où il attire régulièrement plus de 50 % des suffrages. Il n'a presque pas besoin de parler : « *Y'a rien à dénoncer, tout le monde est au courant* », dit-il, un peu las, à la boulangère qui s'est fait casser une vitrine. « *Si j'avais une djellaba...* », essaie de relancer Monique. « *Nous, on défendra les nôtres* », rétorque Gérard Freulet. « *Ils ne sont jamais punis*, s'enflamme la boulangère, *par contre, le pauvre type français qui volera pour manger, lui, on le foutra en tôle.* » M. Freulet, sur le même ton désabusé : « *Moi, je dis les choses et on me traite de raciste.* »

Accompagné de trois militants, il traverse la place centrale de « La Cité ». Un abri de bus a été cassé, un graffiti proclame : « *Selem, le boss de "La Cité"* », un autre indique : « *On veut un local, sinon, on nique ta mère* ». L'équipe du Front national se rend chez le coiffeur qui, lui aussi, a été attaqué « *deux fois en vingt-quatre heures* ».

Un cheminot du quartier qui l'accompagne, François Herzog, ancien syndiqué CGT, raconte : « *J'ai fait la moitié de la grève en décembre 1995 ; après, j'ai pas pu suivre financièrement.* » Un autre ancien cégétiste ajoute : « *En 1981, on espérait que le gouvernement allait avoir le dessus sur le capitalisme, le patronat : le chômage montant, il y a eu un cheminement.* » M. Freulet jubile presque modestement : « *Il y a dix ans, je me faisais traiter de facho quand je "tractais" le matin dans les bus qui font la navette chez Peugeot. Maintenant, le contact est bon.* »

A quelques kilomètres de là, des militants et quelques responsables cégétistes de l'usine Peugeot reçoivent dans une cafétéria d'un supermarché, faute de pouvoir le faire dans leurs locaux syndicaux. « *Je me souviens de Maastricht, les chefs d'équipe qui nous chantaient le grand marché européen* », ne décolère pas Paul, quarante-cinq ans, qui se déclare apolitique « *maintenant* ». Avec vingt-cinq ans d'ancienneté, il gagne 6 500 francs net par mois, « *et on doit faire vivre nos enfants qui restent chez nous* ». Toussaint raconte que les « gars » viennent régulièrement demander des bons d'achat : « *Avant, c'était la honte : maintenant, c'est devenu normal.* » Bruno, un jeune de vingt-cinq ans, dit simplement qu'ici « *t'es une merde* ». Il n'est pas inscrit sur les listes électorales. « *On n'est représenté par personne, si c'était vraiment le cas, y'aurait pas de chômeurs* », déduit Paul. « *Au vestiaire, on sent qu'il y a un changement dans les têtes. Les gens se disent : faut faire quelque chose, faut pas attendre de la politique. Faut que ça pète. Comment ? Personne ne sait. Tout est verrouillé* », dit un délégué. « *Quel que soit le résultat, il faudra un mouvement social fort.*

Les gens en sont persuadés, mais ils sont endettés. Ils seraient sûrs de pouvoir bouger, à la limite, les gens hésiteraient moins à porter la gauche au pouvoir car on n'est plus dans l'illusion avec la délégation de pouvoirs comme en 1981 », dit un autre délégué. Tout le monde confirme que le FN a gagné de l'influence dans les chaînes de montage, « *ça n'a même pas besoin d'être organisé, c'est la haine pure qui s'est abattue contre des collègues qui bossent ici depuis vingt-cinq ans* ».

> « C'est la haine pure qui s'est abattue contre des collègues qui bossent ici depuis 25 ans. »

Au quartier de la « Porte du Miroir » à Mulhouse, Abdel Kader Djenad, vingt-huit ans, décorateur, et Amar Idiri, vingt-neuf ans, coordinateur jeunesse dans un centre social, ont décidé de mettre les pieds dans le plat en se présentant (l'un comme candidat, l'autre comme suppléant). Ces militants de quartier « *veulent réveiller les jeunes et leur permettre d'exprimer la colère autrement qu'en cassant des vitrines* ». Très remontés contre les politiques de la ville menées depuis dix ans, ils en dénoncent les effets pervers. « *On a réhabilité les quartiers, leurs façades, on a acheté la paix sociale en offrant de la consommation de loisirs. Si vous êtes sages, on vous emmène voir la mer* », ironisent-ils. « *A-t-on vraiment fait un effort pour que les jeunes des cités deviennent des citoyens ? L'a-t-on vraiment désiré ?* » Face à la montée du Front national, ils refusent le repli communautariste. « *Nous sommes des Français, attachés à la République. On veut parler aussi bien au nom des François ou des Ahmed qui vivent dans les quartiers.* » Mais ils contestent aussi « *le rapt de citoyenneté* » qui consisterait à dire : pour éviter que le FN ne l'emporte, votez pour moi, « *et après, s'il vous plaît, cachez-vous dans votre ghetto et votre chômage* ». « *C'est un mode de gestion de la misère sociale, on saupoudre de subventions. A la limite, les quartiers "chauds" ont plus de subventions, et c'est dangereux. Les jeunes commencent à le comprendre, à en jouer, cela les maintient encore davantage dans un état de sous-citoyenneté et de bouc émissaire.* »

Suppléant de Jean-Marie Bockel, le candidat socialiste et maire de la ville, Pierre Freyburger est adjoint aux quartiers. Il sourit et reconnaît « *la complexité* » : « *On a des pelles et des râteaux alors qu'il nous faudrait des bulldozers. A force de parler de cohésion sociale, on a aussi exclu le débat de classes. C'est la limite de l'action municipale. Le politique va voir les jeunes et dit : "On vous écoutera si vous avez une attitude responsable, si vous vous structurez en association". Et le politique, de son côté, il n'a pas su toujours appliquer ce qu'il promettait. Ensuite, quelle est sa crédibilité auprès des jeunes ? C'est une contradiction.* »

Dans les rues de « La Cité », Gérard Freulet se contente de répéter à ses électeurs potentiels : « *Faut faire monter la pression. Nous, on est toujours là comme un aiguillon et, vous voyez, les autres élus commencent à faire bouger les choses* », en sous-entendant « la victoire des idées » de son parti. Même s'il est ravi de son score à Mulhouse – le député sortant UDF, Joseph Klifa, n'a fait que 12,7 % au premier tour des élections municipales –, Gérard Freulet ne donne pas l'impression de se sentir en mesure de gagner la bataille législative. Pestant contre le mode de scrutin à deux tours et « *les fronts républicains de la corruption et de la concussion* », celui-ci préfère parler de l'échéance suivante. Doucement, sans triomphalisme : « *Attendez les régionales, là il y aura la proportionnelle. Vous verrez dans le Haut-Rhin !* », promet-il à ses électeurs.

Dominique Le Guilledoux

M. Rocard juge « scandaleuses » les intentions fiscales de la droite

MICHEL ROCARD a estimé « *scandaleuses les intentions actuelles de la droite qui sont de baisser les impôts sur les revenus et sur le capital* », lors d'une intervention publique, jeudi 8 mai, à Bois-d'Arcy (Yvelines). Pour l'ancien premier ministre socialiste, qui était venu soutenir Catherine Tasca, candidate PS dans la 11e circonscription des Yvelines, « *le projet fiscal de la droite est de baisser les impôts qui pèsent sur les riches et d'aggraver le coût de la solidarité sociale* ». M. Rocard a plaidé pour la réduction du temps de travail, indiquant qu'« *il n'y a qu'un seul moyen de se tirer du chômage aujourd'hui au point où il en est, c'est une forte baisse de la durée du travail* ». Interrogé dans la soirée sur France 3, il a indiqué que le Parti socialiste voulait « *qu'un Etat respecté, et non pas maudit ou rejeté, serve à rendre les gens moins pauvres et à se battre mieux contre le chômage* ».

DÉPÊCHES

■ **QUERELLES : Alain Juppé**, le premier ministre, a invité la majorité, jeudi 8 mai, à sortir des « *querelles de personnes* ». « *Parlons du fond, parlons des vrais problèmes, parlons des politiques, parlons des projets : une élection législative, c'est cela* », a-t-il déclaré, tout en se disant « *très sensible aux éloges que* [lui] *a adressés M. Giscard d'Estaing* ». Interrogé sur France 2 la veille, l'ancien président de la République avait notamment affirmé que les Français souhaitaient être « *gouvernés autrement* » (*Le Monde* du 9 mai).

■ **CHÈQUE EN BLANC : Jean-Pierre Raffarin (UDF-PPDF)**, ministre des PME, du commerce et de l'artisanat, a affirmé, jeudi 8 mai, dans un communiqué, que « *le programme du PS contient un nombre extravagant de promesses qui sont autant de chèques en blanc tirés sur l'avenir* ». Estimant que « *Lionel Jospin aura besoin de près de 100 milliards pour financer toutes ses propositions* », M. Raffarin souligne que « *la conséquence pour les entreprises, qui devront toujours payer plus, c'est que non seulement il n'y aura pas de créations d'emplois mais que, surtout, une PME sur deux devra licencier* ».

■ **ÉTHIQUE : l'Union des étudiants juifs de France** a envoyé aux candidats aux élections législatives une « *charte d'éthique politique* », dans laquelle elle leur demande, notamment, de s'engager à « *refuser tout accord électoral avec les candidats d'extrême droite* ». La liste des signataires sera rendue publique le 20 mai.

■ **TRAHISON : Alain Krivine**, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, s'est interrogé, jeudi 8 mai, à Beaune (Côte-d'Or), sur les garanties à obtenir du Parti socialiste avant le second tour des législatives pour « *éviter de se faire trahir une deuxième fois par la gauche* ». « *Il ne fait aucun doute que s'il y a un deuxième échec de la gauche, alors là, c'est Le Pen qui sera aux portes du pouvoir* », a déclaré M. Krivine, devant quelques dizaines de militants, au cours d'un meeting de soutien aux cinq candidats de la LCR en Côte-d'Or.

■ ***PROSE* : Jean-Marie Le Pen**, président du Front national, a déclaré, vendredi 9 mai, lors de l'émission « Questions par A + B » sur France-Inter, qu'il avait, « *dès que M. Chirac s'est adressé à une partie de la presse régionale* », envoyé lui aussi une tribune aux quotidiens régionaux de province. « *Mon initiative n'a pas eu autant d'écho que celles des duettistes de la campagne électorale* », a-t-il commenté, en ajoutant qu'il « *jugera du sens de la démocratie des directeurs de ces journaux en regardant si* [sa] *prose est passée* ».

LE SONDAGE DU JOUR

La campagne n'ébranle pas le scepticisme des Français

EFFRITEMENT de la majorité, frémissement en faveur de la gauche : le dernier sondage d'Ipsos confirme les mouvements enregistrés par la majorité des instituts depuis une semaine. L'évolution la plus significative concerne la coalition RPR-UDF qui recueille 38 % d'intentions de vote au premier tour, soit un recul de 2,5 points. Comme l'IFOP, la Sofres et Louis-Harris, mais à l'inverse de BVA et CSA, Ipsos atteste donc que la majorité n'est pas parvenue à tirer profit des deux premières semaines de campagne électorale.

De son côté, l'ensemble de la gauche est loin de réaliser une véritable percée, puisqu'il ne progresse que d'un demi-point (à 39,5 %), en une semaine. Toutefois, ce grignotage du terrain électoral par le PS et ses alliés est confirmé par deux indices. D'une part, les personnes interrogées qui ont l'intention de voter pour un candidat de gauche sont de plus en plus nombreuses à déclarer que leur choix est définitif. D'autre part, si le pronostic que font les Français sur le résultat final du scrutin reste largement favorable à la majorité sortante (pour 45 %, la victoire de la droite est la plus probable), ce pronostic est en recul de 11 points en une semaine.

La majorité a perdu du terrain depuis une semaine

Élections législatives 1993	en %	Tendance actuelle	Intention de vote moy.	rappel 29-30 avril	Taux de fermeté du choix
1,7	Extrême gauche	entre 1 et 2	1,5	1	
9,2	PCF	entre 8,5 et 10	9	10	
20,1	PS-divers gauche	entre 26 et 30,5	29	28	
11,1	Écologistes	entre 5 et 8	6	5	
44,1	UDF-RPR-divers droite	entre 34 et 39	38	40,5	
12,7	FN	entre 14,5 et 17	16	15,5	
	Divers		0,5		

Cette enquête a été réalisée par Ipsos auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, inscrite sur les listes électorales. 1 591 personnes ont été interrogées par téléphone, les 6 et 7 mai dans 516 circonscriptions. Dans chaque circonscription, les personnes interrogées ont été invitées à se prononcer sur les noms des candidats présents au premier tour.

Les projections en sièges effectuées par Ipsos évoluent, au contraire, de façon spectaculaire. Avec 290 sièges, le RPR et l'UDF ne disposeraient plus que d'un siège de majorité à l'Assemblée nationale et d'une avance de quatre sièges seulement sur la gauche (264 pour le PS, 22 pour le PC). Il y a une semaine, ce même institut donnait une avance à la droite de plus quatre-vingts sièges sur la gauche. Ce brusque rééquilibrage est logique puisque, selon l'estimation générale, une variation d'un point d'intentions de vote fait bouger une trentaine de sièges.

Au-delà de ces variations, cependant, l'enseignement le plus significatif de cette enquête est que, jusqu'à présent, la campagne électorale n'a pas ébranlé le scepticisme des Français. Au contraire. Le pourcentage de personnes interrogées qui « *ne se prononcent pas* » a progressé de plus 5 points en une semaine (à 27,5 %). Cela pourrait esquisser un renforcement de la tentation abstentionniste. De même, 43 % des personnes interrogées (en hausse de 3 points) déclarent qu'elles peuvent encore changer d'avis. Enfin, le nombre de sièges « *sensibles* », où l'écart des intentions de vote entre les deux principaux rivaux du second tour est inférieur à 5 points, a encore augmenté, selon Ipsos. Il est aujourd'hui de 170 sièges. C'est dire l'incertitude du scrutin.

Gérard Courtois

La légion étrangère du football suit « tout ça » de très loin

LA FRANCE, son avenir, sa réputation, les joueurs de football s'y intéressent. Mieux, ils la représenteront aux yeux de la planète, lors de la Coupe du monde de 1998. Mais, pour l'heure, leur vie est ailleurs. La dissolution de l'Assemblée nationale les a cueillis loin de leur pays. L'exil doré qu'ils ont choisi les éloigne des préoccupations hexagonales du moment. A Parme, Gênes ou Barcelone, le remue-ménage des élections arrive assourdi. Alors, Christian Karembeu, Laurent Blanc, Daniel Bravo ou Lilian Thuram avancent d'abord leur « *méfiance sur tout ça* ».


VU PAR

La politique, ils n'en parlent que du bout des lèvres. L'instant d'avant, ils discouraient avec aisance, en italien ou en espagnol, du dernier match ou du prochain, de leur possible transfert sous des cieux encore plus cléments. Là, ils cherchent leurs mots. « *Je regarderai* », « *je n'y connais pas grand-chose* », « *je ne m'y intéresse pas beaucoup* », « *je n'ai pas bien suivi* », expliquent-ils tour à tour. Ils voteront pourtant, à l'exception de Lilian Thuram, qui s'abstiendra alors qu'il s'était rendu aux urnes lors de l'élection présidentielle de 1995. « *Cette fois, je me demande à quoi bon* », justifie-t-il.

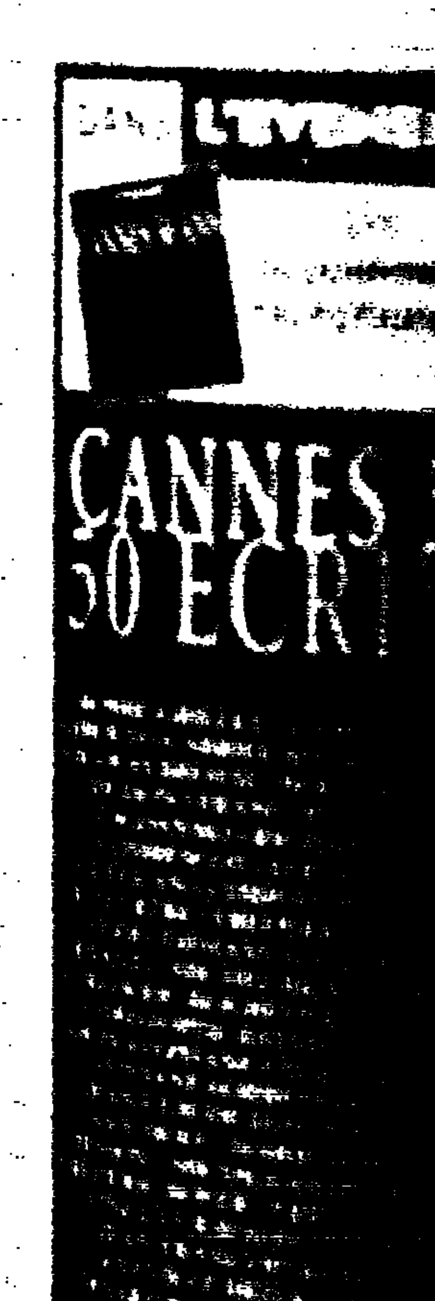
Vote par procuration ou par correspondance, tout cela est nouveau pour eux. Ils sont encore inscrits à Nantes, à La Turbie (près de Monaco), à Auxerre ou dans les Yvelines, et ne savent trop si leur carte d'électeur est arrivée. Mais l'intention y est.

Le président de la République, Jacques Chirac, ne cache pas son admiration pour les sportifs. Eux se montrent plus discrets à son encontre. Aucun n'accepterait de figurer dans un comité de soutien. « *Ce n'est pas notre rôle. Quand je vois des acteurs à côté d'hommes politiques, ça me dérange* », estime Daniel Bravo. Seul, Jean-Marie Le Pen fait réagir ouvertement et unanimement, celui-là même qui contestait lors de l'Euro 96 la légitimité de plusieurs joueurs à figurer dans l'équipe de France et qui leur reprochait de ne pas chanter la Marseillaise au moment des hymnes. « *Je serais prêt à militer contre le FN*, explique Lilian Thuram. *Mais les gens votent pour lui par déprime : il sera difficile de leur faire changer d'avis.* »

S'ils ne sont pas prêts à soutenir des hommes, les joueurs de football sont donc prêts à défendre des idées. Christian Karembeu, Kanak originaire de Lifou, attend le référendum de 1998 sur la Nouvelle-Calédonie pour sortir de son silence. Il s'était déjà exprimé contre les essais nucléaires. « *Je devais parler, sensibiliser les gens*, explique-t-il. *Il fallait dire qu'il y avait des êtres vivants là-bas, comme en Bretagne ou sur les Champs-Elysées.* » « *La France n'est plus un pays de liberté, d'égalité, de fraternité*, poursuit le joueur. *On se leurre sur cette devise. Ça a vieilli, c'est dépassé.* » « *J'aime certaines causes, mais je ne manifesterai jamais pour elles, de peur qu'elles soient récupérées* », affirme Laurent Blanc.

Une cinquantaine de joueurs évoluent, cette saison, dans des championnats étrangers. L'exode de l'élite sportive devrait encore s'amplifier à l'avenir. L'allègement des charges sociales des clubs dont devrait discuter la nouvelle Assemblée n'y changera pas grand-chose. « *Cela ne fait que nous montrer du doigt*, estime Christian Karembeu. *L'opinion publique ne peut pas accepter cela, et je le comprends. Pourquoi nous, qui gagnons beaucoup d'argent, et pas les autres ?* » Pour la jeunesse qui les vénère, un tel exode pourrait insinuer que l'avenir est ailleurs. Daniel Bravo sait « *que les footballeurs ont une image très forte auprès des jeunes* ». « *Cela ne devrait pas être le cas*, pense Lilian Thuram. *Les hommes politiques devraient représenter le peuple, pas nous. Les choses ne sont pas à leur bonne place.* »

Benoît Hopquin



Les investitures du Mouvement des citoyens

La formation présidée par M. Chevènement est présente dans 164 circonscriptions et soutient 43 autres candidats, dont 33 communistes

■ **AIN** : 2e (Oyonnax) Didier Eckel, 3e (Ferney-Voltaire) Philippe Virard.
■ **AISNE** : 1re (Laon) Michel Vignal, 2e (Saint-Quentin) *soutien au cand. PCF*, 4e (Soissons) Jacques Dessallangre, 5e (Château-Thierry) *soutien au cand. PCF.*
■ **ALLIER** : 3e (Gannat, Saint-Pourçain) *soutien au cand. PCF.*
■ **ALPES-MARITIMES** : 1re (Nice 1, 2, 3, 12) Yvon Grinda, 3e (Nice 8, 10, 11, 13) Claude Tchernatinsky, 5e (Nice 9, 14) Jean Nicolas, 9e (Grasse) Roberte Huet.
■ **AUDE** : 1re (Carcassonne) Philippe Pivan, 2e (Narbonne) Alain Viard.
■ **BOUCHES-DU-RHÔNE** : 1re (Marseille 4e et partie du 1er et du 12e arr.) Geneviève Fabresse, 3e (Marseille 2e, 7e et partie du 1er) Marie-Françoise Gras-Favre, 5e (Marseille 5e et partie du 6e) Myriam Quatrini, 13e (Istres, Martigues) *soutien au cand. PRS* 14e (Aix-en-Provence) Alain de Gantes, 16e (Arles) Jean-Marie Pascal.
■ **CALVADOS** : 1re (Caen ouest) Valentin Brehin, 3e (Falaise, Lisieux) Étienne Brasselet.
■ **CANTAL** : 1re (Aurillac) Raymond Squizatto.
■ **CHARENTE** : 1re (Angoulême est-ouest) Bernard Desbordes, 2e (Cognac) Guy Lafont.
■ **CHARENTE-MARITIME** : 1re (La Rochelle) Jean-Luc Delcampo, 3e (Saintes) Xavier Boniface.
■ **CHER** : 1re (Bourges) Jean-François Babouin, 2e (Vierzon) Claude Debeda, 3e (Saint-Amand-Montrond) Denis Durand.
■ **CORRÈZE** : 1re (Tulle) Jean Chatenet.
■ **CORSE-DU-SUD** : 1re (Ajaccio) François Filoni.
■ **CÔTE-D'OR** : 3e (Dijon 2, 4) Roland Carraz (a.d.).
■ **CÔTES-D'ARMOR** : 1re (Saint-Brieuc) Maryse Paraire.
■ **DORDOGNE** : 2e (Bergerac) Michel Suchod (a.d.).
■ **DOUBS** : 4e (Audincourt) Marie-France Mouquand.
■ **DRÔME** : 1re (Valence) Max Canzian, 2e (Montélimar) Catherine Coutard, 3e (Nyons) *soutien au cand. PCF*, 4e (Romans-sur-Isère) *soutien au cand. PCF.*
■ **EURE** : 4e (Louviers) Romain Rancière.
■ **EURE-ET-LOIR** : 3e (Nogent-le-Rotrou) Érik Lambert.
■ **GARD** : 3e (Villeneuve-lès-Avignon) Mireille Kassabalian, 5e (Alès ouest) Maryse Gélis-Clément.
■ **HAUTE-GARONNE** : 1re (Toulouse centre) Serge Ravanel, 2e (Toulouse est) Pierre Vidal, 7e (Villefranche-de-Lauragais) *soutien à Lionel Jospin.*
■ **GIRONDE** : 1re (Bordeaux nord) François Fournier, 3e (Bordeaux sud) François Joly, 5e (Blanquefort) Jean-Pierre Baillargé, 6e (Mérignac) Stéphane Leclair, 9e (Langon) Jean-Luc Beaumon.
■ **HÉRAULT** : 2e (Montpellier nord) Denis Brouillet, 3e (Lunel) Jean Darnaud, 4e (Lodève) *soutien à Gérard Saumade, député sortant (div. G.)*, 6e (Béziers) Jean Riant, 7e (Sète) Jean-Hugues Silberman.
■ **ILLE-ET-VILAINE** : 5e (Vitré) Patrice Pincé.
■ **INDRE** : 1re (Châteauroux) Michèle Ballanger.
■ **INDRE-ET-LOIRE** : 1re (Tours) Philippe Mesnin, 3e (Montbazon) Jean-Louis Pierre, 4e (Joué-lès-Tours) Francis Gérard.
■ **ISÈRE** : 1re (Grenoble 1, 2, 4) Jean-Paul Roux, 2e (Echirolles) *soutien au cand. PCF*, 5e (Saint-Egrève) Jean-François Delahais, 6e (Bourgoin-Jallieu nord) Chantal Marion, 9e (Voiron) *soutien au cand. PCF.*
■ **JURA** : 2e (Saint-Claude) Line Chanard, 3e (Dole) François Thorez.
■ **LOIRE** : 1re (Saint-Etienne nord) Pascale Faure, 2e (Saint-Etienne sud) Christian Daudel, 5e (Roanne) Nicolas Laurenceau.
■ **LOIRE-ATLANTIQUE** : 2e (Nantes sud) Jean-Marie Pousseur, 5e (Ancenis) Jean-François Lajeunesse, 8e (Saint-Nazaire) Joël Batteux, 10e (Vertou) Marc Magnou.
■ **LOIRET** : 2e (Orléans ouest) Marcelle Boucherie.
■ **LOT-ET-GARONNE** : 3e (Villeneuve-sur-Lot) René Chambon.
■ **MAINE-ET-LOIRE** : 2e (Angers sud, Trélazé) Daniel Salé.
■ **MANCHE** : 1re (Saint-Lô) Jacques Declosménil, 3e (Granville) Jacques Lecostey.
■ **MEURTHE-ET-MOSELLE** : 1re (Nancy est, nord, sud) *soutien au cand. PCF*, 5e (Toul) Jean-Paul Charlot.
■ **MORBIHAN** : 2e (Auray) *soutien au cand. PCF*, 4e (Malestroit, Ploërmel) Thérèse Baratte, 5e (Lorient) *soutien au cand. PCF*, 6e (Hennebont) *soutien au cand. PCF.*
■ **MOSELLE** : 9e (Thionville) Joseph Cardillo, 10e (Moyeuvre-Grande) Patrick Quinqueton.
■ **NIÈVRE** : 2e (Cosne-sur-Loire) Jacques Chouguy.
■ **NORD** : 4e (Lille ouest) Christiane Ducamp, 7e (Roubaix-est) Christian Maes, 12e (Dunkerque ouest) *soutien au député sortant Régis Fauchois div g.*, 14e (Bourbourg) Gérard Jonckheere, 18e (Cambrai) Claudine Sartiaux, 20e (Saint-Amand-les-Eaux) *soutien au cand. PCF*, 21e (Valenciennes) Jean-Claude Borgogulo, 23e (Maubeuge) *soutien au cand. PCF.*
■ **OISE** : 2e (Beauvais sud) Sylvie Campana, 3e (Creil sud) Gérard Welker, 5e (Compiègne sud) Béatrice Patrie.
■ **ORNE** : 1re (Alençon) Thierry Mathieu, 3e (Argentan, Flers) Patrick Hurel.
■ **PAS-DE-CALAIS** : 2e (Arras nord) Jean-Marie Alexandre, 8e (Saint-Omer) André Bonnier, 3e (Saint-Pol-sur-Ternoise) *soutien au cand. PCF*, 7e (Calais) *soutien au cand. PCF*, 11e (Cambrin) *soutien au cand. PCF*, 12e (Liévin) *soutien au cand. PCF*, 14e (Hénin-Beaumont) *soutien au cand. PCF.*
■ **PUY-DE-DÔME** : 1re (Clermont-Ferrand nord) Monique Bonnet, 3e (Chamalières) Jean-Marc Mignet.
■ **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** : 1re (Pau nord, centre, ouest) Guy Louis Dumont, 5e (Anglet, Bayonne) Jean-Claude Paul-Dejean, 6e (Biarritz, Hendaye) Hervé Sanda.
■ **HAUTES-PYRÉNÉES** : 1re (Bagnères-de-Bigorre) *soutien au cand. PCF*, 2e (Lourdes, Tarbes 1 et 2) Alain Barouillet, 3e (Tarbes 3, 4 et 5) *soutien au cand. PCF.*
■ **PYRÉNÉES-ORIENTALES** : 2e (La Côte-Radieuse) Monique Hernandez, 3e (Prades) Alain Le Dosseur.
■ **BAS-RHIN** : 3e (Strasbourg nord) Christine King-Moreau, 7e (Saverne) Serge Bloch.
■ **HAUT-RHIN** : 5e (Mulhouse est, ouest, sud) Jean-Marie Vigouret, 6e (Mulhouse nord) Daniel Lander.
■ **RHÔNE** : 1re (Lyon 6 et parties de 1, 5, 13) Dominique Gérard, 2e (Lyon 2e, 3e, 4e et parties du 1er et du 5e) Domar Idrissi, 4e (Lyon 7e, 8e, 11e et partie du 13e) Joseph Guetaz, 6e (Villeurbanne) Gilbert-Luc Devinaz, 7e (Vaulx-en-Velin) Martine Souvignet, 11e (Givors) *soutien au cand. PCF*, 12e (Oullins) Martine Moiroud, 14e (Vénissieux) *soutien au cand. PCF.*
■ **HAUTE-SAÔNE** : 2e (Lure) *Jean-Pierre Michel*, 3e (Luxeuil-les-Bains) Jean-Loup Coly.
■ **SAÔNE-ET-LOIRE** : 2e (Charolles) Jacques Mitaine.
■ **HAUTE-SAVOIE** : 2e (Annecy) Pierre Moulas, 3e (Bonneville) Geneviève Joly, 4e (Annemasse) Gabriel Gallce.
■ **PARIS** : 1re (1er, 2e, 3e et 4e arr.) Patrick Renaudot, 2e (5e, partie du 6e) Marie-François Bechtel, 5e (10e) Jean-Marc Moldonado, 6e (parties du 11e et du 20e) *Georges Sarre (a. m.)*, 8e (partie du 12e) Gisèle Sebag, 10e (parties du 13e et du 14e) Nicole Morichaud, 11e (partie du 14e) Marinette Bache, 13e (partie du 15e) Lucien Jallamion, 14e (partie du 16e) 17e (parties du 17e et du 18e) Jean-Luc Gonneau, 18e (partie du 18e) Christian Boulmier, 19e (parties du 18e et du 19e) *soutien au cand. PS*, 20e (partie du 19e) Manuel Dieudonné, 21e (partie du 20e) Jean-Yves Autexier, a.d..
■ **SEINE-MARITIME** : 1re (Rouen) Patrice Siard, 3e (Sotteville-lès-Rouen) *soutien au cand. PCF*, 6e (Lillebonne) Christian Gauthier, 7e (Le Havre sud) Stéphane Le Gemble, 8e (Le Havre nord) *soutien au cand. PCF.*
■ **SEINE-ET-MARNE** : 2e (Fontainebleau) Pierre Prieur, 3e (Melun nord) *Pierre Carassus*, 6e (Meaux nord) *soutien au cand. PCF*, 8e (Torcy) Jean-Pierre Fourré, 9e (Brie-Comte-Robert) *soutien au cand. PCF.*
■ **YVELINES** : 2e (Versailles sud) Claude Biver, 7e (Conflans-Sainte-Honorine) Alain Jouanet, 9e (Aubergenville) Romuald Levesque, 12e (Poissy) Joaho Dos Santos.
■ **DEUX-SÈVRES** : 1re (Niort) Christian Turpault, 3e (Parthenay) Gérard Pénit.
■ **SOMME** : 1re (Amiens nord) *soutien au cand. PCF*, 3e (Ault) *soutien au cand. PCF.*
■ **TARN-ET-GARONNE** : 2e (Castelsarrasin) Gérard Lavéron.
■ **VAR** : 3e (La Vallette-du-Var) Alain Jaubert, 7e (La Seyne) Toussaint Coddaciomi.
■ **VAUCLUSE** : 1re (Avignon) Gérard Lecomte, 4e (Orange) Lucien Chevalier.
■ **VENDÉE** : 4e (Mortagne-sur-Sèvre) *soutien au cand. Vert.*
■ **VIENNE** : 1re (Poitiers nord) Jean-Michel Fournier, 4e (Châtellerault) Patrick Juin.
■ **HAUTE-VIENNE** : 1re (Limoges centre) Gilbert Chapeaublanc, 2e (Saint-Junien) *soutien au cand. ADS*, 3e (Bellac) *soutien au cand. PCF*, 4e (Ambazac) *soutien au cand. PCF.*
■ **YONNE** : 1re (Auxerre) Jean-Paul Rousseau, 3e (Sens) Cyril Boulleau.
■ **TERRITOIRE DE BELFORT** : 1re (Belfort centre) *soutien au cand. PS*, 2e (Belfort ouest) *Jean-Pierre Chevènement (a. m.).*
■ **ESSONNE** : 1re (Corbeil-Essonnes) Pierre Guilloton, 3e (Arpajon) Christophe Lepage, 4e (Longjumeau) Paul Loridant (s.), 6e (Massy) Monique Duboué.
■ **HAUTS-DE-SEINE** : 4e (Nanterre, Suresnes) André Casson, 7e (Garches, Rueil-Malmaison) Jean Giroud, 10e (Issy-les-Moulineaux) Thierry Le Roy, 11e (Bagneux) *soutien au cand. PCF*, 13e (Antony, Sceaux, Châtenay) Jean-Pierre Lettron.
■ **SEINE-SAINT-DENIS** : 1re (Epinay-sur-Seine) Bernard Pérégo, 2e (Saint-Denis Nord) *soutien à Alain Krivine*, 5e (Bobigny) *soutien au cand. PCF*, 8e (Rosny-sous-Bois) Emmanuel Espanol, 12e (Le Raincy) Alain Billon (a.d.), 13e (Noisy-le-Grand) Michel Tavet.
■ **VAL-DE-MARNE** : 6e (Fontenay-sous-Bois, Vincennes) Hervé Poirier, 8e (Maisons-Alfort) Jean-Luc Gourgeon, 11e (Villejuif) Thierry Bonhoure.
■ **VAL-D'OISE** : 2e (Cergy) Jean-Pierre Reyal, 4e (Franconville) Jean Poussin, 5e (Argenteuil) *soutien au cand. PCF*, 6e (Enghien-les-Bains) Sylvie Barrière, 7e (Sarcelles sud-est) Michel Lacoux.

Le Parti communiste présente un candidat dans 537 circonscriptions de la métropole

Le PCF soutient des postulants d'autres formations politiques

Le PCF présente 537 candidats au premier tour des législatives. Il a noué un accord avec le MDC, qu'il soutient dans 16 circonscriptions. Il fait de même pour un membre de CAP, un candidat d'ADS et un divers gauche. Il n'a pas de candidat dans 4 circonscriptions où la gauche a décidé de faire cause commune face au FN dès le 25 mai. Dans cette liste, nous indiquons le nom des députés sortants en italique.

■ **AIN** : 1re (Bourg-en-Bresse) Lionel Mornet, 2e (Oyonnax) Georges Arpin, 3e (Ferney-Voltaire) Jean-Pierre Merlo, 4e (Trévoux) Marcelle Dos Santos.
■ **AISNE** : 1re (Laon) Dominique Lacombe, 2e (Saint-Quentin) Alix Suchecki, 3e (Hirson, Vervins) Marcel Patris, 4e (Soissons) *soutien à cand. MDC*, 5e (Château-Thierry) Gérard Lalot.
■ **ALLIER** : 1re (Moulins) Jean-Claude Mairal, 2e (Montluçon) Pierre Goldberg (a.d.), 3e (Gannat, Saint-Pourçain) André Lajoinie (a.d.), 4e (Vichy) René Bardet.
■ **ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE** : 1re (Digne) Gérard Paul, 2e (Manosque) Raymond Bressand.
■ **HAUTES-ALPES** : 1re (Gap) Florence Vercneil, 2e (Briançon) Antoine Guardabascio.
■ **ALPES-MARITIMES** : 1re (Nice 1, 2, 3, 12) Jacques Victor, 2e (Nice 4, 5, 6, 7) Simone Monticelli, 3e (Nice 8, 10, 11, 13) Louis Broch, 4e (Menton) Jean-Michel Cuccinelli, 5e (Nice 9, 14) Francis Tujague, 6e (Cagnes-sur-Mer) Marius Papi, 7e (Antibes) Gérard Piel, 8e (Cannes) Ghislaine Picot, 9e (Grasse) Paul Euziere.
■ **ARDÈCHE** : 1re (Privas) Robert Cota, 2e (Tournon, Annonay) Patrick Laybros, 3e (Aubenas) Henri Delauche.
■ **ARDENNES** : 1re (Charleville sud) Sylvain Dalla-Rosa, 2e (Charleville nord) René Visse, 3e (Sedan) Régine Henry.
■ **ARIÈGE** : 1re (Foix) Lyliane Cassan, 2e (Pamiers) Josée Souque.
■ **AUBE** : 1re (Troyes est) Anna Zajac, 2e (Troyes sud) Jean-Pierre Cornevin, 3e (Romilly, Sainte-Savine) Pierre Mathieu.
■ **AUDE** : 1re (Carcassonne) Henry Garino, 2e (Narbonne) Joseph Perez, 3e (Castelnaudary) Yvan Cazcarra.
■ **AVEYRON** : 1re (Rodez) Guy Drillin, 2e (Villefranche-de-Rouergue) André Perez, 3e (Millau) Patrick Rousseau.
■ **BOUCHES-DU-RHÔNE** : 1re (Marseille 4e et partie du 1er et du 12e arr.) Martine Hervé, 2e (Marseille 8e et partie du 6e) Marie-Françoise Palloix, 3e (Marseille 2e, 7e et partie du 1er) Jean-Paul Nostriano, 4e (Marseille 3e, 16e et partie du 15e) *Guy Hermier*, 5e (Marseille 5e et partie du 6e) Marie-Yves Ledret, 6e (Marseille 9e et partie du 10e et du 11e) Annick Boet, 7e (Marseille 14e et parties du 15e et du 13e) Francis Caccintolo, 8e (Marseille parties des 11e, 12e et 13e) Rudy Vigier, 9e (Aubagne, La Ciotat) *Jean Tardito*, 10e (Gardanne) *Roger Meï*, 11e (Salon-de-Provence) Danièle Bellan, 12e (Marignane, Vitrolles) Alain Hayot, 13e (Istres, Martigues) Michel Vaxes, 14e (Aix-en-Provence) Evelyne Thobert, 15e (Châteaurenard) Georges Jullien, 16e (Arles) Georges Thorrand.
■ **CALVADOS** : 1re (Caen ouest) Lysiane Broudic, 2e (Caen est) Marc Bellet, 3e (Falaise, Lisieux) Jacqueline Le Corre, 4e (Trouville-sur-Mer) Pierre Mouraret, 5e (Bayeux) Geneviève Le Fort, 6e (Vire) François Bonnet.
■ **CANTAL** : 1re (Aurillac) Jean-Pierre Roume, 2e (Saint-Flour) Marinette Audrerie.
■ **CHARENTE** : 1re (Angoulême est-ouest) Maryse Dumeix, 2e (Cognac) Simone Fayaud, 3e (Confolens) Patrick Berthault, 4e (Angoulême nord) Alain Proux.
■ **CHARENTE-MARITIME** : 1re (La Rochelle) Esther Quenendec Memain, 2e (Rochefort) Alain Belly, 3e (Saintes) Simone Rinaldi, 4e (Royan est) Michelle Camouse, 5e (Royan ouest) Jacques Gulard.
■ **CHER** : 1re (Bourges) Maxime Camuzat, 2e (Vierzon) Jean-Claude Sandrier, 3e (Saint-Amand-Montrond) Rémy Perrot.
■ **CORRÈZE** : 1re (Tulle) Dominique Grador, 2e (Brive) André Pamboutzoglou, 3e (Ussel) Michel Julien.
■ **CORSE-DU-SUD** : 1re (Ajaccio) Paul-Antoine Luciani, 2e (Sartène) Dominique Bucchini.
■ **HAUTE-CORSE** : 1re (Bastia) Michel Stefani, 2e (Corte-Calvi) François-Xavier Riolacci.
■ **CÔTE-D'OR** : 1re (Dijon 5, 6, 7) Christiane Porteret, 2e (Dijon 1, 3, 8) Michel Julien, 3e (Dijon 2, 4) Isabelle de Almeida, 4e (Montbard) Robert Fourgeux, 5e (Beaune) Jean Guerret.
■ **CÔTES-D'ARMOR** : 1re (Saint-Brieuc) Jean Derian, 2e (Dinan) Henri Faucheur, 3e (Loudéac, Lamballe) Gérard Le Cam, 4e (Guingamp) Félix Leizour (s.), 5e (Lannion) Alain Prigent.
■ **CREUSE** : 1re (Guéret) Daniel Dexet, 2e (Aubusson) Alain Teissedre.
■ **DORDOGNE** : 1re (Périgueux) Annick Legoff, 2e (Bergerac) *soutien au cand. MDC*, 3e (Nontron) Jacques Auzou, 4e (Sarlat) René Dutin.
■ **DOUBS** : 1re (Besançon ouest) Annie Menetrier, 2e (Besançon est) Evelyne Ternant, 3e (Montbéliard) Olivier Del Rizzo, 4e (Audincourt) Yves Adami, 5e (Pontarlier) Alain Vuillaume.
■ **DRÔME** : 1re (Valence) François Cheret, 2e (Montélimar) *soutien au cand. MDC*, 3e (Nyons) Jean-Pierre Rambaud, 4e (Romans-sur-Isère) Jacques Faure.
■ **EURE** : 1re (Evreux est, sud) Andrée Oger, 2e (Evreux nord, ouest) Gérard Grimault, 3e (Bernay) Fernand Emolt, 4e (Louviers) Gaëtan Levitre, 5e (Vernon) Marcel Larmanou.
■ **EURE-ET-LOIR** : 1re (Chartres) Dominique Padois, 2e (Dreux) *soutien au cand. PS*, 3e (Nogent-le-Rotrou) Jacques Malnou, 4e (Châteaudun) Jean Hardy.
■ **FINISTÈRE** : 1re (Quimper) Yvonne Rainero, 2e (Brest centre) Jacqueline Here, 3e (Brest ouest) Daniel Maloisel, 4e (Morlaix) Alain David, 5e (Landerneau) Ronan Tanguy, 6e (Châteaulin) Daniel Creoff, 7e (Douarnenez) Hugues Tupin, 8e (Concarneau) Eric Couvez.
■ **GARD** : 1re (Nîmes) Alain Clary, 2e (Vauvert) Martine Gayraud, 3e (Villeneuve-lès-Avignon) Laurette Bastaroli, 4e (Alès est) Patrick Malavieille, 5e (Alès ouest) Jean-Michel Suau.
■ **HAUTE-GARONNE** : 1re (Toulouse centre) Claudie Fontes, 2e (Toulouse est) Charles Marziani, 3e (Toulouse sud-est) Jean Zanesco, 4e (Toulouse sud) Sylviane Ainardi, 5e (Toulouse ouest) Pierre Senbe, 6e (Muret) Bernard Marquie, 7e (Villefranche-de-Lauragais) Michel Veyssiere, 8e (Saint-Gaudens) André Marquerie.
■ **GERS** : 1re (Auch) Colette Bassac, 2e (Condom) Paul Caperan.
■ **GIRONDE** : 1re (Bordeaux nord) Vincent Maurin, 2e (Bordeaux centre) Claude Mellier, 3e (Bordeaux sud) Jean-Jacques Paris, 4e (Cenon) Didier Iglesias, 5e (Blanquefort) Conchita Cimbron, 6e (Mérignac) Denis Lacoste, 7e (Pessac) Bernard Allemandou, 8e (Arcachon) Pierre Cleaz, 9e (Langon) Pierre Augey, 10e (Libourne) Annie Namin, 11e (Blaye) Denis Baldes.
■ **HÉRAULT** : 1re (Montpellier sud) Marylise Blanc, 2e (Montpellier nord) Colette Zannettacci, 3e (Lunel) Michel Gendrel, 4e (Lodève) Michel Tali, 5e (Pézenas) Jean-Louis Bousquet, 6e (Béziers) Jean-Michel Rumeau, 7e (Sète) François Liberti.
■ **ILLE-ET-VILAINE** : 1re (Rennes sud) Christian Benoist, 2e (Rennes nord) Eliane Poirier, 3e (Rennes ouest) Eric Berroche, 4e (Redon) Jean-Louis Frostin, 5e (Vitré) Valérie Kerauffret, 6e (Fougères) Jean-Claude Guillerm, 7e (Saint-Malo) Jean-Charles Le Sager.
■ **INDRE** : 1re (Châteauroux) Aline Dolldier, 2e (Issoudun) Bruno Martin, 3e (Le Blanc) Michel Fradet.
■ **INDRE-ET-LOIRE** : 1re (Tours) Pierre Texier, 2e (Amboise) Eric Carreau, 3e (Montbazon) Marie-France Beaufils, 4e (Joué-lès-Tours) Jean-Marie Lepezel, 5e (Saint-Cyr-sur-Loire) Pierre Lambert.
■ **ISÈRE** : 1re (Grenoble 1, 2, 4) Marie France Monery, 2e (Echirolles) *Gilbert Biessy*, 3e (Grenoble 3, 5, 6) Yannick Boulard, 4e (Vif) Michel Blonde, 5e (Saint-Égrève) *soutien au candidat MDC*, 6e (Bourgoin-Jallieu nord) François Ginet, 7e (Bourgoin-Jallieu sud) Louise Carly, 8e (Vienne) Marcel Berthouard, 9e (Voiron) Robert Veyret.
■ **JURA** : 1re (Lons-le-Saunier) Sylviane Pernet, 2e (Saint-Claude) Francis Lahaut, 3e (Dole) Michel Ginies.
■ **LANDES** : 1re (Mont-de-Marsan) Bernadette Curculosse, 2e (Dax) Pierrette Fontenas, 3e (Saint-Sever) Yves Lahoun.
■ **LOIR-ET-CHER** : 1re (Blois) Jean-Louis Le Moing, 2e (Romorantin-Lanthenay) Sylvie Henne, 3e (Vendôme) Patrick Callu.
■ **LOIRE** : 1re (Saint-Etienne nord) Alain Pecel, 2e (Saint-Etienne sud) Roger Dubien, 3e (Saint-Chamond) André Gery, 4e (Firminy) Bernard Outin, 5e (Roanne) Serge Fonton, 6e (Feurs) Maryse Poyet, 7e (Montbrison) Gérard Blot.
■ **HAUTE-LOIRE** : 1re (Le Puy est) Bernard Bouet, 2e (Le Puy ouest) Evelyne Valentin.
■ **LOIRE-ATLANTIQUE** : 1re (Nantes ouest) Catherine Gravoille, 2e (Nantes sud) Claude Constant, 3e (Saint-Herblain) Christian Pelloquet, 4e (Rezé) Jacques Guilbaud, 5e (Ancenis) Patricia Morinière, 6e (Châteaubriant) Yves Blais, 7e (La Baule) Marc Justy, 8e (Saint-Nazaire) *soutien au cand. MDC*, 9e (Paimboeuf, Pornic) Claudine Morel, 10e (Vertou) Michel Gouty.
■ **LOIRET** : 1re (Orléans sud) Michel Ricoud, 2e (Orléans ouest) Michel Guérin, 3e (Orléans est) Sylvie Prat, 4e (Montargis) Max Nublat, 5e (Fleury-lès-Aubrais) Alain Romero.
■ **LOT** : 1re (Cahors) Gérard Iragnes, 2e (Figeac) Bernadette Baloche.
■ **LOT-ET-GARONNE** : 1re (Agen) Marcel Vindis, 2e (Marmande) Jean Querbes, 3e (Villeneuve-sur-Lot) André Garrigues.
■ **LOZÈRE** : 1re (Mende) Gérard Mertadier, 2e (Marvejols) Guy Gaivier.
■ **MAINE-ET-LOIRE** : 1re (Angers centre, est, nord-est) André Riera, 2e (Angers sud, Trélazé) Jean-Paul Plassard, 3e (Longué-Jumelles) Dannie Mezily-Verger, 4e (Saumur sud, Thouarcé) Michel Raimbault, 5e (Cholet) Jean-Paul Gouraud, 6e (Angers ouest) Claudi Menard, 7e (Angers nord, Segré) Michel Baujon.
■ **MANCHE** : 1re (Saint-Lô) Guy Le Cann, 2e (Avranches) Antoine Peyry, 3e (Granville) Jacques Dubois, 4e (Valognes) Alain Labbé, 5e (Cherbourg) Joël Boisvy.
■ **MARNE** : 1re (Reims 1, 2, 5, 6) Michel Guillaudeau, 2e (Reims 3, 7, 9) Eva Mourot, 3e (Reims 4, 8, 10) Jean-Claude Manduit, 4e (Châlons-en-Champagne) Bernard Barberousse, 5e (Vitry-le-François) Joannès Larique, 6e (Epernay) Raymond Galataud.
■ **HAUTE-MARNE** : 1re (Chaumont) *soutien au cand. div. gauche*, 2e (Saint-Dizier) Marcelle Fontaine.
■ **MAYENNE** : 1re (Laval) Jacques Poirier, 2e (Château-Gontier) Jacques Fourgeaud, 3e (Mayenne) Yannick Peltier.
■ **MEURTHE-ET-MOSELLE** : 1re (Nancy est, nord, sud) Patrick Hatzig, 2e (Vandoeuvre-lès-Nancy) Noëlle Barth, 3e (Laxou, Nancy ouest) Richard Mathieu, 4e (Lunéville) Maurice Villaume, 5e (Toul) *soutien au cand. MDC*, 7e (Longwy) Frédéric Brigidi.
■ **MEUSE** : 1re (Bar-le-Duc) Philippe Serrier, 2e (Verdun) Paule Fonte.
■ **MORBIHAN** : 1re (Vannes) Pierre Joubin, 2e (Auray) Michel Le Scouarnec, 3e (Pontivy) Jean-Paul Jarno, 4e (Malestroit, Ploërmel) *soutien au cand. MDC*, 5e (Lorient) Daniel Gilles, 6e (Hennebont) Jean Le Borgne.
■ **MOSELLE** : 1re (Metz 1, Woippy) Patrick Abate, 2e (Metz 4, Montigny-lès-Metz) Danielle Bory, 3e (Metz 2, 3) Jacques Maréchal, 4e (Sarrebourg) Céline Chamagne, 5e (Sarreguemines) Fernand Beckrich, 6e (Forbach) Paul Turlan, 7e (Saint-Avold) Jean-Claude Brem, 8e (Rombas) Vito Larrichiutta, 9e (Thionville) Dominique Meli, 10e (Moyeuvre-Grande) Lucien Schaefer.
■ **NIÈVRE** : 1re (Nevers) Daniel Surien, 2e (Cosne-sur-Loire) André Perinaud, 3e (Clamecy, Decize) Cèdre Cadena.
■ **NORD** : 1re (Lille sud) Françoise Henaut, 2e (Lille est) Jean-Raymond de Grève, 3e (Lille centre, nord) Sylviane Delacroix, 4e (Lille ouest) Roger Renard, 5e (Haubourdin, Seclin) Jean-Claude Willem, 6e (Pont-à-Marcq) Jacques Roillet, 7e (Roubaix est) *soutien au cand. MDC*, 8e (Roubaix ouest) Françoise Thilliez, 9e (Marcq-en-Barœul) *soutien au cand. rad.-socialiste*, 10e (Tourcoing nord) Dominique Declercq-Danel, 11e (Armentières) Eric Bocquet, 12e (Dunkerque ouest) Didier Liennart, 13e (Dunkerque est) Gérard Miroux, 14e (Bourbourg) Guillaume Dochet, 15e (Bailleul, Hazebrouck) Alain Pocholle, 16e (Marchiennes) *Georges Hage*, 17e (Douai) Pierre Lefebvre, 18e (Cambrai) Colette Dessaint, 19e (Valenciennes sud) Patrick Leroy, 20e (Saint-Amand-les-Eaux) *Alain Bocquet*, 21e (Valenciennes) Fabien Thieme, 22e (Le Quesnoy) Bernard Baudoux, 23e (Maubeuge) Annick Mattighello, 24e (Avesnes-sur-Helpe) Alain Berteaux.
■ **OISE** : 1re (Beauvais nord) Thierry Aury, 2e (Beauvais sud) Alain Visa, 3e (Creil sud) Jean-Pierre Bosino, 4e (Senlis) Serge Salomon, 5e (Compiègne sud) Hélène Masure, 6e (Compiègne nord, Noyon) Patrice Carvalho, 7e (Clermont, Creil) Marie-France Boutroue.
■ **ORNE** : 1re (Alençon) Francine Brière, 2e (L'Aigle) Jeanne Hardy, 3e (Argentan, Flers) Robert Leveque.
■ **PAS-DE-CALAIS** : 1re (Arras ouest-sud) Lucien Capron, 2e (Arras nord) *soutien au cand. MDC*, 3e (Saint-Pol-sur-Ternoise) Alain Libert, 4e (Montreuil) Georges Baillet, 5e (Boulogne-sur-Mer sud) Jean-Claude Juda, 6e (Boulogne-sur-Mer nord) Gisèle Cocquerelle, 7e (Calais) Jacky Hénin, 8e (Saint-Omer) *soutien au cand. MDC*, 9e (Béthune) Lucien Andries, 10e (Bruay-en-Artois) Daniel Dewalle, 11e (Cambrin) *Rémy Auchedé*, 12e (Liévin) Jacques Robitail, 13e (Lens) Gilbert Rolos, 14e (Hénin-Beaumont) Yves Coquelle.
■ **PUY-DE-DÔME** : 1re (Clermont-Ferrand nord) Danielle Martin, 2e (Clermont-Ferrand sud) Nicole Taque, 3e (Chamalières) Michel Dugay, 4e (Issoire) Frédéric Souchal, 5e (Thiers) André Chassaigne, 6e (Riom) Guy Brunet.
■ **PYRÉNÉES-ATLANTIQUES** : 1re (Pau nord, centre, ouest) Hélène Lerou-Pourque, 2e (Pau est, sud) Guy Carassus, 3e (Jurançon) Marcelle Estoueigt, 4e (Oloron-Sainte-Marie) Jean-Louis Demay, 5e (Anglet, Bayonne) Maurice Garcia, 6e (Biarritz, Hendaye) Marie-Carmen Ponce-Nazabal.
■ **HAUTES-PYRÉNÉES** : 1re (Bagnères-de-Bigorre) Michel Cassagne, 2e (Lourdes, Tarbes 1 et 2) *soutien au cand. MDC*, 3e (Tarbes 3, 4 et 5) Philippe Barrière.
■ **PYRÉNÉES-ORIENTALES** : 1re (Perpignan) Jean Vila, 2e (La Côte-Radieuse) Antoine Sarda, 3e (Prades) Colette Tigneres, 4e (Céret, Thuir) Nicolas Garcia.
■ **BAS-RHIN** : 1re (Strasbourg centre) Liliane Huder, 2e (Strasbourg sud) Jean-Baptiste Metz, 3e (Strasbourg nord), Marc Baader, 4e (Illkirch-Graffenstaden) Jean-Marie Biberian, 5e (Sélestat) André Hemmerle, 6e (Molsheim) Jean-Paul Fabacher, 7e (Saverne) Thierry Girard, 8e (Wissembourg) Nadia Roudy, 9e (Haguenau) Roger Colas.
■ **HAUT-RHIN** : 1re (Colmar) Michel Gil, 2e (Kayserberg, Ribeauvillé) Guy Buecher, 4e (Huningue) Michel Labarre, 5e (Mulhouse est, ouest, sud) Auguste Bechler, 6e (Mulhouse nord) Eric Morel.
■ **RHÔNE** : 1re (Lyon 6 et parties de 1, 5, 13) Daniel Marlhoux, 2e (Lyon 2e, 3e, 4e et parties du 1er et du 5e) Frédéric Gaffiot, 3e (Lyon 9e, 10e et parties du 12e et du 13e) Louis Levêque, 4e (Lyon 7e, 8e, 11e et partie du 13e) *soutien au cand. MDC*, 5e (Caluire-et-Cuire) Madeleine Jorand, 6e (Villeurbanne) Pierre Grannec, 7e (Vaulx-en-Velin) Jean-Pierre Brunel, 8e (L'Arbresle) Bernard Boudon, 9e (Villefranche-sur-Saône) Michel Lebail, 10e (Saint-Genis-Laval) Gilles Pereyron, 11e (Givors) Martial Passi, 12e (Oullins) Mireille Elmalan, 13e (Meyzieu, Saint-Priest) Françoise Pagano, 14e (Vénissieux) *André Gérin.*
■ **HAUTE-SAÔNE** : 1re (Vesoul) Frédéric Bernabe, 2e (Lure) Gilles Lazar, 3e (Luxeuil-les-Bains) Maryvonne Domora.
■ **SAÔNE-ET-LOIRE** : 1re (Mâcon) Chantal Bathias, 2e (Charolles) Louis Hubert, 3e (Autun, Le Creusot) Michèle Rodier, 4e (Montceau-les-Mines) André Mathivet, 5e (Chalon-sur-Saône) Michel Chevalier, 6e (Louhans) Jean-Paul Jacques.
■ **SARTHE** : 1re (Le Mans nord) Martin Combe, 2e (Le Mans est) Christian Martin, 3e (La Flèche) Janine Pain, 4e (Sablé-sur-Sarthe) Yvon Luby, 5e (La Ferté-Bernard) Jocelyne Totee.
■ **SAVOIE** : 1re (Chambéry nord, Aix-les-Bains) Marie-Joëlle Chanoux, 2e (Albertville) Louis Bertrand, 3e (Chambéry sud, Saint-Jean-de-Maurienne) Alain Bouvier.
■ **HAUTE-SAVOIE** : 1re (Annecy-le-Vieux) Manuella Gomez, 2e (Annecy) André Genot, 3e (Bonneville) Modeste Rigant, 4e (Annemasse) Jean Pelissier, 5e (Thonon-les-Bains) Bernard Neplat.
■ **PARIS** : 1re (1er, 2e, 3e et 4e arr.) Sylvie Nicolier, 2e (5e, partie du 6e) Sylvie Desprès, 3e (parties du 6e et du 7e) Noëlle Mansous, 4e (8e et 9e) Jacques Daguenet, 5e (10e) Dominique Léonard, 6e (parties du 11e et du 20e) Catherine Gegout, 7e (parties du 11e et du 12e) Jean-Robert Franco, 8e (partie du 12e) José Espinosa, 9e (partie du 13e) Martine Marchand, 10e (partie du 13e et du 14e) Daniel Vauhaillon, 11e (partie du 14e) Maurice Lassalle, 12e (partie du 15e) Françoise Pujol, 13e (partie du 15e) Raymonde Contensous, 14e (partie du 16e) Denise Gantier, 15e (partie du 16e) Bernard Diment, 16e (partie du 17e) Geneviève Jolley, 17e (parties du 17e et du 18e) Michel Rizzi, 18e (partie du 18e) Isabelle Mayer, 19e (parties du 18e et du 19e) Michel Turoman, 20e (partie du 19e) Martine Durlach, 21e (partie du 20e) Pierre Mansat.
■ **SEINE-MARITIME** : 1re (Rouen) *soutien au cand. MDC*, 2e (Mont-Saint-Aignan) Annette Gallot, 3e (Sotteville-lès-Rouen) Michel Grandpierre (d.s.), 4e (Elbeuf) Patrice Dupray, 5e (Maromme) Colette Privat, 6e (Lillebonne) Jean-Paul Lecoq, 7e (Le Havre sud) Nathalie Nail, 8e (Le Havre nord) Daniel Paul, 9e (Fécamp) Raymond Lecacheur, 10e (Yvetot) Michel Tieursin, 11e (Dieppe) Christian Cuvillez, 12e (Gournay-en-Bray) François Druine.
■ **SEINE-ET-MARNE** : 1re (Melun sud) Karine Jarry, 2e (Fontainebleau) Liliane Ganille, 3e (Melun nord) *soutien au cand. MDC*, 4e (Provins) Yves Rouveyre, 5e (Meaux sud) Jean-Jacques Jego, 6e (Meaux nord) Jean-Pierre Bontoux, 7e (Claye-Souilly) Serge Goutmann, 8e (Torcy) Daniel Brunel, 9e (Brie-Comte-Robert) Martial Gélinat.
■ **YVELINES** : 1re (Versailles nord) Joëlle Leroy, 2e (Versailles sud) Antoine Casanova, 3e (Le Chesnay) François Amosse, 4e (Houilles) Claude Boivin, 5e (Sartrouville) Jean-Pierre Alexandre, 6e (Saint-Germain-en-Laye) Pierre Soulat, 7e (Conflans-Sainte-Honorine) Bernard Minguy, 9e (Aubergenville) Joseph Trebel, 10e (Rambouillet) Christian Beaumanoir, 11e (Trappes) Michel Espinat, 12e (Poissy) Janine Thomas.
■ **DEUX-SÈVRES** : 1re (Niort) Gérard Nebas, 2e (Saint-Maixent-l'Ecole) Max Rouvreau, 3e (Parthenay) Daniel Fasanino, 4e (Bressuire-Thouars) Arlette Bonnin.
■ **SOMME** : 1re (Amiens nord) *Maxime Gremetz*, 2e (Amiens sud) Danielle Sinoquet, 3e (Ault) Jacques Pecquery, 4e (Abbeville) Chantal Leblanc, 5e (Albert, Péronne) Olivier Chapuis-Roux, 6e (Corbie, Montdidier) Claude Lemoine.
■ **TARN** : 1re (Albi nord, Carmaux) Nelly Foissac, 2e (Albi centre et sud) Josian Vayre, 3e (Castres) Louis Tigneres, 4e (Mazamet) Christiane Odetti.
■ **TARN-ET-GARONNE** : 1re (Montauban) Joëlle Greder, 2e (Castelsarrasin) Michel Bertrand.
■ **VAR** : 1re (Toulon sud) *soutien au cand. PS*, 2e (Toulon nord) Danielle de March, 3e (La Vallette-du-Var) Joël Canapa, 4e (Draguignan) Jean-Pierre Nardini, 5e (Fréjus) Bertrand Barbagelata, 6e (Brignoles) Guy Guigou, 7e (La Seyne) Philippe Arcamone.
■ **VAUCLUSE** : 1re (Avignon) Henri Talau, 2e (Cavaillon) Louis Gérend, 3e (Carpentras) Roger Martin, 4e (Orange) Pierre Mercier.
■ **VENDÉE** : 1re (La Roche-sur-Yon nord) Bertrand Lavigne, 2e (La Roche-sur-Yon sud) Jean-Claude Martineau, 3e (Les Sables-d'Olonne) Yann Massonnet, 4e (Mortagne-sur-Sèvre) Magali Burgaud, 5e (Fontenay-le-Comte) Raymond Pingault.
■ **VIENNE** : 1re (Poitiers nord) Jean-Jacques Guérin, 2e (Poitiers sud) Michel Bodin, 3e (Montmorillon) Jean-Pierre David, 4e (Châtellerault) Paul Fromonteil.
■ **HAUTE-VIENNE** : 1re (Limoges centre) *soutien au cand. MDC*, 2e (Saint-Junien) *soutien au candidat ADS*, 3e (Bellac) Annie Barbier, 4e (Ambazac) Jean-Pierre Normand.
■ **VOSGES** : 1re (Epinal) Odile Martin, 2e (Saint-Dié) Christian Staphe, 3e (Remiremont) Serge Ragot, 4e (Neufchâteau) Michel Gérard.
■ **YONNE** : 1re (Auxerre) Jean-Marie Langoureau, 2e (Avallon) Guy Lavrat, 3e (Sens) Jean Cordillot.
■ **TERRITOIRE DE BELFORT** : 1re (Belfort centre) Ariette Clerc, 2e (Belfort ouest) Daniel Couqueberg.
■ **ESSONNE** : 1re (Corbeil-Essonnes) Bruno Piriou, 2e (Etampes) Gérard Lefranc, 3e (Arpajon) Philippe Camo, 4e (Longjumeau) Sylvie Mayer, 5e (Orsay) Dominique Crozat, 6e (Massy) Serge Guichard, 7e (Viry-Châtillon) Jean-Michel Leterrier, 8e (Brunoy) Lucien Lagrange, 9e (Draveil) Michel Soubiran, 10e (Morsang-sur-Orge) Claude Vasquez.
■ **HAUTS-DE-SEINE** : 1re (Colombes nord) *Jacques Brunhes*, 2e (Asnières, Colombes sud) Catherine Laigle, 3e (Courbevoie) Béatrice Galicier, 4e (Nanterre, Suresnes) Jacqueline Fraysse (s.) 5e (Levallois-Perret) Michel Limousin, 6e (Neuilly-sur-Seine) Joël Benard, 7e (Garches, Rueil-Malmaison) Jean-Raymond Pacouret, 8e (Meudon) Bernard Jasserand, 9e (Boulogne-Billancourt) Jean-Pierre Quilgars, 10e (Issy-les-Moulineaux) *soutien au cand MDC*, 11e (Bagneux) *Janine Jambu*, 12e (Châtillon) Daniel Duguet, 13e (Antony, Sceaux, Châtenay) Anne-Marie Geslain.
■ **SEINE-SAINT-DENIS** : 1re (Epinay-sur-Seine) Jacqueline Dambreville, 2e (Saint-Denis nord) *Patrick Braouezec*, 3e (Aubervilliers, La Courneuve) *Muguette Jacquaint*, 4e (Le Blanc-Mesnil) Marie-George Buffet, 5e (Bobigny) *Jean-Claude Gayssot*, 6e (Pantin) Jacques Isabet, 7e (Montreuil) *soutien à Jean-Pierre Brard, député sortant, ex PC, cand. CAP*, 8e (Rosny-sous-Bois) *soutien au cand. Vert*, 9e (Bondy) Jean-Louis Mons, 10e (Aulnay-sous-Bois) Bernard Labbé, 11e (Sevran) *François Asensi*, 12e (Le Raincy) Henriette Zoughebi, 13e (Noisy-le-Grand) Michel Tavet.
■ **VAL-DE-MARNE** : 1re (Créteil nord) Patrick Douet, 2e (Créteil ouest-sud) Daniel Davisse, 3e (Villeneuve-Saint-Georges) Michel Herry, 4e (Villiers-sur-Marne) Jean-Jacques Hedouin, 5e (Champigny-sur-Marne centre, est) Jean-Louis Bargero, 6e (Fontenay-sous-Bois, Vincennes) Louis Bayeurte, 7e (Champigny-sur-Marne ouest) Christian Favier, 8e (Maisons-Alfort) Fabienne Bruneau, 9e (Vitry-sur-Seine est et ouest) *Paul Mercieca*, 10e (Vitry-sur-Seine nord) *Jean-Claude Lefort*, 11e (Villejuif) Claude Billard (s.), 12e (L'Haÿ-les-Roses) Jacqueline Grymonprez.
■ **VAL-D'OISE** : 1re (Pontoise) Evelyne Gilbert, 2e (Cergy) Laurent Dumond, 3e (Taverny) Odile Cantin, 4e (Franconville) Rosita Jacuen, 5e (Argenteuil) Robert Hue, 6e (Enghien-les-Bains) Josiane Jeantils, 7e (Sarcelles sud-est) Serge Durand, 8e (Sarcelles nord-est) Lucette Lebeau, 9e (Goussainville) Michel Toumazet.

PAUVRETÉ L'annulation des arrêtés antimendicité de Prades (Pyrénées-Orientales) et de Mende (Lozère) a été demandée, mercredi 7 mai, par le commissaire du gouvernement, au tribunal administratif de Montpellier. ● LA JURISPRUDENCE en ce domaine demeure des plus floues alors que de nouvelles interdictions se préparent pour l'été. ● L'OPPOSITION entre élus et associations a débouché sur l'annulation ou la suspension d'une dizaine de textes depuis la première vague de l'été 1995. ● LE GOUVERNEMENT a décidé de transmettre une nouvelle version du projet de loi de *« renforcement de la cohésion sociale »* devant le Conseil d'Etat, tenant compte des modifications apportées par les députés avant la dissolution du 21 avril, pour en reprendre la discussion dès les premiers jours de la nouvelle législature, en cas de victoire de l'actuelle majorité.

Le cadre juridique des arrêtés antimendicité demeure des plus flous

De nouvelles interdictions se préparent pour l'été. Si les tribunaux administratifs ont rejeté des mesures par trop générales, des décisions variables, voire contradictoires, n'ont pas permis de dégager une jurisprudence

LA MISÈRE ne fait guère recette en cette campagne législative. Placée au centre de l'élection présidentielle de 1995, elle est revenue aujourd'hui à son rang de matière subsidiaire. Les programmes des grandes formations abordent le thème comme si elles ne pouvaient pas couper à ce passage obligé. Le document RPR-UDF réaffirme sa volonté de reprendre le cours de la loi de *« renforcement de la cohésion sociale »* (*lire ci-dessous*). Il *« garantit »* le revenu minimum d'insertion (RMI) et propose notamment *« la généralisation du SAMU social dans les grandes villes »*. Le programme des socialistes n'est pas plus prolixe sur la question. Il évoque la nécessité d'une *« solidarité nationale »* et d'*« une plus juste répartition des richesses entre les Français »*. Il propose enfin un allègement de *« la TVA sur les produits de première nécessité »*.

L'entrée de Jacques Chirac à l'Elysée avait coïncidé avec la première vague d'arrêtés anti-mendicité pris par des maires, principalement dans des communes du sud de la France. Deux ans plus tard, dans l'indifférence des partis et des candidats en campagne, des municipalités se préparent à prendre de nouvelle mesures en vue de l'été. Les tribunaux administratifs, pour leur part, commencent à délibérer sur le fond des arrêtés pris en 1996. A Nice, le tribunal vient ainsi de juger légale la réglementation appliquée l'an dernier par le maire (RPR) Jacques Peyrat, qui a aussitôt fait connaître son intention de prendre un nouveau texte du 15 juin au 15 septembre. A Montpellier, le commissaire du gouvernement a demandé, mercredi 7 mai, l'annulation des deux arrêtés pris à Mende (Lozère) et Prades (Pyrénées-Orientales). Tout cela sans que les politiques ne prennent clairement position.

Au cours des étés 1995 et 1996, ce sont pourtant une trentaine de villes qui ont pris des arrêtés interdisant, plus ou moins explicitement, la mendicité. Dix-huit de ces textes ont été attaqués devant les tribunaux administratifs par des associations. Elles ont obtenu sept annulations et quatre suspensions. Ces chiffres résument l'ampleur de la mode qui a saisi les communes mais aussi sa fragilité juridique. Et la course-poursuite entre maires et organisations de défense des sans-logis n'est pas terminée.

Dans une première période, les maires se sont contentés d'arrêtés rudimentaires. Les délits de vagabondage et de mendicité ayant disparu du code pénal, les élus cherchaient à prohiber leurs manifestations – séjours prolongés et consommation d'alcool dans la rue – sur l'ensemble du territoire communal. C'est cette trop grande *généralité* qui a perdu la première génération de textes. Dès 1993, l'un des tout premiers arrêtés anti-mendicité, pris à Montpellier, fut annulé par le tribunal administratif de la ville. Celui-ci avait considéré que le maire, Georges Frêche (PS), avait *« excédé ses pouvoirs »* en prenant des mesures trop *« générales et absolues »*. Cette décision annonçait les annulations de plusieurs arrêtés de l'été 1995, comme ceux de La Rochelle ou de Perpignan.

La course-poursuite entre maires et organisations de défense des sans-logis n'est pas terminée

En vue de l'été 1996, les maires ont donc appris à rédiger des textes plus élaborés, échappant aux premières critiques des tribunaux administratifs. Ils ont profité, pour cela, des conseils obligeamment fournis par une circulaire du ministère de l'intérieur adressée aux préfets, fin juillet 1995. Ce texte, présenté comme un argumentaire juridique, précisait que *« la mendicité peut faire assurément l'objet de mesures restrictives »* sous certaines conditions, notamment de limitation des mesures dans l'espace et dans le temps. Grâce à ce mode d'emploi, les maires apprirent à définir, rue par rue, le champ d'application de leurs arrêtés, pour chasser les sans-domicile-fixe de leur centre-ville ou des galeries marchandes.

Cette évolution n'a pas empêché les associations, regroupées dans une coordination nationale menée par les mouvements Droit au logement (DAL) et Droits devant !, d'obtenir une victoire importante au début du mois d'août 1996. Le tribunal administratif de Montpellier a suspendu les arrêtés de trois villes, Montpellier, Béziers et Prades. Il a estimé que *« le désordre imputé à la présence des SDF n'était pas suffisamment établi pour interdire la liberté de circuler, qui reste une valeur constitutionnelle »* (*Le Monde* du 5 août). Pour la première fois, des mesures anti-mendicité ont donc été interrompues pendant leur période de validité, et non annulées avec retard, une fois l'été fini.

Ces succès demeurent pourtant fragiles. Car les maires peuvent prendre un nouvel arrêté, expurgé des points jugés litigieux par le tribunal, dès l'annulation du précédent. Georges Frêche a immédiatement agi de cette manière, en 1996. Les associations n'ont plus alors qu'à lancer une nouvelle procédure. *« C'est un cercle vicieux*, note Jean-Claude Amara, responsable de Droits devant !, *dont nous ne pourrions sortir que si les préfets exerçaient vraiment leur contrôle de légalité sur ces questions. Dans ces conditions, les associations n'auraient plus à saisir systématiquement les tribunaux. »*

La circulaire de juillet 1995 n'a pas encouragé ces initiatives préfectorales. *« En légitimant certaines mesures de lutte contre la mendicité*, explique François Breteau, avocat du DAL, *elle dédouane les préfets qui ne se pencheront pas sur les arrêtés. »*

Ainsi, faute d'une volonté politique plus assurée que quelques déclarations d'intention impuissantes, les arrêtés anti-mendicité demeurent dans un flou juridique. Leur sort varie selon les décisions des tribunaux administratifs. *« Celle qui vient d'être rendue à Nice est inquiétante parce qu'elle paraît en recul par rapport à la jurisprudence qui semblait se mettre en place »*, estime Pierre Alfredo, avocat de l'association Vivre au présent, qui a attaqué plusieurs arrêtés dans des villes du Sud-Ouest. M[e] Alfredo pense toutefois que le tribunal administratif de Montpellier devrait, dans quinze jours, suivre la demande d'annulation des arrêtés de Prades et Mende formulée par le commissaire du gouvernement.

Cela inverserait momentanément la tendance. Une telle décision constituerait, de plus, une nouvelle victoire symbolique, avant la prévisible déferlante des textes répressifs de l'été.

Jérôme Fenoglio

Deux années de polémique

● **Juin 1995 :** La Rochelle et Perpignan prennent les premiers arrêtés, avant plusieurs autres villes au cours de l'été.
● **20 juillet 1995 :** le ministère de l'intérieur adresse une circulaire aux préfets, dans laquelle il est notamment indiqué que la mendicité *« peut faire l'objet de mesures restrictives »*.
● **Août 1995 :** Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, nomme un médiateur chargé d'étudier les problèmes posés par l'interdiction de la mendicité dans certaines villes. La mise en place de structures d'accueil permettra d'éviter que certains arrêtés soient reconduits l'été suivant.
● **Juin 1996 :** Pau et Menton ouvrent la série des arrêtés de l'été, parmi lesquels celui de Nice sera le plus controversé.
● **Août 1996 :** le tribunal administratif de Montpellier suspend l'application des arrêtés pris à Montpellier, Béziers et Prades.
● ***26 novembre 1996 :*** *une petite* majorité de Niçois vote en faveur de la reconduction de l'arrêté antimendicité dans leur ville lors d'un référendum organisé par le maire, Jacques Peyrat (RPR).
● **2 mai 1997 :** l'arrêté de Nice est jugé légal par le tribunal administratif de la ville, qui en annule cependant deux articles jugés trop généraux.

La loi contre l'exclusion va revenir devant le Conseil d'Etat

Des amendements adoptés par les parlementaires figurent dans le texte soumis à l'examen

C'EST REPARTI pour un tour. Le gouvernement a décidé de transmettre au Conseil d'Etat la vingtaine d'articles modifiés ou ajoutés par les députés au projet de loi de *« renforcement de la cohésion sociale »*. L'examen de ce texte avait été interrompu par la dissolution de l'Assemblée nationale, le 21 avril. La décision du président de la République, intervenue bien avant le vote sur l'ensemble du texte, avait eu pour effet de rendre caducs tous les amendements adoptés au cours des cinq jours de débat en séance publique.

Le gouvernement s'était ainsi retrouvé face à un fâcheux dilemme. Il lui fallait s'engager à réinscrire très vite le projet de loi à l'ordre du jour de la future Assemblée, en cas de victoire de la majorité aux législatives, sous peine de donner encore davantage l'impression de négliger le dernier vestige des promesses de campagne présidentielle de Jacques Chirac sur la réduction de la *« fracture sociale »*. Mais il ne pouvait non plus avoir l'air de négliger, pour aller plus vite, le travail des parlementaires, dont la qualité avait été saluée de tous bords.

La formule finalement choisie devrait permettre de concilier, au moins en partie, ces deux exigences. En saisissant le Conseil d'Etat sans attendre l'issue des élections, le gouvernement se donne les moyens de tenir la promesse formulée par le premier ministre au lendemain de la dissolution. *« J'en prends l'engagement,* avait déclaré Alain Juppé, le 22 avril. *Dès le lendemain des élections, si nous avons la victoire, nous reprendrons immédiatement la discussion de ce projet de loi de cohésion sociale. »*

Le calendrier prévoit ainsi que les conseillers d'Etat se réuniraient en assemblée plénière le 29 mai. Ce qui permettrait au premier conseil des ministres du nouveau gouvernement d'adopter le texte puis de le transmettre dans la foulée à la nouvelle Assemblée nationale, qui pourrait s'en saisir aussitôt installée, vers la mi-juin.

L'annonce d'un tel scénario pourrait, au moins symboliquement, apaiser certaines des aigreurs des associations de solidarité, qui ont très mal vécu l'interruption de l'examen d'un texte qu'elles réclament – et qu'on leur a promis – depuis si longtemps. Récemment, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, la présidente d'ATD Quart Monde, a fait part de l'*« atterrement »* de son mouvement devant une décision ressentie par certains comme une humiliation supplémentaire infligée aux plus démunis (*Le Monde* du 23 avril).

« PRIORITÉ ABSOLUE »

Sentant le danger, en ces temps de campagne, Jacques Chirac lui avait immédiatemment fait répondre que le projet de loi serait la *« priorité absolue »* du prochain gouvernement en cas de victoire de la majorité. Le Conseil d'Etat n'aura à donner son avis que sur les articles modifiés ou ajoutés par les députés avant l'interruption des débats. Le gouvernement a ainsi tenu à montrer qu'il respectait la plupart des améliorations apportées au texte par les parlementaires. Certains amendements adoptés contre son gré, comme la gratuité des cartes d'identité *« à délivrer aux personnes véritablement indigentes »*, figurent dans le nouveau texte soumis aux conseillers.

En revanche, d'autres modifications proposées par des députés de l'opposition et adoptées grâce au soutien de certains membres de la majorité n'ont pas été retenues. L'extension à l'ensemble du territoire du régime de faillite civile pour les surendettés, actuellement en vigueur dans les départements d'Alsace et de la Moselle, ne fait plus partie du texte, de même que la possibilité offerte aux associations de représenter des exclus devant la justice.

J. Fe.

L'UNEF-ID demande des décisions « concrètes » sur le statut étudiant

MONTPELLIER
de notre envoyé spécial

Après les soubresauts et les crises de pouvoir des éditions précédentes, le 75[e] congrès de l'UNEF-Indépendante et démocratique, réuni du 8 au 11 mai à Montpellier (Hérault), s'est ouvert dans une atmosphère d'une étonnante sérénité. Président depuis 1994, Pouria Amirshahi devrait être réélu sans difficulté à la tête de cette organisation de 15 000 adhérents : son rapport d'activité a été adopté avec près de 80 % des mandats. Les élections législatives ont été quasiment absentes des premiers débats. Soucieux d'afficher l'indépendance retrouvée de son organisation, Pouria Amirshahi a précisé, sous les applaudissements des 700 congressistes, que *« l'UNEF-ID ne fait campagne pour aucun parti ni aucun candidat. Elle se détermine exclusivement en fonction des intérêts des étudiants. »* Pourtant, ce climat ne reflète pas totalement la réalité vécue depuis deux ans par la première organisation syndicale chez les étudiants.

Depuis les manifestations contre le rapport Laurent et la circulaire Bardet, au printemps 1995, suivies, quelques mois plus tard, de la crise universitaire de l'automne, l'UNEF-ID a joué un rôle prépondérant dans les négociations avec le ministère. Mais c'est sur l'adhésion, en partie controversée, aux principes et aux premières mesures pédagogiques de la réforme Bayrou de l'enseignement supérieur que son président a choisi de revenir dans son discours d'ouverture. *« Les bases de cette réforme reposent sur deux principes : le refus de la sélection et le maintien du cadre national des diplômes*, a expliqué Pouria Amirshahi. *Que je sache, ce ne sont pas des principes réactionnaires. Je maintiens que, pour la première fois, les étudiants ont imposé une réforme, c'est-à-dire, en fait, une avancée. »* Selon lui, toutefois, *« le volet pédagogique n'est que la première pierre, un levier qui devrait permettre de révolutionner les contenus et les méthodes d'enseignement. »*

En revanche, Pouria Amirshahi s'est inquiété de l'absence de *« décisions concrètes »* sur le statut social, ou, plus précisément, sur l'allocation d'études : *« Les étudiants n'ont pas oublié et n'oublieront pas. »* Le président de l'UNEF-ID s'est attaché à défendre l'allocation d'études sous la forme de prestation d'autonomie que préconise son organisation. *« L'urgence est là*, a-t-il déclaré. *800 000 étudiants sont obligés d'avoir recours à des travaux précaires pour financer leurs études, au détriment de leur formation. »* Et d'ajouter : *« Redéfinir le rôle et la place de l'université va de pair avec l'aspiration des étudiants à vivre leur indépendance. Cette ambition ne saurait être efficace que si elle se traduit par une loi de programmation budgétaire. »*

Nombre de responsables syndicaux enseignants et confédérés s'étaient déplacés pour ce congrès, qui célèbre aussi le 90[e] anniversaire de la création de l'UNEF. Marc Blondel, secrétaire général de FO, Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, Jean-Paul Roux, de la FEN, Monique Vuaillat, du SNES, Hervé Baro, du Syndicat des enseignants (SE), Alain Olive (UNSA), Jean-Michel Boullier, du SGEN-CFDT – tandis que Louis Viannet (CGT) avait adressé un message –, ont souligné les points de convergence de leurs organisations avec l'UNEF-ID. Ils se sont aussi retrouvés dans la dénonciation du racisme et du Front national. Pour ces dirigeants, l'UNEF-ID a désormais sa place dans le paysage social. Ce n'est pas la moindre des reconnaissances.

Michel Delberghe

Des « privés » sur la trace d'un emploi fictif à la Semidep

QUELLE fut donc la motivation profonde de Gilles Roucher, directeur d'une société d'économie mixte de la Ville de Paris, la Semidep, lorsqu'il décida, en 1994, de faire appel à une agence de détectives privés pour suivre la collaboratrice de son président, Alain-Michel Grand, ancien adjoint de Jacques Chirac, alors maire de Paris ? Le juge parisien Evelyne Picard, chargée d'une affaire liée à cet organisme, qui gère plus de 6 000 logements sociaux, et destinataire, contre toute attente, du rapport de filature rédigé par ces lointains descendants de Nestor Burma, s'interroge. La personne espionnée à son insu, Annette Marchi, directrice de la communication de la Semidep à l'époque des faits, avait déjà été mise en cause par l'inspection générale de la Ville de Paris, qui avait souligné, dans un document transmis au magistrat, son doute sur la réalité du travail effectué par cette salariée. Faute d'éléments probants, M[me] Marchi n'avait été entendue qu'au titre de témoin au mois de décembre 1996 (*Le Monde* du 31 décembre 1996).

Quatre mois plus tard, ce rapport de détective de qualité médiocre, qui aura tout de même coûté 68 788 francs à la Semidep, enrichit de manière inattendue une affaire qui semblait se limiter à la révélation des frasques d'Alain-Michel Grand, mis en examen pour abus de biens sociaux. Le louable souci de lutter contre le gaspillage des deniers des contribuables parisiens en traquant les emplois fictifs – la rémunération annuelle de M[me] Marchi avoisinait les 500 000 francs – a, sans doute, dépassé les intentions initiales de Gilles Roucher.

Le fruit des filatures effectuées par les détectives permet aujourd'hui au juge Picard, après vérifications auprès des intéressés, de disposer d'éléments précis, versés au dossier, qui semblent indiquer qu'entre le 5 décembre 1994 et le 13 janvier 1995 Annette Marchi ne s'est pas rendue une seule fois à son bureau. Plus gênant, ces enquêteurs privés affirment également qu'elle se déplacait dans un véhicule loué par le RPR, dont il précise l'adresse, rue de Lille à Paris. Prévenu, en primeur, de tels détails et inquiet de leurs éventuelles conséquences, M. Roucher avait bien pris la peine d'indiquer à ses prestataires de stopper leurs recherches dès que leurs observations toucheraient de trop près l'exécutif de l'Hôtel de Ville. Précaution qui n'a pas manqué de gêner ces professionnels de la filature, car leur cible utilisait une deuxième voiture, appartenant à un membre du cabinet du maire de Paris.

LA PISTE CORRÉZIENNE

En 1993, le directeur de la Semidep avait déjà fait suivre M[me] Marchi. Commandée en pleine campagne législative, la mission avait conduit ces espions de pacotille et leur victime jusqu'en Corrèze, département d'élection de l'actuel président de la République, pour lequel semblait militer M[me] Marchi, corrézienne d'origine. Du même coup, Gilles Roucher avait dû mettre sous le boisseau le travail minutieux réalisé par ces privés. Deux ans plus tard, il n'aura pas eu plus de succès en engageant à nouveau des spécialistes. Gilles Roucher quittera la Semidep avant Annette Marchi, qui bénéficiera d'une indemnité de licenciement de 311 000 francs à son départ, début 1996.

Ironie de l'histoire, cette enquête de filature n'aura, finalement, pas été inutile pour tout le monde. Elle pourrait permettre au magistrat de démontrer comment une société d'économie mixte dépendant de la Ville de Paris pouvait rémunérer une militante RPR sous le couvert d'un statut de directrice de la communication. Sur la base des éléments apportés par le rapport des détectives, le juge Evelyne Picard a mis en examen M[me] Marchi, le 22 avril, pour recel d'abus de biens sociaux.

Jacques Follorou

هكذا من الأصل

Des archives du camp d'internement des juifs à Rivesaltes sont retrouvées dans une décharge

Une enquête préliminaire a été ouverte par le parquet de Perpignan

Le quotidien régional *L'Indépendant* a révélé, dans son édition du 8 mai, qu'un particulier avait découvert dans une décharge publique des archives du camp d'internement des juifs à Rivesaltes, *pendant l'Occupation. Les documents,* authentifiés, concernent l'année 1942, durant laquelle plus de trois mille juifs ont été déportés de Rivesaltes vers Drancy, puis Auschwitz. Une enquête préliminaire a été ouverte.

PERPIGNAN
de notre correspondant

Le procureur de la République de Perpignan a ouvert, jeudi 8 mai, une enquête préliminaire, après la révélation par le quotidien *L'Indépendant* que des archives du camp d'internement des juifs à Rivesaltes, pendant l'Occupation, avaient été récemment retrouvées dans une décharge publique. Il s'agit, a déclaré le procureur, de *« rechercher l'origine des documents et la façon dont ils auraient pu terminer dans une décharge publique ».*

Le jour même, le préfet des Pyrénées-Orientales avait saisi le procureur de la République *« pour qu'il apprécie l'opportunité d'une enquête sur l'origine des documents et la manière dont ils sont parvenus sur la place publique ».* De son côté, le sous-préfet de Prades, René Duchamp, indiquait que la préfecture allait *« très probablement ouvrir une enquête administrative »,* pour établir officiellement l'origine et la nature de documents qui devraient se trouver aux archives départementales.

C'est dans son édition du 8 mai que *L'Indépendant* a révélé cette découverte, par un particulier, d'une partie des archives du camp *dans une décharge de la périphérie* de la ville. Selon le quotidien, l'homme, qui a tenu à ce que son nom ne soit pas divulgué, s'est présenté à une agence locale du journal, il y a environ un mois et demi, pour faire part de sa découverte. Il était en possession de près de 500 pages relatives aux *conditions* de déportation vers les camps d'extermination de juifs internés à Rivesaltes, en 1942.

Le quotidien a vérifié l'authenticité de ces documents, qui sont reproduits en photos. *« Il n'y a aucun doute, j'ai déjà travaillé sur des documents du même type »,* explique l'auteur de l'enquête, Joël Mettay, qui précise que ces pièces ne portent pas la mention *« archives ».* Un inventaire détaillé a pu être fait de ces *« vieux papiers jetés à la poubelle de l'histoire »,* selon le journal. Il s'agit du *« registre des entrées et sorties (la main courante) du camp entre le 15 avril et le 24 décembre 1942 (environ 200 pages) ; de plusieurs dizaines de notices individuelles rédigées au moment de l'arrestation des "étrangers en situation irrégulière" par la gendarmerie ou la police ou, par la suite, relatives à leur internement. »*

ÉTRANGE PARCOURS

Le journal dit disposer également *« de dizaines de listes d'"israélites" (au total plus d'un millier de noms) internés, classés par nationalités, plusieurs listes nominatives et datées (plus d'une centaine de listes de noms par liste) des convois de juifs envoyés vers la zone occupée ; d'un cahier de décision de criblage des juifs du 26 août au 10 septembre 1942 (c'est-à-dire une liste des juifs échappant momentanément aux convois de la mort) et plusieurs courriers échangés par les autorités préfectorales avec la direction de la police de Vichy ».*

Qui était dépositaire de ces documents établis par l'Etat français de Vichy ? Qui pouvait y avoir accès ? L'enquête de *L'Indépendant* n'a pu établir, pour l'instant, le cheminement de ces archives, qui sont une partie de la mémoire du camp de Rivesaltes. Des milliers de juifs y ont été internés, avant de gagner par convois Drancy, puis Auschwitz, dans le courant de l'année 1942 *(lire ci-dessous).* Vendredi 9 mai, les responsables des archives départementales devaient tenir une conférence de presse pour tenter d'éclairer l'étrange parcours de ces documents.

Jean-Claude Marre

Le « Drancy de la zone libre », selon Serge Klarsfeld

UNE PARTIE des archives de l'UGIF, organisation juive créée sous l'Occupation, avaient été découvertes dans un grenier, il y a une quinzaine d'années. La maison, située à Sisteron (Alpes-de-Haute-Provence), était promise à la démolition. Les archives furent sauvées *in extremis.* Quelques années plus tard, Michel Bergès, historien bordelais, fut intrigué par des archives de la préfecture de Bordeaux pendant la guerre. Il s'intéressait aux activités passées de son ancien secrétaire général, Maurice Papon, et évita par miracle à ces « papiers » le pilon.

On apprend aujourd'hui que l'une des décharges publiques de Perpignan recélait des documents sur le camp d'internement de Rivesaltes : les voilà sauvegardés à leur tour après avoir été remis à la rédaction de *L'Indépendant.*

Beaucoup d'archives se perdent. Certaines resurgissent. Dans le cas présent, elles vont confirmer ou corriger les listes de déportés déjà déposées aux archives du ministère des anciens combattants et le fichier individuel qui se trouve aux archives départementales des Pyrénées-Orientales. Les noms des 3 213 juifs (dont 140 enfants) transférés du camp de Rivesaltes vers celui de Drancy, puis déportés vers les camps d'extermination, étaient en effet connus. *« Mais la découverte d'un registre des entrées et des sorties pour la période avril-décembre 1942 est tout à fait originale »,* indique Serge Klarsfeld, auteur et éditeur en 1992 de l'ouvrage *Le Transfert des juifs de la région préfectorale de Montpellier et du camp de Rivesaltes vers Drancy.*

CRÉÉS SOUS LA III[e] RÉPUBLIQUE

Les baraques de Rivesaltes ont commencé à servir à partir de 1939. A l'époque, la III[e] République avait créé, dans les Pyrénées-Orientales, les camps d'internement d'Argelès, de Saint-Cyprien, de Barcarès et de Rivesaltes pour « fixer » les républicains espagnols fuyant leur pays. En mai 1940, la percée allemande vers Paris avait conduit les autorités françaises à convoquer les ressortissants allemands et autrichiens, dont la moitié étaient juifs, puis à les transférer vers les mêmes camps du Sud-Ouest.

Ces camps très rudimentaires deviennent alors progressivement des prisons réservées aux juifs. Des centaines de personnes s'y entassent, dont beaucoup d'enfants. De la fin de l'année 1941 au début de 1942, l'Œuvre de secours à l'enfance (OSE) va réaliser un travail admirable en réussissant à faire sortir du camp de Rivesaltes un grand nombre d'enfants et d'adolescents qui seront orientés vers des refuges.

Mais, bientôt, les camps d'internement comme celui de Rivesaltes servent de pioche pour nourrir le système de persécution mis en place par Vichy. *« Le camp de Rivesaltes est devenu le Drancy de la zone libre en septembre 1942,* explique Serge Klarsfeld. *Durant trois semaines, les juifs ont été dirigés vers lui : un convoi de Nice, les juifs raflés dans toute la région. »*

Au total, neuf convois ferroviaires seront formés avec des juifs détenus à Rivesaltes. L'histoire du camp ne s'arrête pas là. Il a probablement servi après-guerre à l'« accueil » de personnes dites déplacées. En 1963, plus de 1 300 harkis ont été parqués à leur tour dans les mêmes baraquements. Aujourd'hui, ce sont les étrangers en situation irrégulière qui y transitent avant d'être renvoyés vers leur pays d'origine.

L'association des fils et filles des déportés juifs de France (FFDJF), qui a édifié à Rivesaltes un monument commémoratif il y a quelques années, souhaiterait que le camp devienne un lieu de mémoire.

Laurent Greilsamer

Un instituteur retraité de la Nièvre est écroué pour pédophilie

Il est soupçonné du viol de dizaines d'enfants

RETRAITÉ de l'éducation nationale, un instituteur de cinquante-huit ans, a été mis en examen, mardi 6 mai, par le juge d'instruction de Nevers (Nièvre) François Guyon pour *« viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de 15 ans par personne ayant autorité »* et écroué à la maison d'arrêt de Nevers. Interpellé, lundi 5 mai, par la compagnie de gendarmerie de Cosne-sur-Loire, Jacky Kaisersmertz est soupçonné d'avoir violé plusieurs dizaines de mineurs depuis environ trente ans. Ancien enseignant à Cosne-sur-Loire, l'homme, qui a reconnu partiellement les faits, aurait abusé des enfants au cours de ses nombreuses activités associatives, notamment les sorties et animations sportives qu'il organisait.

C'est à la suite du suicide d'un jeune homme que les enquêteurs ont découverts les faits. Thierry, vingt-sept ans, avait porté plainte pour viol contre M. Kaisersmertz, un mois avant de se donner la mort par empoisonnement. Le 27 janvier, jour de son décès, le jeune homme avait inscrit sur la glace d'une armoire les raisons de son acte : il avait déclaré avoir été violé par l'ancien instituteur entre huit et douze ans. Après ce drame, les gendarmes ont auditionné plusieurs dizaines de personnes qui ont déclaré avoir elles aussi été victimes de Jacky Kaisersmertz.

Retraité de l'école primaire de Cosne-sur-Loire depuis 1993, *« personnalité connue et respectée de tous »,* M. Kaisersmertz avait créé un club de karaté et organisait souvent des sorties de pêche pour les enfants du canton. Les dernières agressions sexuelles dont il est soupçonné remontant à quelques semaines, les enquêteurs n'excluent pas de découvrir encore plusieurs dizaines de victimes. *« L'enquête devrait nous permettre d'agrandir le cercle des victimes,* indique une source judiciaire. *Son école lui a longtemps permis de recruter des enfants et ses activités associatives lui permettait ensuite de passer à l'acte ».* Certains faits, remontant à plusieurs dizaines d'années, devraient être prescrits.

A Saint-Père, où M. Kaizersmertz est domicilié, c'est la consternation. Marc Avrain, le maire, se déclare le *« premier époustouflé » : « On ne comprend rien. C'était un bon instituteur, aimé de ses élèves et de ses voisins. Rien ne laissait paraître une telle chose. Il était bien considéré et il n'y a jamais eu le moindre soupçon. »* La directrice de l'école primaire où enseignait M. Kaisersmertz se dit *« horrifiée ». « De toute façon, aucun des faits qui lui sont reprochés ne se sont déroulés dans le cadre de l'école »,* croit savoir la directrice, qui assure qu'*« aucun des enfants qui sont actuellement scolarisés ne l'ont eu comme enseignant ».*

Cécile Prieur

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE : le premier adjoint au maire de Strasbourg, Roland Ries (PS),** a été condamné, vendredi 9 mai, à une amende de 20 000 francs par la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) pour *« prise illégale d'intérêt improprement qualifiée d'ingérence ».* M. Ries se voyait reprocher le cumul de son mandat avec les fonctions de président du directoire de deux sociétés d'économie mixte dépendant de la municipalité.

■ **FRAUDE : le procureur de la République d'Amiens (Somme), Dominique Le Bras, a confirmé,** mercredi 7 mai, qu'une information judiciaire avait été ouverte à la suite d'une plainte contre X déposée par l'ancien directeur du supermarché Atac de Ferrières-en-Bray (Seine-Maritime), Jean-Claude Olleville. Selon *l'Evènement du jeudi* du 8 mai, *M. Olleville avait découvert, en octobre 1995, que des viandes périmées* étaient réemballées. La direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes a diligenté une enquête.

CARNET

DISPARITIONS

Tolia Nikiprowetzky

Compositeur et homme de radio

LE COMPOSITEUR et ethnomusicologue français d'origine russe Tolia Nikiprowetzky est mort à Paris, lundi 5 mai, à l'âge de quatre-vingts ans. Né le 25 septembre 1916 à Féodosia, en Crimée, Tolia Nikiprowetzky était venu en France avec sa *famille en* 1923. *En* 1937, il reçoit les leçons de Suzanne Plé-Caussade (contrepoint) et de Louis Laloy (histoire de la musique). En 1946, il devient l'élève de René Leibowitz, le pape du dodécaphonisme et de la musique sérielle en France. En 1950, Nikiprowetzky est directeur adjoint de la musique à la Radio du Maroc. En 1956, il rentre à Paris, où il devient chef de la discothèque de la Radio d'outre-mer, et enseigne à des stagiaires africains. Il contribue à la publication des premiers disques de l'Ocora (Office de coopération radiophonique). En 1969, il est nommé chef adjoint du service des émissions symphoniques de l'ORTF, en 1973 responsable de la création et en 1975 du service symphonique de Radio-France.

Parallèlement à cette carrière administrative – qu'il n'a pas utilisée pour promouvoir *son œuvre* –, Tolia Nikiprowetzki a publié *Trois Aspects de la musique africaine,* en 1965, et beaucoup composé pour l'opéra, pour orchestre, pour instruments solistes et formations de chambre. Attiré par la discipline sérielle et fort de sa connaissance des *musiques ethniques,* ce compositeur n'a cependant pas rompu avec l'héritage tonal.

■ **KAI-UWE VON HASSEL,** ancien président chrétien-démocrate du Bundestag, est mort jeudi 8 mai d'une crise cardiaque, alors qu'il se rendait à la cérémonie de remise du prix international Charlemagne au chef de l'Etat allemand, Roman Herzog, à Aix-la-Chapelle. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans. *Ministre*-président du Schleswig-Holstein de 1954 à 1962, cet Européen convaincu avait succédé au Bavarois Franz-Josef Strauss, chrétien-démocrate également, au ministère de la défense à Bonn en 1963. Il a présidé le Bundestag de 1969 à 1972, *date* de l'arrivée au pouvoir du chancelier social-démocrate Willy Brandt. Il s'était ensuite consacré *à la construction euro*péenne, tout d'abord comme vice-président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg puis, de 1977 à 1980, *comme président* de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

NOMINATIONS

DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 7 mai a approuvé les promotions et *nominations* suivantes dans les armées :

● **Air.** – Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps aérien, les généraux de division aérienne **François Régnault** (nommé conseiller du gouvernement pour la défense) et **Michel Beaudoux** (nommé inspecteur de l'armée de l'air).

Sont nommés : *commandant* la défense aérienne et les opérations aériennes, le général de corps aérien **Jean-Georges Brévot** ; sous-chef « opérations » à *l'état-major* des armées, le général de division aérienne **Emile Sabathe.**

Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne **Serge Cocault et Robert Creuzé** ; général de brigade aérienne, le colonel **Daniel Dubois** ; commissaire général de brigade aérienne, le commissaire colonel **Olivier Gorge.**

● **Terre.** – Sont promus : général de division, le général de brigade **Jean Wabinski** ; général de brigade, les colonels **Dominique Prot et Régis Malis.**

Sont nommés : commandant supérieur des forces armées en Guyane, le *général* de brigade **Roland Badie** ; adjoint au général gouverneur militaire de Lille, commandant la circonscription militaire de défense de Lille, le général de brigade **Richard Retout** ; directeur du commissariat de l'armée de terre en circonscription militaire de défense de Marseille, le commissaire général de brigade **Pierre Fossey.**

● **Contrôle général des armées.** – Sont promus contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées **Daniel Hervouët, Joël Le Bec, Jean-Robert Rebmeister et Jean-Louis Schuster.**

● **Service de santé.** – Est promu pharmacien chimiste général inspecteur, le pharmacien chimiste général **Yves Lemontey.**

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires de naissance

– A

Florence.

Equinoxe, vingt-cinq printemps.

Heureux anniversaire.

Louis et Françoise, Mamie,
Claudine et Bruno,
L'Aztèque et Gigi, oncle Sam
et Geneviève,
Lionel et Christine, Eva et Alain,
Claude et Marie-Thérèse, Sophie
et Jérôme.

– Il y a dix-huit ans est né un petit garçon appelé

Fabien GUILLOSSOU.

Bon anniversaire.

Tes parents et ta sœur qui t'aiment.

Décès

– La Teste.

On nous prie d'annoncer le décès de

M[me] Sabine ARON,
dite Berritz,

survenu dans sa quatre-vingt-treizième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

– *Le directeur et les personnels* des Centres nationaux de Beaumont-sur-Oise et de Suresnes
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Jeanne BOMEY,
inspectrice de l'éducation nationale,

qui a consacré sa carrière à l'adaptation et à l'intégration scolaire des enfants handicapés.

– Claude Elliès,
son époux,
Isabelle et Michel Casteigts,
ses enfants,
Anne, Arnaud, Aurélie, Alexandra,
ses petits-enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse d'annoncer le décès brutal de

Jacqueline ELLIÈS,
ancienne directrice du Cours Spinoza,

survenu le 6 mai 1997.

Une messe sera célébrée, lundi 12 mai, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch, à Paris-14[e].

– M. et M[me] Danick Rousseau,
M. et M[me] Christian Rousseau,
M[me] Raoul Katz
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 8 mai 1997, de

M[me] Gisèle LEVAILLANT,

leur mère, belle-mère et grand-mère.

Une messe sera célébrée le lundi 12 mai, à 11 heures, en l'église Saint-*Pierre, 90, avenue du Roule,* à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie d'enterrement aura lieu le mardi 13 mai, à 10 h 30, en l'église de Tréflez (Finistère).

Cet avis tient lieu de faire-part.

– *Madeleine Pommat,*
son épouse,
Dominique, Pascale et Eric Pommat,
ses enfants,
Andrée Pommat,
sa mère,
ont la douleur de faire part du décès de

Georges POMMAT,

survenu le 5 mai 1997, dans sa soixante-cinquième année.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde *», sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

Remerciements

– M[me] Paule Brindeau,
M[me] Véronique Brindeau,
Céline De Vos-Brindeau
et leur famille,

très sensibles aux marques de sympathie qui leur ont été témoignées, remercient tous ceux qui ont partagé leur douleur lors du décès de

Serge BRINDEAU.

Communications diverses

L'OSE
(Œuvre de secours aux enfants)

a le plaisir de vous inviter à sa vente annuelle organisée au profit de son activité sociale et médico-sociale,

le mardi 13 mai 1997,
de 11 heures à 20 heures,

à la salle des fêtes de la mairie du 16[e], 71, avenue Henri-Martin, Paris-16[e].

– **Lundi 12 mai 1997, à 20 h 30 : Hommage à Y. Leibowitz.**

Table ronde **« Le Maître ambigu : entre lucidité et fidélité amères... », avec Gérard Haddad, Alexandre Derczanski, Alain Didier-Weill.**

PAF – Centre communautaire de Paris, 5, rue de Rochechouart, Paris-9[e], métro Cadet. Tél. : 01-49-95-95-92.

Le Monde INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Cadres Territoriaux

Le Conseil Régional de
FRANCHE-COMTÉ

recherche **pour son Observatoire régional des marchés**

Un Chef de projet Allemagne

Rattaché à la direction de l'action économique du Conseil régional et basé en Allemagne, vous réaliserez une veille économique du marché allemand pour les secteurs francs-comtois de la sous-traitance et des microtechniques.

Vous serez plus particulièrement chargé de :
- collecter et traiter de l'information sur les secteurs de la sous-traitance et des microtechniques en Allemagne.
- rédiger un bulletin de liaison destiné aux organisations professionnelles régionales,
- réaliser des études sectorielles sur le marché allemand,
- alimenter une base de données sur les donneurs d'ordre,
- assurer un suivi de quelques salons professionnels.

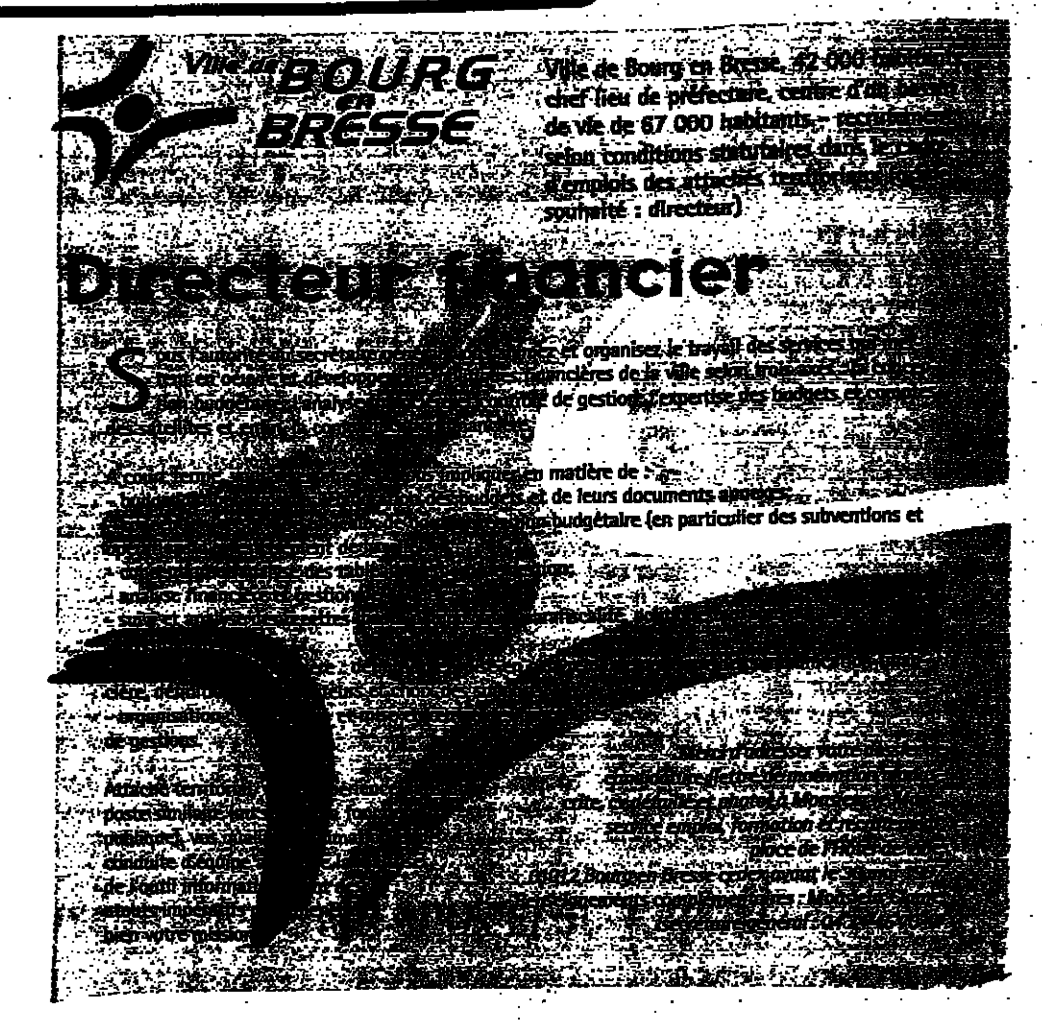
Vous êtes ingénieur ou technico-commercial et avez au moins 5 années d'expérience en entreprise. Vous maîtrisez parfaitement l'allemand et avez une bonne connaissance du milieu industriel allemand. Vous avez des qualités relationnelles et des capacités d'animation et d'initiative. Une bonne connaissance de l'outil informatique sera appréciée.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée de votre CV détaillé à : Monsieur le Président de la Région de Franche-Comté, direction des Ressources humaines, 4 square Castan, 25031 BESANCON CEDEX

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la direction des Affaires économiques, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur : 03 81 61 62 00



safari



Le département du JURA



recrute par voie de mutation, de détachement ou d'inscription sur liste d'aptitude uniquement deux attachés territoriaux h/f

CHEF DU BUREAU RESSOURCES HUMAINES

Vous animez une équipe d'une dizaine de personnes chargées de la gestion des effectifs, des carrières, de la paie, des instances paritaires et du service social.
Vous possédez des capacités d'encadrement et une solide maîtrise du statut.
Vous êtes organisé(e), méthodique, dynamique et disponible.
Renseignements : 03 84 87 34 26.

CHEF DU BUREAU DES FINANCES DÉPARTEMENTALES

Auprès au directeur des finances, des affaires économiques et du plan, vous animez une équipe huit de personnes. Vous aurez principalement en charge l'élaboration, l'exécution et le contrôle du budget, le suivi de la comptabilité et des garanties d'emprunts, le contingent d'aide sociale, la répartition du fonds départemental de taxe professionnelle, la réalisation d'études budgétaires, financières ou fiscales.
Doté d'une expérience significative dans le domaine des finances publiques et d'une bonne connaissance de la nomenclature M51, vous maîtrisez l'outil informatique, possédez le sens du dialogue et des relations humaines.
Renseignements : 03 84 87 34 23.

Merci d'adresser votre candidature avant le 1er juin à Monsieur le président du conseil général, DRH, 17 rue Rouget de l'Isle, 39039 Lons le Saulnier cedex.

safari

CRMP
CHAMBRE RÉGIONALE DE METIERS DE PICARDIE

Chargé(e) de mission
artisanat régional

Vous contribuez à définir la politique artisanale régionale par la conduite d'études variées ; vous apportez une aide permanente aux élus concernés ; vous assurez une veille économique et recherchez des financements ; vous animez de nombreuses réunions. Force de proposition pour la formation, vous suivez la mise en œuvre des orientations du conseil régional.
Vos atouts : une formation de niveau bac + 4/5 sciences économiques ou droit enrichie d'une expérience d'au moins 2 ans, des capacités d'analyses, des qualités relationnelles et rédactionnelles manifestes. CDD 1 an renouvelable.
Merci d'adresser votre candidature à la CRMP, cité des métiers, 80440 Boves.

AVIS DE CONCOURS

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Allier
et
Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Puy-de-Dôme
organisent les concours interne et externe de :

REDACTEUR TERRITORIAL
les 25 et 26 septembre 1997

Nombre de postes mis au concours
Spécialité **"Administration Générale"** : 33 postes
Spécialité **"Secteur Sanitaire et Sociale"** : 2 postes

Conditions d'accès pour concours externe :
être titulaire du BAC ou équivalent

Retrait des dossiers :
du 26 mai au 27 juin inclus

Date limite de dépôt des candidatures :
vendredi 11 juillet 1997 minuit (cachet de la poste faisant)

Les formulaires d'inscription peuvent être retirés ou demandés par courrier accompagné d'un timbre à 6 F 70
soit au Centre de Gestion de la F.P.T.
Château de Bellevue - B.P. 59
03402 YZEURE CEDEX

soit au Centre de Gestion de la F.P.T.
23 Place Delille
63000 CLERMONT-FERRAND

Les villes de BAGNOLET, MONTREUIL, NOISY LE SEC et ROMAINVILLE
(187.000 habitants Seine Saint Denis)

recherchent

UN DIRECTEUR
(H/F)

pour leur Mission Locale Intercommunale
(création de poste)

Ses missions seront :
- Analyser le territoire, les enjeux, les acteurs, afin de proposer et mettre en oeuvre une politique intercommunale en faveur de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- Mobiliser et animer des réseaux de partenaires afin de développer des actions innovantes et collectives.
- Mettre en oeuvre une cohérence d'action entre le siège de la Mission Locale et les antennes décentralisées sur les villes.
- Défendre des projets auprès des institutions et rechercher des financements.
- Animer, coordonner et encadrer une équipe d'une vingtaine de personnes, gérer un budget de plus de 6 MF.

De formation supérieure (BAC + 3 minimum), vous avez impérativement une expérience professionnelle diversifiée (collectivités territoriales, entreprises...) et maîtrisez parfaitement les problématiques de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes.
- Poste basé à Montreuil.

Adresser CV, lettre, photo et prétentions à :
Monsieur le Secrétaire Général
HOTEL DE VILLE - 93105 MONTREUIL Cedex.

COMMUNE DE BRIOUDE
Sous-Préfecture de la Haute-Loire – 7722 habitants

RECRUTEMENT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

MISSIONS
- Collaborateur direct du Maire
- Direction générale des services municipaux (y compris C.C.A.S. et Caisse des Ecoles)
- Préparation et mise en œuvre des projets communaux
- Optimisation des moyens humains

PROFIL
- Formation juridique et financière
- Compétence affirmée dans le domaine financier et en droit des collectivités territoriales
- Compétence en organisation et en gestion des ressources humaines
- Expérience confirmée dans une fonction de direction de services
- Poste à pourvoir au 1er janvier 1998

Adresser lettre de candidature manuscrite accompagnée du curriculum-vitae détaillé avec photo à :
Monsieur Jean-Jacques FAUCHER, maire de BRIOUDE - Hôtel de Ville - BP 20 - 43101 BRIOUDE CEDEX

CENTRE DE FORMATION INTERCONSULAIRE

RECHERCHE SON FUTUR DIRECTEUR
Véritable manager, chargé de développer les activités de formation technique pour l'Artisanat et l'Industrie

Il dirigera un Centre de profit de 20 collaborateurs permanents, un chiffre d'affaires annuel de 12 MF.

Homme ou femme, rigoureux, possédant la fibre commerciale et un goût de l'animation d'équipe, il aura une expérience réussie d'au moins 10 ans dans le monde de la formation.
Rémunération selon profil et expérience.
Lieu de travail : Strasbourg

Envoyer lettre de motivation et CV (sous N° 9761) à :
Le Monde Publicité - 21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05

TERROIRS Plusieurs appellations d'origine contrôlée (AOC) viennent d'être décernées à des productions agricoles du nord des Bouches-du-Rhône. ● LE FOIN DE LA CRAU est considéré comme le meilleur fourrage pour les chevaux et le bétail. Il assure une alimentation de qualité aux animaux afin que ceux-ci développent à leur tour leurs meilleures performances. ● LA VALLÉE DES BAUX-DE-PROVENCE produit de son côté des olives (noires et cassées) ainsi qu'une huile de grande qualité. ● CES PRODUCTIONS concernent plusieurs milliers d'exploitants et rencontrent de plus en plus les faveurs des consommateurs, y compris à l'étranger. ● LE CHOIX de la qualité et de la singularité est fondé sur le savoir-faire des hommes et le respect de l'environnement. Il renforce le tissu économique et social de pays dans la continuité de leur identité culturelle.

La plaine de la Crau engrange les bénéfices de son foin

Les productions agricoles de qualité qui bénéficient du label « appellation d'origine contrôlée » apparaissent de plus en plus comme un moyen privilégié de concilier développement et environnement, croissance économique et respect de l'identité culturelle

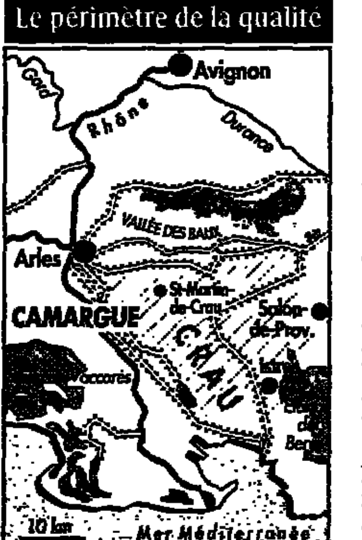
MARSEILLE
de notre correspondant régional

Les pur-sang de Hongkong et de Chantilly en raffolent et il sera le premier produit d'appellation d'origine contrôlée (AOC) à ne pas être destiné à l'alimentation humaine. Le foin de la plaine de la Crau vient en effet de rejoindre le gotha de la production agricole française, au côté des grands crus et des fromages prestigieux. L'INAO (Institut national des appellations d'origine) a rendu un avis favorable ; 13 000 hectares de prairies et neuf communes sont concernées.

C'est l'aboutissement d'une vieille histoire. On peut la dater d'il y a vingt ans quand fut créé le Comité du foin de la Crau qui regroupe l'essentiel des deux cent cinquante producteurs des 100 000 tonnes annuelles de foin. On peut aussi la dater d'il y a douze mille ans, quand la Durance abandonna son estuaire initial et devint, en frôlant le nord des Alpilles, un affluent du Rhône. Cette rivière limoneuse laissa là une plaine alluviale sous laquelle une couche dure empêchait les racines de s'enfoncer : une steppe en naquit, parcourue d'un vent sec et que la pluie épargne. Les moutons apprécient cette pâture du *coussoul*, ainsi que quelques animaux sobres.

Mais le coup de génie appartient à Adam de Craponne : au seizième siècle, celui-ci fit construire un réseau de canaux pour reprendre à la Durance un peu de son eau. Et c'est ainsi que, irriguée en même temps que sèche, la steppe devint le grenier du meilleur foin du monde. Hommage du vice à la vertu, on a découvert récemment en Irlande la supercherie de producteurs canadiens : ils avaient fait fabriquer une ficelle rouge et blanche destinée à tricher sur l'origine de leur marchandise, cette ficelle bicolore étant la marque, reconnue mais non protégée, de l'origine du foin de la Crau.

Car il y a foin et foin et, on l'assure ici, *« on ne peut pas tromper une bête »* avec ces foins approximatifs, enrichis à l'azote ou qui ont fermenté sous la meule. On reconnaît cependant qu'il existe d'autres foins de bonne qualité, dans le Jura par exemple, mais néanmoins pas à la hauteur du besoin de foin de qualité maximum de certaines bêtes : vaches à reblochon de Savoie, brebis à roquefort de l'Aveyron ou chèvres à picodon de l'Ardèche, AOC notoires. Sans parler des habitués des champs de



course de Paris, de Normandie, de Toulouse ou de Lyon, tous accros. L'Allemagne et l'Autriche commencent d'ailleurs à s'intéresser à cette herbe précieuse, ainsi que les Emirats arabes unis ou l'Arabie saoudite, qui deviennent des destinations aussi prometteuses que l'Angleterre et l'Irlande. Le responsable du comité, technicien enthousiaste, fils de producteur, rêve même du Japon et de bouter du marché Américains et Canadiens dont le foin, on s'en doute, est de bien moindre qualité...

Le secret, c'est donc cette nature plate, séchée par le vent, oubliée par la pluie mais irriguée. C'est aussi un savoir-faire ancien, connu et pratiqué par tous. Il réside dans la manière d'utiliser le réseau d'irrigation, surveillé et nettoyé en permanence. L'inondation des prairies se fait par gravitation : on ferme la martellière quand l'eau vient s'y appuyer et le liquide déborde par le côté, lentement, sur la prairie qui la boit en quelques heures et la restitue, propre, à la nappe phréatique. La quatrième coupe de l'année – le regain, entre octobre et février – n'est pas récoltée : les 103 000 brebis de la plaine l'ont brouté, nettoyant l'herbage et nourrissant la terre. Par ailleurs, le foin est rentré le jour où il est coupé, au plus tard le lendemain. Il est stocké dans des hangars, isolé du sol et des murs.

Ces méthodes coûtent très cher car elles exigent de la main-d'œuvre et de la qualification. C'est pourquoi le foin de Crau faillit mourir de sa qualité quand il dût affronter les effets de la politique agricole commune (PAC) qui fit baisser le prix des aliments pour bétail, oléagineux, protéagineux et autres luzernes déshydratées. En 1993, on frôla le pire : la lire était dévaluée, alors que les veaux italiens sont nourris au bon foin de Crau et que l'herbe de qualité était en état de surproduction.

Les responsables du Comité le reconnaissent volontiers : ils ont reçu à ce moment-là des aides vitales de l'Europe, de l'Etat, de la région et du département. Leur comité y a gagné en crédibilité et en adhérents. Mais cela n'a pas entamé leur conviction qu'il fallait rompre définitivement avec le vieux dicton : *« Mieux vaut bonne vente que bonne marchandise. »* C'est tout le pari de leur AOC. Et, au-delà, d'une agriculture française qui, après avoir nourri la France et gagné de nombreux marchés à l'exportation, est confrontée à un nouveau défi : celui de la qualité qui apparaît comme une des meilleures garanties d'avenir pour l'activité économique, l'emploi et l'aménagement non destructeur du territoire.

Michel Samson

Une réserve naturelle en projet

Le ministère de l'environnement a décidé de créer une réserve naturelle sur la plaine de la Crau. L'objectif est de protéger les 11 500 hectares de coussoul qui ont pu être préservés du grignotage des terrains lié à l'activité agricole et industrielle. Ce substrat géologique laissé par la Durance a permis la formation d'herbacées, espèces endémiques uniques au monde que les autorités veulent aujourd'hui préserver. *« L'idée est de préserver tout ce qui reste, mais la difficulté réside dans l'éclatement des parcelles à protéger »*, explique un membre du cabinet de Corinne Lepage. Les négociations menées avec les professionnels et l'armée (propriétaire de certains terrains) avancent lentement. Le décret de création de la réserve n'est pas attendu avant le début de l'année 1998.

La consécration de l'olive des Baux-de-Provence

MARSEILLE
de notre correspondant

L'olive noire, l'olive cassée et l'huile des Alpilles (au nord du département des Bouches-du-Rhône) vont, comme le foin de la Crau, connaître la consécration de l'appellation d'origine contrôlée (AOC), sous le nom « Baux de Provence ». Seule l'huile d'olive de Nyons (Drôme) bénéficie jusqu'à présent d'une AOC.

L'aire géographique – quinze communes des Bouches-du-Rhône dont Arles, les Baux-de-Provence, Fontvieille, Maussane... – et le cahier des charges rédigé par le syndicat interprofessionnel de l'olivier de la vallée des Baux ont été approuvés par l'INAO. Deux mille cinq cents oléiculteurs sont concernés par cette mesure, ainsi que sept moulins à huile et cinq confiseurs producteurs d'olives de table. Les 250 000 oliviers de ce bassin produisent 450 000 litres d'huile par an, soit 20 % de la production nationale et 350 tonnes d'olives de table noires ou vertes.

Les prétendants à l'AOC seront astreints à respecter des règles strictes d'exploitation de leurs oliveraies : taille des arbres, surface minimale entre chaque olivier, autorisation d'irrigation, rendement à l'hectare, et date d'ouverture des cueillettes. Les fruits doivent être récoltés à la main ou dans des filets ne touchant pas le sol, avant d'être stockés dans des caisses à claires-voies.

Les confiseurs chargés de la transformation des olives devront utiliser des modes de conservation, de saumurage, d'aromatisation et de conditionnement très précis. *« En fait*, explique Jean-Pierre Lombrage, président du syndicat interprofessionnel, *c'est notre mode de travail traditionnel et notre savoir-faire qui sont couchés sur le papier. »*

VERS LE JAPON ET LES ÉTATS-UNIS

L'appellation d'origine devrait entraîner une restructuration des vergers, avec l'objectif qu'en 2030, 85 % du terroir soient plantés d'oliviers produisant les variétés de « salonenque », « aglandau », « grossane » et « verdale » des Bouches-du-Rhône. Les deux premières variétés sont destinées à la production d'olives cassées. Les fruits verts passent dans des éclateurs qui fendent la chair sans la détacher du noyau. La « désamérisation » se réalise ensuite avec du sel avant l'aromatisation au fenouil. Jean-Pierre Lombrage loue les qualités d'un canard aux olives cassées de la vallée des Baux : *« C'est tout simplement divin. »*

Portée à maturation, donc olive noire, la « grossane », piquée et mise au sel, est vouée à accompagner l'apéritif ou à entrer dans la composition d'une salade niçoise. La spécificité de l'huile de la vallée des Baux découle du mélange des quatre variétés : *« Avec telle olive, nous corrigeons les rares défauts d'une autre »*, explique M. Lombrage qui ne tarit pas d'éloges sur les mérites de l'huile des Alpilles : *« Longueur en bouche, suffisamment grasse mais onctueuse. »*

La production des moulins de la vallée des Baux, parmi lesquels celui de Maussane, la plus grande coopérative oléicole de France avec 1 100 adhérents, est insuffisante pour satisfaire la demande. L'huile nouvelle est commercialisée un samedi de mi-décembre, mais fin juillet, on n'en trouve plus une goutte dans les moulins. Ecoulée sur le marché local, l'huile des Alpilles part également à l'exportation vers le Japon et les Etats-Unis.

Ces trois nouvelles appellations d'origine contrôlée s'ajoutent à l'AOC des vins rouges et rosés du terroir de la vallée des Baux. *« Une aussi petite région de France peut s'enorgueillir de posséder quatre appellations »*, selon M. Lombrage qui analyse cette consécration comme *« la reconnaissance d'une tradition, d'un lieu, d'une spécificité de production et d'une qualité »*.

Luc Leroux

COMMENTAIRE

L'ANTI- « MONDIALISATION BANALISATION »

Chaque mois qui passe enrichit le patrimoine des appellations d'origine contrôlée (AOC) d'un nouvel et heureux élu. *Hier*, c'étaient les lentilles vertes du Puy, le rhum de Martinique ou la viande des taureaux de Camargue.

Voilà maintenant qu'entrent dans la confrérie vigilante le fourrage de la Crau et la liqueur jaillie de l'ancestrale olive qui a traversé toutes les civilisations méditerranéennes. Ces produits ne sont pas seulement des exemples de nourriture goûteuse, ils sont le résultat du travail patient et consciencieux des hommes, du respect des terroirs, de l'obsession de la qualité « contre » la tentation de la quantité. Pour le plus grand profit du patrimoine commun.

L'agriculture française a une double chance. Elle est puissante, compétitive et productive, *quand elle livre des millions* de quintaux de blé et des tonnes de carcasses de viande. Elle est aussi subtile et « princière » quand, des vignobles de Châteauneuf-du-Pape aux carottes du nord du Cotentin, elle sert de référence irréprochable. Certes, cette qualité entraîne un léger renchérissement des prix de vente. Mais les consommateurs ne sont pas aussi bornés que certains le croient. Au tout-venant simplifié et aux rabais des productions massives, ils préfèrent de plus en plus les singularités des différents terroirs.

Poussés par les enjeux écologiques et le besoin de répondre aux risques d'une « mondialisation-banalisation », les dirigeants agricoles commencent à comprendre que l'identité du terroir sur lequel est produite une plante ou élevé un animal compte autant que leur strict coût de revient. Les subventions à l'agriculture devraient aussi être réorientées selon ces critères. La loi d'orientation que Philippe Vasseur a fait adopter le *30 avril par le conseil des ministres* ouvre à ce propos des perspectives intéressantes puisqu'il propose de créer un « Institut national de la qualité des produits agricoles ».

François Grosrichard

Les produits bénéficiant du label AOC

■ ***Les dernières attributions :***
- Le foin de la Crau.
- L'huile d'olive, les olives *noires et les olives cassées de la* vallée des Baux-de-Provence.
- Le muscat du Ventoux.
- Les pommes de terre de l'île de Ré.

■ **Les décrets en cours de rédaction :**
- Les moules de bouchot de la baie du Mont-Saint-Michel.
- Les pommes de terre de l'île de Noirmoutier.

■ ***Les produits pour lesquels une zone est mise à l'enquête :***
- *Le miel de Corse.*
- Le coco de Paimpol.
- Le piment d'Espelette.

■ ***Les dossiers à l'étude :***
- Les coquilles et les noix de Saint-Jacques des Côtes-d'Armor.
- L'oignon doux des Cévennes.
- L'agneau de pré-salé de la baie de Somme.
- Le mouton de Barèges-Gavarnie.
- Le poulet jaune des Landes.
- Les carottes de Créances.
- Les huîtres d'Isigny.
- L'oignon rosé de Roscoff.
- Le poulet du Bourbonnais.
- L'huile du pays d'Aix.
- *La noix du Périgord.*
- Les salaisons de Lacaune.
- L'huile et l'olive de Nice.
- *La pomme du Limousin.*
- L'huile de Haute-Provence.
- La mogette du bocage de Vendée.

Un musée des fusées sous la coupole d'Heffaut (Pas-de-Calais)

LE CENTRE D'HISTOIRE EUROPÉEN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE, aménagé sur le site de la coupole d'Heffaut, un ancien bunker allemand destiné à accueillir le pas de tir des fusées V2 conçues pour détruire Londres, devait être inauguré, vendredi 9 mai, près de Saint-Omer (Pas-de-Calais).

En août 1943, après les bombardements des sites de lancement des V1, Hitler avait fait construire cette base souterraine, surmontée d'une immense coupole de béton de 71 mètres de diamètre et irriguée par 7 kilomètres de galeries. Le site ayant été découvert par les Alliés en juin 1944 et bombardé, Hitler abandonna son projet et se contenta de pas de tirs mobiles pour lancer près de trois mille V2 sur Londres et la Belgique.

L'histoire des V2, dont la construction n'aurait pu se faire sans le concours forcé des prisonniers du camp de Dora, est indissociable de l'idéologie nazie. Mais cette technologie est à l'origine de tous les programmes spatiaux, tant américains que soviétiques ou européens. Si le musée consacre une large part aux armes secrètes allemandes et à la conquête de l'espace, en présentant des maquettes de fusées, du V2 à Ariane, en passant par Spoutnik, Soyouz et Saturne, un comité d'éthique, créé par les historiens à l'origine du projet, a veillé à fermer la porte aux amalgames dangereux entre nazisme et conquête spatiale. En outre, ce musée consacre une bonne place à la vie des populations du nord de la France sous l'Occupation. – (*Corresp.*)

■ **LYON : Accroissement de la pollution de l'air** vient en tête des inquiétudes des Lyonnais (39,8 %) pour les années 2000, devant l'accroissement de l'insécurité (29,2 %), selon un sondage Ipsos publié par l'hebdomadaire *Lyon Mag'* daté 7 mai. Dans ce même sondage, les Lyonnais se prononcent majoritairement pour une ville accordant moins de place à l'automobile (*Le Monde* du 7 mai).

19 mai 1982
La nuit messianique de « Parsifal »

SIX JOURNÉES PARTICULIÈRES
V

Une rétrospective
des grands moments du Festival de Cannes

Demain : 13 mai 1991
Madonna, le déclin des stars

LES nuits blanches du Festival de Cannes furent aussi belles que ses jours. Il y eut un feu d'artifice au son de *La Marseillaise*, le 19 septembre 1946, et les nuits champagne et vison, vodka et chinchilla, cette première année : la manifestation se tenait fin septembre-début octobre, le fond de l'air était un peu frais. Mais à la soirée proposée par l'URSS, on vit des maillots de bain côtoyer des queues-de-pie : Cannes sera toujours un peu dada. Il y eut des nuits viennoises, au temps des années-valse, avec pléthore de réceptions fastueuses parfumées au caviar, et les 50 000 verres cassés au cours de la fête grecque de *Jamais le dimanche*, en 1959.

Des nuits coquines, ivresses de *Dolce vita*, spleens de couples mélancoliques au bord de la mer. Des nuits bavardes, au cours desquelles Orson Welles expliquait que le rire *est le meilleur désinfectant du foie*, et où Jean Cocteau répétait que le poète est semblable au prince des nuées. Des nuits scandales, comme celle au cours de laquelle Alain Cuny traita Dario Moreno de bouffon pendant un souper aux chandelles organisé par Cino Del Duca (en 1960). Des nuits branchées estampillées « Tinchant », du nom de leur organisateur, un publicitaire très à l'aise dans la nouba sans protocole. Des nuits chaudes, où l'on vit la Cicciolina monter les marches du Palais nue sous un léger tulle blanc, qui s'envola. Des nuits studieuses, celles pendant lesquelles les projectionnistes vérifient avec le réalisateur l'état de la copie du film programmé le lendemain.

Des nuits d'orage et de parano, qui virent Rainer Werner Fassbinder fou furieux de ne pas figurer au palmarès, *tout casser dans sa* chambre d'hôtel, Françoise Sagan dénoncer les magouilles de Maurice Bessy en faveur de Coppola lors des délibérations du jury, ou Andrzej Zulawski réclamer aux autorités qu'elles lui offrent d'urgence un billet pour Varsovie parce que les voitures officielles l'avaient oublié sur les marches à la sortie de la projection exceptionnelle de *La Femme publique*, manière, selon lui, de lui rappeler qu'il n'était qu'un « polak ».

Légitimité oblige, la plus belle des nuits fut sans doute celle du 19 au 20 mai 1982 : on y projeta, séance unique, un film. Cette année-là, la dernière à avoir lieu dans l'« ancien Palais », Gabriel Garcia Marquez fait un foin de tous les diables en accusant Favre le Bret d'avoir fait pression sur le jury – dont le président est Giorgio Strehler –, afin d'éviter que ne soit cité le film du Cubain Humberto Solas dans un palmarès qui voulait encourager les peuples en lutte (Palmes d'or ex aequo : *Missing*, de Costa Gavras, et *Yol*, d'Yilmaz Güney). Cette année-là, les wagnériens sont inquiets : après la dénazification de Bayreuth opérée par Wieland Wagner et le coup d'audace joué par le couple Chéreau-Boulez sur *Le Ring*, ils se demandent à quelle sauce Hans-Jürgen Syberberg traitera *Parsifal*.

Syberberg est un démiurge, génial et fou. Il fait du cinéma pour exalter les légendes ténébreuses d'une Allemagne disparue et célébrer un art défunt. C'est un homme obsédé par le *« travail du deuil »* (*« le deuil et les ruines »*, comme on dit dans *Parsifal*). Dans la trilogie qui l'a consacré, *Ludwig*, *Karl May*, *Hitler*, un seul sujet – l'Allemagne –, et une seule question – celle des rapports entre l'artiste et la politique, de la politique conçue comme une esthétique, de la prétention des chefs totalitaires à faire de l'art.

Pourfendeur d'une *« société sans joie »*, d'un peuple de « pharisiens » aux mains sales qui aurait inventé le féminisme, le terrorisme, la pornographie, la télévision, la liberté sexuelle, les supermarchés, les psychiatres, la culture de masse (*La Société sans joie*, Ed. Christian Bourgois, 1982), Syberberg signe de somptueux délires crépusculaires où il fait étalage de sa foi en l'éloquence, la splendeur visuelle, l'envoûtement mélodique, l'incandescence d'une révolte morale. Comme il l'explique dans *Parsifal, notes sur un film* (*Cahiers du cinéma*-Gallimard, 1982), son projet est de signer une œuvre rédemptrice, annonciatrice de l'Allemagne de l'avenir. En osmose obsessionnelle avec Richard Wagner, il veut, dit-il, *« rendre la musique visible comme on ne l'a jamais entendue »*. Il fulmine contre le cinéma traditionnel, cette entreprise d'hypnose collective, cet *« ersatz de guinguette à bière ou de dialectique de cours du soir »*, et élabore un *« autre septième art »* : le cinéma total. Ainsi défini : *« Film muet avec musique, mélodrame dans sa pire détresse et ses plus hauts triomphes, opéra, film, théâtre, peinture, architecture, langue, culture chantée, musiques, poésie et drame, mythe et épopée... »*


D.R.

> Au plus fort du combat de Syberberg contre les officines profanes, susceptibles de désacraliser ce film qui devait être vu comme un mystère religieux, il lui arrive une catastrophe : « Parsifal » est « malheureusement » invité au Festival

DE Léonard de Vinci à Delacroix, du Titien à Goya en passant par Caspard David Friedrich, Füssli, William Blake, Young et tant d'autres, *Parsifal* croule sous les références. Du ciel étoilé de Méliès au *Viridiana* de Bunuel, des tableaux préraphaélites aux marionnettes évoluant dans le monde de Dürer, Syberberg, brocanteur inspiré, ramasse tout pour le fondre dans son propre univers. Il a confié les rôles principaux à des comédiens et non à des chanteurs, *« parce que le visage est le masque qui dévoile la musique »*. Il a situé le film dans un décor étrange : la reproduction géante du masque mortuaire de Richard Wagner, afin de ne pas renouveler l'erreur du musicien, qui, imaginant une forêt, un lac, un Temple du Graal, une montagne, une prairie, avait confondu Bayreuth avec Hollywood et Walt Disney. C'est ainsi qu'au troisième acte, lorsqu'il veut évoquer l'atmosphère du Vendredi saint, lorsqu'il veut peindre la source où Parsifal puise une nouvelle énergie et baptise sa mère, il plante sa caméra dans la région de l'œil du masque. Un œil qui pleure, l'eau pure et l'eau du remords.

Wagner avait décrit son héroïne Kundry comme une femme démoniaque (*« Rose des enfer »*), maudite tentatrice, symbole du juif errant. Syberberg la couronne Désir et Beauté. La Femme qui émerge du chaos. D'évidence subjugué par son interprète, Edith Clever, la marquise d'O de Rohmer, à laquelle Yvonne Minton prête sa voix, il s'attarde sur cette sauvage ensorceleuse aux cheveux roux qu'il compare au Christ de Manteena.

> *« "Parsifal" au cinéma, c'était tout ce qu'il ne fallait pas faire, mais je savais que Syberberg pouvait le faire. »*
> *Daniel Toscan du Plantier.*

Coppola aurait voulu produire le film, mais ses problèmes financiers l'en ont empêché. Daniel Toscan du Plantier, qui vient de produire *Don Giovanni*, de Mozart et Losey, de prendre le contrôle de la maison de disques Erato, et qui croit passionnément que les films d'opéra enterreront les opéras filmés avec caméra passive, s'est jeté dans l'aventure : *« "Parsifal" au cinéma, c'était tout ce qu'il ne fallait pas faire, mais je savais que Syberberg pouvait le faire. »*

Une fois le film terminé, Syberberg secoua sa crinière. Convaincu d'avoir réalisé un chef-d'œuvre, et décidé à ne pas *« se soumettre »*, il refusa que *Parsifal* soit distribué dans des conditions ordinaires. Il lui faut un rite. Pas question d'*« aller dans les bordels du cinéma, se glisser dans la putasserie de la publicité journalistique »*, ni de se faire *« châtrer par les conditions imposées à l'image et au son dans des salles médiocres, format télé »*.

Au plus fort de son combat contre les officines profanes, susceptibles de désacraliser ce film qui devait être vu comme un mystère religieux, il lui arrive une catastrophe : *Parsifal* est *« malheureusement »* invité au Festival de Cannes. Rugissement. Refus d'humilier son film *« en l'intégrant et en le subordonnant à la hiérarchie des affaires du jour »*, qui plus est dans cette ville devenue *« le monde de Klingsor et de ses séductions, celles des affaires débridées de la consommation, reflétant le mal de ce monde, la quête du Graal des castrats »*. Pire : les officiels envisagent une projection à la sauvette, à l'heure de la baignade, *« dans le placard des premiers jours et d'un après-midi, en ratissant dans les environs pour avoir un public sûr, de pleins bus de Jeunesses musicales »*.

SYBERBERG se sent piégé. Il choisit *« la provocation de la nuit, avec les plus grands risques d'un désastre, comme le prédisaient les organisateurs dans le tohu-bohu cannois de ces jours-là, et non sans raisons »*. Donc, la décision est prise : *Parsifal* (4 h 20), sera projeté autour de minuit, à 1 heure exactement, jusqu'à 5 h 30, avec lever du soleil et petit-déjeuner au bord de la mer. Cette *« provocation »* se fait avec l'appui de Susan Sontag, qui intervient auprès de Toscan du Plantier, lequel obtient « la » salle : la grande salle du Palais, puisque, à cette heure, elle ne sert plus à rien. Au dernier moment, panique : la copie envoyée à la hâte de Munich est incomplète. Quelques heures avant *« la célébration, la cérémonie, le rite, le sacrifice »*, un avion privé s'en va chiper les deux bobines manquantes à la version qui devait ce soir-là servir à la première parisienne sur les Champs-Elysées, du coup reportée.

A 1 heure, le 20 mai 1982, une horde démocratique se presse *« sans agression, ni bruit »* dans le lieu sacré, soustrait pour une nuit aux *« surgeons tant galvaudés du divertissement »*. La foire s'est endormie, Cannes survit au ralenti, l'euphorie guette les privilégiés clandestins. L'esprit de Bayreuth est respecté. La messe commence, le public plane, entre veille hébétée et sommeil habité. Qui la tête parfois assoupie sur l'épaule d'un complice, d'une mélomane ayant préféré ce soir-là le trip orchestré par Amin Jordan à la douceur des draps. Qui les sens épuisés, l'œil récalcitrant, choisissant le retrait hérétique vers un lit sans dolby stéréo.

Ainsi (acte I), Parsifal sur fond rouge sang, avec son cheval blanc, dans un lac de brume, référence à Siegfried dans les *Niebelungen* de Fritz Lang ; puis (acte II) les têtes décapitées de Louis II, Nietzsche, Karl Marx et Eschyle, aux pieds de Klingsor, et l'allégorie des Filles-Fleurs en pâmoisons, dans un *Jardin des délices* calqué sur Bosch, la scène de séduction de Kundry, cambrée sous le désir charnel, offrant son corps lentement, au preux Parsifal... Sonnement de cloches. Et (acte III), le solo de hautbois, le concert des larmes, le cri de Kundry, mi-Madone, mi-Ophélie, perdant son lourd manteau comme un placenta, aspiré par l'eau...

Titubants, à 5 h 30, sur la Croisette assoupie, les survivants de la bataille des Confréries, qui se répètent, hagards, les derniers mots de la cérémonie : *« C'est seulement le repos que je veux / Seulement le repos, hélas, des êtres fatigués/ Dormir, dormir, il faut. »* Comme prévu, procession, en ordre dispersé, vers la plage du réconfort païen : les agapes. Mais les p'tits-déjs promis, futile Graal, ne sont pas là, ni les serveurs : l'espace est verrouillé. Plage interdite jusqu'à une heure décente. Vaine tentative de bris de cadenas, abandon brutal du souffle messianique. Replis sur une plage annexe, où roupille, allongé sur le sable, un faune nu. La délégation s'ébroue, revient doucement sur terre. Le faune réveillé tourne autour de Syberbeg, rayonnant, triomphant dans son costume blanc immaculé, en jouant de la flûte. Toscan lisse sa moustache : *« L'Eglise a besoin de Noël une fois par an pour faire revivre le Christ. Nous, nous avons besoin de Cannes pour faire revivre le cinéma. »* Le jour se lève...

Jean-Luc Douin

Quelles marges de manœuvre pour une autre politique ?

par Thomas Coutrot

LE mode de régulation keynésien ou fordiste est entré en crise il y a maintenant plus de vingt ans. Après quelques années de relances keynésiennes infructueuses, les dirigeants des grands pays industrialisés ont mis en œuvre des politiques de démantèlement des compromis institutionnalisés de l'après-guerre et de réactivation des forces du marché.

A partir de la révolution thatchérienne et reaganienne, de nouvelles institutions ont émergé, de nouveaux acteurs se sont affirmés, de nouvelles règles se sont imposées. Pourtant, on n'a probablement pas encore pris toute la mesure de ces bouleversements. On continue à parler de crise comme si le capitalisme allait mal. Dans leur apparent cynisme, ils n'ont pourtant pas tort, ces responsables qui affirment que le chômage est le seul point noir d'une économie européenne fondamentalement saine. Cette opinion est d'ailleurs un lieu commun aux yeux de tous les analystes financiers. Pour eux – et leur point de vue est probablement le plus important aujourd'hui –, tout en effet va bien. Sauf si le chômage européen amenait des troubles sociaux incontrôlables... ce dont on est encore loin.

Le capitalisme a accouché d'un nouveau mode de régulation. Les politiques néolibérales ont mis en place un ensemble cohérent d'institutions et de règles de politique économique qui permettent de garantir aux capitaux investis des taux de rentabilité historiquement remarquables, et cela depuis dix ans. Mieux encore, cette performance a résisté aux à-coups conjoncturels : la récession de 1993, la plus grave en France depuis les années 30, n'a pratiquement pas affecté la rentabilité du capital.

Ce mode de régulation combine des traits libéraux archaïques – démantèlement des services publics, retour à un fonctionnement concurrentiel des marchés du travail – avec une innovation radicale : les marchés financiers dérégulés et mondialisés. Sous la férule des opérateurs financiers, qui peuvent arbitrer, en temps réel, entre les opportunités d'investissement à l'échelle mondiale, gouvernements et entreprises n'ont plus le choix : ils doivent gagner la confiance des marchés. Ceux-ci, logiquement, l'accordent en fonction de critères exclusivement financiers. Leur rationalité opère par des arbitrages permanents, d'une place à l'autre, entre rentabilité immédiate et risque de dévalorisation des actifs. L'inflation est l'ennemi mortel qui porte en son sein cette dévalorisation.

La domination des marchés financiers inverse dans une certaine mesure les rôles traditionnels de l'économie réelle et de l'économie financière : c'est maintenant de cette dernière que provient la norme de rentabilité à laquelle doivent se plier, coûte que coûte, les autres agents économiques. Politiques budgétaires et monétaires, décisions d'investissement des entreprises, politiques salariales et de gestion de la main-d'œuvre, ont un objectif prioritaire, auquel tout est subordonné : gagner ou garder la confiance des marchés.

La fameuse « crédibilité » des gouvernements – tout comme des entreprises – qui recourent aux marchés financiers ne repose pas sur leur lisibilité ou leur cohérence formelle, mais sur le jugement que se font les marchés de la capacité de l'agent en question (Etat ou firme) à continuer à rémunérer les capitaux investis conformément à la norme mondiale.

Parler de domination des marchés financiers n'implique pas qu'Etats et entreprises industrielles aient à se plaindre de ce nouveau mode de régulation. La déréglementation financière résulte avant tout de politiques étatiques, et la servitude des gouvernements est d'abord volontaire.

Il faut aussi se garder d'une vision naïve qui opposerait les mécanismes pervers de la croissance financière aux vertus simples de la croissance réelle ou les malfaisants rentiers aux malheureux industriels. D'abord, parce que les grands groupes industriels sont parmi les principaux opérateurs sur les marchés financiers, et tirent une large part de leurs profits de ces opérations. Mais surtout, parce que la contrainte des marchés financiers. La croissance n'est acceptable que si elle est non inflationniste : autrement dit, la baisse du chômage n'est possible, dans le cadre des contraintes actuelles, que si elle ne favorise pas les revendications salariales qui viendraient contester le partage en vigueur entre salaires et profits, donc rendre inaccessible la norme mondiale de rentabilité financière. La machine américaine à fabriquer des emplois ne peut fonctionner que parce que les syndicats américains ont été broyés par le patronat et les gouvernements républicains.

En Europe continentale, où les syndicats ont conservé de plus grandes capacités de résistance, l'actuelle régulation néolibérale ne peut s'accommoder de la croissance. L'obsession des « rigidités » traduit cette claire conscience qu'on ne pourra réduire le chômage, dans le cadre actuel, qu'en éliminant les protections dont pouvaient bénéficier les salariés, et qui leur permettaient de résister aux forces du marché. Les syndicats, l'assurance-chômage, le salaire minimum, le code du travail trop protectionniste, voilà les entraves à lever. Tant qu'elles subsistent, le chômage est le prix à payer pour discipliner les salariés et rester dans la norme financière.

La domination des marchés financiers inverse les rôles traditionnels de l'économie réelle et de l'économie financière : c'est maintenant de cette dernière que provient la norme de rentabilité à laquelle doivent se plier, coûte que coûte, les autres agents économiques

marchés exerce désormais une pression inexorable sur les salariés, qui garantit à la fois la paix sociale et des possibilités infinies d'intensification et de réorganisation du travail : les nouveaux modèles productifs accordent aux salariés une certaine autonomie, strictement contrôlée par des procédures tatillonnes de qualité, des objectifs impératifs de rentabilité et la menace permanente du licenciement.

Croissance macroéconomique et création d'emplois n'ont jamais été des objectifs spontanément recherchés par les entreprises ; mais aujourd'hui ce sont même des menaces aux yeux des

C'est pourquoi la pensée unique n'est pas qu'une idéologie perverse : elle reflète fidèlement la cohérence du mode de régulation actuel de l'économie et énonce les règles de politique économique adéquates à cette cohérence.

Les « bons » capitalismes, comme le modèle suédois ou, aujourd'hui, l'économie sociale de marché allemande s'affaissent. Ces variantes intelligentes et coopératives du modèle fordiste de base lui ont survécu durant plus d'une décennie, mais n'ont pu résister à l'attrait irrésistible des capitalistes de ces pays pour les sirènes néolibérales.

L'essence des politiques suivies depuis l'Acte unique européen est de lever les obstacles à la circulation des marchandises et des capitaux et d'institutionnaliser les politiques économiques néolibérales. Pour la fraction (dominante) des élites européennes la plus liée au projet néolibéral, Maastricht, complété par le Pacte de stabilité, met en place des verrous institutionnels contre toute velléité nationale de rompre avec le néolibéralisme.

Une banque centrale dont l'unique mission sera d'assurer la stabilité de la monnaie européenne sur des marchés financiers dérégulés constituera sans doute un obstacle majeur sur la route d'une éventuelle relance coordonnée à l'échelle de tout ou partie de l'Union européenne. Sauf, bien entendu, à supposer possible une relance non inflationniste, grâce à l'émiettement des classes ouvrières et la neutralisation des syndicats. La relance keynésienne est déjà devenue impossible à l'échelle nationale. Après l'union monétaire, quoi qu'en disent certains eurokeynésiens, elle risque de le devenir à l'échelle européenne.

Ce paysage n'a rien de réjouissant, et n'incite pas à un optimisme démesuré. La principale conclusion est le constat de la forte cohérence du régime actuel de croissance lente et financiarisée. Il ne recèle apparemment pas de contradiction interne majeure à court et moyen terme : seule son incapacité à se légitimer politiquement fait réellement problème. Les tentatives de l'infléchir de l'intérieur, que ce soit sur le plan national ou européen, se heurtent et se heurteront au caractère immédiatement mondial de la norme de rentabilité imposée par les marchés financiers. Il ne redeviendra possible d'envisager une croissance plus rapide et plus équilibrée, riche en « bons emplois » et compatible avec le fameux « modèle social européen » qu'à une condition : revenir résolument sur la libéralisation financière et l'« indépendance » des banques centrales.

Il n'y a là aucun catastrophisme, mais la leçon de quinze ans de néolibéralisme : la possibilité de déplacer les contraintes ne peut venir que d'une forte réaction du corps social, de troubles sociaux majeurs qui obligent à une reformulation globale, soit du régime de croissance, soit des fondements mêmes de l'organisation économique.

Il reste à souhaiter (et à favoriser) le réveil et la coordination à l'échelle européenne des forces sociales, qui ont intérêt à une réorientation radicale des politiques économiques et de la construction européenne. La relance de la croissance, la réduction du temps de travail, la mise en place par l'Union d'un véritable budget européen et d'une politique d'investissements coordonnés, une régulation concertée des mouvements de capitaux, en seraient les fondements.

***Thomas Coutrot** est économiste.*

L'eau et le maïs transgénique

par Roland Douce

DANS le domaine de la biologie végétale, les recherches visent souvent à transformer les plantes de grande culture pour leur conférer des propriétés nouvelles intéressantes. Ainsi dans les laboratoires universitaires ou les laboratoires des grandes sociétés agrochimiques, les chercheurs qui maîtrisent les techniques de transfert des gènes ont réussi à rendre les plantes cultivées résistantes à divers agents biologiques (champignons phytopathogènes) ou chimiques (herbicides).

En ce qui concerne la résistance aux herbicides, l'avantage est considérable, car le champ pourra être traité par un herbicide total sans incidence sur la plante transformée (ou transgénique). Nourrie par des arguments souvent excessifs, une polémique importante s'est développée récemment autour du maïs transformé, et notamment à propos des risques encourus par l'environnement et, éventuellement, par les hommes et les animaux.

Ces débats éthiques sont nécessaires, surtout dans tous les secteurs de l'application des sciences. Toutefois, dans le cas spécifique du maïs, le problème de l'eau, qui relève également de la morale la plus élémentaire, est le plus souvent occulté. Cette plante originaire de l'Amérique tropicale est particulièrement gourmande en eau ; elle ne tolère pas les longues périodes de sécheresse si fréquentes en été dans nos régions (un hectare de maïs transpire près de 60 tonnes d'eau par jour en été).

La culture intensive du maïs en Europe occidentale, et en particulier dans le centre de la France et le Bassin parisien, a engendré une pratique particulièrement détestable qui consiste à pomper l'eau précieuse de nos nappes phréatiques pour la déverser sans compter sur les cultures. L'eau est gaspillée, car la plus grande partie retourne dans l'atmosphère par évaporation, et est donc perdue définitivement.

Cette irrigation intensive n'est pas sans conséquence sur l'environnement. La nappe phréatique pillée de sa substance s'abaisse parfois de plusieurs mètres, ce qui accentue la sécheresse et provoque la disparition d'une multitude de ruisseaux et petites rivières avec leurs flores et leurs faunes si caractéristiques.

L'homme a-t-il le droit de gaspiller impunément l'eau pure, qui coûtera de plus en plus cher ? Pour moi, la réponse est non

Il ne faut pas oublier que la disparition rapide de la mer d'Aral, aux confins du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, est directement liée à l'irrigation abusive des champs de coton.

L'homme a-t-il le droit de gaspiller impunément l'eau pure, qui coûtera de plus en plus cher ? Pour moi, la réponse est non. Il est clair que la petite augmentation du rendement global des cultures de maïs que l'on obtiendrait par l'utilisation judicieuse de plantes transgéniques serait dérisoire comparée au prix qu'il faudrait payer pour l'eau, certes nécessaire au développement du maïs, mais généreusement gaspillée.

***Roland Douce**, membre de l'Institut, dirige une unité mixte CNRS-Rhône-Poulenc agrochimie à Lyon.*

AU COURRIER DU « MONDE »

RÉVEILLER LES VIRUS DORMANTS ?

L'officialisation de la réussite du clonage d'un mammifère a suscité à travers le monde une vague d'inquiétude. (...)

Les scientifiques font valoir que cette technique permettrait la fabrication de diverses substances à haut pouvoir thérapeutique. Quelle appréciation des dangers potentiels peut-on mettre en balance à côté de ces avantages ?

Une chose est d'injecter un gène dans des cellules en culture afin de leur faire fabriquer une substance médicamenteuse, une autre chose est de créer des troupeaux en batterie de mammifères dont le patrimoine génétique serait rigoureusement identique et, de plus, « humanisé ». Le risque majeur dans ces conditions n'est-il pas de réveiller les virus dormants ?

Ces virus muets nous accompagnent depuis le début de l'humanité, oubliés de la diversification des espèces, ils nous suivent tapis au fin fond des mécanismes les plus intimes de la vie, dans une sorte de *statu quo* immunologique, *statu quo* sans cesse renforcé par les croisements et par l'infinie diversité des individus.

Si l'on prend en considération que la qualité de la réponse immune peut être directement liée à certaines particularités génétiques, la duplication d'individus tous immunologiquement semblables et génétiquement très proches de l'homme, comme les singes, ne risque-t-elle pas d'ouvrir la porte à l'un de ces virus, telle une clé qui depuis des millénaires chercherait la bonne serrure ?

Nous savons bien qu'il suffit d'une population de cinq ou six enfants rassemblés pour observer des épidémies de crèche. Combien faut-il de singes clonés, élevés dans une même enceinte, pour qu'un tel virus puisse surgir ? Pour peu qu'il soit capable d'inhiber l'un des grands processus vitaux, métabolique, hématologique ou neurologique, il serait mortel et aurait tôt fait de quitter le laboratoire. Si sa contagiosité était celle de la grippe, l'épidémie du sida ressemblerait alors à une aimable plaisanterie. (...)

Dr Lucien Gomulinski, Longjumeau

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Le troisième homme du Zaïre

LA déclaration de Libreville (Gabon), adoptée jeudi 8 mai par des chefs d'Etat africains, ouvre une porte à l'espoir au Zaïre. Si toutes ses conclusions sont mises en application rapidement et si le maréchal Mobutu ne tergiverse pas, une solution « négociée » peut être envisagée pour régler la crise zaïroise. Pourquoi ne pas rêver et imaginer le déroulement de ce qui apparaît comme un scénario idéal ? Rapidement – c'est-à-dire dans les jours qui viennent –, le président zaïrois quitterait définitivement la scène « pour raisons de santé », ce qui lui permettrait de sauver la face. Comme pour bien d'autres dictateurs, on aurait, certes, souhaité qu'il réponde de ses crimes devant une juridiction, nationale ou internationale. Il faudra sans doute se contenter du tribunal de l'Histoire, qui l'a déjà jugé.

Compte tenu de la constitution zaïroise, c'est le président du Haut Conseil de la République – Parlement de transition (HCR-PT) –, qui remplace le chef de l'Etat en cas de vacance du pouvoir. Si les partisans du maréchal Mobutu et ceux du chef de l'opposition radicale, Etienne Tshisekedi, ne réitérent pas leur manœuvre de juillet 1995 – ils avaient démis de ses fonctions le président élu du Parlement de transition, l'archevêque de Kisangani – Mgr Laurent Monsengwo se trouverait en position d'arbitre. Logique avec lui-même, Laurent-Désiré Kabila, le chef de la rébellion, accepterait alors un cessez-le-feu, puisqu'il a toujours dit et répété que son but était de faire partir Mobutu. Le responsable de l'Alliance devrait dès lors participer avec Mgr Monsengwo à l'organisation de la transition puis d'élections.

Pour que ce scénario puisse être réalisé, il faut que le maréchal Mobutu parte. Le plus rapidement possible. Et sans vouloir introduire un dernier poison dans la vie politique de son pays. Aux Français, qui ont été l'un de ses soutiens, d'aider à le convaincre. Ils s'y efforcent. Chef de guerre, Laurent-Désiré Kabila acceptera-t-il de renoncer à prendre le pouvoir par la force, en entrant dans Kinshasa, et, *in fine*, de s'en remettre au verdict des urnes ? La communauté internationale devrait œuvrer pour tenter de l'en persuader. Les Américains, notamment, qui l'ont fortement aidé au début de son offensive victorieuse, réalisent qu'ils ont peut-être joué les apprentis-sorciers avec le chef de l'AFDL.

Ce scénario est bien celui de la dernière chance. S'il échoue, la communauté internationale – les Etats-Unis et la France en particulier – portera une partie de la responsabilité. C'est en juillet 1995 qu'il fallait soutenir Mgr Monsengwo. Il faut maintenant souhaiter, pour un pays qui a tant souffert, que l'histoire ne bégaye pas et que, pour une fois, le troisième homme n'arrive pas trop tard.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*.
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La légende de l'« Oiseau-Blanc »

LE RYTHME du progrès est tel que l'homme peut à peine suivre ses propres créations. Si l'énergie atomique épouvante, c'est parce qu'aucun impératif n'oblige encore de l'asservir au seul bénéfice de l'humanité. Et la vitesse de l'avion défie les réflexes des mieux doués. La semaine dernière, un Constellation est venu de Terre-Neuve en Irlande en cinq heures vingt-trois, avec quarante passagers...

Et pourtant il n'y a que vingt ans, vingt ans déjà ou vingt ans seulement, selon qu'on a l'âge du chemin de fer ou du plus lourd que l'air, que Nungesser et Coli tentèrent les premiers la traversée de l'Atlantique d'est en ouest : le 8 mai 1927, la France entière et une grande partie du monde se passionnaient pour l'audacieux départ. Le 9, la cruelle imposture d'un journal du soir, qui ne s'en releva jamais, enthousiasmait pour un instant l'Europe. Le 10, une affreuse angoisse étreignait tous ceux qui ne voulaient pas désespérer de la chance, tous ceux qui ne voulaient pas douter du succès d'une belle entreprise. Puis, bribe par bribe, l'espoir déserta les coeurs. Comme ces grands voiliers qui dominent les mers et dont on ne trouve jamais les restes pitoyables, l'*Oiseau-Blanc* ne laissa aux vivants d'autre trace que la vision de deux ailes argentées s'enfonçant vers l'inconnu redoutable dans la brume du matin. Et Nungesser et Coli entrèrent dans la légende...

Il n'est pas indifférent qu'en de telles circonstances des Français, les premiers, aient osé. Et que ces Français aient été des anciens combattants à peine sortis de la lutte et meurtris dans leur chair.

André Chênebenoit
(10 mai 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33
Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Le « marais » gouverne l'Amérique

BILL CLINTON et les républicains ont rivalisé de qualificatifs élogieux pour saluer leur récent accord budgétaire : faire disparaître la maladie du déficit des *comptes fédéraux* (en 2002, si tout va bien) qui ronge depuis si longtemps l'Amérique ne serait pas, en effet, un mince résultat. Ce succès fut celui du juste milieu, de ce marais politique qui gouverne l'Amérique depuis une élection présidentielle gagnée au centre-droit de l'échiquier politique, en écrêtant les extrémismes de tous bords.

Le compromis conclu entre le président démocrate et la majorité parlementaire républicaine est un subtil dosage de concessions obtenues *in extremis* pour ne pas mécontenter des bases militantes plus chatouilleuses sur le respect des principes politiques. Ici, un relâchement de la pression fiscale (sur les plus-values), pour donner des gages aux ultraconservateurs ; là, quelques dizaines de millions de dollars pour renflouer certains programmes sociaux et rassurer les « libéraux » du Parti démocrate.

Ni les Américains ni les médias ne se sont appesantis pour saluer la prouesse des négociateurs : tous sentent bien que l'accord relève largement de l'effet d'annonce. Un cadre a été défini, avec de grandes orientations financières. Il convient maintenant de le remplir par des arbitrages qui mécontenteront inéluctablement diverses catégories de la population. Du reste, l'encre de ce pacte budgétaire à peine sèche, les signataires contestent ce dont ils sont convenus, et les voix de puissants groupes de pression se font entendre.

En attendant, Wall Street ne cache pas sa satisfaction. Pourtant, si l'Amérique court sur l'erre d'une croissance enviée, elle doit autant cette prospérité aux bienfaits d'un « cycle » économique qu'à la gestion de ses gouvernants.

PRÉSIDENCE TIMORÉE

De ce point de vue, l'accord budgétaire arrive à point nommé : depuis la réélection de Bill Clinton, en novembre 1996, la vie politique américaine s'est surtout distinguée par une absence de direction. Rendue timorée par son obsession des scandales, la présidence est restée l'arme au pied face à un Congrès frappé de léthargie.

« La leçon que les deux partis ont tiré de ces quatre dernières années, note Thomas Mann, directeur des études gouvernementales à la Brookings Institution, *est qu'il est plus facile de jouer la défense que l'offensive. Le vrai risque politique, c'est de proposer des réformes législatives ambitieuses. De toute façon, il n'y a plus de majorité pour un conservatisme agressif. »*

En vingt-huit ans, les républicains ont contrôlé pendant vingt années la Maison-Blanche. De Richard Nixon à Ronald Reagan, de George Bush à Robert Dole, il y avait une sorte de filiation aujourd'hui interrompue. *« Les Républicains savent que les Américains ne sont plus prêts à approuver un programme radical,* explique Thomas Mann, *ils ont donc en partie perdu confiance en eux, tout en prenant la mesure de l'habileté politique de Bill Clinton. »* L'Amérique semble ainsi jouer les prolongations de la campagne électorale de 1996. A contretemps : ni Bill Clinton ni le Grand Old Party, renvoyés dos à dos par les électeurs, n'ont de raisons de faire preuve de tant de pusillanimité.

Le temps leur est compté : dès le début de 1998, les Etats-Unis entreront de nouveau en campagne électorale (pour les élections parlementaires à mi-mandat), et la démagogie reprendra le dessus. Certes, le risque est de prêter trop d'attention à la caisse de résonance politique que constitue le microcosme de la capitale fédérale. *« Ce n'est pas parce que les protagonistes de Washington semblent parfois tourner en rond que le pays est paralysé »*, souligne Thomas Mann. *« L'économie se porte bien,* insiste-t-il, *grâce aux mesures prises par les présidents Bush et Clinton, combinées avec les évolutions économiques à long terme. Le blocage longtemps observé à Washington n'a donc guère d'impact sur la situation et les performances de la nation. »*

Loin de la capitale fédérale, le « pays réel » va de l'avant. Outre la Californie, *qui donne toujours* l'exemple de la créativité et du dynamisme économique, la plupart des centres industriels témoignent d'une vitalité exemplaire. La Réserve fédérale (Fed) signale des gains de productivité records depuis trois ans. Curieusement, cela ne suffit pas à rassurer les Américains. L'économie en est sa septième année d'expansion ; la criminalité diminue. Rien n'y fait : la confiance dans l'avenir ne suit pas. En 1996, 49 % des Américains avaient peur de perdre leur emploi, contre 25 % en 1991, à la fin de la dernière récession.

Les mœurs de la classe politique, d'autre part, ne font rien pour renforcer leur confiance dans les institutions. L'opinion est lassée d'un climat politique délétère qui se nourrit d'une série de scandales. Comme, dans ce domaine, elle ne fait pas plus confiance aux Républicains qu'à Bill Clinton, le président continue de caracoler en tête des sondages, sans pour autant faire rêver : 37 % seulement des Américains croient que le second mandat de M. Clinton sera meilleur que le premier.

Les Républicains, pour leur part, ont trop crié au loup et dénoncé un *« nouveau Watergate »*, pour conserver une crédibilité intacte. Watergate, le scandale mythique qui a eu raison de Richard Nixon ? *« Nous n'en sommes pas là,* souligne Stephen Hess, expert politique de la Brookings. *Un scandale de cette nature a trois phases : la phase purement médiatique, qui est maintenant achevée ; la phase législative : nous y entrons avec les auditions de la commission Thompson qui, c'est vrai, est assez comparable dans son principe avec la commission Ervin de l'affaire Watergate ; enfin, la phase judiciaire. » « Pour le moment,* souligne-t-il, *les Américains ne sont pas très intéressés par ces histoires, mais cela peut changer : si la situation économique se dégrade ; si les auditions sénatoriales se transforment en* "soap opera" ; *si l'on s'aperçoit que l'important n'est pas tant l'argent qui a été collecté* [par le parti démocrate], *mais bien ce que cet argent a permis d'acheter* [en termes de faveurs du pouvoir] ».

PAS DE GRAND DESSEIN

Cette épée de Damoclès ralentit considérablement l'action de l'administration. Parce qu'il lui faut montrer que l'exploitation des scandales ne l'empêche pas de gouverner, le président a repris la stratégie minimaliste qui lui a réussi lors de la campagne présidentielle.

Point de grande réforme, mais un recours accru aux *executive orders*, les décrets présidentiels, et surtout une multiplicationde mesures ponctuelles, ciblées, si possibles médiatiques, qui n'exigent pas d'approbation parlementaire et ne coûtent pas cher à l'Etat fédéral, comme le récent « sommet des présidents » sur le volontariat.

Reste bien sûr, pour Bill Clinton, la possibilité de capitaliser sur le succès de l'accord budgétaire. *« Aucun livre d'histoire,* souligne cependant Stephen Hess, *n'a retenu si George Washington, Abraham Lincoln et Franklin Roosevelt avaient ou non équilibré le budget : historiquement, ce n'est donc pas grand-chose, mais c'est utile sur le plan symbolique.*

» Mais au-delà, le président n'a plus de grand dessein, et je crois que tout découle de cela. »

Laurent Zecchini

Les gens *par Kerleroux*

Les débuts prometteurs du « blairisme »

Suite de la première page

Ces textes répondent déjà aux promesses électorales dans les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité, le salaire minimum, l'emploi, l'autonomie de l'Ecosse et du pays de Galles, la liberté de l'information... L'après-midi, il relançait le processus de paix en Irlande du Nord et annonçait une réforme fondamentale de l'industrie alimentaire après la crise de la vache folle, promettant que les contrôles d'hygiène dépendront désormais du ministère de la santé et non plus de celui de l'agriculture, qui a fait la preuve de son incompétence. A ce rythme, s'il est tenu, le gouvernement Blair devrait changer en profondeur la Grande-Bretagne d'ici au prochain millénaire. Pas par des grandes idées non chiffrées, des projets ambitieux mais irréalistes. Mais par quelques modestes promesses, réalisables.

POSSIBLES SURPRISES

Sans démagogie : un nouveau responsable au ministère de l'éducation a reconnu à la télévision qu'il faudra sans doute une génération pour réparer les écoles qui tombent en ruine. Car M. Blair ne cache pas que son objectif n'est pas de gouverner cinq ans, mais qu'il faut déjà se préparer pour gagner les élections... de 2002 ! L'équipe qui gouvernait le pays le mois dernier paraît déjà oubliée, désuète. Elle est surtout occupée à se disputer la succession de John Major à la tête de l'opposition tout en continuant à se déchirer à propos de l'Europe.

Dans certains domaines où la Grande-Bretagne est encore fort en retard sur le reste de l'Europe, l'équipe Blair a beaucoup à faire : son projet d'autonomie (ou dévolution) ne va guère plus loin que la régionalisation française du début des années 80. Le système d'éducation et de santé, la protection sociale sont loin derrière leurs équivalents continentaux. Là aussi, M. Blair, avec son cocktail personnel de conservatisme et d'innovation, de valeurs morales et d'idées parfois « décoiffantes » – en particulier dans le domaine social –, pourrait encore nous surprendre.

Un souffle de jouvence est déjà perceptible, qui a fait passer le pouvoir des sexagénaires aux « quadras », où le nombre de diplômés d'« Oxbridge » (Oxford et Cambridge) n'a jamais été aussi faible, où Angela Eagle, une jeune femme de trente-six ans, est passée de son HLM à un bureau ministériel tandis que sa sœur jumelle entrait aux Communes, et où le Labour n'a pas eu peur de faire élire des immigrés, ni d'en faire entrer au gouvernement.

PRAGMATISME ET MODESTIE

On se réfère beaucoup à Tony Blair en France. Encore faudrait-il savoir si ses méthodes et son style sont exportables. Et surtout si les hommes politiques français sont prêts à se remettre en question, comme l'a fait le Nouveau Labour, à limiter leurs promesses – chiffrées – à ce qu'ils peuvent réaliser, à vraiment faire place aux femmes, aux minorités.

Bref, à redonner au pragmatisme ses lettres de noblesse. Sur ce plan, l'exemple britannique mérite sans doute d'être étudié de près.

Patrice de Beer

RECTIFICATIFS

ALBERT BIGNON

Le prédécesseur de Jean-Guy Branger, député de Charente-Maritime, se nommait Albert Bignon et non Charles Bignon, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 8 mai.

ALCATEL ALSTHOM

Une erreur nous a fait inverser les condamnations prononcées mardi 6 mai par le tribunal correctionnel d'Evry à l'encontre des chefs d'entreprise impliqués dans l'affaire Alcatel Alsthom et celles des cadres du groupe (*Le Monde* du 7 mai). Les entrepreneurs ont été condamnés à des peines de quelques mois de prison avec sursis, tandis que les cadres du groupe ont été condamnés à des peines d'un à deux ans de prison avec sursis.

MONS-EN-BARŒUL

A la suite de l'article sur l'émission « Etats d'urgence » consacrée à la délation (*Le Monde* du 30 avril), la mairie de Mons-en-Barœul (Nord) nous demande de préciser qu'*« il n'a jamais été question de demander aux habitants de* (la) *commune de procéder à des dénonciations anonymes »*. La lettre invitant les habitants à fournir des informations à la police leur garantit toutefois l'anonymat : *« Soyez assurés que les enquêteurs et les magistrats ne citent jamais les personnes qui leur ont transmis des informations sérieuses. »*

PRÉCISION

LIONEL POKARA

A la suite de la publication de notre article « Au nom du père » consacré à un petit garçon polynésien déchiré entre ses parents adoptifs et son père génétique (*le Monde* du 22 avril), Jean-François et Dominique Buratti, les parents adoptifs, nous demandent de préciser qu'ils *« ont demandé à la cour d'appel de Grenoble de constater que Lionel Pokara a fait l'objet d'un placement en vue d'adoption qui résulte d'actes administratifs non attaqués et exécutoires de plein droit opposables tant à M. Bassinat* (le père biologique) *qu'à Mme Pokara* (la mère biologique) *et qu'au ministère public »*. L'arrêt sera rendu mardi 13 mai.

PRIVATISATION Les offres définitives pour le rachat de 60 % du capital de la société publique espagnole de télédiffusion Retevision seront remises lundi 12 mai. ● RETEVISION est appelée à devenir la principale rivale de Telefonica, la compagnie dont le monopole sur le marché espagnol du téléphone cessera au 1er janvier 1998. ● TROIS CONSORTIUMS sont en lice, parmi lesquels figurent quelques-uns des principaux opérateurs téléphoniques mondiaux, comme l'américain AT & T, France Télécom ou Deutsche Telekom. L'enjeu tient autant au poids du marché espagnol des télécommunications qu'à ses liens avec l'Amérique latine. ● TELEFONICA, dont la totalité du capital est privée depuis janvier 1997, se prépare aussi à l'échéance de 1998. L'opérateur a défait ses liens avec AT & T pour s'allier au britannique BT et à son partenaire américain MCI.

Les opérateurs mondiaux de téléphone font les yeux doux à l'Espagne

France Télécom, Deutsche Telekom et l'américain AT & T sont en lice pour le rachat de 60 % de la société publique Retevision, qui doit devenir le deuxième acteur des télécommunications de la Péninsule. Le numéro un, Telefonica, s'est allié au britannique BT

MADRID
de notre correspondante

Alors que la concurrence sur le marché des télécommunications s'est déjà largement organisée dans les autres pays de l'Union européenne, l'Espagne s'attache, avant la libéralisation totale du marché, prévue au 1er janvier 1998, à rattraper son retard. Avec la privatisation réussie de son ancien monopole d'Etat, Telefonica, et celle, en cours, de Retevision, appelée à devenir le deuxième opérateur du pays, l'Espagne est en ébullition. Les principaux groupes *mondiaux, en quête d'alliance, lui* font les yeux doux. Tant pour le potentiel de son propre marché que pour ses liens avec l'Amérique latine.

Telefonica n'a pas mis longtemps à profiter de la liberté nouvelle que lui donne son statut d'entreprise entièrement privatisée. En janvier, l'Etat, qui détenait encore 20,9 % de son capital, a vendu ses dernières actions. Cette opération a rapporté quelque 24 milliards de francs, soit près d'un tiers de plus que la somme initialement espérée.

La présence de Telefonica sur le marché latino-américain, très convoité, des télécommunications en fait un partenaire de choix. L'ex-monopole espagnol est bien implanté au Pérou, au Chili et en Argentine, où il a ses propres filiales, de même que, dans une moindre mesure, au Mexique et au Nicaragua. En août 1996, Telefonica a racheté *Multicanal*, le premier opérateur de télévision par câble en Argentine.

Rien d'étonnant à ce que la première opération de Telefonica privatisée ait été un renversement d'alliances qui a bouleversé le panorama international des télécommunications. Allié, jusque-là, au géant américain AT & T par le *biais du consortium Unisource* (créé par les opérateurs hollandais, suisse et suédois), Telefonica a signé des accords, à la mi-avril, avec BT (ex-British Telecom) et son partenaire, l'américain MCI. Au même moment, Telefonica s'est aussi alliée à Portugal Telecom (PT), lui même associé au tandem BT-MCI.

Par cette triple alliance, Telefonica a non seulement trouvé les partenaires qu'il recherchait pour se développer sur le marché transatlantique et séduire la clientèle des grandes multinationales, mais s'affirme aussi comme le premier *des opérateurs hispanophones*, incontournable sur le marché hispano-américain. Telefonica a, par cette opération, désamorcé, en quelque sorte, la concurrence potentielle de BT sur ses propres plates-bandes.

Ses fiançailles avec Portugal Telecom lui permettent d'envisager des opérations conjointes dans la péninsule Ibérique. Première initiative : les tarifs entre les deux compagnies pour les communications entre l'Espagne et le Portugal seront abaissés au niveau « inter-provinces », et non plus comptés comme longue distance.

Sur les autres marchés, Portugal Telecom, qui a déjà des contacts avec l'opérateur brésilien Telebras, aidera Telefonica a pénétrer le marché brésilien. Les deux compagnies pourraient également tenter une opération commune, l'année prochaine, lors de la privatisation de l'opérateur public marocain, étendant ainsi leur champ d'action à l'Afrique du Nord. D'autres projets sont à l'étude au Maghreb.

Enfin, l'apport de BT et MCI dans la corbeille de mariage n'est pas négligeable : BT dispose d'énormes liquidités, et son allié MCI, présent dans une quinzaine de pays latino-américains, peut permettre, à travers Avantel (l'opérateur mexicain qu'il contrôle), d'ouvrir plus largement la porte du marché mexicain. Pour renforcer cette coopération en Amérique latine, Telefonica et MCI ont d'ailleurs prévu de créer une filiale commune, Telefonica Panamericana-MCI.

Cet ensemble d'accords prometteurs a provoqué la colère des dirigeants d'AT & T. Le géant américain a fait savoir à Telefonica qu'il réclamerait des indemnisations, à la suite de son départ d'Unisource, dont elle détenait 25 %. Et il est bien décidé à se battre pour décrocher la privatisation de Retevision, et devenir *ainsi* le concurrent direct de l'ex-monopole d'Etat.

VENTE RETARDÉE

Retevision, actuellement société de télédiffusion, est appelée à devenir le deuxième opérateur espagnol et doit être prochainement privatisée : plus de 60 % du capital, pour un total évalué à 3 milliards de francs, vont être cédés par l'Etat. La mise en vente était initialement prévue à l'automne dernier. Le retard survenu en raison de difficultés à fixer les prix a permis au gouvernement espagnol de constater que le marché de la péninsule Ibérique déchaîne de gros appétits. Ce qui risque de perturber la stratégie de départ, toute espagnole, adoptée par le gouvernement de Madrid, qui voulait remplacer le monopole de Telefonica par un duopole avec une Retevision renforcée et de préférence la plus « nationale » possible. Des pressions auraient été exercées sur la compagnie d'électricité Endesa pour qu'elle ne s'allie pas, comme il en fut question, avec France Telecom, mais reste en arbitre pour appuyer, ensuite, une alliance plus espagnole.

Trois consortiums, constitués autour de trois opérateurs (ou groupes d'opérateurs) étrangers, se sont pour *l'instant* portés *candidats*. Ils ont jusqu'au 12 mai pour modifier leur composition et recomposer éventuellement leurs alliances.

En principe, le 10 juin aura lieu l'ouverture publique des offres des candidats par les autorités chargées de la privatisation. Le vainqueur devrait être désigné en août. *Parmi* les règles déjà fixées, il est entendu que la participation étrangère, dans chaque consortium, est limitée à 25 % et que les institutions et les entreprises qui détiennent plus de 5 % de Telefonica ne sont pas admises à concourir.

Marie-Claude Decamps

Trois candidats pour la privatisation de Retevision

La privatisation de la société Retevision, qui a vocation à devenir le deuxième opérateur de téléphone espagnol face à Telefonica, suscite de nombreuses convoitises. Trois consortiums ont été autorisés à déposer des offres de reprise pour 60 % de son capital. Le gouvernement espagnol les départagera en août.

● **Banco Central Hispano (BCH) :** la banque espagnole est associée aux opérateurs de téléphone France Télécom, Deutsche Telekom et à leur allié américain Sprint, ainsi qu'à la Renfe (les chemins de fer espagnols), qui fournirait en location son réseau d'infrastructures de télécommunications ferroviaires. Ce consortium semble partir favori.

● **AT &T :** le groupe américain a choisi comme partenaire l'allemand Mannesman. Il ne bénéficie d'aucun allié local.

● **Un troisième consortium** regroupe des sociétés espagnoles, Endesa, BBK, Euskaltel (société de câble basque), Kutxa et la Stet italienne.

Deuxième mois de grève chez TAT et Air Liberté

VENDREDI 9 MAI, les hôtesses et stewards des deux filiales françaises de British Airways, TAT et Air Liberté, ont entamé leur deuxième mois de grève. Les compagnies maintiennent néanmoins plus de 80 % de leur programme (81 vols sur 97). Les vols long-courriers et à destination du Maroc ne sont pas affectés, selon la direction (renseignements au 08-03-09-09-09 pour Air Liberté et 08-03-80-58-05 pour TAT).

Les personnels navigants des deux compagnies, en cours de fusion, revendiquent une harmonisation négociée de leurs statuts, une amélioration des conditions de travail et de rémunération, et protestent contre la *« précarisation des contrats de travail »*. Ils attendent toujours la réponse de la direction sur leur proposition de nomination d'un médiateur.

La situation des hôtesses et stewards d'Air Liberté est la plus difficile. En l'absence de convention collective, ils sont régis par un décret de 1960, *« prévu pour les vols long-courriers mais inadapté aux cadences des vols domestiques »*, selon les syndicats. Ils peuvent être amenés à travailler *« 22 jours par mois en décollant tous les jours à 6 h du matin »*, et les amplitudes journalières atteignant *« fréquemment douze heures »*.

En outre, *« 65 heures de vol par mois correspondent en fait à 190 heures de service effectif »*, soulignent les syndicats. Leur repos hebdomadaire est réduit *« à 36 heures »*, contre une soixantaine d'heures pour la grande majorité des salariés (du vendredi soir au lundi matin). *« A cela s'ajoutent les conditions salariales les plus basses du marché français, avec un salaire débutant à 5 500 francs net par mois et la généralisation des contrats de travail à durée déterminée (CDD) »* affirment les syndicats. *Les hôtesses et* stewards de TAT craignent, quant à eux, que ces conditions de travail leur soient appliquées à partir de mars 1998, à l'expiration de leur convention collective.

C. J.

La faillite de la BCCI connaît son épilogue

Abbas Gokal, qui a joué un rôle majeur dans l'affaire, a été condamné à quatorze ans de prison

LA FAILLITE, en juillet 1991, de la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), établissement impliqué dans le trafic de drogue, le crime organisé et le terrorisme international, vient de connaître son épilogue avec la condamnation, *jeudi 8 mai*, pour escroquerie d'Abbas Gokal à quatorze années de prison par un tribunal londonien. A l'issue d'un procès de six mois, M. Gokal, 61 ans, a aussi été condamné à payer une amende de 3 millions de livres (28 millions de francs). Si cette somme n'est pas versée d'ici deux ans, il passera trois ans de plus derrière les barreaux. Ancien président de *Gulf Group*, M. Gokal était le plus gros emprunteur de la BCCI et a joué un rôle majeur dans sa banqueroute : il lui devait, avec ses deux frères, 1,2 milliard de dollars.

Présente dans soixante-dix pays et détenant plus de 20 milliards de dollars d'avoirs, la BCCI a laissé un passif de 10 milliards de dollars. Treize anciens cadres de la BCCI, des Britanniques en majorité d'origine pakistanaise, avaient été condamnés en 1994 à Abou Dhabi à des peines de trois à quatorze ans de prison pour détournement et dilapidation de fonds.

L'émirat d'Abou Dhabi, actionnaire à 77,4 % de la BCCI, a présenté un plan d'indemnisation de 1,8 milliard de dollars en faveur des 250 000 créanciers de la banque. Ce plan a été approuvé, en janvier 1995, par le tribunal de commerce de Luxembourg (la BCCI était de droit luxembourgeois). Les 250 000 créditeurs de la banque, dont de nombreux particuliers qui ont été ruinés, attendent toujours d'être indemnisés. *Selon les liquidateurs*, les paiements pourraient commencer cette année.

UN FASTUEUX TRAIN DE VIE

Les fonds détournés par M. Gokal lui permettaient de mener un fastueux train de vie. Ses premières fraudes remontent au milieu des années 80. M. Gokal et Gulf Group recevaient alors secrètement des millions de dollars de la BCCI. Complices, les responsables de la banque savaient que sa compagnie était insolvable, mais en la laissant faire faillite ils auraient provoqué celle de leur établissement. La banque internationale a pu ainsi dissimuler pendant des années sa mauvaise situation financière à des auditeurs et des autorités de régulation qui ont, pour le moins, manqué de discernement.

« L'un des principaux motifs de l'escroquerie était de dissimuler la vraie situation de la BCCI afin de lui permettre de continuer à recevoir des dépôts de ses clients », a expliqué le juge britannique en rendant son verdict. Il a ajouté que M. Gokal était un homme *« intelligent, sophistiqué et sans scrupules »* dont les actes ont *« gravement menacé l'intégrité de l'ensemble du système bancaire international »*. *« Vous n'avez pas exprimé le moindre remords ni formulé la moindre excuse pour ces escroqueries considérables, ni pour le préjudice et les pertes que vos stratagèmes ont entraîné pour des milliers d'innocents »*, a-t-il conclu.

Eric Leser

DÉPÊCHES

■ **GEC ALSTHOM : le groupe ferroviaire et d'énergie franco-britannique** a acquis, jeudi 8 mai, auprès du groupe britannique d'équipements industriels et automobiles BTR le fabricant de moteurs Diesel Mirrlees Blackstone (800 millions de francs de chiffre d'affaires). Cette acquisition lui permettra de doubler son chiffre d'affaires dans le secteur des moteurs Diesel pour la production d'énergie et la propulsion de grands navires. De son côté, BTR a racheté à GEC Alsthom la société française Parvex (260 millions de francs de chiffre d'affaires), basée à Dijon et spécialisée dans les servo-moteurs et autres équipements de contrôle.

■ **ROUTIERS : la réduction de 10 à 5 jours** du délai de carence pour les congés-maladie et le paiement des frais de déplacement des conducteurs, qui faisaient partie des revendications des routiers lors du conflit de novembre 1996, ont fait l'objet d'un arrêté paru jeudi 8 mai au Journal officiel.

■ **ERAMET : l'Union des syndicats des ouvriers et employés de Nouvelle-Calédonie** (USOENC) a indiqué, vendredi 9 mai, qu'elle prend *« acte »* du prochain départ du PDG d'Eramet, Yves Rambaud, mais qu'elle attend davantage d'investissements en Nouvelle-Calédonie de la nouvelle direction du groupe métallurgique et minier.

■ **HONG KONG Telecom : Citic Pacific, filiale de la société** d'investissement du gouvernement central chinois Citic, a annoncé, vendredi 9 mai, la vente à une autre société de Chine continentale, China Everbright, de ses 7,74 % dans l'opérateur téléphonique Hong Kong Telecom.

■ **TÉLÉPHONE : la Commission fédérale américaine des communications** (FCC) a adopté, mercredi 7 mai, un plan contraignant les compagnies de téléphone régionales à réduire de plus de 106 milliards de francs sur cinq ans les charges prélevées auprès des opérateurs longue distance pour l'accès à leurs réseaux, ce qui devrait se traduire par des baisses de 8 % en moyenne des prix des communications nationales et internationales.

■ **OLIVETTI : le groupe italien** a annoncé, jeudi 8 mai, qu'il prévoit une perte avant impôts de près de 900 millions de francs au premier semestre 1997, contre une perte de 1,2 milliard un an plus tôt.

Une PME bordelaise s'associe à une distillerie chinoise

QINGDAO (Chine)
de notre envoyé spécial

Entre Pékin et Shanghaï, la distillerie Winery n° 1 de Qingdao, paraît d'un autre âge. Au fonds de l'usine qui emploie 1 500 salariés, dans un gigantesque hangar, une dizaine d'ouvriers. Armés de pelles et vêtus de vestes vert bouteille, ils aèrent avec zèle le sorgho humide pour en accélérer la fermentation. A leurs côtés, six ouvriers remplissent des cuves qui semblent ne pas avoir servi depuis longtemps. Elles laissent échapper des vapeurs et serviront à extraire l'alcool blanc.

Dans un bâtiment voisin, *la* chaîne d'embouteillage n'est guère plus moderne. Pour offrir un peu de rêve au consommateur, la Winery n° 1 utilise des bouteilles qui ont la forme des prestigieux flacons de cognac Martell. Une quinzaine d'ouvrières, vêtues, pour la visite officielle, de blouses et de coiffes blanches, rincent à l'eau froide les flacons. Une fois emplis, ces flacons cheminent lentement sur deux courtes chaînes le long desquelles sont massées quelque quatre-vingts ouvrières. C'est le travail en miettes : l'une place le bouchon, une seconde inspecte la bouteille, une *troisième* met une *capsule*, une autre réinspecte la bouteille. Il reste encore à coller les étiquettes et à emballer l'eau de vie.

A quelques kilomètres, un autre monde. Celui de la société commune créée par Winery n° 1 (25 % du capital) et la PME bordelaise William Pitters (75 % du capital). A l'horizon, les vagues de la mer Jaune se cassent sur une longue plage de sable.

L'usine flambant neuve surplombe quelques arpents de vigne, plantés essentiellement pour le prestige. Le vignoble de 40 hectares géré par William Pitters se situe à une vingtaine kilomètres. A l'intérieur des locaux fraîchement repeints en blanc, des cuves et une *chaîne d'embouteillage*. Automatique, celle-là, même si elle paraît peu productive au regard des critères européens.

Il y a quelques mois, l'usine employait encore cent salariés. Ils ne sont plus que trente. Seul l'étiquetage est encore manuel mais, dans quelque semaines, Bernard Magrez, PDG de William Pitters, réduira ses effectifs de moitié en achetant une étiqueteuse. *« Je pensais attendre avant de réaliser cet investissement. Mais les ouvriers, au lieu de se regrouper en un point de ralliement, veulent qu'on aille les chercher à leur domicile, ce qui nous aurait* [illegible] *à acheter un* [illegible] *terrain »*, explique M. Magrez. Exit donc les salariés ; ils rejoindront les *dizaines de millions de Chinois* qui n'ont pas d'emploi officiel. L'usine de M. Magrez sera bientôt occidentale : sans âme qui vive.

Construite par des Italiens, l'usine était destinée à des Allemands, mais les négociations ont échoué. *Oliver Rassat*, un *Allemand* installé en Chine depuis 1980, a proposé l'affaire à William Pitters, qui a investi 12 millions de francs. L'objectif de Williams Pitters : produire et commercialiser du vin à 12 francs la bouteille pour conquérir la clientèle de Pékin et, bientôt, celle de Shanghaï.

La gestion reste difficile, et le risque de corruption important. *« Notre auditeur, Deloitte, qui inspecte l'entreprise tous les six mois, nous a dit de ne pas faire confiance à tout le monde »*, explique M. Magrez, qui a immédiatement imposé la double *signature* sur tous les chèques.

Le patron bordelais veille à choyer les personnalités locales. *« Si vous avez de bonnes relations, les Chinois vous fournissent des comptes justes avant d'investir, et vous laissent libres de la gestion de votre personnel »*, affirme-t-il. Le spécialiste du vin va placer un peu d'argent dans une fabrique locale de textile pour asseoir sa réputation.

Arnaud Leparmentier

REPORTAGE

12 millions de francs investis dans une usine flambant neuve

Les Chinois découvrent le vin

Le vin est une boisson réservée à une minorité de Chinois au pouvoir d'achat important. Les exportations françaises se sont officiellement élevées, en 1996, à 264 millions de francs. Pour mieux s'implanter et éviter les taxes à l'importation, plusieurs sociétés françaises ont choisi de s'allier à un partenaire chinois. Rémy Cointreau s'est associé en 1979 à la municipalité de Tianjin, près de Pékin, pour créer une coentreprise qui a vendu dix-huit millions de bouteilles en 1996 sous la marque Dynasty. Pernod Ricard a créé en 1985, avec la municipalité de Pékin, une société commune qui produit le vin *Dragon Seal*. Environ 1,1 million de bouteilles en ont été vendues en 1996 dans le monde.

William Pitters, une PME bordelaise, s'est installée en 1995 dans la *province du Shandong. 480 000 bouteilles ont été vendangées en 1995 :* 380 000 ont été vendues en Chine et 100 000 en France. 720 000 bouteilles ont été produites en 1996. – *(AFP)*

■ **LA BOURSE DE TOKYO** a terminé la séance du vendredi 9 mai en baisse. *L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 1,29 % pour s'inscrire en clôture à 19 802,78 points.*

■ *LE DOLLAR était en baisse*, vendredi, lors des premières transactions *entre banques sur les places financières européennes*, à 1,7035 mark, 5,7490 francs et 122,95 yens.

■ **L'OR A OUVERT** en hausse, vendredi, sur le marché international de Hongkong. L'once cotait 343,50-343,80 dollars contre 342,50-342,80 dollars en clôture jeudi.

■ **LE PÉTROLE** a progressé, jeudi 8 mai, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut « light sweet crude », livraison juin, a gagné 72 centièmes à 20,34 dollars.

■ **WALL STREET** a progressé, jeudi, *soutenu* par le rebond de l'action IBM. L'indice Dow Jones a gagné 50,97 points (+ 0,72 %) pour s'établir à 7 136,62 points en clôture.

LES PLACES BOURSIÈRES

CAC 40 ↘ Clôture | CAC 40 ↗ 1 mois | CAC 40 ↗ 1 an | MIDCAC ↗ 1 mois

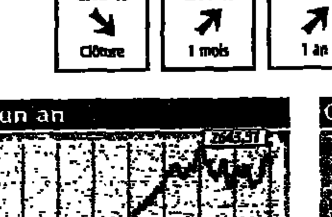
NEW YORK ↘ DOW JONES | LONDRES ↘ FT 100 | MILAN → MIB 30 | FRANCFORT ↘ DAX 30

Paris en léger recul

LA BOURSE DE PARIS limitait ses pertes, vendredi 9 mai, après une ouverture en net repli, profitant de la bonne tenue des marchés obligataires et réagissant modérément aux résultats des derniers sondages qui évoquent un resserrement de l'écart entre la droite et la gauche avant les élections législatives françaises. Après avoir ouvert en baisse de 0,70 %, l'indice CAC 40 perdait 0,14 % en milieu de journée à 2 639,63 points.

« La Bourse a ouvert en net repli, pénalisée par la baisse du dollar due à la fois à des menaces d'interventions japonaises en faveur du yen et aux déclarations du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, semblant exclure un nouveau resserrement monétaire aux Etats-Unis », indique un opérateur. *« Le discours du patron de la Fed, qui n'a pas décelé de signes inflationnistes dans l'économie américaine, a en revanche permis une remontée des marchés obligataires, ce qui a permis à la Bourse de Paris de limiter ses pertes »*, ajoute cet opérateur.

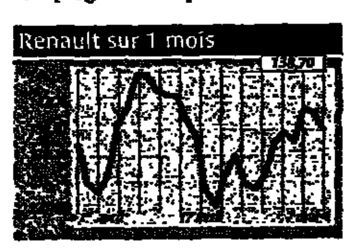
Après une première réaction négative, au vu des derniers sondages reflétant un resserrement de l'écart entre la droite et la gauche aux élections législatives, les opérateurs, généralement favorables à un succès de la majorité sortante, ont renoué avec l'optimisme.


Indice CAC 40 sur un an

CAC 40 5 jours

Renault, valeur du jour

L'ACTION Renault a perdu 1,6 %, à 138,70 francs, avec plus de 146 000 titres échangés, mercredi 7 mai, à la Bourse de Paris. La valeur a limité ses pertes mais a tout de même souffert de la décision, annoncée mercredi, par la cour d'appel de Versailles, de confirmer le jugement en première *instance* du tribunal de Nanterre qui avait gelé, le 4 avril, la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, avant toute réunion d'un comité de groupe européen. Le constructeur a également été condamné à payer les frais de justice. Depuis le début de l'année, l'action Renault affiche encore une progression supérieure à 24 %.


Renault sur 1 mois

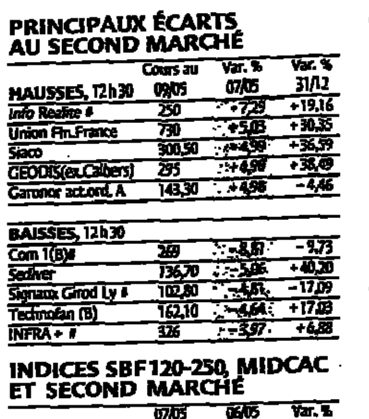
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12 h 30	Cours au 09/05	Var. % 07/05	Var. % 31/12
Gaumont #	468	[illegible]	+8,83
Union Assur.Fdal	712	[illegible]	+11,25
Lagardere	180,70	[illegible]	+26,89
G.F.C.	539	[illegible]	+14,80
Usinor Sacilor	91,80	[illegible]	+21,58
Cap Gemini	345	[illegible]	+37,50
B.N.P.	245,40	[illegible]	+22,21
Sodexho Alliance	2763	[illegible]	−4,39
Nord-Est	131	[illegible]	+1,47
Thomson-CSF	186,70	[illegible]	+10,93

BAISSES, 12 h 30			
Rue Imperiale(Ly)	6220	[illegible]	+21,96
Essilor Intl.ADP	1400	[illegible]	+7,69
Havas Advertising	661	[illegible]	+14,95
Pechiney	210,20	[illegible]	−3,31
DMC (Dollfus Mi)	131	[illegible]	+4,13
Plastic-Omn.(Ly)	493	[illegible]	+17,38
Bertrand Faure	273,10	[illegible]	+35,13
Pathe	1406	[illegible]	+12,48
Carbone Lorraine	1373	[illegible]	+39,81
OLIPAR	83	[illegible]	+0,36

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	09/05 Titres échangés	Capitalisation en F
Danone	403847	352827073
Axa	902679	329581899,40
Societe Generale	430744	278590344
Valeo	637558	238998688,60
Elf Aquitaine	211365	120492313
AGF-Ass.Gen.France	560093	105322222
Alcatel Alsthom	109910	70524889
C.C.F.	277275	70285368,20
Total	131662	64146086,80
Eaux (Gle des)	80258	63057078

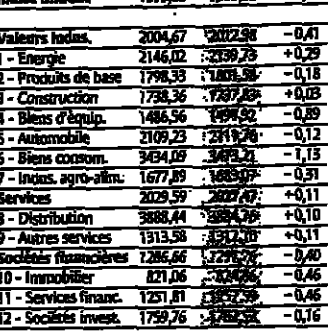


PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

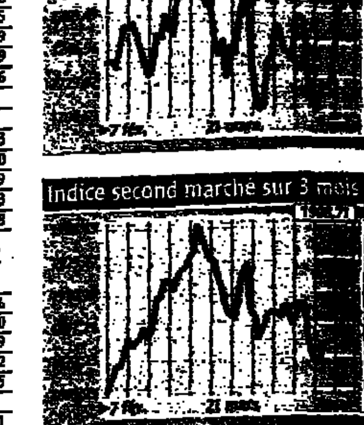
HAUSSES, 12 h 30	Cours au 09/05	Var. % 07/05	Var. % 31/12
Info Realite #	250	+7,29	+19,16
Union Fin.France	730	+5,03	+30,35
Siaco	300,50	+4,99	+36,59
GEODIS(ex.Calbers)	295	+4,98	+38,49
Garonor act.ord. A	143,30	+4,98	−4,46

BAISSES, 12 h 30			
Com 1(B)#	269	−8,81	−9,73
Sediver	136,70	−5,06	+40,20
Signaux Girod Ly #	102,80	−4,81	−17,09
Technofan (B)	162,10	−4,64	+17,03
INFRA + #	326	−3,97	+6,88

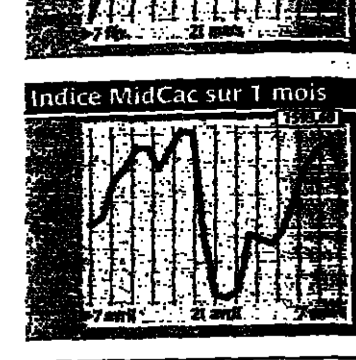
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ



	07/05	06/05	Var. %
Ind. gén. SBF 120	1838,55	[illegible]	−0,30
Ind. gén. SBF 250	1770,47	[illegible]	−0,29
Ind. Second Marche	1908,71	[illegible]	−0,02
Indice MidCac	1593,60	[illegible]	−0,35
Valeurs Indus.	2004,67	2012,98	−0,41
1 - Energie	2146,02	[illegible]	+0,29
2 - Produits de base	1798,33	[illegible]	−0,18
3 - Construction	1738,36	[illegible]	+0,03
4 - Biens d'équip.	1486,56	[illegible]	−0,89
5 - Automobile	2109,23	[illegible]	−0,12
6 - Biens consom.	3434,09	[illegible]	−1,13
7 - Indus. agro-alim.	1677,89	[illegible]	−0,31
Services	2029,59	[illegible]	+0,11
8 - Distribution	3888,44	[illegible]	+0,10
9 - Autres services	1313,58	[illegible]	+0,11
Sociétés financières	1286,66	[illegible]	−0,40
10 - Immobilier	821,06	[illegible]	−0,46
11 - Services financ.	1251,81	[illegible]	−0,46
12 - Sociétés invest.	1759,76	[illegible]	−0,16


Indice SBF 250 sur 3 mois

Indice second marché sur 3 mois


Indice MidCac sur 1 mois

Tokyo baisse New York progresse

LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du vendredi 9 mai en baisse, affectée par la remontée du yen qui gênera les exportations des entreprises nippones. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a perdu 1,29 % pour s'inscrire en clôture à 19 802,78 points.

La veille, Wall Street avait progressé, profitant d'un bond de l'action IBM, à l'issue d'une journée agitée qui avait vu l'indice Dow Jones évoluer dans une fourchette de 160 points. L'indice de la Bourse de New York avait affiché une hausse de 50,97 points (+ 0,72 %) à 7 136,62 points en clôture. Quelque 537 millions de *titres avaient été échangés.*

Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt à 30 ans avait terminé la séance à 6,93 % contre 6,96 % mercredi soir.

Le titre IBM, une des valeurs vedettes de Wall Street, a gagné 5,25 dollars à 167,37 dollars, profitant des prévisions favorables de la maison de titres Prudential securities.

Don Young, analyste chez Prudential, a augmenté à 12,50 dollars par action son estimation du bénéfice du groupe en 1997, contre 12,35 dollars auparavant.

INDICES MONDIAUX

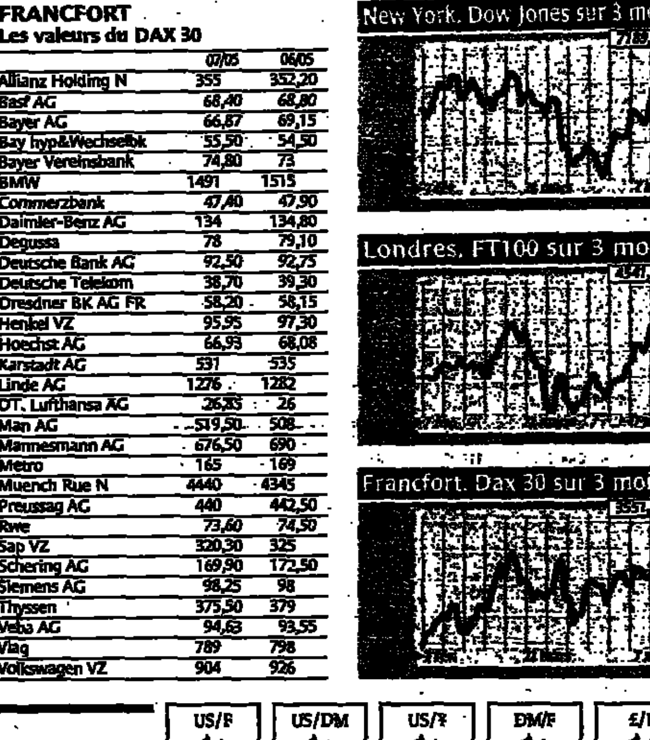
	Cours au 07/05	Cours au 06/05	Var. en %
Paris CAC 40	2641,58	2651,93	−0,39
New-York/DJ indus.	7189,60	7225,32	−0,50
Tokyo/Nikkei	20048,90	20180,98	−0,66
Londres/FT100	4541,70	4519,30	+0,49
Francfort/Dax 30	3557,98	3568,28	−0,46
Frankfort/Commer.	1212,12	1217,57	−0,45
Bruxelles/Bel 20	2698,88	2698,88	—
Bruxelles/Général	2233,79	2253,87	−0,90
Milan/MIB 30	1023	1023	—
Amsterdam/Gé. Cbs	528,90	529,28	−0,06
Madrid/Ibex 35	524,96	524,21	+0,14
Stockholm/Affarsal	2166,73	2163,07	+0,17
Londres FT30	2944,20	2919,90	+0,83
Hong Kong/Hang S.	13605,90	13579,30	+0,20
Singapour/Strait t	2068,13	2055,68	+0,60

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

	07/05	06/05
Alcoa	71,50	70,87
Allied Signal	74,37	74,12
American Express	67	66
AT & T	32,50	32,62
Boeing Co	97,12	97,75
Caterpillar Inc.	94,25	92,37
Chevron Corp.	70,62	69,62
Coca-Cola Co	64,62	65,37
Disney Corp.	81,37	80,50
Du Pont Nemours&Co	107,25	107
Eastman Kodak Co	80,87	81,50
Exxon Corp.	58	57,87
Gén. Motors Corp.H	57	57,50
Gén. Electric Co	116,12	115,62
Goodyear T & Rubbe	54,25	53,62
Hewlett-Packard	53	53,37
IBM	167,37	162,12
Intl Paper	45,37	44,25
J.P. Morgan Co	102,87	101,37
Johnson & Johnson	60	60,37
Mc Donalds Corp.	54,25	53,75
Merck & Co.Inc.	88,75	89,37
Minnesota Mng.&Mfg	91,12	89,75
Philip Moris	41,87	41,12
Procter & Gamble C	130	130,50
Sears Roebuck & Co	49,87	49,75
Travelers	55,87	54,37
Union Carb.	48,75	48,75
Utd Technol	77,37	77,37
Wal-Mart Stores	29,25	28,12

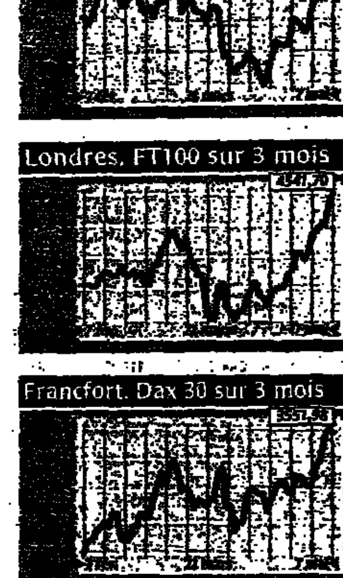
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

	07/05	06/05
Allied Lyons	4,37	4,28
Barclays Bank	12,03	11,91
B.A.T. industries	5,32	5,40
British Aerospace	12,72	12,91
British Airways	6,97	6,89
British Petroleum	7,31	7,32
British Telecom	4,59	4,59
B.T.R.	2,69	2,69
Cadbury Schweppes	5,22	5,16
Eurotunnel	0,68	0,71
Forte	—	—
Glaxo Wellcome	11,92	12,02
Granada Group Plc	9,10	8,90
Grand Metropolitan	5,13	5,17
Guinness	5,13	5,16
Hanson Plc	0,87	0,87
Great Ic	6,67	6,75
H.S.B.C.	16,37	16,37
Impérial Chemical	7,48	7,14
Legal & Gen. Grp	4,52	4,40
Lloyds TSB	5,76	5,67
Marks and Spencer	5,05	5,03
National Westminst	7,64	7,51
Peninsular Orienta	6,14	6,11
Reuters	6,78	6,80
Saatchi and Saatch	1,30	1,30
Shell Transport	11,03	10,95
Tate and Lyle	4,50	4,54
Univeler Ltd	16,45	16,51
Zeneca	19,07	19,06



FRANCFORT Les valeurs du DAX 30

	07/05	06/05
Allianz Holding N	355	352,20
Basf AG	68,40	68,80
Bayer AG	66,87	69,15
Bay hyp&Wechselbk	55,50	54,50
Bayer Vereinsbank	74,80	73
BMW	1491	1515
Commerzbank	47,40	47,90
Daimler-Benz AG	134	134,80
Degussa	78	79,10
Deutsche Bank AG	92,50	92,75
Deutsche Telekom	38,70	39,30
Dresdner BK AG FR	58,20	58,15
Henkel VZ	95,95	97,30
Hoechst AG	66,93	68,08
Karstadt AG	531	535
Linde AG	1276	1282
DT. Lufthansa AG	26,35	26
Man AG	519,50	508
Mannesmann AG	676,50	690
Metro	165	169
Muench Rue N	4440	4345
Preussag AG	440	442,50
Rwe	73,60	74,50
Sap VZ	320,30	325
Schering AG	169,90	172,50
Siemens AG	98,25	98
Thyssen	375,50	379
Veba AG	94,63	93,55
Viag	789	798
Volkswagen VZ	904	926


New York, Dow Jones sur 3 mois

Londres, FT100 sur 3 mois

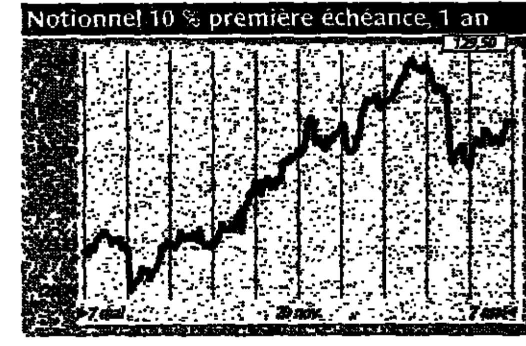
Francfort, Dax 30 sur 3 mois

LES TAUX

PARIS → Jour le jour | PARIS ↘ OAT 10 ans | NEW YORK ↗ Jour le jour | NEW YORK ↘ Bonds 10 ans | FRANCFORT ↘ Jour le jour | FRANCFORT ↘ Bunds 10 ans

Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse, vendredi 9 mai. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 24 centièmes, à 129,76 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,68 %, soit 0,09 % au-dessous du rendement du titre allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en hausse. Le rendement de l'emprunt à 30 ans était revenu de 6,96 % à 6,93 %. Le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), Alan Greenspan, a indiqué jeudi soir à New York que le tour de vis monétaire effectué à la fin du mois de mars était *« une démarche de prudence »* nécessaire, mais il a ajouté qu'il voit pour l'instant peu de signes *« d'une résurgence imminente de l'inflation »*.

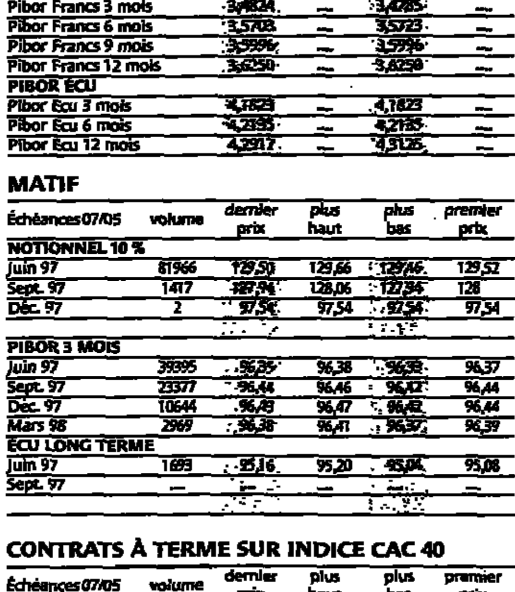

Notionnel 10 % première échéance, 1 an

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 07/05	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,18	5,67	6,57	1,20
Allemagne	3,03	5,76	6,56	1,40
Grande-Bretagne	6,19	7,37	—	2,90
Italie	6,45	7,63	8,18	2,70
Japon	0,44	2,51	—	0,20
Etats-Unis	5,13	6,69	6,93	2,98

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

TAUX DE RENDEMENT	Taux au 07/05	Taux au 06/05	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'État 3 à 5 ans	—	[illegible]	—
Fonds d'État 5 à 7 ans	—	[illegible]	—
Fonds d'État 7 à 10 ans	—	[illegible]	—
Fonds d'État 10 à 15 ans	—	[illegible]	—
Fonds d'État 20 à 30 ans	—	[illegible]	—
Obligations françaises	—	[illegible]	—
Fonds d'État à TME	—	[illegible]	—
Fonds d'État à TRE	—	[illegible]	—
Obligat. franç. à TME	—	[illegible]	—
Obligat. franç. à TRE	—	[illegible]	—



LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat 07/05	Vente 07/05	Achat 06/05	Vente 06/05
Jour le jour	3,1875	—	3,1875	—
1 mois	3,21	3,33	3,29	3,38
3 mois	3,35	3,45	3,18	3,43
6 mois	3,39	3,51	3,44	3,54
1 an	3,44	3,57	3,48	3,61
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,3516	—	3,3516	—
Pibor Francs 3 mois	3,4824	—	3,4285	—
Pibor Francs 6 mois	3,5703	—	3,5723	—
Pibor Francs 9 mois	3,5996	—	3,5996	—
Pibor Francs 12 mois	3,6250	—	3,6250	—
PIBOR ÉCU				
Pibor Ecu 3 mois	4,1823	—	4,1823	—
Pibor Ecu 6 mois	4,2135	—	4,2135	—
Pibor Ecu 12 mois	4,2917	—	4,3125	—

MATIF

Échéances 07/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Juin 97	81966	129,50	129,66	129,46	129,52
Sept. 97	1417	127,94	128,06	127,86	128
Déc. 97	2	97,54	97,54	97,54	97,54
PIBOR 3 MOIS					
Juin 97	39395	96,35	96,38	96,32	96,37
Sept. 97	23377	96,44	96,46	96,42	96,44
Déc. 97	10644	96,43	96,47	96,42	96,44
Mars 98	2969	96,38	96,41	96,37	96,39
ÉCU LONG TERME					
Juin 97	1693	95,16	95,20	95,04	95,08
Sept. 97	—	—	—	—	—

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 07/05	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 97	10054	2630	2656	2618	2644
Juin 97	238	2637	2629,50	2599	2620
Juillet 97	—	—	—	—	—
Sept. 97	188	2614	2645	2612,50	2634

LES MONNAIES

US/F ↘ 5,7979 | US/DM ↘ 1,7076 | US/¥ ↘ 123,7200 | DM/F ↘ 3,3738 | £/F ↘ 9,4970

Repli du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT EN BAISSE, vendredi matin 9 mai, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il s'échangeait à 1,7035 mark, 5,7490 francs et 122,95 yens. Le billet vert restait pénalisé par les déclarations, la veille, d'un responsable du ministère japonais des *finances, qui avait jugé possible une appréciation de la devise nippone jusqu'à un cours de 103 yens pour un dollar. « Dans les transactions récentes, les parités ont évolué en direction d'un renforcement du yen. Cette évolution tient au fait que l'accord du G 7 commence à être pris en compte par les marchés, mais je ne suis pas encore satisfait »*, a souligné, vendredi matin, le ministre des finances, Hiroshi Mitsuzuka. *Le franc était stable, vendredi matin, face au* deutschemark, à 3,3740 francs pour un mark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 07/05	% 06/05	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,3800	[illegible]	325	[illegible]
Ecu	6,5795	[illegible]	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,7979	[illegible]	5,5200	6,1200
Belgique (100 F)	16,3470	[illegible]	15,7800	[illegible]
Pays-Bas (100 fl)	299,9100	[illegible]	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4090	[illegible]	3,1500	3,6500
Danemark (100 krd)	88,6100	[illegible]	83,2500	[illegible]
Irlande (1 iep)	8,7660	[illegible]	8,3300	[illegible]
Gde-Bretagne (1 L)	9,4970	[illegible]	9,0600	[illegible]
Grèce (100 drach.)	2,1240	[illegible]	1,9000	2,4000
Suède (100 krs)	74,9800	[illegible]	70	[illegible]
Suisse (100 F)	397,9600	[illegible]	385	[illegible]
Norvège (100 k)	81,5800	[illegible]	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,9320	[illegible]	46,4500	[illegible]
Espagne (100 pes.)	3,9960	[illegible]	3,7000	[illegible]
Portugal (100 esc.	3,3550	[illegible]	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,1950	[illegible]	3,9100	4,5100
Japon (100 yens)	4,6406	[illegible]	4,4300	4,7800
Finlande (mark)	112,0200	[illegible]	106	[illegible]

PARITÉS DU DOLLAR

PARITÉS DU DOLLAR	09/05	07/05	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,7076	[illegible]	−0,87
TOKYO : USD/Yens	123,7200	[illegible]	−1,31

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant:	demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Etats-Unis	5,8072	[illegible]	5,8177	[illegible]
Yen (100)	4,5886	[illegible]	4,5881	[illegible]
Deutschemark	3,3712	[illegible]	3,3735	[illegible]
Franc Suisse	3,9534	[illegible]	3,9741	[illegible]
Lire ital. (1000)	3,4155	[illegible]	3,3984	[illegible]
Livre sterling	9,3507	[illegible]	9,4811	[illegible]
Peseta (100)	4,0008	[illegible]	4,0012	[illegible]
Franc Belge (100)	16,349	[illegible]	16,356	[illegible]

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,15	[illegible]	3,33
Eurodollar	5,60	[illegible]	5,96
Eurolivre	6,24	6,52	6,62
Eurodeutschemark	3,12	[illegible]	3,18



L'OR

	cours 07/05	cours 06/05
Or fin (k. barre)	63900	63400
Or fin (en lingot)	64050	63950
Once d'Or Londres	339,65	—
Pièce française(20f)	368	366
Pièce suisse (20f)	368	366
Pièce Union lat(20f)	369	368
Pièce 20 dollars us	2380	2420
Pièce 10 dollars us	1355	1420
Pièce 50 pesos mex.	2375	2375

LE PÉTROLE

En dollars	cours 09/05	cours 07/05
Brent (Londres)	18,13	18,67
WTI (New York)	19,80	19,75
Light Sweet Crude	19,60	20,32

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	09/05	07/05
Dow-Jones comptant	156,54	[illegible]
Dow-Jones à terme	159,81	[illegible]
CRB	246,61	[illegible]

MÉTAUX (Londres)	dollars/tonne	
Cuivre comptant	2425,50	[illegible]
Cuivre à 3 mois	2371,50	[illegible]
Aluminium comptant	1606,75	1642,88
Aluminium à 3 mois	1661	1668,50
Plomb comptant	615	624,75
Plomb à 3 mois	628,50	[illegible]
Etain comptant	5760	5832,50
Etain à 3 mois	5810	5985
Zinc comptant	1262	1285
Zinc à 3 mois	1297	1320
Nickel comptant	7392,50	[illegible]
Nickel à 3 mois	7620	[illegible]

MÉTAUX (New-York)	$/once	
Argent à terme	471,70	[illegible]
Platine à terme	388,50	[illegible]
Palladium	155	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Chicago)	**$/boisseau**	
Blé (Chicago)	395	[illegible]
Maïs (Chicago)	288	[illegible]
Grain. soja (Chicago)	896	[illegible]
Tourt. soja (Chicago)	301,90	[illegible]
GRAINES, DENRÉES (Londres)	**£/tonne**	
P. de terre (Londres)	16	[illegible]
Orge (Londres)	90	[illegible]
SOFTS	**$/tonne**	
Cacao (New-York)	1423	[illegible]
Café (Londres)	1686	[illegible]
Sucre blanc (Paris)	312	[illegible]
OLÉAGINEUX, AGRUMES	**cents/tonne**	
Coton (New-York)	70,17	[illegible]
Jus d'orange (New-York)	74	[illegible]

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

RÈGLEMENT MENSUEL

VENDREDI 9 MAI

Liquidation : 23 mai
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12h30

CAC 40 PARIS ↘ −0,06 %
CAC 40 : 2641,79

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Nominal (1)
B.N.P. (T.P)	998	[illegible]	—	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	898	[illegible]	—	[illegible]
Renault (T.P.)	1670	[illegible]	−1,19	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2140	[illegible]	—	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1335	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	1035	[illegible]	—	[illegible]
Accor	870	[illegible]	−0,34	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	190	[illegible]	−1,21	[illegible]
Air Liquide	869	[illegible]	−0,34	[illegible]
Alcatel Alsthom	647	[illegible]	−0,92	[illegible]
Axa	363	[illegible]	+0,52	[illegible]
Axime	698	[illegible]	+0,14	[illegible]
Bail Investis.	830	[illegible]	−0,60	[illegible]
Bancaire (Cie)	727	[illegible]	—	[illegible]
Bazar Hot. Ville	621	[illegible]	+0,48	[illegible]
Bertrand Faure	279,70	[illegible]	−2,35	[illegible]
BIC	892	[illegible]	+0,78	[illegible]
BIS	490,20	[illegible]	+0,57	[illegible]
B.N.P.	242	[illegible]	+1,40	[illegible]
Bollore Techno	731	[illegible]	−1,36	[illegible]
Bongrain	2270	[illegible]	−0,88	[illegible]
Bouygues	525	[illegible]	—	[illegible]
Bouygues Offs.	141	[illegible]	−1,41	[illegible]
Canal+	1056	[illegible]	+0,66	[illegible]
Cap Gemini ■	339,90	[illegible]	+1,50	[illegible]
Carbone Lorraine	1400	[illegible]	−1,92	[illegible]
Carrefour	3722	[illegible]	+0,42	[illegible]
Casino Guichard	272	[illegible]	−0,18	[illegible]
Cipe France Ly #	795	[illegible]	—	[illegible]
Clarins	732	[illegible]	−0,13	[illegible]
CLF-Dexia France	544	[illegible]	−0,91	[illegible]
Club Mediterranee	438	[illegible]	−1,32	[illegible]
Coflexip	318	[illegible]	−0,94	[illegible]
Colas	793	[illegible]	−0,88	[illegible]
Comptoir Entrep.	10,90	[illegible]	+0,91	[illegible]
Comptoirs Mod.	2757	[illegible]	−1,37	[illegible]
CPR	480,50	[illegible]	+0,47	[illegible]

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Nominal (1)
Cred.Fon.France	65	[illegible]	—	[illegible]
Credit Lyonnais CI	191	[illegible]	+0,52	[illegible]
Credit National	343,20	[illegible]	−0,02	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	281,80	[illegible]	+0,42	[illegible]
Damart	4800	[illegible]	−0,41	[illegible]
Danone	867	[illegible]	+0,23	[illegible]
Dassault-Aviation	1156	[illegible]	+0,51	[illegible]
Dassault Electro	597	[illegible]	−0,50	[illegible]
Dassault Systemes	363	[illegible]	+0,27	[illegible]
De Dietrich	263	[illegible]	+0,38	[illegible]
Degremont	450	[illegible]	−0,53	[illegible]
Deveaux(Ly)#	859	[illegible]	−1,04	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	46,05	[illegible]	−0,10	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	134,40	[illegible]	−2,52	[illegible]
Dynaction	139	[illegible]	+0,64	[illegible]
Eaux (Cie des)	789	[illegible]	+0,25	[illegible]
Eiffage	311	[illegible]	+0,64	[illegible]
Elf Aquitaine	570	[illegible]	—	[illegible]
Eramet	292	[illegible]	−0,34	[illegible]
Eridania Beghin	872	[illegible]	−1,37	[illegible]
Essilor Intl	1592	[illegible]	−1,69	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1455	[illegible]	−3,78	[illegible]
Esso	534	[illegible]	+0,76	[illegible]
Eurafrance	2522	[illegible]	−0,87	[illegible]
Euro Disney	9,45	[illegible]	—	[illegible]
Europe 1	1199	[illegible]	−0,33	[illegible]
Eurotunnel	6,65	[illegible]	−0,75	[illegible]
Filipacchi Medias	1276	[illegible]	+0,31	[illegible]
Fimalac SA	544	[illegible]	—	[illegible]
Finextel	117,20	[illegible]	−1,02	[illegible]
Fives-Lille	464	[illegible]	+0,17	[illegible]
Fromageries Bel	4250	[illegible]	−1,15	[illegible]
Galeries Lafayette	2325	[illegible]	+0,17	[illegible]
GAN	136,20	[illegible]	+0,58	[illegible]
Gascogne (B)	500	[illegible]	−0,70	[illegible]
Gaumont #	442	[illegible]	+5,88	[illegible]
Gaz et Eaux	2572	[illegible]	+0,69	[illegible]
Geophysique	505	[illegible]	+0,99	[illegible]
G.F.C.	530	[illegible]	+1,69	[illegible]
Groupe Andre S.A.	516	[illegible]	−1,55	[illegible]
Gr.Zannier (Ly) #	150	[illegible]	+0,66	[illegible]
GTM-Entrepose	339	[illegible]	−0,88	[illegible]
Guilbert	909	[illegible]	+0,11	[illegible]
Guyenne Gascogne	1870	[illegible]	—	[illegible]
Lafarge	381	[illegible]	—	[illegible]
Lagardere	176	[illegible]	+2,67	[illegible]
Lapeyre	357	[illegible]	−1,12	[illegible]
Lebon	215	[illegible]	—	[illegible]
Legrand	975	[illegible]	−0,82	[illegible]
Legrand ADP	670	[illegible]	—	[illegible]
Legris indust.	279	[illegible]	—	[illegible]
Locindus	830	[illegible]	—	[illegible]
L'Oreal	2091	[illegible]	−0,71	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	Nominal (1)
Volkswagen A.G #	3929	[illegible]	−1,73	[illegible]
Volvo (act.B) #	159	[illegible]	—	[illegible]
Western Deep #	142,50	[illegible]	+3,85	[illegible]
Yamanouchi #	133,70	[illegible]	+0,29	[illegible]
Zambia Copper	14,50	[illegible]	—	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 9 MAI

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 9% 91-02	119	[illegible]
CEPME 8,5% 88-97CA	100,60	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	110,62	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	122,05	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	129,20	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	120,30	[illegible]
CFF 10% 88-98 CA#	108,05	[illegible]
CFF 9% 88-97 CA#	101,86	[illegible]
CFF 10,25%90-01CB#	118,80	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	113,05	[illegible]
CLF 9%88-93/98 CA#	103,65	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	123,75	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,52	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	107,99	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,32	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	118,58	[illegible]
Emp.Etat 6%93-97 #	100,45	[illegible]
Finansder 9%91-06#	123,11	[illegible]
Finansd.8,6%92-02#	116	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	111,83	[illegible]
OAT 8,5% 87-97CA#	100,57	[illegible]
OAT 88-98 TME CA#	—	[illegible]
OAT 9/85-98 TRA	101,60	[illegible]
OAT 9,50%88-98 CA#	106,31	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	99,90	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	108,37	[illegible]
OAT 8,50%90/00 CA#	111,85	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	106,65	[illegible]
OAT 10%5/85-00 CA#	116,41	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	104,55	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	117,48	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	125	[illegible]
OAT 8,50%92-23 CA#	125,40	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	107,50	[illegible]
Lyon.Eaux 6,5%90CV	939	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	[illegible]	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES		Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	■	206,10	[illegible]
Commerzbank AG		175,90	[illegible]
Fiat Ord		19	[illegible]
Gevaert		410,10	[illegible]
Gold Fields South		129,50	[illegible]

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
M.R.M. (Ly)	◆	191	[illegible]
Navigation Mixte		869	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	118	[illegible]
Pechiney CIP		230,50	[illegible]
Pechiney Intl		98,90	[illegible]
Poliet		501	[illegible]
Sabeton (Ly)		800	[illegible]
Sanse (Ly)	◆	811	[illegible]
Sechilienne (Ly)		1153	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30

VENDREDI 9 MAI

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30

VENDREDI 9 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		49	[illegible]
Belvedere		757	[illegible]
BVRP		290	[illegible]
Coil		210	[illegible]
Electronique D2		930	[illegible]
FDM Pharma n.		238	[illegible]
Genset	◆	295	[illegible]
Guyanor action B	◆	20,90	[illegible]
High Co.	◆	140	[illegible]
Infonie		126	[illegible]
Joliez-Regol	◆	84,30	[illegible]
Mille Amis		111	[illegible]
Naturex		102	[illegible]
Olitec		1349	[illegible]
Picogiga	◆	298	[illegible]
Proxidis		29,50	[illegible]
R21 Santé		320	[illegible]
Stelax	◆	3,95	[illegible]

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12h30

VENDREDI 9 MAI

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	800	[illegible]
Crédit Gén.Ind.	◆	8,25	[illegible]
Générale Occidentale	◆	195	[illegible]
Mumm	◆	1110	[illegible]
Sté lecteurs du Monde	◆	151	[illegible]

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 7 mai

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
CRÉDIT MUTUEL FINANCE		
Avenir Alizes	2308,68	[illegible]
CM Option Equilibre	261,09	[illegible]
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.	159,60	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Cour.T.	913,87	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Ind. C	132,16	[illegible]
Créd.Mut.Ep.J	22859,10	[illegible]
Créd.Mut.Ep.Monde	1573,76	[illegible]

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
Poste Gestion C	◇	14795	[illegible]
Revenus Trimestr. D	◇	5312,47	[illegible]
Solstice D	◇	2364,15	[illegible]
Thésora C	◇	977,08	[illegible]
Thésora D	◇	865,33	[illegible]
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Interoblig C		7251,64	[illegible]
Intersélection France D		694,64	[illegible]
S.G. France opport. C		1997,58	[illegible]
S.G. France opport. D		1906,94	[illegible]
Sogenfrance C		1768,37	[illegible]
Sogenfrance D		1616,37	[illegible]
Sogépargne D		311,22	[illegible]
Soginter C		2325,77	[illegible]
Fonds communs de placements			
Favor D	◆	1519,56	[illegible]
Sogelance D	◆	1729,97	[illegible]
Sogenfrance Tempo D	◆	193,20	[illegible]

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

PRESSE Vague de concentration dans la presse de l'est de la France. A l'issue de deux conseils d'administration prévus vendredi 9 mai, *L'Est républicain*, basé à Nancy, doit annoncer sa prise de contrôle du quotidien strasbourgeois *Dernières Nouvelles d'Alsace* (*DNA*). ● DES PRÉTENDANTS multiples, dont *Le Républicain lorrain*, *La Voix du Nord*, ainsi que des groupes allemands, étaient sur les rangs pour racheter la participation, mise en vente à 250 millions de francs, de la Société centrale d'investissement, qui avait permis à Robert Hersant de prendre le contrôle des *DNA* en 1993. ● GÉRARD LIGNAC, président de *L'Est républicain* et fidèle de Robert Hersant, élargit son assise dans l'Est. Pour sa part, Philippe Hersant récupère dans cette opération deux quotidiens, *L'Est Eclair* et *Libération Champagne*, pour le groupe France-Antilles, qui garde indirectement un pied dans les *DNA*.

« L'Est républicain » prend le contrôle des « Dernières Nouvelles d'Alsace »

Les mouvements de capitaux autour du quotidien strasbourgeois aboutissent à l'émergence d'un nouveau pôle de presse. Cette opération consolide le pouvoir du journal basé à Nancy tout en permettant au groupe France-Antilles, de Philippe Hersant, de maintenir ses positions dans cette région

APRÈS *Ouest-France*, qui s'est forgé un statut de forteresse dans le domaine de la presse sur une bonne partie de l'Hexagone, on assiste à l'émergence de son pôle jumeau, une sorte d'« Est-France » qui lui sera symétriquement opposé. Vendredi 9 mai, deux conseils d'administration l'un de *L'Est républicain*, l'autre des *Dernières nouvelles d'Alsace* (*DNA*) devaient entériner un important regroupement dans la presse quotidienne régionale. Dans la foulée d'un comité d'entreprise extraordinaire, le quotidien basé en Meurthe-et-Moselle, *L'Est républicain* (222 000 exemplaires de diffusion moyenne en 1995) présidé par Gérard Lignac, doit annoncer sa prise de contrôle du quotidien strasbourgeois (212 000 exemplaires de diffusion).

L'Est républicain, déjà présent en Lorraine, en Franche-Comté et indirectement en Champagne-Ardenne, confortera ainsi sa position de leader de la presse régionale dans le Grand-Est, face à son rival direct, le *Républicain lorrain* (176 000 exemplaires). *« Il est tout à fait logique de créer des blocs importants dans la presse régionale pour atteindre une taille critique et réaliser des économies d'échelle »*, affirme un banquier qui estime à 1,5 milliard le chiffre d'affaires cumulé du nouveau groupe de presse.

En contrepartie de cette opération, *L'Est Eclair*, le principal quotidien de l'Aube (29 000 exemplaires de diffusion) et *Libération Champagne* – le second quotidien de ce département (10 000 exemplaires), détenus tous deux par l'*Est républicain*, passeront dans le giron de France Antilles (groupe Hersant). Le quotidien de Nancy conservera, en revanche, le *Journal de la Haute-Marne* (27 600 exemplaires).

L'acquisition des *DNA*, pour laquelle le quotidien nancéien aurait emprunté une centaine de millions de francs tout en émettant 150 millions d'obligations convertibles, pourrait s'effectuer par le biais d'une fusion avec la Société alsacienne de médias (le holding de contrôle des *DNA* dans laquelle *L'Est républicain* détient déjà 30 % aux côtés du holding Média Futur). Le chef de file du pool bancaire de ces opérations est le Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine (CIAL)

La naissance d'un pôle « Est-France »

GROUPE HERSANT
ER EST RÉPUBLICAIN (dont France-Antilles détient 27%)
L'Union/L' Ardennais
L'Union
L'Est Eclair
Libération Champagne
Le Républicain lorrain ●176 000 ex.
Dernières Nouvelles d'Alsace ●212 000 ex.
La Liberté de l'Est ●30 000 ex.
L'Alsace ●118 000 ex.
Le Bien public ●59 000 ex.
Source : Diffusion Contrôle 1995 (France payée)

UNE KYRIELLE DE CANDIDATS

Dans cette transaction, le vendeur est la Société centrale d'investissement (SCI), une société précédemment dans le giron du groupe Vernes, passée dans l'orbite du groupe italien Montedison. Historiquement, la SCI avait aidé le groupe Hersant à racheter les *DNA* en 1993, en apportant 220 millions de francs de cash. « R. H. » avait également bénéficé du soutien indéfectible de son ami et allié Gérard Lignac, qui avait apporté, pour sa part, une centaine de millions de francs. Au terme d'un montage juridique complexe, le groupe Hersant détenait depuis près de quatre ans, le rôle d'opérateur des *DNA* (*via* France-Antilles) sans en être l'actionnaire majoritaire. Et *L'Est républicain* était déjà très présent dans l'architecture du capital du quotidien strasbourgeois.

Le feuilleton de cette cession durait depuis des mois, et il y a eu de très nombreux prétendants. Si leur nom changeait, le prix demandé par la SCI ne variait pas et se situait toujours à 250 millions de francs. *Le Républicain lorrain*, dirigé par Claude Puhl, était dans la course, tout comme le quotidien de Lille *La Voix du Nord*, ou encore le journal *L'Alsace* associé à son partenaire le Crédit Mutuel (*Le Monde* du 22 février). Plusieurs groupes allemands, comme Bertelsmann (*via* sa filiale Gruner und Jahr), la WAZ ou le bavarois Passau avaient étudié le dossier. Certains éditeurs suisses s'étaient également intéressés à cette cession, qui valorisait les DNA à quelque 750 millions de francs.

La préférence de la SCI est finalement allée à un ami de l'ancien patron du *Figaro*. Ce qui permet à son héritier, Philippe Hersant, d'effectuer, dans ces grandes manoeuvres sur l'Est de la France, une vraie-fausse sortie : il conserve *de facto* les *DNA* dans France-Antilles puisqu'il reste avec 27 % le deuxième actionnaire de *L'Est républicain*, après la famille Lignac. Sans compter qu'il ajoute le département de l'Aube à la liste de ses conquêtes, qui comptent déjà des participations dans *L'Union de Reims* et *L'Ardennais* (134 000 exemplaires au total). Hors la participation indirecte qu'il détient via *L'Est républicain*, dans *Le Journal de la Haute-Marne*.

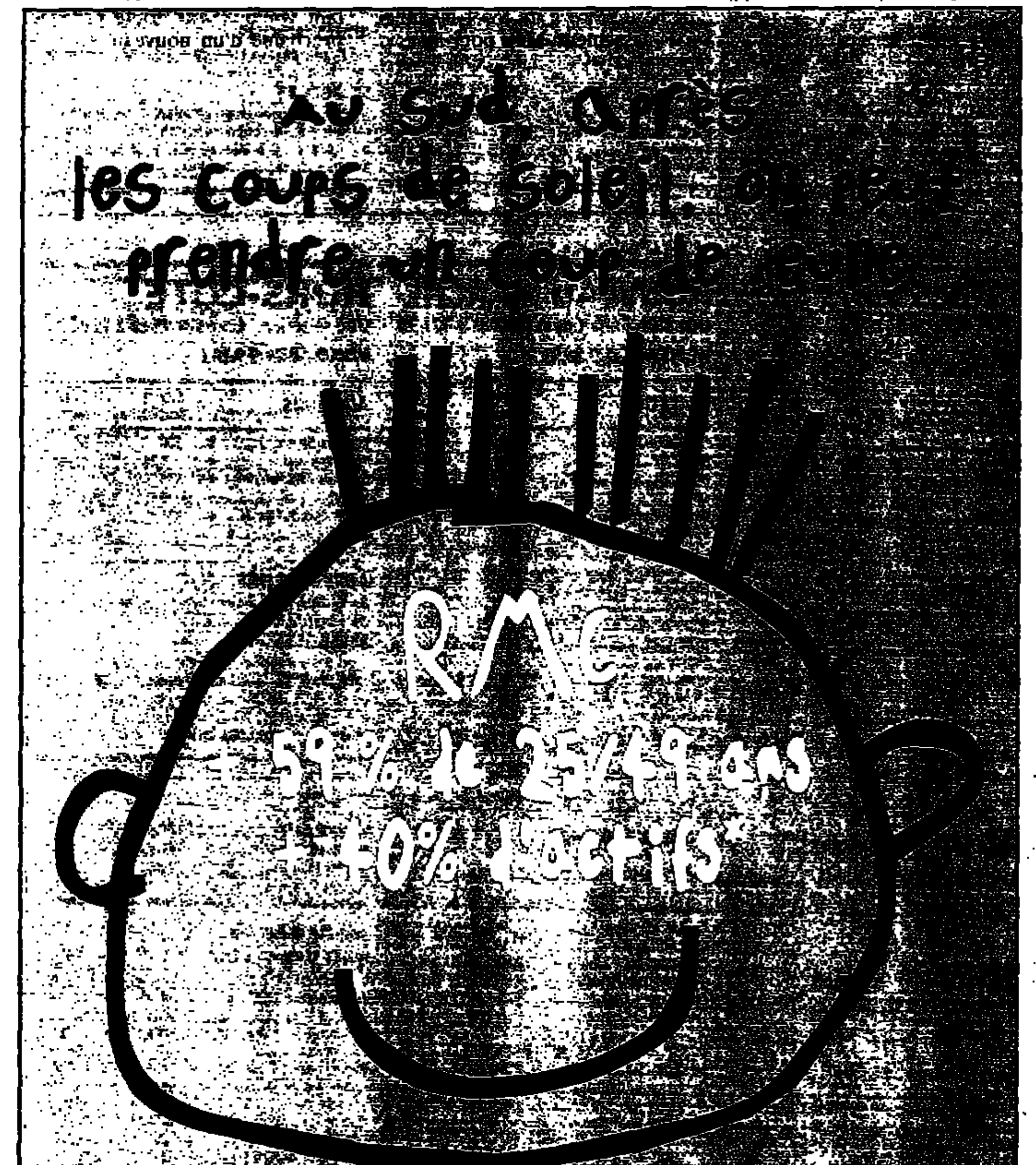
UN LOURD ENDETTEMENT

La reprise des *DNA* par Gérard Lignac permet aussi à l'héritier Hersant d'être assuré de la continuation de la diffusion du supplément télévision du groupe chaque semaine dans le quotidien alsacien. Un atout non négligeable puisque cela permet de conserver l'audience de l'hebdomadaire de programmes télévisés et donc sa valeur auprès des annonceurs. Par ailleurs, la solution de *L'Est républicain* apparaît également comme une garantie de paix sociale. Les syndicats semblent plutôt rassurés par l'arrivée du nouvel opérateur. Dans les quotidiens nancéien et strasbourgeois, les effectifs ont été réduits, depuis quelques années (de 1 200 à 1 000 personnes aux *DNA*), mais grâce à la mise en place de plans (FNE) Fonds national pour l'emploi qui n'ont pas provoqué de problèmes sociaux. Une reprise par des journaux allemands se serait, sans doute, soldée, en revanche, par des coupes claires dans les effectifs.

Enfin, outre les croisements capitalistiques, il existe déjà de nombreux liens entre les *DNA* et *L'Est républicain*, aussi bien dans le domaine de l'édition (les filiales des deux quotidiens travaillent de concert), les voyages (l'agence des *DNA* Der Nouvel a été rachetée par l'Est Voyages), l'audiovisuel (avec la mise en chantier d'un groupement d'intérêt économique, *GIE, commun*). Sans compter l'utilisation d'une même régie pour la publicité extra-locale. Au sein des *DNA*, les modifications capitalistiques ne sont peut-être pas terminées. Selon un observateur, il est probable que l'existence des différentes sociétés holdings, créées uniquement pour Robert Hersant, ne soit plus justifiée. Sans compter que les Banques populaires, qui détiennent aujourd'hui près de 10 % du quotidien, pourraient se retirer.

Le principal handicap dans ces réorganisations sera, sans doute, le très fort endettement, estimé entre 400 millions et 500 millions de francs, qui pèsera sur le nouveau pôle de presse. *« En terme de ratio,* L'Est républicain *est au moins aussi endetté que la Socpresse (le groupe de Robert Hersant) »*, n'hésite pas à affirmer un banquier. Il n'est donc pas interdit de penser que *L'Est républicain* pourrait, si cet endettement restait trop important, chercher à son tour à ouvrir son capital à de nouveaux partenaires.

Nicole Vulser



Un indépendant lance Fashion TV, par satellite

LE PREMIER SEPTENNAT de François Mitterrand avait vu l'éclosion des « radios libres ». Le mandat présentiel de Jacques Chirac pourrait être celui de la naissance des « télévisions libres ». A côté des bouquets de programmes numériques développés par les grands opérateurs européens, des indépendants s'essaient à créer leur propre télévision. C'est le cas de Fashion TV, la chaîne de la mode, lancée, mercredi 30 avril, à l'initiative d'Adam Lisowski, alias Michel Adam, un riche industriel autrichien spécialisé dans les médias, la mode et le merchandising.

Selon des proches de l'homme d'affaires, Fashion TV est née d'un coup de tête. Presque un caprice. Il y a quelques semaines, ce passionné d'audiovisuel s'est enquis du coût de lancement et de fonctionnement d'une chaîne diffusée par satellite. Et il s'est décidé en quelques jours. Pour sa diffusion, Fashion TV a sous-loué, pour trois ans, une partie du répéteur de MCM International, chaîne musicale francophone, sur le satellite Eutelsat Hot Bird 1. Mais, à court terme, Michel Adam souhaite louer un répéteur entier et profiter des propriétés de la compression numérique pour lancer dessus un chapelet de chaînes dédiées à la mode.

UNE SUITE DE CLIPS

Aujourd'hui, Fashion TV retransmet, sans interruption, une suite de clips, longs de trois minutes chacun, tirés de différents défilés de mode. Demain, six autres programmes pourraient être diffusés simultanément : des modules de trois minutes consacrés aux informations sur les coulisses des défilés de modes, aux interviews des créateurs, à la publicité, à la promotion d'événements, au téléachat. Un canal pourrait aussi permettre de faire mieux connaissance avec le mannequin vedette du défilé. Selon les promoteurs de Fashion TV, cet agencement permettra *« aux téléspectateurs de zapper entre les chaînes pour regarder des programmes consacrés à un même sujet »*.

Michel Adam prévoit d'investir *« plus de 10 millions de dollars »* (environ 58 millions de francs) par an. La majeure partie de ce budget sera dévolue aux frais de diffusion, car Fashion TV devait être aussi accessible, *via* deux satellites, en Asie et en Amérique à partir du 9 mai. La chaîne espère atteindre sa rentabilité *« dans quatre ou cinq ans »*, grâce aux revenus tirés de la publicité, du téléachat, mais aussi de services de messageries par téléphone. A l'antenne, les téléspectateurs seront invités à avoir des relations téléphoniques tarifées avec des tops models. Une industrie, rémunératrice, très en vogue aux Etats-Unis, selon Michel Adam.

UN MARCHÉ ENCOMBRÉ

Fashion TV sera proposée *« gratuitement aux bouquets de programmes par satellite et aux réseaux câblés »*. Pour être reprise sur le câble, elle devra, toutefois, obtenir le conventionnement du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). *« La plupart des chaînes thématiques le font*, constate Monique Dagnaud, conseiller du CSA. *Cela leur donne une légitimité »*. La chaîne de M. Adam devra percer sur un marché déjà encombré : Paris Première surtout, mais aussi France Supervision, deux chaînes thématiques par câble et satellite, ont bâti une part de leur notoriété avec la diffusion des défilés de mode.

L'arrivée de Fashion TV pourrait bouleverser les relations entre les chaînes et les couturiers. *« Il n'y a pas de marché des droits de diffusion des défilés »*, précise Alexandre Michelin, directeur général de Paris Première. Celle-ci fonctionne grâce à un *« gentleman's agreement »* avec les maisons de couture : la chaîne filme les défilés, fournit les prestations techniques et les journalistes. En contrepartie de la diffusion à l'antenne, elle livre le film au couturier qui l'utilise pour la promotion de sa marque. Toutefois, *« au nom du droit à l'information »*, précise Alexandre Michelin, Fashion TV aura accès à des extraits de défilés d'une durée de trois minutes. Exactement le format choisi par la chaîne.

Guy Dutheil

DÉPÊCHES

■ **AUDIOVISUEL : United News and Media, groupe britannique de communication**, détenteur de deux chaînes du réseau ITV et actionnaire de Channel 5, s'est joint à l'offre de Digital Television Network (DTN) pour l'octroi de licences de diffusion de programmes de télévision hertzienne numérique en Grande-Bretagne. Pour cette attribution, le consortium DTN est en concurrence avec celui mené par BSkyB, bouquet satellitaire contrôlé par Rupert Murdoch. Jeudi 8 mai, United News and Media s'est déclaré prêt à investir 120 millions de livres (environ 1,176 milliard de francs) dans DTN si la proposition de ce dernier est retenue par l'Independent Television Commission (ITC), organisme de régulation de l'audiovisuel britannique, qui doit se prononcer en juin. – *(AFP.)*

■ **Le bouquet de télévision par satellite TPS** a rendu interactif, le 29 avril, son service Météo Express, conçu en partenariat avec Météo France. Opérationnel depuis le 17 décembre 1996, ce service propose gratuitement, jusqu'à l'automne (par *pay-per-view* ensuite), des informations complémentaires sur la météo des vacances, du jour et du lendemain, ainsi que celle des régions, de l'Europe et du monde entier (111 villes *sont proposées*).

■ **Après la publication de chiffres d'audience** indiquant que 1,3 million de téléspectateurs, en France, auraient déserté le petit écran entre le premier trimestre 1996 et celui de 1997, l'Institut Médiamétrie a modifié ses estimations, mercredi 7 mai : ses nouveaux calculs montrent, au contraire, une augmentation d'audience cumulée de 1,697 million de personnes pour la même période. En revanche, la durée d'écoute journalière par individu a diminué de 4 minutes, passant de 197 à 193 minutes.

■ **MULTIMÉDIA : le groupe anglo-néerlandais Reed Elsevier** va utiliser, après un un accord stratégique de 30 millions de dollars, la technologie de Microsoft pour développer ses services sur le réseau Internet. Reed Elsevier compte ainsi devenir le *« partenaire-clé »* de Microsoft dans le secteur des publications professionnelles et scientifiques.

La Coupe de France de football fait rêver l'OGC Nice

En finale, samedi 10 mai, au Parc des Princes, le club de la Côte d'Azur, dernier du championnat de première division, affrontera l'En Avant Guingamp

Auteur d'une décevante saison 1996-1997, au terme de laquelle il rejoindra la deuxième division, l'OGC Nice voit dans la Coupe de France une chance unique de sauver la face. Une victoire sur les Bretons de Guingamp en finale lui assurerait une qualification pour le moins inespérée en Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. De quoi consoler les supporters niçois, rassurer la municipalité et rendre confiance à Milan Mandaric, le milliardaire américain, coprésident du comité d'organisation du Mondial 1994, qui a pris les destinées du club en main avec pour objectif d'en faire une des équipes phares du championnat de France de première division.

NICE

de notre correspondant

La devinette qui circule dans les vestiaires de l'Olympique gymnaste club de Nice (OGCN) n'est pas anodine : qui présentera les joueurs niçois au président de la République, samedi 10 mai, au Parc des Princes avant le coup d'envoi de la Coupe de France ? Milan Mandaric ou André Boïs ? Le premier, homme d'affaires américain d'origine serbe, est majoritaire dans la société gestionnaire du club après avoir racheté des actions du second en janvier. M. Boïs a conservé une part et son titre de président en attendant que M. Mandaric obtienne sa carte de commerçant étranger et puisse prendre officiellement la tête du club. Ces procédures liées à l'immigration permettent à M. Boïs, importateur de matériel de travaux publics installé à La Gaude, sur la rive droite du Var, de vivre son rêve d'enfant : jouer une finale au Parc avec son équipe.

FOOTBALL

Ce match-là, c'est aussi celui de la revanche. Derniers du championnat, et donc condamnés à évoluer en deuxième division pour la saison 1997-1998, les joueurs de l'OGC Nice veulent démontrer qu'ils valaient bien mieux qu'une place de lanterne rouge et que leur présence à Paris n'est pas le fruit du hasard. Question d'orgueil. *« Nous avons mérité le Parc,* martèle André Boïs. *On n'a pas eu de tirage au sort facile. Nous jouons quatre matches sur cinq sur le terrain de l'adversaire. On a sorti Bastia, qui était alors deuxième du championnat, à Bastia, et Clermont, le tombeur du Paris-SG. »*

Le célèbre maillot rouge et noir des « Aiglons » (mais, face à Guingamp, les Niçois joueront en blanc) ne valait pas très cher en janvier. Sur le terrain, le troisième entraîneur de la saison, Daniel Sanchez, nommé après le remerciement d'Albert Emon au bout de quatre journées de championnat et l'intérim supersonique (quelques heures à peine) de l'ancien gardien Dominique Baratelli, ne parvient pas à obtenir des résultats. La situation financière est catastrophique. Le club évolue en D1 avec un budget de 42 millions de francs, le plus faible du championnat.

La saison passée déjà, un déficit de 13 millions promettait le « Gym » à une relégation d'office. Une rallonge financière de la municipalité (8 millions) a contribué à combler le trou, mais elle met le club en demeure de trouver de nouveaux actionnaires pour augmenter son capital. André Boïs présente alors un ami passionné de foot, amoureux de la Côte d'Azur, où il a passé des vacances, et très riche : Milan Mandaric. Ses sociétés – haute technologie et exploitation minière – sont cotées à Wall Street. Il participe à des délégations de chefs d'entreprise qui accompagnent le président des Etats-Unis, Bill Clinton, dans les voyages officiels. Ses états de service dans le football séduisent : ancien joueur de première division en Yougoslavie, président d'un club à San Francisco et vice-président du comité d'organisation de la Coupe du Monde 1994.

A peine le rachat des actions concrétisé, M. Mandaric affiche ses ambitions : hisser Nice à la tête de la première division et en faire un club européen en deux ou trois ans. Sur le terrain, il place un homme-clé. Sylvester Takac, ancien entraîneur du Racing et de Sochaux, lui aussi Serbe, remplace Daniel Sanchez, avec la perspective de devenir directeur sportif à la fin de la saison. L'augmentation de capital, de 1,465 million à 9,2 millions, marque la fin d'une époque. *« Son système n'est pas le mien. Lui, ce sera le football business. C'est un passage obligé, mais je préfère que ce soit avec un autre que moi »*, confie M. Boïs, qui souhaite toutefois rester président délégué.

« UN MENTAL D'AMATEURS »

S'il n'en dit rien, il a toute de même le cœur lourd. En 1991, le sauveur, c'était lui. L'OGC Nice était en liquidation judiciaire, avec un déficit de 50 millions. La chute de l'empire Médecin avait laissé des traces. *« Il n'y avait plus rien, ni ballons, ni maillots,* raconte M. Boïs. *Il fallait tout reconstruire. On m'a fait plein de promesses, et beaucoup n'ont pas été tenues. »* Avec d'autres partenaires, il rachète le club pour 6,275 millions de francs. Le recrutement est limité, mais la reconstruction du centre de formation permet d'engager le club dans une politique de promotion interne des joueurs.

Les résultats sont là : en 1996, quatorze joueurs sur les dix-neuf professionnels de l'effectif sont des produits de la maison ; en 1997, ils sont encore douze dans ce cas. Les salaires sont compris dans une fourchette de 12 000 à 100 000 francs. *« Ma fierté est d'avoir toujours payé les joueurs le 10 du mois quoi qu'il arrive »*, dit M. Boïs. *Si on a réussi en Coupe de France, c'est parce que les gars ne sont pas des stars, on s'est battu avec un mental d'amateurs, sans argent et avec beaucoup de travail. »* La finale de la Coupe arrive alors que le club est à un tournant de son histoire. Le passé a beau être prestigieux – quatre titres de champion de France de première division (1951, 1952, 1956, 1959) et deux Coupes de France (1952, 1954) –, ce n'est que le passé.

L'OGC Nice a gardé son âme *« nissarte »* et son maillot rayé de rouge et de noir émeut toujours, mais c'est un milliardaire américain qui peut lui rendre des couleurs. Une victoire sur Guingamp assurerait une qualification en Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe qui le projetterait plus vite vers les sommets promis par M. Mandaric. Cette saison, le « Gym » a joué devant un maigre public (4 000 personnes en moyenne), dans un stade vieillot. Samedi soir, ils seront 10 000 Niçois à Paris et un écran géant devrait être installé à Nice, sur la place Massena. Toute la ville rêve. Le dernier grand frisson remonte à 1978. Cette année-là, le club avait été battu par Nancy en finale de la Coupe de France, justement. Michel Platini avait inscrit l'unique but de la partie. Sur la promenade de Anglais, on voudrait oublier. Enfin.

Jean Verdier



1954. L'Olympique Gymnaste Club de Nice gagne sa dernière Coupe de France. Pour cela, les Niçois ont dû battre les Marseillais (2-1) à Colombes. Un centre de Just Fontaine pour la tête du Luxembourgeois Vic Nuremberg, une passe du même Nuremberg pour Luis Carniglia (ici à droite, accompagnant Pancho Gonzalès et Majhoub portant le trophée dans le tour d'honneur). L'OGCN mène 2-0. Les joueurs de l'OM réduisirent le score, mais il était trop tard. Les Marseillais s'inclinaient, et Nice remportait sa quatrième finale, à la plus grande joie des 2 000 supporteurs qui avaient fait le voyage. Samedi, au Parc des Princes, ils seront près de 10 000 à rêver.

D.R.

Le parcours des finalistes

L'aventure de l'Olympique gymnaste club de Nice et de l'En-Avant Guingamp en Coupe de France a commencé le week-end des 18 et 19 janvier lors des 32es de finale, qui ont vu les clubs de première division faire leur entrée dans l'épreuve.

● **Trente-deuxièmes de finale :**
Valence (deuxième division)-Nice 0-1.
Mont-de-Marsan (national 1)-Guingamp 0-1 a. p.

● **Seizièmes de finale :**
Bastia-Nice 4-5 aux tirs au but (2-2 à l'issue de la prolongation).
Wasquehal (national 1)-Guingamp 1-3.

● **Huitièmes de finale :**
Nice-Gueugnon (deuxième division) 2-0.
Guingamp-Caen 1-0.

● **Quarts de finale :**
Clermont (national 2)-Nice 1-2 a. p.
Créteil (deuxième division)-Guingamp 3-1 a. p.

● **Demi-finales :**
Laval (deuxième division)-Nice 0-1.
Guingamp-Montpellier 2-0 a. p.

Jean-Philippe Mattio pour l'amour du maillot

VINGT-SEPT années sous le même maillot. On ne fait pas beaucoup mieux en première division. C'est que Jean-Philippe Mattio aime l'OGC Nice. Il est en rouge et noir depuis l'âge de cinq ans. Un passage par le centre de formation local et le voilà prêt à jouer son premier match avec l'élite. Ce jour-là, le 18 octobre 1985, Nice perd à Metz (4-1). Arrière droit – bon jeu de tête et tacle comme on n'en fait plus –, il est très actif, glissant dans son couloir pour provoquer le surnombre en attaque.

Pour les Niçois, il incarne la fidélité. Même aux pires heures du club, il n'a jamais songé à partir. Le stade du Ray est son stade, la baie des Anges son paradis. *« J'ai fait une carrière honnête,* dit-il. *Quand on signe un contrat, on s'engage à mouiller le maillot, on essaie de faire passer le message aux jeunes qui arrivent. Cette saison, ça n'est pas passé. Cette descente en deuxième division, je ne l'oublierai jamais. »*

La Coupe de France pourrait bien panser ces blessures, même si l'une lui est plus secrète : celle ne pas voir sa fidélité récompensée par un capitanat. Mais le sort n'épargne pas celui que la presse locale a surnommé le « Vieux Lion » : victime d'une douleur derrière une cuisse, il ne pourra même pas disputer la finale du Parc. A trente-deux ans, l'âge pèse pour qui n'a jamais ménagé ses efforts. Alors, Jean-Philippe Mattio se donne encore deux ans de carrière.

Il a reçu deux propositions. Une de Lille, une d'Amiens, où ses anciens coéquipiers Pierre Dréossi et René *Marsiglia compte sur lui.* Il ne prendra sa décision qu'après la finale. Mais l'exil est douloureux aux gens de Méditerranée. Pas encore partis, ils pensent déjà au retour. *« Une chose est sûre*, confie Jean-Philippe Mattio, *quand je raccrocherai le maillot, je mettrai le survêtement rouge et noir d'éducateur pour m'occuper des jeunes. »*

J. V.

Une première pour Guingamp

Pour sa deuxième saison en première division (D 1), l'En-Avant Guingamp va donc jouer la finale de la Coupe de France. Seuls trois clubs ont fait mieux : Auxerre (en 1979) puis Orléans (en 1980), alors en deuxième division (D 2), n'avaient jamais évolué en D 1 et avaient été respectivement battus par Nantes (4-1) et Monaco (3-1) : Angers (vaincu 6-3 par Toulouse en 1957) avait disputé une finale pour sa première saison parmi l'élite. C'est en 1973, soit une année après que Noël Le Graët, devenu président de la Ligue nationale de football (LNF), en eut pris la tête, que le club, dont le statut était amateur depuis sa fondation, en 1912, a fait parler de lui en coupe. Cette année-là, en huitième de finale, les Bretons avaient été pulvérisés par Rouen (5-0, 3-0). Depuis, leur meilleure performance se résume à une place en quart de finale, en 1983. Les Guingampais, alors en D 2, furent éliminés par Tours (1-1, 3-1). Cette finale inédite est, pour les hommes de Francis Smerecki, l'occasion d'une belle revanche.

La Coupe d'Angleterre de rugby, dernier refuge de la tradition ovale

Samedi 10 mai, Leicester affronte Sale en finale

LONDRES

de notre envoyé spécial

En Angleterre, la finale de la « Cup », pour le rugby comme pour le foot, est une journée à part. Bien plus qu'un simple match, c'est – au même titre que le « Varsity Match » entre Cambridge et Oxford au mois de décembre – un rite annuel, un rendez-vous à ne manquer sous aucun prétexte. Aussi, samedi 10 mai, le stade de Twickenham, comme chaque année, sera plein à craquer, chacune des 75 000 places étant vendue depuis janvier, soit cinq bons mois avant que l'on connaisse les deux finalistes.

RUGBY

UN MATCH POUR RIEN

La foule des grands jours sera là. Et pourtant les joueurs de Leicester et de Sale savent depuis une semaine qu'ils vont disputer une finale pour rien. Ou presque : la belle coupe argentée présentée par les sponsors et 70 000 livres (630 000 francs environ) à partager. Le vrai match entre ces deux équipes a déjà eu lieu samedi 3 mai, devant cinq mille spectateurs, dans le stade miteux de Heywood Road, dans la banlieue de Manchester. Sale et Leicester se disputaient alors la quatrième place du championnat (déjà gagné par la formation londonienne des Wasps) qualificative pour la Coupe d'Europe des clubs 1998.

Le match s'est soldé par un score nul (20-20), mais c'est Leicester qui a « gagné » – et s'est donc qualifié pour la Coupe d'Europe – grâce à un léger avantage au classement. Mais pour leur entraîneur, l'Australien Bob Dwyer, la réussite de samedi dernier risque de perturber son équipe avant la finale. Il se souvient du dérapage de son équipe, qui avait écrasé Toulouse en demi-finale européenne. *« Contre Brive, en finale, on a payé le prix de la prétention*, se rappelle Dwyer. *Inconsciemment, on s'est donné une fausse impression de sécurité, et j'ai bien peur que la même chose nous arrive contre Sale. »*

Nettement plus fort sur le papier que son adversaire venu du Nord, Leicester reflète parfaitement la nouvelle tendance des grands clubs anglais, et leur ouverture vers l'extérieur. Mené par le deuxième ligne international Martin Johnson – récemment désigné capitaine des Lions pour la tournée en Afrique du Sud –, Leicester comprend un ancien Springbok, Joel Stransky, l'ouvreur champion du monde en 1995, un arrière international irlandais, Niall Malone, et l'ailier écossais Craig Joiner. Sans compter Graham Rowntree, le pilier gauche anglais, le véloce Neil Back en troisième ligne et deux remplacants de luxe, Dean Richards et Rory Underwood.

En revanche, la sélection de Sale, qui a failli descendre en troisième division il y a quatre ans, ne compte qu'un seul joueur ayant déjà foulé la pelouse de Twickenham : l'ancien demi de mêlée Dewi Morris. *« Les joueurs de Leicester sont très forts dans les phases statiques*, observe John Mitchell, ancien capitaine de la province de Waikato, et maître à jouer de Sale. *En revanche, notre objectif à nous est de baser notre jeu sur la mêlée ouverte et la libération rapide des ballons. Et de jouer quatre-vingts minutes à un rythme élevé. »* Et après ? Même s'ils arrivent à produire du spectacle, voire à s'imposer devant les favoris, les hommes de Sale ne connaîtront toujours pas la consécration européenne tant voulue. Sans doute l'arrivée prochaine d'un nouveau « partenaire » avec un chèque de 22 millions de francs les aidera à surmonter la déception. En attendant des jours meilleurs.

Ian Borthwick

DÉPÊCHES

■ **TENNIS : Mary Pierce a battu Monica Seles,** tête de série numéro un, en huitièmes de finale du tournoi de Rome, jeudi 8 mai, sur le score de 7-6 (8/6), 7-6 (8/6). En quarts de finale, la Française devait rencontrer la Roumaine Ruxandra Dragomir, tête de série numéro 14. – *(AFP.)*

■ **BASKET-BALL : Limoges a battu Villeurbanne** sur son terrain (89-76), jeudi 8 mai, en match retour des demi-finales du championnat de France, tandis que le PSG-Racing s'imposait difficilement à Paris aux dépens de Pau-Orthez (89-86). Les deux matches donneront donc lieu à des belles, samedi 10 mai, à Limoges et à Pau. Par ailleurs, la fin de la rencontre PSG-Pau-Orthez a été marquée par un incident. Il restait 32 secondes et 4 dixièmes à jouer quand le Parisien Laurent Sciarra a donné un coup de poing au capitaine palois Didier Gadou.

■ **La NBA a infligé une amende de 25 000 dollars** aux Bulls de Chicago, parce que Michael Jordan et ses coéquipiers ne s'étaient pas représentés pour répondre aux questions de la presse, après une séance d'entraînement, mercredi 7 mai. – *(AP.)*

Internet donne un nouvel élan aux systèmes de traduction automatique

Les subtilités du langage humain échappent toujours à la logique binaire des cerveaux de silicium. Mais, les progrès de l'informatique permettent quand même, des interprétations sommaires dans des applications spécifiques

La Toile, longtemps placée, faute d'un ou de véritables adversaires, sous la dictature de l'anglais, pourrait bientôt devenir largement multilingue. L'anglais, qui, il y a *quelques mois encore, régnait sur 90 %* des sites Internet, n'en contrôle plus que 70 %. Pour ces raisons, le World Wide Web pourrait devenir rapidement un gros consommateur de traduction automatique. Malgré quelques progrès, ces techniques manquent de précision et de discernement dans la lecture qu'elles font des subtilités d'une langue. Aussi réussissent-elles mieux dès lors que les textes à interpréter sont de nature technique et que les locutions et la grammaire utilisées sont sommaires. Depuis une vingtaine d'années, le système Taum Météo mis en place par le gouvernement canadien a ainsi permis de traduire de façon automatique, les bulletins de prévision en français *ou en anglais*. D'énormes efforts restent à faire *pour s'approcher* de la qualité des traductions professionnelles et séduire, un jour peut-être, les linguistes.

SI L'ON EN CROIT l'Ancien Testament, Dieu introduisit la diversité des langues parmi les hommes pour les empêcher d'élever, jusqu'au ciel, l'orgueilleuse tour de Babel. Plus scientifique, le *linguiste américain* Merritt Ruhlen soutient que les cinq mille à six mille idiomes recensés de par le monde dérivent d'une langue-mère originelle, perdue dans la

nature

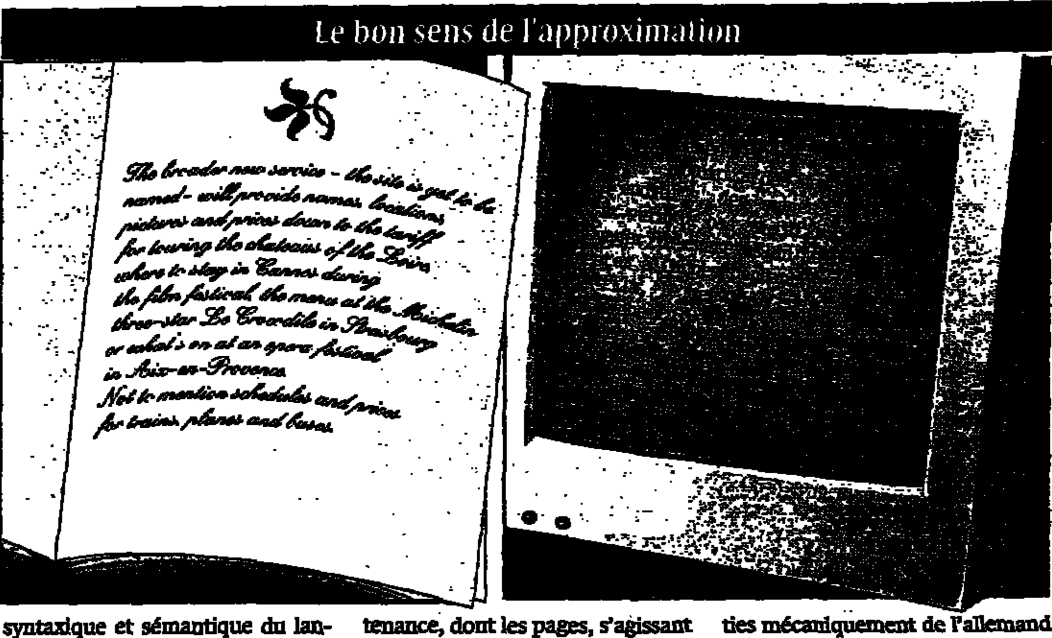
le Monde

nuit des temps (*Le Monde* du 23 janvier). C'est, au fond, le mythe d'une humanité vivant en bonne intelligence que cultivent les informaticiens, qui imaginent abolir, grâce à la traduction automatique, les barrières linguistiques entre les peuples.

Mythe ou utopie ? Les espoirs placés dans les « machines à traduire » n'ont pas été payés, à ce jour, des succès escomptés. Pourtant, les premiers essais furent empreints de la foi des bâtisseurs... et de la détermination de la guerre froide. En 1957, l'Amérique, humiliée par la mise en orbite du premier satellite Spoutnik, prend conscience de la force de frappe des savants soviétiques. Or, les chercheurs de l'Est publient, et beaucoup, mais en russe. Pour ne pas se laisser distancer dans la course à l'espace, à l'atome et à l'armement, Washington lance un ambitieux programme de recherche sur la traduction rapide du russe vers l'anglais, à l'aide de ce qu'on appelle, à l'époque, les « calculatrices électroniques ».

Ces pionniers sont persuadés *qu'une transciption quasiment* mot pour mot – un simple « décodage » – viendra à bout de n'importe quel texte. Las !, ils déchantent vite. Dès 1963, un rapport de l'Académie des sciences américaine conclut qu'il n'existe pas de système opérationnel, ni, surtout, de perspectives encourageantes. Les crédits sont brutalement coupés, la plupart des recherches stoppées.

L'échec n'est toutefois pas *consommé*. Aux Etats-Unis, Peter Toma, ingénieur d'origine hongroise, jette les bases du système Systran. Celui-ci reste aujourd'hui l'outil de traduction automatique le plus utilisé dans le monde, notamment par la Communauté européenne, grande productrice de *documents multilingues*. En France, un laboratoire grenoblois du CNRS, fondé en 1961 et devenu le Groupe d'étude pour la traduction automatique (GETA), est le *premier à concevoir un programme* capable d'une analyse



syntaxique et sémantique du langage. A son tour, le Japon, soucieux de conforter son développement technologique et ses *exportations, se lance dans une* bataille devenue économique.

TECHNIQUES ET MÉTÉO

Aujourd'hui, de nombreux systèmes *existent, des traducteurs de* poche vendus en grandes surfaces aux logiciels, assistés de dictionnaires et de grammaires électroniques, qu'exploitent, sur leur réseau informatique, grandes entreprises et administrations. Mais leurs capacités demeurent limitées. *Ils ne donnent de résultats* satisfaisants que lorsqu'ils sont dédiés à un domaine précis, faisant appel à un lexique spécifique. C'est le cas, par excellence, des *modes d'emploi, notices techniques* et autres manuels de maintenance, dont les pages, s'agissant d'une usine ou d'un avion, se comptent par milliers.

L'une des réussites les plus probantes *est le système Taum-Météo* mis en place par le gouvernement canadien, depuis une vingtaine d'années, pour traduire, en français ou en anglais, les bulletins météorologiques. Disposant d'un vocabulaire restreint d'environ 2 000 mots et locutions, avec un nombre de structures de phrases réduit, il traite quotidiennement 30 000 termes et a été utilisé, avec succès, pendant les Jeux olympiques d'Albertville. En Amérique latine, la *Pan American Health Organisation* diffuse, dans les villages isolés, des informations sanitaires et agricoles transposées de l'anglais vers l'espagnol. En *Suisse, la Chancellerie fédérale* publie des offres d'emploi converties mécaniquement de l'allemand au français et à l'italien... Autant de solutions imaginées pour répondre à des problèmes de plurilinguisme.

AIDE AU TRADUCTEUR

Ne rêvons pas ! « *Une traduction généraliste de qualité 100 % automatique n'est pas pour demain* », est convaincu Joseph Mariani, directeur du Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (Limsi) du CNRS, à Orsay, et spécialiste de l'ingénierie de la langue. Inutile d'espérer traduire, sans trahir, *Shakespeare, Goethe ou Racine.*

Rendus modestes, les informaticiens ont donc orienté leurs efforts vers une traduction qualifiée non plus d'automatique, mais *d'automatisée, ou d'assistée* par ordinateur. Façon de dire que l'intervention humaine demeure indispensable, pour préparer ou réviser le travail de la machine. Plusieurs produits se trouvent sur le marché. *IBM a ainsi développé* un logiciel, *TranslationManager* (que son prix, 11 600 francs hors taxes, destine aux professionnels), dont le principal atout est une mé*moire qui* propose d'elle-même la traduction des phrases déjà rencontrées.

D'autres n'existent encore que dans les cartons des chercheurs. Le GETA se consacre, dans le cadre d'un programme international, à la mise au point d'un prototype *qui* permettrait à tout un chacun de rédiger un texte dans sa langue maternelle et d'en obtenir une traduction de bonne qualité, dans une ou plusieurs langues, moyennant un « dialogue » de clarification avec la machine. Le rédacteur devrait par exemple préciser, à l'ordinateur *lui demandant* de choisir entre les deux interprétations, *si, dans* l'affirmation « *je suis un homme* », le sujet « *est* » ou « *suit* » un représentant du genre humain. Une maquette a déjà été réalisée et le projet pourrait aboutir d'ici trois ans, pour les douze langues les plus usitées, espère Christian Boitet, responsable de l'équipe.

La traduction automatique véritable, qui n'exige pas la coopération de l'homme, n'a toutefois pas dit son dernier mot. L'essor fulgurant d'Internet suscite la multiplication de systèmes de traduction en ligne, certes approximatifs, *mais suffisant à la compréhension* du sens général d'un texte. Pourront-ils éviter que la cacophonie s'installe sur la Toile, cette moderne Babel ?

Pierre Le Hir

« Nous réclamons le monde »

Dans des exercices complexes, les ordinateurs se montrent de piètres traducteurs. L'augmentation faramineuse des puissances de calcul n'a rien changé, ou presque, à leurs capacités : les subtilités *du langage humain* échappent toujours à la logique binaire des cerveaux de silicium, inaptes à dissiper des ambiguïtés que seule la compréhension du sens – l'intelligence – permet de lever. La petite histoire rapporte que la formule « *nous exigeons la paix* » fut un jour traduite du russe par « *nous réclamons le monde* », le terme « *mir* » présentant les deux acceptions dans la langue de Tolstoï. Méprise fâcheuse, dans un climat de tension internationale ! Les constructeurs aéronautiques, pour leur part, ont dû bannir de leurs documents le verbe anglais « *to replace* », pouvant signifier « *remettre en place* » aussi bien que « *remplacer* » : une amphibologie qui, appliquée à une pièce défectueuse, peut être lourde de conséquences. Et, si la plupart des programmes savent qu'un « *ami cher* » n'est pas un « *expensive friend* », il en est d'ingénus qui confondent le système d'exploitation de Microsoft « *MS Windows* » avec une « *Melle fenêtre* »...

Appauvrissement ou évolution de la communication

LA COMMUNICATION électronique sera une révolution aussi importante dans l'histoire de la pensée humaine que l'a été, à la fin du XVe siècle, l'invention de l'imprimerie et des caractères mobiles, affirme Stevan Harnard, spécialiste des sciences cognitives *aux universités d'Aix-Marseille et* de Princeton aux Etats-Unis. L'apparition de machines à traduire plus sophistiquées (capables de traiter aussi bien des petites annonces sentimentales que des documents *législatifs) pourrait aider* à *cette révolution* en rendant accessibles quantités d'informations rédigées en langue étrangère. Mais notre langue et notre culture résisteront-elles à ce déluge d'informations ?

L'érosion du langage n'a-t-elle pas déjà commencé sous le pression de technologies considérées aujourd'hui comme banales ? Pour certains, la télégraphie et la télévision seraient en partie responsables de ce déclin. Ceux-là affirment que plus large est l'audience, plus étroit est le champ commun de la compréhension et plus « basique », donc, la communication. *Le langage* perd *ainsi* en vivacité et en subtilité. À ce titre, la traduction par ordinateur peut-elle constituer une menace pour la langue et pour la culture ? Très prosaïquement, l'ordinateur ne sait pas reconnaître des erreurs que l'homme a en général le bon sens d'éviter. Encore que la *première traduction de Proust en anglais*, signée Scott-Montcrieff, qualifie le « *chapeau melon* » de « *chapeau en forme de melon* ».

Pourtant, les machines à traduire *commencent* à *bien se vendre. Les manuels* destinés aux personnels de l'aéronautique sont d'énormes documents qui peuvent compter plusieurs milliers de pages et dont les compagnies aériennes ont besoin dans un grand nombre de langues. Aussi est-il souvent plus rapide et meilleur marché de disposer d'une première version traduite par ordinateur, qu'un réviseur réécrira, que de confier d'emblée l'original à un traducteur. Mais ce modeste succès n'est réalisable qu'avec la coopération des rédacteurs qui limitent leur talent et leur vocabulaire pour se *conformer aux exigences de la technologie.*

En dépit des progrès évidents de la traduction automatisée, les machines ne couvrent que la partie la plus élémentaire de ce que l'on considère être le langage. On est loin des expressions idiomatiques du genre « *Il tombe des cordes* » qui se dit en anglais « *It's raining cats and dogs* » (il pleut des chats et des chiens).

Enfin, il y a le sens – le vrai –, et puis celui, tout différent, que l'on donne parfois au terme qu'on emploie. Les jeunes Américains *disent ainsi « bad » pour « bien » ; un* Japonais vous répondra « « *kangae sasete kudasai* », ce qui se traduit littéralement par « *laissez-moi y penser* » et veut en fait dire « *non* ». Les progammeurs estiment quasiment impossible de prendre en compte ces aspects du langage, au coeur de la communication humaine. Devra-t-on alors renoncer aux finesses d'expression, à *l'ironie*, à l'esprit, afin d'envoyer nos messages à d'autres cultures et dans d'autres langues ?

Ce scénario-catastrophe fait sourire nombre de linguistes qui estiment que l'évo*lution d'une langue est bien trop complexe* pour être menacée par les technologies de la traduction automatisée. *Tous les jours*, disent-ils, naissent des expressions, des variantes grammaticales et des orthographes nouvelles.

La traduction automatisée contribuera *aussi à l'évolution de la langue, insistent-ils*, tout en soulignant que les textes issus des machines à traduire resteront techniques, sans autre intérêt qu'utilitaire.

Pour eux, les hommes publics ont bien *plus d'influence sur le langage que n'en aura* jamais le moindre texte issu de l'électronique. Lors de sa dernière campagne électorale, Bill Clinton a promis de développer l'économie – « *to grow the economy* » –, transformant *to grow* en verbe transitif. Les journalistes ont fidèlement rapporté ses propos. La grammaire a été bafouée, mais l'expression a séduit et, aujourd'hui, les affaires, les comptes, la clientèle se conjuguent... transitivement.

Harriet Coles
Traduction de Sylvette Gleize

L'internationalisation de la Toile va faire exploser les besoins

CEUX qui craignaient qu'Internet ne soit qu'un instrument de colonisation linguistique et culturelle entre les mains des Etats-Unis se trompaient. Près de 200 pays sont aujourd'hui représentés sur la Toile d'Internet. Et les pays de langue anglaise *ne possédaient plus*, en janvier 1997, que 70 % des sites d'Internet alors que quelques mois auparavant ils régnaient sur 90 %. Trois groupes de langues prennent une importance croissante : le germanique (allemand, néerlandais et langues du nord de l'Europe) atteint *environ 11 %, devant le roman* (français, espagnol, portugais et italien) avec 9 % et le japonais (5 %). Les langues du reste du monde ne sont présentes que sur 5 % des sites d'Internet.

Même *si* ces chiffres ne sont qu'indicatifs et qu'ils évoluent de *mois en mois, ils indiquent* une nette tendance à la diversification linguistique du réseau. La présence, même symbolique, de pays modestes comme l'Erythrée, le Lesotho, les îles Féroe et Fidji, le Botswana ou l'Albanie atteste la mondialisation de fait d'Internet. La place occupée par d'autres nations, comme la Chine, l'Inde ou l'Indonésie, reste très mineure. Mais la taille de leur population les propulsera inévitablement aux premiers rangs. L'anglais ne pourra plus alors prétendre jouer le rôle d'espéranto d'Internet.

Bien avant que les *internautes* ne rencontrent les 2 000 à 3 000 langues parlées dans le monde, la question de la compréhension du contenu des sites en langues étrangères deviendra essentielle. Comment éviter que le cyberespace ne se transforme en une *gigantesque tour de Babel ? Pour* favoriser l'accès à un nombre croissant de cultures, l'un des principaux apports potentiels d'Internet, le recours à la traduction automatique semble incontournable. Même si, aujourd'hui, cette dernière balbutie encore, l'importance considérable du nouveau besoin qui *apparaît* devrait catalyser les efforts de recherche et les initiatives industrielles. Profitant de la croissance rapide des performances de la micro-informatique, on peut imaginer que cette fonction s'intégrera aux logiciels de navigation.

A terme, la traduction automatique traitera sans doute les textes de façon quasiment insensible. Au lieu de s'afficher à l'écran dans leur langue d'origine, ils seront traduits à la volée pour apparaître dans celle de l'internaute, ralentissant à peine *la transmission des documents*. Science-fiction ? Les premiers outils présents sur la Toile semblent indiquer *le contraire*. Systran propose l'un des plus avancés.

DEVINER LE SENS

Depuis l'an dernier, l'entreprise *propose le premier service de traduction* en ligne des pages de la Toile d'Internet. Sur son site, tous les internautes peuvent tester sa technologie. Il suffit d'indiquer l'adresse d'une page de la Toile et le couple de traduction désiré pour que, quelques minutes plus tard, le *résultat s'affiche... Systran propose* aujourd'hui cette opération dans les deux sens pour l'anglais et le français, l'allemand, l'italien, le portugais et l'espagnol ainsi que le russe vers l'anglais. Le résultat ? Il est fourni en respectant la mise en page originale. Les publicités et les images sont reproduites à l'identique. Quant au texte, sa traduction laisse encore largement à désirer. Certaines erreurs laissent perplexe. L'expression World Wide Web, la Toile d'Internet, est traduite par « *L'enchaînement mondial* »...

En revanche, le sujet du texte apparaît clairement et son contenu, même s'il faut deviner le sens de certains passages, est suffisamment compréhensible pour être exploité. Bien entendu, lorsqu'on connaît les deux langues, le résultat peut décevoir. Mais face à une page de russe, cette tentative n'a pas de prix. On passe de l'incompréhension absolue au sens général. Cela peut suffire, car un texte identifié comme important peut ensuite être confié à un *traducteur professionnel pour être* approfondi. En offrant la possibilité de tester gratuitement son produit, pour des textes de taille inférieure à 10 000 octets, Systran concrétise les espoirs que l'on peut mettre dans la traduction automatique. L'entreprise belge Lernout & Hauspie (L&H), spécialiste des technologies vocales, s'intéresse également à ce nouveau marché. Elle a annoncé, en mars, qu'elle se lançait dans la traduction multilingue sur Internet. *Suite à un accord conclu* avec un fonds d'investissement privé, L&H a remporté un contrat de 35 millions de dollars (200 millions de dollars) pour développer des services de traduction sur Internet. L&H envisage de coupler son outil de traduction à un moteur de recherche d'information sur la Toile.

Une requête rédigée en allemand pourra être transformée en anglais. Le résultat de l'interrogation serait ensuite traduit de l'anglais vers l'allemand avant de s'afficher *sur* l'écran de l'internaute germanique. La barrière linguistique deviendra alors transparente.

Michel Alberganti

Deux modèles

Les systèmes de traduction automatique font appel à deux modèles principaux, parfois combinés. Les uns comportent trois étapes. D'abord, une analyse produisant une représentation lexicale, syntaxique et sémantique du texte source. Ensuite, un transfert, c'est-à-dire une transformation en une représentation du texte cible calquée sur la structure de la précédente. Enfin, une génération du texte cible. *C'est cette méthode que développe notamment IBM*, depuis dix ans, dans son centre de recherche de Yorktown. Les autres ne comportent que deux phases : une analyse produisant une représentation du texte source dans un « langage pivot » théoriquement indépendant de toute langue, puis la génération du texte cible. Cette deuxième approche est à priori mieux adaptée à des traductions multilingues. Mais elle est aussi plus complexe, parce que fondée sur des représentations plus abstraites du langage humain.

★ Page réalisée par les rédactions du *Monde* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction : Sylvette Gleize.

Un peu plus de soleil

UNE DÉPRESSION centrée sur les îles Britanniques maintient son influence sur nos régions. Elle entraîne une perturbation qui aborde l'ouest de la France dans la matinée de samedi. Celle-ci amènera encore quelques pluies et de nombreux nuages. Les températures remonteront légèrement.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Les pluies aborderont l'ensemble des régions dans la matinée. Le ciel restera chargé, mais les pluies s'interrompront dans l'après-midi. Le vent soufflera assez fort sur les côtes de la Manche. Les températures ne dépasseront pas 13 degrés le long des côtes, et 15 à l'intérieur des terres.

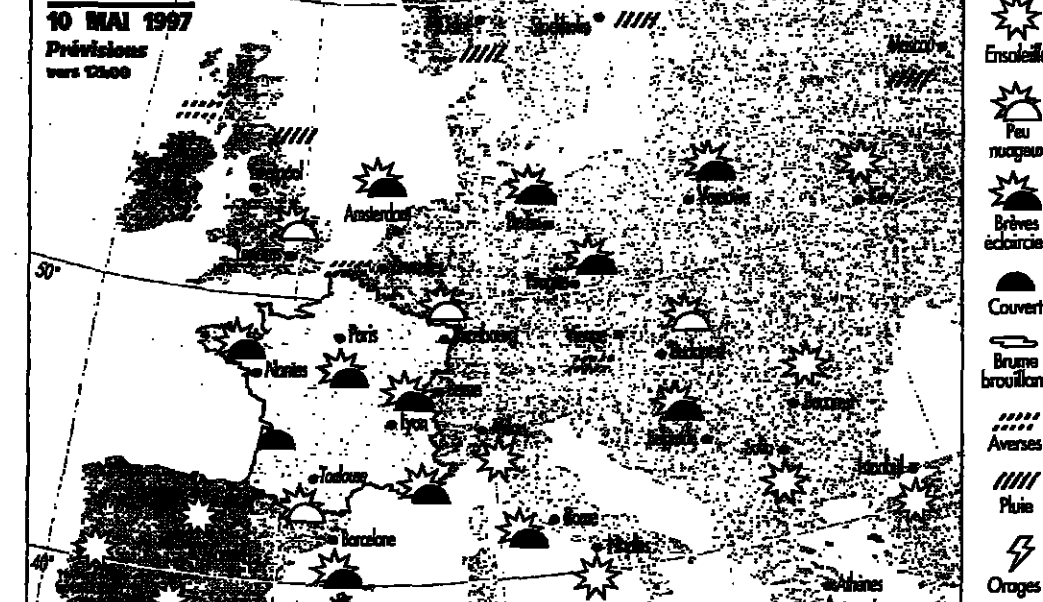
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – La matinée sera partagée entre nuages et soleil. Des pluies se généraliseront dans l'après-midi. Les températures atteindront 14 à 17 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – Les passages nuageux n'empêcheront pas de belles périodes ensoleillées, en particulier sur l'Alsace. Les températures frôleront les 16 à 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Les pluies arriveront en matinée du Bordelais au Poitou-Charentes. Ailleurs, le temps sera agréable malgré quelques passages nuageux. Températures en hausse avec 18 à 20, et des pointes à 22 aux pieds des Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Excepté sur le Limousin où la journée sera pluvieuse, le temps sera agréable. Le ciel deviendra cependant de plus en plus nuageux au fil des heures. Un léger vent de sud remontera la vallée du Rhône avec des pointes à 50 km/h. Il amènera un air plus chaud d'une température de 18 à 20.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – La journée sera bien ensoleillée. Les températures grimperont rapidement. Elles atteindront 18 à 21 au meilleur de la journée.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **SÉCURITÉ.** Les compagnies aériennes américaines testent sur leurs vols intérieurs, depuis mardi et pour environ deux semaines, une procédure visant à s'assurer que tous les passagers ayant enregistré des bagages ont bien pris l'avion, afin d'éviter que des terroristes ne tentent de déposer une bombe dans un bagage non accompagné. Cette procédure risque d'entrainer des retards car, en l'absence d'un passager, il faut extraire son bagage de la soute, ce qui perturbe les décollages et les atterrissages. – *(Reuter.)*

■ **CHANGE.** United Airlines offre aux passagers de ses vols transatlantiques rentrant des Etats-Unis la possibilité de faire don de leur petite monnaie, qui ne peut être changée en francs, à l'association Habitat for Humanity, une assocation à but non lucratif construisant des logements pour les personnes démunies.

PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/29 C	KIEV	13/22 S	VENISE	13/17 S	LE CAIRE	20/35 S
				POINTE-A-PIT.	23/31 S	LISBONNE	13/20 S	VIENNE	9/18 P	MARRAKECH	13/22 S
				ST-DENIS-RÉ.	20/24 C	LIVERPOOL	8/11 P	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/20 P
				EUROPE		LONDRES	9/15 S	BRASILIA	13/24 S	PRETORIA	6/20 S
				AMSTERDAM	8/14 N	LUXEMBOURG	9/15 N	BUENOS AIR.	17/25 S	RABAT	13/22 S
FRANCE métropole		NANCY	6/15 N	ATHENES	15/21 S	MADRID	11/22 S	CARACAS	25/27 P	TUNIS	14/25 S
AJACCIO	8/19 S	NANTES	7/15 P	BARCELONE	15/21 N	MILAN	12/21 S	CHICAGO	6/15 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	9/18 S	NICE	11/19 S	BELFAST	7/11 P	MOSCOU	11/22 P	LIMA	19/26 S	BANGKOK	29/35 P
BORDEAUX	9/19 C	PARIS	6/15 N	BELGRADE	9/22 N	MUNICH	6/18 N	LOS ANGELES	17/25 S	BOMBAY	26/33 S
BOURGES	6/16 N	PAU	7/19 S	BERLIN	8/17 N	NAPLES	12/20 S	MEXICO	14/20 P	DJAKARTA	26/30 C
BREST	8/13 N	PERPIGNAN	11/20 S	BERNE	6/16 N	OSLO	5/8 P	MONTREAL	5/12 S	DUBAI	22/32 S
CAEN	9/13 P	RENNES	8/16 N	BRUXELLES	9/15 P	PALMA DE M.	13/22 S	NEW YORK	13/17 S	HANOI	26/30 P
CHERBOURG	7/13 P	ST-ETIENNE	5/18 N	BUCAREST	11/25 S	PRAGUE	6/15 N	SAN FRANCS.	14/22 S	HONGKONG	24/27 P
CLERMONT-F.	5/18 C	STRASBOURG	7/17 N	BUDAPEST	11/20 S	ROME	12/19 N	SANTIAGO/CHI	6/22 C	JERUSALEM	19/30 S
DIJON	6/16 N	TOULOUSE	8/20 N	COPENHAGUE	6/13 C	SEVILLE	12/27 S	TORONTO	6/11 C	NEW DEHLI	20/35 S
GRENOBLE	7/20 S	TOURS	6/15 P	DUBLIN	6/11 P	SOFIA	9/22 S	WASHINGTON	11/17 S	PEKIN	15/25 S
LILLE	6/13 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	9/17 P	ST-PETERSB.	10/15 P	**AFRIQUE**		SEOUL	15/23 S
LIMOGES	6/15 N	CAYENNE	24/28 P	GENEVE	8/17 N	STOCKHOLM	6/12 P	ALGER	15/27 S	SINGAPOUR	27/32 P
LYON	8/19 S	FORT-DE-FR.	24/29 S	HELSINKI	5/10 P	TENERIFE	12/19 S	DAKAR	21/27 S	SYDNEY	11/17 P
MARSEILLE	11/20 S	NOUMEA	21/25 S	ISTANBUL	14/19 S	VARSOVIE	8/17 N	KINSHASA	23/30 P	TOKYO	12/24 S

Situation le 9 mai à 0 heure TU

Prévisions pour le 11 mai à 0 heure TU

TECHNOLOGIE

La montée en puissance des micro-ordinateurs portables

Parallèlement, les PC à moins de 6 000 F, qui bénéficient de l'amélioration des performances des composants, accroissent fortement leur part du marché domestique

SAN FRANCISCO
correspondance

Si l'évolution de l'informatique n'était qu'affaire de technologie, elle serait relativement facile à prévoir. Or, sur cent produits intéressants, seuls quelques-uns seront réellement développés. Les goûts du public y sont pour quelque chose. Les choix financiers des entrepreneurs aussi. Ils sont parfois contradictoires. Ainsi, l'ordinateur bon marché qui fait rêver les consommateurs n'est-il pas du goût des fabricants.

Un des repères utilisés par les spécialistes pour s'y retrouver dans ce paysage tourmenté est la courbe des ventes, notamment sur le marché américain, qui reste l'élément moteur. Au premier trimestre 1997, l'augmentation des ventes de PC se situe entre 15 % et 20 % par rapport à la même période de l'an dernier, estiment respectivement deux des entreprises les plus sérieuses, International Data Corporation et Data Quest Inc.. Chiffres d'autant plus surprenants que c'est la période de l'année traditionnellement la plus mauvaise.

La mise sur le marché des nouveaux *Pentiums MMX* dopés pour le multimédia a contribué à cette croissance. Mais l'élément déterminant est la mise en circulation d'ordinateurs à moins de 1 000 dollars (moins de 6 000 francs). Une étude réalisée par Computer Intelligence révèle qu'en février la part du marché de ces PC a quadruplé par rapport à l'an dernier, alors que celle des machines vendues plus de 1 500 dollars a chuté de 28 %.

Les fabricants semblent enfin admettre que la réduction du coût des microprocesseurs et l'amélioration de leurs performances peut permettre de vendre des machines moins chères et non pas plus puissantes (à un prix qui ne varie guère). Compaq a sorti son Presario 21100 pour 999 dollars, sans écran. Packard Bell et Monorail PC offrent des machines complètes pour moins de 1 000 dollars avec des microprocesseurs allant jusqu'à 133 mégahertz.

Cette reprise des ventes s'accompagne d'une ouverture prometteuse du marché à de nouveaux secteurs. Certains analystes attribuaient le ralentissement de la croissance enregistré l'an dernier au fait que 40 % environ des foyers sont informatisés et que les autres ne le sont pas pour des motifs largement économiques. Alors comment s'expliquer la réticence des fabricants à baisser leurs prix ? Pour la simple raison que leurs marges de manœuvre sur ces machines sont de l'ordre de 10 %, c'est-à-dire la moitié de ce qu'elles obtiennent en vendant des machines plus chères. Beaucoup d'entre eux pensent en outre que ces ventes se font au détriment des machines haut de gamme.

Apparent paradoxe, les statistiques montrent en même temps une très nette poussée des micro-ordinateurs portables (laptops), qui demeurent plus chers que les machines de bureau. Mais leur prix a baissé plus vite que celui des PC au cours des derniers mois et, comme ils sont aussi puissants et transportables ils peuvent, dans certains cas, permettre une réduction des investissements.

On remarque l'apparition d'une nouvelle catégorie de portables aux fonctions simplifiées, aussi légers à l'épaule qu'au portefeuille. Normalement conçus pour les écoliers, ils pèsent autour de 1 kg et coûtent moins de 300 dollars, mais commencent à être découverts par certains adultes qui s'en servent pour prendre des notes (certains voyageurs notamment). Délaissé par les grands, ce marché est une aubaine pour les autres, Perfect Solutions Software, par exemple, avec son Laser PC 5 (légèrement plus de 1 kg et 290 dollars) ou Intelligent Peripheral Devices avec son AlphaSmart Pro (moins de 1 kg, 249 dollars). Apple est de la partie avec son eMate 300 (750 dollars) spécialement conçu pour les écoliers sur la base de la technologie du Newton.

Il ne semble pas y avoir de limites à ce que ces petits monstres peuvent faire. Le Tekra 740 CDT de Toshiba, par exemple, est doté d'un écran de 133 pouces. Il permet aux hommes d'affaire de participer à des visioconférences grâce à une minicaméra fixée au sommet de l'écran. La configuration la moins chère débute à 6 500 dollars.

Francis Pisani

Objets de toutes les convoitises

L'augmentation des ventes de portables révèle un véritable glissement social dans la mesure où ces machines contribuent à l'informatisation d'un nombre croissant d'activités. Ils sont en train de devenir l'arme de choix de l'armée, l'outil de travail préféré de la police et l'Université de Wake Forest en Caroline du Nord a innové ces derniers temps en les distribuant à ses 900 nouveaux venus pour qu'ils s'en servent aussi bien pour prendre des notes que pour rédiger leurs travaux. Dans la Silicon Valley, on s'en sert pour prendre des notes dans les réunions, pour rédiger son courrier électronique dans l'avion et même, tout en conduisant sur l'autoroute, pour vérifier un numéro de téléphone avant de le composer sur son cellulaire.

Conséquence inattendue de cette évolution : 265 000 portables ont *été volés l'an dernier aux États-Unis*. Le rapport encombrement-valeur est un des plus favorables. C'est aussi une merveilleuse occasion de faire de l'espionnage industriel dans la mesure où hommes d'affaires et ingénieurs ont tendance à leur confier l'essentiel, les dossiers brûlants, les affaires qu'ils sont en train de négocier, les projets en voie de finition, sans oublier les mots de passe permettant d'accéder aux grosses machines de leurs compagnies.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97093

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II							■					
III										■		
IV			■		■							
V		■						■				
VI									■		■	
VII					■		■					
VIII				■						■		
IX						■						
X												

HORIZONTALEMENT

I. *Son cours influe sur les affaires européennes.* – II. Recouvrir d'un voile. Une idée qui n'est souvent qu'un caprice. – III. Grand pourvoyeur de maladies. En Champagne. – IV. Mis en boîte. Saint sur la Somme. – V. La fête au village, à la mode partout ailleurs. Pleine quand elle est bien faite. – VI. En difficulté pour faire un choix. – VII. En pied de colonne. Pris en considération. – VIII. Au large. Un appel qui se veut discret. Personnel. – IX. Bien situées. Le dessus du panier. – X. Capables de nous donner un bon coup de fouet.

VERTICALEMENT

1. *Ne circule plus.* – 2. *Bouleversement interne.* Dans les airs américains, dans les eaux européennes. – 3. Roi grâce à Alfred. Musicien bricoleur. – 4. Foulard de soie sauvage. Fin d'infinitif. – 5. Protège la table. A l'arrière d'une grosse cylindrée. Joue souvent au Parc. – 6. Des pèlerins qui font des ravages. – 7. Interroge. Fait le ménage chez les poulets. – 8. Peut nous représenter. Fit irruption. – 9. Changent d'emballage. Bouclier international. – 10. En marge, c'est moyen. Protège l'oursin. Deux fois en tête. – 11. Prenait du plaisir. Plus intime si elle est petite. – 12. Défendent les interventions dans les affaires économiques.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97092

HORIZONTALEMENT

I. Contre-emploi. – II. Opéra. Noroît. – III. Rutilante. Si. – IV. PS. Plie. Tain. – V. Faisan. Ive. – VI. Raire. Damner. – VII. Abat. Cépée. – VIII. Bise. PR. On. – IX. Ill. Adjacent. – X. Fleurettiste.

VERTICALEMENT

1. Corporatif. – 2. Opus. AB. Ll. – 3. Net. Fiable. – 4 Triparti. – 5. Rallié. Sar. – 6. Aïs. Cède. – 7. Ennéade. JT. – 8. Mot. Nappât. – 9. Prêt. Merci. – 10. Lô. Aine. Es. – 11. Oisive. Ont. – 12. *Itinérante.*

PHILATÉLIE

Combattants français en Afrique du Nord 1952-1962

LA POSTE mettra en vente générale, lundi 12 mai, un timbre à 3 F dont la légende « Hommage aux combattants français en Afrique du Nord 1952-1962 », mûrement pesée, ne fait pas directement référence au 35ᵉ anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie.

Près de trois millions de Français ont participé aux combats en Afrique du Nord durant cette période.

Trente mille y ont trouvé la mort, autant en sont revenus blessés ou malades, après une moyenne de dix-huit mois passés sous l'uniforme.

Par ailleurs, un million de personnes devraient être concernées par la création de la médaille d'Afrique du Nord, attribuée pour « *services rendus à la Nation par les militaires et les civils ayant participé aux opérations d'Afrique du Nord* ».

Le timbre, au format horizontal 36 × 22 mm, dessiné par Aurélie Baras (d'après une photo ECPA/SIRPA), est imprimé en offset en feuilles de cinquante.

P. J.

★ Vente anticipée « premier jour » les 10 et 11 mai, à Paris, au ministère des anciens combattants et victimes de guerre, 37, rue de Bellechasse, 7ᵉ.

★ Souvenirs philatéliques : Club philatélique FNACA, 37, rue des Gâtines, 75973 Paris Cedex 20.

EN FILIGRANE

■ **En tram et à bicyclette.** Samedi 17 mai, lors de la Semaine de la lettre, la première liaison postale par bicyclette et tramway aura lieu entre Haubourdin, Marquette-lez-Lille et Wambrechies (Nord), soit une dizaine de kilomètres à deux roues et deux kilomètres en tramway, peint aux couleurs de La Poste. Un prêt-à-poster souvenir au type *Marianne*, repiqué d'un tramway, sera vendu 4 F. Renseignements : Luc Delporte, bureau de poste d'Haubourdin, 59320 Haubourdin (prévoir une enveloppe affranchie pour le retour des exemplaires commandés neufs ou une étiquette à l'adresse du destinataire pour un retour oblitéré au départ d'Haubourdin, avec griffe commémorative, cachets de transit à Marquette et d'arrivée à Wambrechies).

■ **Ventes.** Exceptionnelle vente à prix nets Behr (26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris) de près de 3 000 lots. En vedette, un bel ensemble de timbres américains en blocs de quatre, variétés « centre renversé » : le 24 c *Jenny* de 1918 et les deux valeurs de la série « Pan American Exhibition 1901 » de Buffalo, le 2 c carmin et noir *Fast Express* et le 4 c brun et noir, la pièce la plus ancienne et la plus rare de la thématique automobile. Vente à prix nets La Poste aux lettres (17, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 Paris) de mai : 1 000 lots de marcophilie française dont des marques de port payé avec numéro de département et oblitérations du Puy-de-Dôme.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Gérard Morax
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE

CANNES 97 **Abel Ferrara a raté l'avion qui devait l'amener de New York, cependant qu'à Cannes Béatrice Dalle s'est endormie profondément dans sa chambre d'hôtel à l'heure de son rendez-vous avec « Le Monde ». Ça peut arriver... Rien de spécial à noter en revanche à propos du sage mannequin-vedette Claudia Schiffer et de Matthew Modine, les autres interprètes de « The Blackout », qui devait être présenté ce vendredi (hors compétition). Les amateurs de Ferrara comptent sur le cinéma explosé de l'auteur de « Bad Lieutenant » pour animer un début de festival assez morne, malgré les avis fortement divergents sur le Luc Besson. *L'affaire du petit documentaire en faveur des sans-papiers n'est toujours pas réglée*, Jacques Chirac ne se rendra qu'une demi-journée à Cannes, le jour des célébrations du cinquantième anniversaire, dimanche 11 mai. On y attendra aussi le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, si sa blessure le lui permet. Et c'est le film de Robert Guediguian, « Marius et Jeannette », dans les quartiers nord de Marseille, qui a mérité la palme du jour.**

LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON



20 heures. La Strada

Une femme élégante, le soir venu, flâne sur la Croisette, comme surgie d'un film de Fellini.

VU

Le petit théâtre populaire de Robert Guediguian

Marius et Jeannette. Retrouvant « ses » personnages du quartier de l'Estaque, le cinéaste marseillais brosse une fable subtilement optimiste

SÉLECTION OFFICIELLE
UN CERTAIN REGARD
Film français de Robert Guediguian. Avec Ariane Ascaride, Gérard Meylan, Pascale Roberts, Jacques Boudet, Frédérique Bonnal, Jean-Pierre Darroussin. (1 h 42.)

« Un conte de l'Estaque » est-il précisé au générique d'ouverture. C'est dit ; mieux, c'est écrit : ce sera donc un conte. Pendant ce temps, à l'image, une mappemonde en plastique translucide vogue au fil de l'eau. Voici donc un film qui part d'un monde à la dérive et aboutit, puisqu'il s'agit d'un conte, à un pont. Là, trois couples enlacés s'éloigneront tandis qu'une voix « off », omnisciente et marseillaise, dira avec humour quel destin les attend au bout de cette fiction pas hollywoodienne pour un sou.

Pour joindre les deux bouts, il faut reprendre depuis le ballon, qui finit par arriver doucettement jusqu'à une cimenterie désaffectée de ce quartier nord de Marseille qu'on nomme l'Estaque. L'Estaque, Robert Guediguian y est né, et voici belle lurette qu'il filme ce microcosme populaire et ouvrier, où l'on venait jadis au communisme comme d'autres à l'Eglise. Entre ce monde qui surnage et ce pont humblement jeté vers tous les possibles, le film s'installe ici pour n'en plus bouger. Sans doute parce que, du monde, on ne parle jamais aussi bien que dans sa langue natale, et depuis un endroit qu'on connaît, fût-il inconnu du monde. Ce que fait très exactement Guediguian depuis *Dernier été* (1980), fidèle à sa ville, à sa famille, à ses techniciens et à ses acteurs.

L'immense avantage de cette obstination est qu'elle fait retentir dans le cinéma français un accent et une jubilation de la langue qu'on avait peu entendus depuis Pagnol, en même temps qu'elle y matérialise une présence de longue date fantomatique (en fait depuis que les frères Lumière ont filmé la « sortie » de leur usine) sur les écrans : celle de la classe ouvrière. C'est dire que le cinéma de Guediguian, quand bien même il aurait enregistré les désillusions des idéaux d'antan, demeure enraciné dans une culture politique autant que dans un terroir. Et quand un tel homme entreprend de filmer un « conte » marseillais, on ne sait trop qui, de Mistral ou de Marx, en est la véritable figure tutélaire.

LA PREMIÈRE INJURE

Ni l'un ni l'autre, peut-être, puisque c'est bien sur les ruines de l'exploitation à l'ancienne (la cimenterie désaffectée) que les deux personnages principaux, Marius et Jeannette, se rencontrent. Elle s'apprête à y voler deux pots de peinture, quand il surgit, un fusil à la main, pour l'en empêcher. La première injure qui claque – « *fasciste* » – résonne dans le film, pour paradoxal que cela puisse paraître, comme l'indication d'un changement d'époque. En d'autres temps, ces deux-là auraient appartenu à des camps différents. Ils sont aujourd'hui, malgré les apparences, du même bord. Lui, vigile inutile d'une entreprise qui ne fonctionne plus, faux boiteux (c'est ainsi qu'il s'est fait engager), grand brun costaud dont on ne sait quelles épreuves l'ont rendu si triste et taciturne.

Elle, deux fois mariée et deux fois esseulée, si forte en gueule et si sourcilleuse de sa dignité qu'elle ne conservera pas très longtemps, face à un chefaillon autoritaire, sa place de caissière de supermarché.

RÉSURRECTION

En somme, ils étaient faits pour se rencontrer, tous deux tordus par le travail, lui claudiquant, elle mal assise ; lui le prolétaire en combinaison rouge, elle l'ouvrière de bleu vêtue. C'est tout simple, comme Guediguian filme la résurrection de ces deux grands blessés à petites touches, avec une façon très personnelle de jouer des clichés et du sentimentalisme, sans toujours éviter les maladresses, mais pour mieux distiller, le plus souvent, l'authenticité d'une émotion pure.

Ce petit théâtre de l'espoir est installé dans une cour, celle de la maison où vivent Jeannette et ses deux enfants, où se retrouvent des couples amis et voisins. Caroline et Justin, deux vieux et tendres amants, Dédé et sa femme Monique, laquelle ne manque pas une occasion de lui rappeler qu'il a voté une fois Front national et que c'est une fois de trop. Scènes de genre, gags récurrents, notations d'émotion du coin de l'œil, moments volés à l'absurde et au quotidien semblent composer une chronique ensoleillée, c'est un drame qui se met en place tout à coup. Un drame, pas une tragédie.

Rien n'est perdu, rien n'est impossible, pas même une bagarre comme volée à une scène de western, pas même la mobilisation générale, décrétée par les femmes (ce sont les héroïnes du film), exécutée par les hommes en état d'ébriété mémorable. Pas même, surtout, que le jeu de silhouettes découpées à grands traits amicaux par le réalisateur finisse par se mettre en place, pour susciter une adhésion sans réserve, une attention précise aux gestes, aux corps et aux mots qui, sous l'apparente stylisation, respire à l'unisson de la vie elle-même.

Jacques Mandelbaum

COMMENTAIRE

PEUPLE DU NORD PEUPLE DU SUD

Deux points communs, et une différence notable, incitent à rapprocher les films de Robert Guediguian et de Gary Oldman, présentés le même jour dans deux sections du festival. Ils ont en commun de se passer entièrement dans des quartiers déshérités de grandes villes, tous leurs personnages étant issus de milieux populaires. « Issus », c'est une manière de parler puisqu'ils n'en sortiront pas ; ce n'est d'ailleurs l'ambition d'aucun d'eux. Les deux réalisateurs esquivent le piège sociologique : ni les protagonistes de *Marius et Jeannette* ni ceux de *Ne pas avaler* ne sont « statistiquement représentatifs ». Profondément ancrés dans une histoire, voire dans une généalogie, particulière et un territoire, ils existent par leur singularité (l'héritage communiste pour les Marseillais, l'atavisme de la délinquance chez les Londoniens) autant que par leur exemplarité.

Ce qui différencie ces films est le regard porté par Guediguian et Oldman : affaire de point de vue politique et affaire de style. Les deux réalisateurs racontent une histoire de famille sur fond de difficultés matérielles. Le premier bâtit un film solaire, où l'histoire (pas seulement celle des personnages) suit son cours, avance vers une situation qui sera, à la fin, différente de ce qu'elle était au début. Le second, sur un constat de totale impasse sociale, et malgré le regard chaleureux dont il est capable pour ses personnages, en est réduit à une spirale sans fin, passant et repassant par les mêmes étapes du malheur.

L'intérêt du rapprochement entre ces films tient à ce que la différence se joue moins sur deux points de vue idéologiques (optimiste et combatif au soleil de l'Estaque, nihiliste sous la pluie du *suburbs*) que sur l'effet de vérité cinématographique que ces deux approches entraînent. Alors que le plus « réaliste », c'est-à-dire le plus sinistre des deux, finit par apparaître comme un exercice de style à force de tourner en rond dans son enfer, c'est le petit théâtre de Guediguian, sous les auspices de Pagnol, de Renoir et de Becker, qui invente à partir d'une mise en scène explicite, flirtant parfois avec l'art naïf, les points de contacts les plus convaincants et les plus émouvants avec la réalité.

Jean-Michel Frodon

Le quatuor enchaîné de Gary Oldman

Ne pas avaler. L'acteur, qui débute dans la réalisation, raconte la misère de la classe ouvrière dans le Londres des années 60

SÉLECTION OFFICIELLE
EN COMPÉTITION
Film anglais de Gary Oldman. Avec Ray Winstone, Charlie Creed-Miles, Laila Morse, Kathy Burke. (1 h 50.)

Il y a un rôle de Gary Oldman plus marquant que les autres, c'est sa brève apparition dans *JFK*, d'Oliver Stone, en Lee Harvey Oswald. Presque évanescent, très énigmatique, l'habit du meurtrier célèbre qu'il endossait pour l'occasion lui allait à ravir : Gary Oldman a toujours été l'homme sur qui l'on n'en sait jamais assez. C'est dire si ses débuts dans la réalisation avec *Ne pas avaler*, un film sur son enfance dans le sud de Londres était attendu. Au bout de deux heures on en sait sans doute plus sur lui, mais le mystère ne s'est pas dissipé, il a simplement perdu tout intérêt. Gary Oldman est un sphinx à qui l'on n'a plus envie de poser de questions.

Une telle absence de curiosité est suscitée par un film manifestement autobiographique, mais qui souffre d'un clair déficit d'intimité. Gary Oldman parle de lui, mais lorsqu'il filme les siens, il le fait avec le regard d'un autre, dans un style qui n'est pas le sien.

CAMÉRA À L'ÉPAULE

On a l'impression d'avoir déjà vu *Ne pas avaler* chez le Ken Loach de *Ladybird*, dans le *David Copperfield* de David Lean, encore plus dans *Meurtre d'un bookmaker chinois*, de John Cassavetes. On retrouve chez Oldman cette même ambiance blafarde et le style caméra à l'épaule, oscillant entre des rues glauques et des boîtes de nuit. Mais, là où Cassavetes bâtirait un Londres indifférencié semblable à n'importe quel autre endroit, Oldman fournit au contraire de gros efforts pour inscrire clairement la ville dans une époque, les années 60, en lui donnant la coloration sombre indispensable qui permettra au spectateur de prendre la mesure de la misère de la classe ouvrière anglaise à cette époque.

Il n'y a pourtant rien à redire sur la sincérité et l'authenticité du regard d'Oldman sur les quatre personnages principaux de son film : Ray, un père de famille alcoolique qui martyrise sa femme sous les yeux de sa petite fille ; Val, son épouse, qui supporte stoïquement les humeurs de son cerbère ; Janet, sa mère, et Billy son petit-fils, dont l'existence se réduit à des manœuvres minables pour trouver de quoi s'acheter son héroïne.

LE BIEN ET LE MAL

Oldman fait parfois une utilisation remarquable de ce quatuor infernal, en montrant à la fois combien ils sont liés et à quel point il serait préférable pour eux d'être dissociés.

Difficile de ne pas frémir lorsque Ray, en culottes courtes et le ventre ballonné, frappe sa femme à mort après l'avoir vu discuter avec un inconnu dans un pub, ou quand cette dernière, à moitié défigurée, préfère mentir à sa mère sur l'origine de ses coups, et se rend à l'hôpital sous un nom d'emprunt plutôt que de courir le risque de se faire encore taper dessus. La même misère est encore plus perceptible dans les demandes pressantes de Billy, réduit à quémander à sa grand-mère les quelques sous qui lui restent pour s'acheter sa dose habituelle.

Si cette description de la misère ordinaire fonctionne si bien, c'est parce qu'Oldman a su s'affranchir de l'habituelle frontière entre le bien et le mal. L'alcool qui ronge Ray et l'héroïne qui liquéfie peu à peu Billy ne sont pas décrits comme des vices, encore moins comme une malédiction adressée spécialement à la classe ouvrière, mais comme un simple mal que les deux protagonistes n'ont pas vu arriver et dont ils se débarrasseraient s'ils en percevaient la gravité.

Certaines scènes réussies ne font pas un film ; un scénario assez pauvre, un style qui se cherche, entre une approche documentaire et un univers cassavétien, ne suffisent pas à faire de *Ne pas avaler* autre chose qu'un film intéressant. Personne n'ira contester à Gary Oldman le droit de raconter sa vie, mais, sans moyen original de la filmer, et donc de la singulariser, celle-ci encourt fatalement le risque de tomber dans l'ordinaire.

Samuel Blumenfeld

TROIS QUESTIONS À JOHN TRAVOLTA

1 Vous partagez avec Sean Penn et Robin Wright l'affiche de « She's So Lovely », de Nick Cassavetes, d'après un scénario de son père, John, dont vous vous dites depuis toujours un fan inconditionnel

Husbands et *Opening Night* comptent parmi mes films favoris, mais celui que je préfère, c'est *Une femme sous influence*. Tous traduisent avec acuité, et chaleur, une réalité que je trouve aussi captivante que celle que je découvrais, adolescent, dans les films de Fellini et de Bergman.

2 Sean Penn a un avantage sur vous : il a, lui, une scène avec Gena Rowlands

C'est vrai ! L'intrigue l'exigeait. On s'est contorsionnés dans tous les sens, impossible d'imaginer une scène entre Gena et moi. Mais ce n'est que partie remise.

3 Dans « She's So Lovely », vous n'arrivez qu'au troisième acte. Dans « Mad City », de Costa Gavras, qui a failli être à Cannes, vous laissez le rôle principal à Dustin Hoffman. Pourquoi tant de discrétion ?

Tout simplement parce que ces personnages sont plus riches que bien d'autres que j'ai joués « en vedette ». C'est une des leçons que j'ai retenues de *Pulp Fiction*. Vous croyez vraiment que je vais laisser passer l'occasion de tourner avec Dustin Hoffman et Costa Gavras, ou avec Sean Penn et Robin Wright sur un scénario de John Cassavetes ? Ce genre d'opportunité est trop rare pour l'écraser imbécilement.



La danse du spectre

Michael Jackson lance sa tournée mondiale en présentant « Ghosts »

ARRIVÉ, jeudi 8 mai, sur la Croisette, Michael Jackson était-il seulement là ? Pour les fans qui faisaient le siège de sa chambre du Carlton où il était supposé occuper une petite tourelle à 18 000 francs la nuit, la présence du chanteur ne faisait aucun doute. Quelqu'un aurait clairement aperçu sa main délavée, recouverte d'un gant noir transparent, refermer le rideau d'une de ses fenêtres. Le soir, le chanteur faisait sa véritable apparition, dans un long clip de quarante minutes réalisé par Stan Winston, au titre bienvenu de *Ghosts*, avant de se montrer sur les marches du palais, à la séance de minuit, devant une nuée d'admirateurs hurlant « *We Love you Michael* ». D'autres, plus organisés étaient même allés jusqu'à brandir un poster géant de la couverture de *Paris Match* où la star tient son bébé.

En quarante minutes, *Ghosts* en dit plus sur Michael Jackson que n'importe quel reportage. A part son récent statut de père, la star s'est récemment distinguée par un procès intenté à un cinéaste qui avait intitulé son futur long-métrage *Man in the mirror*, titre d'une chanson que Jackson considère comme sa plus autobiographique. Il y expliquait, entre autres, qu'il n'était pas celui qu'on croit. Il faut le prendre au mot. Dans *Ghosts*, Michael Jackson est tour à tour un spectre, un squelette, une statue de sable, une créature difforme qui se transforme en courant d'air, un monstre dont le corps éclate en morceaux. Autant de déclinaisons visant à nous faire croire qu'il n'a aucune consistance. Michael Jackson n'est rien.

Le film de Stan Winston est à peine plus consistant. La carrière cinématographique de Michael Jackson est un échec du début à la fin. De *Captain Eo*, de Francis Coppola, diffusé en exclusivité à Disneyland où le chanteur incarnait un extraterrestre entouré de peluches, à *Moonwalker* en 1988, où il était encore un extraterrestre, mais sans les peluches. Dans *Ghosts*, les peluches sont remplacées par des enfants, ébahis devant Michael, qu'ils prennent pour un dangereux marginal, un fantôme malfaisant, ou un quelconque croque-mitaine. Ce dernier, avec quelques pas de danse dont il a le secret, finira par se réconcilier avec eux. A l'image du costume d'Halloween qu'il revêt au début du film, Jackson leur montre à quel point le fameux *Man in the mirror* n'est qu'un reflet. Il n'y a donc pas de secret derrière la porte. Ni derrière celle de sa suite du Carlton, ni derrière les barbelés de Neverneverland, sa résidence aux Etats-Unis dont le nom n'a jamais paru aussi pertinent.

Dans ce film sans histoire, sans acteur, presque sans musique, seul le dossier de presse a vraiment de la consistance

Encore plus surprenant est la présence marginale de la musique dans ce qui est supposé être un long clip destiné à lancer la sortie du nouvel album de Jackson, *Blood on the Dance Floor*, qui sera accompagné par une tournée mondiale de la star dès la fin du printemps. Pourtant, une telle absence ne semblait gêner personne dans la salle du palais. Michael Jackson y était présent. Il s'est même levé, tel un vieux dictateur mourant venu faire un signe de la main. Mais personne ne s'est vraiment ému d'un tel geste. Sur le dossier de presse de *Ghosts* est écrit « édition limitée à 4 000 exemplaires ». Dans ce film sans histoire, sans acteur, presque sans musique, seul le dossier de presse avait vraiment de la consistance.

S. Bd

KIOSQUE

SCREEN INTERNATIONAL

■ *Le Cinquième Elément* a l'ambition de séduire les Etats-Unis. Mais les critiques de la presse spécialisée d'outre-Atlantique n'ont pas épargné le film de Luc Besson. Le journal professionnel *Screen International* écrit que « *la tentative du Français Luc Besson en direction du film à grand spectacle de science-fiction débouche sur un sentiment de déjà-vu.* Star Wars, Stargate, Star Trek, *Star-ce-que-vous-voulez sont les références d'un film spectaculairement dépourvu d'originalité et de subtilité. L'habileté du metteur en scène français assurera sans doute le succès du film à l'intérieur des frontières françaises, mais son destin international est suspendu à l'attitude d'un public dont il reste à savoir s'il est repu ou stimulé après* Mars attacks ! *et les revivals de* La Guerre des étoiles *(...) Le mélange des genres, les effets spéciaux, le pan-pan boum-boum lié à un manque d'exigence intellectuelle peut en faire un produit bien adapté à sa cible jeune public. Des esprits plus mûrs se languiront d'un beau et tranquille Eric Rohmer* ».

VARIETY

■ De son côté, *Variety* compare le film à « *une salade d'éléments hétéroclites. (...) Le succès aux Etats-Unis promet d'être moyen, mais les perspectives à l'étranger sont meilleures car le nom de Besson est plus connu et pourrait masquer les faiblesses du scénario* ».

EN VUE SUR LA CROISETTE

■ Le court-métrage en faveur des sans-papiers devait être présenté avant tous les films français projetés à Cannes. Mais, après avoir donné son accord, le délégué général du Festival, **Gilles Jacob**, a souhaité limiter cette présentation à la seule séance d'ouverture d'Un certain regard. Les réalisateurs en compétition officielle, **Mathieu Kassovitz, Manuel Poirier** et **Philippe Harel**, ayant réaffirmé leur volonté que *Nous, sans-papiers de France* soit montré avant chaque projection de leurs films, les négociations ont repris. Les organisateurs du mouvement ont demandé à **Isabelle Adjani** d'intervenir en leur faveur.

■ Le romancier américain **Paul Auster**, membre du jury de ce cinquantième Festival de Cannes, va devenir réalisateur, après être venu au cinéma en écrivant *Smoke*. Ce premier film s'appellera *Lulu On the Bridge*. Auster en a écrit le scénario, l'histoire d'un saxophoniste de jazz dont l'existence bascule lorsqu'il est pris dans une fusillade et blessé. Produit par Peter Newman et Greg Johnson, *Lulu* a un budget de quelque 10 millions de dollars (environ 57 millions de francs).

■ **Le Grand Prix Cannes junior** décerné par des enfants depuis treize ans fera son entrée au palmarès officiel. Cannes junior avait primé notamment *Les dieux sont tombés sur la tête, Black Micmac* et *Microcosmos*. La sélection officielle comprend entre autres films *Les Secrets du cœur*, de l'Espagnol **Montxo Armendariz Barrios**, et *Le Cercle parfait*, du Bosniaque **Ademir Kenovic**.

D.R.

Deux orphelins et un poète assiégés

Le Cercle parfait. Ademir Kenovic filme des enfants ballottés par la guerre dans les décombres de Sarajevo meurtrie par les bombardements serbes

QUINZAINE DES RÉALISATEURS
Film franco-bosniaque d'Ademir Kenovic. Avec Mustafa Nadarevic, Almedin Leleta, Almir Podgorica. (1 h 50.)

La sélection du film d'Ademir Kenovic pour l'ouverture de la Quinzaine des réalisateurs ne pouvait procéder que d'une volonté forte : affirmer le pouvoir du cinéma de se greffer, à chaud, sur l'Histoire, d'utiliser les lieux encore meurtris d'une tragédie récente pour tenter d'en enregistrer les traces, mais aussi d'inventer de nouveaux récits.

Le Cercle parfait s'annonce comme le premier film bosniaque (il a toutefois bénéficié d'une coproduction française) tourné à Sarajevo depuis la fin de la guerre. C'est donc sur un théâtre urbain sculpté par cinq ans de siège que l'action prend place. L'intérêt du travail d'Ademir Kenovic réside dans la façon dont les décombres authentiques de la ville sont utilisés. Non comme simple décor, mais comme l'environnement qui va déterminer le comportement des personnages littéralement pris au piège.

L'INSOUCIANCE DE LEUR ÂGE

Après avoir échappé à un massacre – l'ouverture du film est d'une violence terrifiante –, deux jeunes orphelins, un gamin âgé de sept ans et un autre de neuf ans sourd et muet, se réfugient à Sarajevo, chez Hamza, un poète dont la femme et la fille ont été évacuées à la suite d'un bombardement. L'homme va très vite s'attacher aux enfants, qui lui compliqueront l'existence en adoptant un chien blessé, puis en ignorant, dans l'insouciance de leur âge, les diverses règles de sécurité nécessaires à la survie dans une cité assiégée. Un ultime bombardement va imposer l'urgence pour les gamins de fuir la ville et d'atteindre la frontière. Hamza prendra le risque de leur faire traverser les lignes serbes.

Les trois protagonistes du film seront ainsi, au cours de leur odyssée, à la fois témoins et acteurs d'une horreur où l'absurde se mêle au désespoir. Le cinéaste évite de façon habile le pathétique facile grâce, paradoxalement, aux personnages des enfants, à la fois inconscients et fragiles. Le petit sourd-muet, par exemple, exprime, quelles que soient les circonstances, une attitude opaque et butée, rétive à l'expression d'une quelconque émotion. Le gamin est d'ailleurs à l'origine d'une des séquences les plus fortes du film, digne de Samuel Fuller : occupé à pêcher des poissons dans une rivière, il est pris pour cible par des tireurs serbes mais n'entend pas, en raison de son infirmité, les balles siffler et frapper l'eau autour de lui.

Ademir Kenovic donne, avec *Le Cercle parfait*, une physionomie cinématographique à la guerre en ex-Yougoslavie et plus particulièrement au siège de la capitale bosniaque par les Serbes. L'ennemi n'a pas de visage, et la mort frappe aveuglément. La déraison de la situation produit parfois les comportements les plus extrêmes : un homme se suicide d'une balle dans la tête en pleine rue pendant que ses voisins s'opposent autour de la destruction d'un bouleau planté dans la cour de leur immeuble.

Avec ses paysages de tramways désaffectés et d'immeubles éventrés, son humanité transie de peur, Ademir Kenovic invente sous nos yeux une singulière figuration de la guerre, portée par le réalisme de son décor mais avec la conscience de créer, par la fiction, les conditions d'une reconstitution stylisée.

Jean-François Rauger

LES AUTRES FILMS

LE PRINCE DE HOMBOURG
SÉLECTION OFFICIELLE/COMPÉTITION. Film italien de Marco *Bellochio. Avec Andrea di Stefano, Borbora Bobulova, Toni Bertorelli.* (1 h 29.)

■ Adaptée d'une grande œuvre dramatique, la nouvelle réalisation de Marco Bellochio faisait espérer que l'auteur du *Saut dans le vide* rééditerait la réussite de sa transposition de la pièce de Pirandello *Henri IV*. Mais deux obstacles se dressent sur le chemin de cette mise en film respectueuse, quoique très condensée, du texte de Heinrich von Kleist : loin de susciter la fascination de tous, le Grand Electeur est prêt à revenir sur sa sentence ; la belle Natalia est amoureuse au point de se dresser contre les deux hommes qu'elle aime le plus (le Prince lui-même et son père) pour sauver le condamné ; les officiers sont près de se mutiner pour que leur héros soit épargné.

Le premier obstacle tient à l'interprète du rôle-titre. Si Toni Bertorelli est impressionnant dans le rôle complexe du souverain qui dit la loi dans toute sa rigueur sans omettre de faire la part des sentiments, Andrea di Stefano n'a pas l'aura nécessaire pour rendre crédible ce Hombourg qui devrait paraître comme un demi-dieu fascinant et fragile. Le second obstacle vient de la langue italienne, dont la musique est si éloignée des tonalités de cette partition majeure du romantisme allemand (Eric Rohmer, adaptant *La Marquise d'O* du même Kleist, avait tourné en allemand). Dès lors, Bellochio peut bien renouer adroitement avec ses propres méditations sur les illusions de la représentation à l'intérieur du songe du Prince. Construire en clairs-obscurs d'impressionnantes scénographies pour les rencontres successives des deux protagonistes masculins. Inventer des jeux d'optique qui, par le cadre et par le flou, cherchent à l'écran un équivalent du théâtre. *Le passage ne se fait pas, le cinéma ne retrouve ni ne dépasse les conventions de la scène, et ce Prince de Hombourg* reste un bel objet trop lointain. *J.-M. F.*



La doctoresse et l'empire des signes

J'ai horreur de l'amour. Laurence Ferreira Barbosa bâtit une critique du conformisme

CINÉMAS EN FRANCE
***Film français* de Laurence Ferreira Barbosa. Avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Chatelain, Laurent Lucas, Bruno Lochet. (2 h 10.)**

Qui a vu *Les gens normaux n'ont rien d'exceptionnel* (1993), le premier long-métrage de la réalisatrice inventant un itinéraire sensible et imprévu dans la « folie » de Valeria Bruni Tedeschi, sait déjà que Laurence Ferreira Barbosa possède cette élégance qui consiste à parler légèrement de choses graves. Cette qualité fait de son deuxième film, à la fois plus abouti et moins séducteur que le précédent, un objet très fragile. Le principal danger auquel, délibérément, il s'expose consiste à raconter une histoire dont on aurait quelque raison de se scandaliser pour peu qu'on la prenne au pied de la lettre.

Elle se résumerait ainsi : Anne Simonin (Jeanne Balibar), jeune médecin généraliste officiant à Paris, a pour patient deux hommes qui présentent une symptomatologie identique et que tout oppose pourtant. Cette maladie, c'est le sida, mais la grande différence entre Richard Piotr (Jean-Quentin Chatelain) et Laurent Blondel (Laurent Lucas), c'est que le premier entretient la conviction délirante qu'il en est atteint alors qu'il ne l'est pas, et que le second refuse d'admettre la maladie dont il est bel et bien victime.

Ce canevas symétrique contient le ressort principal du film qui, entre comédie et fable philosophique, ne va pas manquer d'ouvrager une broderie d'amour et de mort entremêlés. Délicat travail s'agissant d'une réalité telle que le sida, d'autant que la réalisatrice se permet une fin proprement rocambolesque, dont on ne sait trop si elle relève de la profession de foi ou de l'exigence romanesque.

Face à semblable entreprise, on aurait toutes les raisons du monde de stigmatiser une telle insouciance si l'on croyait vraiment que la problématique du film tient dans la gageure consistant à prouver que l'on peut rire du sida. Il n'en est *rien*, pour la bonne raison qu'il ne s'agit pas d'un film sur le sida, qui n'y joue qu'un rôle purement dramatique.

J'ai horreur de l'amour est bien plutôt un film sur les apparences, avec le sida dans le rôle du symptôme. Symptôme des rôles dans lesquels la société fige les personnages, symptôme de la peur de s'y dévoiler, de s'y rencontrer, de s'y aimer. A ce titre, la véritable question qu'il pose est : comment traverse-t-on les apparences ?

Les apparences d'une comédie pour mieux dépasser le thème apparent de la maladie

Apparences d'un Paris printanier où les soirées entre amis sont ennuyeuses à mourir, apparences d'une chanson dont le refrain enjoué contredit les paroles (*On s'est aimés comme on se quitte*, de Joe Dassin), apparences de tous ces personnages qui éprouvent leur fonction comme un carcan mélancolique (le médecin, le malade, le militant homosexuel...), et sont les uns vis-à-vis des autres comme d'impénétrables monades.

Nul hasard si Richard Piotr, acteur médiocre et « hypocondriaque persécuteur », finit par prendre en haine Annie Simonin, qu'il accuse de lui avoir transmis par négligence professionnelle le virus. Le seul véritable fléau du film, c'est lui. De plus en plus sombres au fur et à mesure que l'action progresse, sa mise et son discours traversent le film comme la mort symboliquement en marche : c'est sans doute un peu commode, mais cela fait tant de bien quand on s'en débarrasse.

Construite en scènes brèves qui composent autant de petits tableaux, la mise en scène prend les apprences d'une comédie pour mieux dépasser son thème apparent (la maladie), afin d'atteindre ses véritables et plus *vastes enjeux*.

Comme le suggèrent deux scènes insolites qui encadrent le film – une patiente se souvient au début d'un résistant abattu par les nazis au bas de son immeuble, tandis qu'une plaque commémorative sera apposée bien plus tard à sa mémoire –, ce film est à sa façon, qui ressemble au charme indécis de Jeanne Balibar, un modeste précis de résistance, à l'usage de notre temps.

J. M.

Guediguian

L'âge du modernisme à Berlin

130 artistes, plus de 400 œuvres, une exposition monstre qui permet de revisiter calmement les méandres de l'art du XXe siècle

Une grande exposition propose de suivre quatre pistes dans l'histoire de l'art contemporain du cubisme aux années 90. Quatre façons de lire de façon œcuménique l'art du XXe siècle avec ses contradictions, ses méandres, ses retournements. Elle tombe à point nommé pour faire la preuve que, loin d'être en phase terminale, comme certains se plaisent à le dire, l'art contemporain est aux mains d'artistes dont les forces créatrices sont vives. Seul regret : cette exposition, pour riche qu'elle soit, reste un peu trop sur les rails de l'Occident au lieu de s'ouvrir plus largement sur le monde.

DIE EPOCHE DER MODERNE – KUNST IM 20. JAHRHUNDERT. Martin-Gropius-Bau. Stresemannstrasse 110, 10963 Berlin. Tél. : (00) 030-25-48-67-14. De 10 heures à 20 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée 12 DM.

BERLIN
de notre envoyée spéciale

Nos voisins Allemands préfèrent prévenir que devoir guérir, se méfiant à juste titre des discours révisionnistes et de la terminologie négative dont les nostalgiques de l'art du passé taxent l'art contemporain. A preuve la grande exposition qui s'est ouverte le 7 mai au Martin-Gropius-Bau, à Berlin. Son titre annonce la couleur : l'optique du parcours dans l'art du XXe siècle est « *moderne* ».

Entendre par-là que l'exposition ne remet nullement en question l'apport des avant-gardes, la richesse et la dynamique des propositions les plus radicales, qu'elles soient utopiques, euphoriques, amusées, critiques, graves ou même désespérées. Qu'elles soient le fait des pionniers de la modernité : Picasso, Kandinsky, Malevitch, Mondrian ou Duchamp, des artistes des années 60 ou d'aujourd'hui. Conçue par Christos Joachimides et Norman Rosenthal, l'exposition propose aux visiteurs de suivre quatre pistes : Réalité-Déformation, Langage-Matière, Abstraction-Spiritualité, Rêve-Mythe. Quatre binômes qui permettent une lecture œcuménique de l'art du XXe siècle, d'en montrer les contradictions, les méandres, les retournements. Bref, la richesse novatrice de l'art depuis 1907, l'année de naissance du cubisme, jusqu'aux années 90 puisque – c'est le point de vue des commissaires – les artistes ont encore assez d'énergie *créatrice pour surprendre. Qu'on se le dise, au pays du doute où les* champions du retour à la tradition (mais laquelle ?) ont réussi à ébranler les esprits.

L'exposition a des vertus. Celles de casser une approche de l'art à travers les rivalités nationales, les notions d'école, de mouvement, de groupe, et de réduire les clivages *bien entretenus entre abstraction* et figuration. Elle admet Balthus et Mondrian, Malevitch et Nolde, Beuys et Lucian Freud. Elle réconcilie, réajuste, rend justice à des figures dont l'apport a été minimisé – on pense notamment à Chillida, qui trouve sa place près de Carl André, Donald Judd et Richard Serra. Elle intègre quelques considérations récentes, par exemple l'importance du portrait longtemps perçu comme une activité marginale et obsolète. Deux pleines salles de portraits de Kokoschka à Freud et Thomas Ruff en passant par Chirico et Frida Kahlo complètent la première section.

Nécessairement elliptique, elle *ne prend pourtant pas l'allure d'un* manuel d'initiation pour débutants. Et ce notamment grâce à un parcours construit de telle sorte que les quatre chapitres peuvent être considérés comme autonomes.

Au chapitre *Réalité-Déformation* : Picasso ouvre le bal avec une grande étude pour *Les Demoiselles d'Avignon*. Matisse, Braque, Delaunay, Boccioni et Balla, Kirchner, Nolde et Kokoschka, Léger, Chirico, Sironi.... Jusqu'à Baselitz, en passant par Giacometti, Fautrier, Dubuffet, De Kooning, Bacon et Freud, le visiteur, confronté à toutes sortes d'entorses aux apparences, est invité à y reconnaître les siens.

Magnifiquement introduite par les compositions VI et VII de Kandinsky, la séquence Abstraction-Spiritualité propose de revoir les toutes premières peintures suprématistes de Malevitch, le *Premier Disque* (1912) de Delaunay, des reliefs de Tatlin, des compositions de Popova et de Rosanova, des Mondrian, des Brancusi, et dans la foulée Newman, Stella, Pollock, De Kooning, Klein, Fontana, Manzoni, Kelly, Rothko, Ryman, Don Judd, Carl André, Dan Flavin, Eva Hesse, Günther Forg... avec des œuvres triées sur le volet qui traitent de la dématérialisation des formes ou de la matérialisation de la lumière, balancent entre gestualité et retenue, échappée cosmique et sismographie psychique.

Stratégie

L'exposition berlinoise fait penser à ces grands-messes orchestrées en Allemagne dans les années 80. Elles servaient une stratégie visant à la reconnaissance des artistes allemands sur la scène internationale. Aujourd'hui, il s'agit d'affirmer la place de Berlin comme *capitale culturelle. Cet objectif*, l'association berlinoise Zeitgeist (littéralement « L'esprit du temps »), qui a produit l'exposition, ne le cache pas. Cette association a été créée en 1985, après le succès de l'exposition qui portait son nom et dont le commissaire était déjà Christos M. Joachimides. Ce théoricien de l'art moderne a cosigné, avec Norman Rosenthal, plusieurs grandes expositions proposant des lectures de l'art de ce siècle.

TURBULENCES

Le patio du musée accueille la séquence Langage-Matière, parrainée par Duchamp. C'est la plus turbulente, celle des remises en question de la définition de l'œuvre d'art par ready-made interposé, par objets détournés pour une lecture critique de la société de consommation. De l'urinoir signé R. Mutt aux aspirateurs de Jeff Koons et au piano à queue de Bertrand Lavier, elle propose une quantité d'œuvres incisives ou insolentes des années 60. On y retrouve quelque *Merde d'artiste* et l'*Hommage à Galilée* de Manzoni, le *Tremblement de terre au palais* de Beuys, quelques entrées du musée repensées par Marcel Broodthears, et, à l'opposé des maxi-tartines d'Oldenburg ou de quelques pièces du répertoire iconographique de Warhol (dollar, accidents de la route, boîtes de Brillo...), le côté « pauvre » des Italiens : toiles de sac de Burri, igloo de Mario Merz... non loin du *Lance-missile oncle Sam et oncle Tom* de Pascali, et de plusieurs images d'aliénation de Bruce Nauman, qui, un jour de 1967, écrivait en lettres de néon « *le véritable artiste aide le monde en révélant des vérités mystiques* ».

La piste Rêve-Mythe inaugurée par Chirico réserve une bonne place à Dali, mais aussi au plus grand Miro, celui des années 1925-1926. Evasions, replis, refuges, réminiscences, mémoires heureuse ou douloureuse, mythologie collective ou individuelle, opérations mentales aux franges de l'inconscient, rêves et prémonitions ... là encore la diversité des propositions intrigue : Klee, Morandi, Hopper, Boltansky, Kiefer, Cindy Sherman, *Jeff Wall... L'énumération* n'est pas convaincante. L'exposition fournit de quoi titiller les esprits et forçer le regard à dépasser les apparences.

C'est le grand mérite de l'exposition que de le souligner et, quoi qu'on puisse lui reprocher, en particulier de rester dans les rails de l'art occidental, quand une optique mondialiste nous en apprendrait plus sur l'autre, et nous-mêmes. Elle est réconfortante aussi en affirmant, à sa façon, que l'art moderne n'est pas en phase terminale.

Geneviève Breerette

Kool-Shen et Joey Starr, chanteurs de Suprême NTM

« La violence des banlieues est indépendante du rap »

Le lundi 12 mai, la cour d'Aix-en-Provence examinera la demande d'appel déposée après la condamnation du 14 novembre 1996

« Qu'attendez-vous de ce jugement en appel ?

Joey Starr. – Rien de positif. Il y a dans le Sud un contexte politique local qui a déjà faussé le premier verdict. Nous avions été plusieurs fois interdits de concert là-bas. Avant ce fameux concert de La Seyne-sur-Mer, on avait fait une soixantaine de dates où, comme dans tout spectacle, nous avions chauffé notre public en faisant mousser un morceau comme *Police*. Nous n'avions jamais d'accrochages avec les flics qui, pourtant, sont présents à tous nos concerts. A Toulon, plusieurs étaient placés entre nous et le public, à la limite de la provocation. Bizarrement, les différents rapports de police que nous a montrés notre avocat ne correspondent pas toujours entre eux.

– Le jugement a provoqué beaucoup de protestations et une vague de solidarité...

J. S. – Je me méfie aussi de ces élans. Le groupe Ministère AMER connaît des ennuis comparables aux nôtres, mais comme ils ne vendent pas cent-mille disques par album, c'est passé à l'as...

– Depuis quelques semaines aussi, on vous accuse – particulièrement dans le milieu hip hop – d'avoir exploité cette affaire commercialement.

Kool-Shen. – C'est Marchiani qui a décidé de faire notre attaché de presse. Un plan marketing comme ça, même avec 2 millions, tu n'y arrives pas. Cela dit, à l'époque, nous n'avons vendu que six mille disques en plus. Les réapprovisionnements étaient bloqués à cause de la grève des camionneurs [rires].

– Récemment, un membre du groupe IAM déclarait : « *A quoi sert qu'un grand rappeur insulte un flic, que des jeunes brûlent un supermarché si cette violence est récupérée par le pouvoir pour imposer plus de répression ?* ».

J. S. – La violence des banlieues est indépendante du rap. J'ai trente ans, j'ai des petits frères qui écoutent ce que je fais. Je ne leur dis pas d'aller au commissariat faire n'importe quoi... Nous n'avons jamais encouragé à tirer sur des flics. Notre écriture est spontanée parfois violente, nous écrivons en réaction. Pour moi, quelqu'un qui ne rappe pas en réaction à quelque chose n'a pas sa place dans le hip hop. Ça n'empêche pas le public du hip hop de comprendre le second degré beaucoup mieux que les journalistes. La langue du rap est pleine de codes et de références. Pour vous, des mots comme gangster, *nique ta mère*, Smith & Wesson sont toujours à prendre au premier degré. Quand on entend un bruit de gachette sur un morceau, cela ne signifie pas "*Allez vous acheter un flingue*"...

– Depuis l'affaire de La Seyne-sur-Mer, Catherine Mégret a été élue à la mairie de Vitrolles et a parlé du rap comme d'une culture dégénérée. Vous sentez-vous menacés ?

K.-S. – Qu'est-ce qu'une élue du Front national, qui n'arrive même pas à lire les discours écrits par son mari, pourrait comprendre au hip hop ? Cela nous rassure plutôt d'entendre ça de sa part. Plus que le rap, c'est la France qui est menacée. Particulièrement quand on voit comment des idées de l'extrême droite sont exploitées par le gouvernement en place, converties en lois Debré par exemple.

– Assumez-vous le rôle de porte-parole qu'on vous attribue souvent ?

K.-S. – Nous revendiquons le réalisme de nos textes, le reflet que l'on donne d'une réalité qui échappe à beaucoup. Nous n'apportons pas de solutions, mais nos textes contiennent des messages, même s'ils sont parfois nihilistes. Nous n'assumons pas un rôle de porte-parole. Des gens se retrouvent sans doute dans nos lyrics, mais cela ne nous donne pas des responsabilités de politiciens. La force de NTM vient de ses origines communautaires, mais surtout de nos histoires individuelles, avec leurs particularités et leurs contradictions. Comme pour n'importe quel artiste. La plupart du temps, les médias ne captent pas cette dimension et nous dénient ce droit.

– Où en est votre prochain album ?

K.-S. – Nous répétons en ce moment. Nous en avons écrit la moitié. Deux morceaux s'inspirent directement des histoires de Châteauvallon et de Toulon. Pour l'instant, l'ensemble est très noir. Il devrait sortir début 1998. »

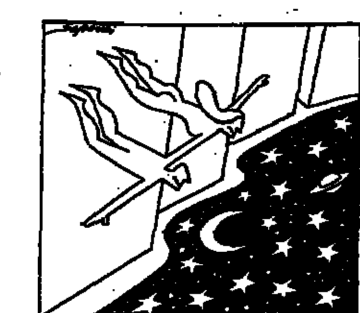
Propos recueillis par Stéphane Davet



هكذا من الأصل

Jacky Terrasson et les iris

Le plus subtil des pianistes qui ont rallié New York se produit au festival du parc floral de Paris



CE QUI CARACTÉRISE Jacky Terrasson, c'est la subtilité de son toucher, l'intimité de sa pulsation, quelque chose qui danse sous les thèmes, une petite flamme. Tout le monde le sait. En trio, il développe un art qui était en voie de se perdre : la libre circulation des énergies et des inconscients. Partenaires à la hauteur (Ugonna Ukegwo, contrebasse; Clarence Penn, batterie).

Ce n'est pas du piano accompagné, c'est de l'improvisation spontanée à trois. Ce n'est pas du jazz, c'est de la musique. Donc, c'est du jazz. Voici qui qualifie parfaitement le festival *A fleur de jazz* (passons sur le tic du titre).

A Fleur de Jazz Festival, quatrième édition : cela se passe, le samedi, au parc floral du bois de Vincennes. Tente élégante, sono exacte, public connaisseur, entrée gratuite. Autant dire, en période de tangage, que c'est une opération plutôt digne. Au programme en ce début de mai : temps frisquet, azalées, iris et pivoines. Les rhododendrons ont encore de grandes heures devant eux.

★ Parc floral de Paris, kiosque géant de la vallée des Fleurs. Mº Château-de-Vincennes. 16 heures, le 10. Entrée du parc : 10 F. Tél. : 01-43-43-92-95.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre philharmonique de Radio-France
Née en 1917, élève de Chostakovitch, Galina Ustvolskaïa a commencé par écrire de la musique « romantique » avant d'évoluer vers un style beaucoup plus proche des préoccupations esthétiques de son temps. Si elle n'a pas été officiellement condamnée en URSS, par la bande de Jdanov, sa musique aura été sévèrement critiquée pour sa difficulté d'accès. Cette femme modeste pourrait bien être l'un des grands compositeurs russes de l'après-guerre.
Goubaïdoulina : *Introïtus*. Ustvolskaïa : *Octuor*. Hindemith : *Kammermusik nº 1*. Rihm : *Gesungene Zeit*. Vera Beths (violon), Reinbert de Leeuw (piano, direction).
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16e. Mº Passy. 20 heures, le 10 mai. Tél. : 01-42-30-15-16. 100 F.

Deux nuits sénégalaises avec Youssou N'Dour
Le Dakarois Youssou N'Dour, l'une des vedettes de la musique africaine avec Alpha Blondy et Salif Keita, est à Paris dans le cadre de deux « nuits sénégalaises », accompagné de son groupe habituel, le Super Etoile de Dakar. Créée à la fin des années 70, la formation est emmenée par Assane Thiam, joueur de tama (petit tambour traditionnel tenu sous le bras que l'on frappe avec un bâton recourbé à son extrémité). Youssou N'Dour jouera du m'balax, un compromis entre chants, rythmes wolofs et courants *musicaux rapportés* (soul, rock, funk, rumba...).
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11e. Mº Voltaire. A partir de 22 heures, les 9 et 10 mai. Tél. : 01-47-00-55-22. 165 F.

Edith Lefel
Choriste, puis chanteuse (sur *Matebis*) de Malavoi, Edith Lefel incarne une certaine idée du zouk sexy. Complice des stars de la musique antillaise, Ralph Tamar, Jean-Michel Cabrimol, Ronald Rubinel, Edith Lefel reprend également des chansons du patrimoine martiniquais, telle *Asi Paré* de Léona Gabriel.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris-10e. Mº Château-d'Eau. 20 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Asian Dub Foundation
Cocktail explosif de musique classique indienne, de dub, techno, punk, funk, ragga et rap, la musique d'Asian Dub Foundation rassemble l'Angleterre des raves, des sound systems, des concerts de rock et des mariages hindous.
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18e. Mº Anvers. 19 h 30, le 9 mai. Tél. : 01-44-92-45-45. 110 F.

Roy Haynes Quartet
Batteur d'exception, qui a vécu au cœur de tous les jazz d'après-guerre, Roy Haynes est un monument de style et de distinction musicale, une leçon de musique et de jazz incarné. Avec le saxophoniste Donald Harrisson, le pianiste David Kikoski et Ed Howard à la contrebasse. Tout public !
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1er. Mº Châtelet. 22 heures, les 9 et 10 mai. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BLACK SHEEP
Film américain de Penelope Spheeris, avec Chris Farley, David Spade, Tim Matheson, Christine Ebersole, Gary Busey (1 h 26).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT
Film français de Luc Besson, avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich (2 h 06).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40 +) ; Bretagne, dolby, 6e (01-39-17-10-00 +) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08 +) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (01-47-20-76-23 +) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48 +) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00 +) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (01-45-75-79-79 +) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24 +) ; UGC Maillot, 17e ; 14 Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88 +) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67 +) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88 +) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27 +) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, THX, dolby, 20e (01-46-36-10-96 +).

L'ENVOLÉE SAUVAGE
Film américain de Carroll Ballard, avec Jeff Daniels, Anna Paquin, Dana Delany, Terry Kinney, Holter Graham, Jeremy Ratchford (1 h 50).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40 +) ; UGC Odéon, 6e ; UGC Normandie, dolby, 8e.
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43 +) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31 +) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50 +) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; UGC Convention, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96 +).

REPRISES

ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD, de Louis Malle, 1958 (Fr.) : Le Grand Pavois 15e (01-45-54-46-85).
CABARET, de Bob Fosse, 1972 (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (01-43-26-19-09) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20).
L'HONNEUR DES PRIZZI, de John Huston, 1985 (A., v.o.) : L'Arlequin, 6e (01-45-44-28-80).
LE MAÎTRE DE MARIONNETTES, de Hou Hsiao Hsien, 1993 (Taïwan., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+).
MASCULIN FÉMININ, de Jean-Luc Godard, 1966 (Fr.) : Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
METROPOLIS, de Fritz Lang, 1926 (All., v.o.) : Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08).
MOUCHETTE, de Robert Bresson, 1966 (Fr.) : Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
MOURIR À MADRID, de Frédéric Rossif, 1962 (Fr.) : Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE), de Jean-Luc Godard, 1979 (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+).
SUEURS FROIDES (VERTIGO), d'Alfred Hitchcock, 1958 (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (01-43-54-42-34).
THEORÈME, de Pier Paolo Pasolini, (It., v.o.) : Accatone, 5e (01-46-33-86-86).
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

RÉGIONS

Une sélection musique, jazz, danse, théâtre et art

MUSIQUE CLASSIQUE

BORDEAUX
Don Quichotte chez la duchesse
de Boismortier. Thierry Grégoire (Don Quichotte), Isabelle Eschenbrenner (la duchesse), François Jacquet (Sancho Pança), Ensemble vocal Lumen de Lumine, Ensemble orchestral Harmonia Nova, Didier Bouture (direction), Jean-Michel Criqui, Werner Büchler (mise en scène).
Grand-Théâtre, 46, avenue du Parc-de-Lescure, 33 Bordeaux. 15 heures, le 11 mai ; 20 heures, les 12, 13 et 14 mai. Tél. : 05-56-48-58-54. De 40 F à 320 F.

EVIAN
Orchestre de chambre Franz Liszt
Mozart : *Concerto pour piano et orchestre KV 467, Symphonie concertante pour violon, alto et orchestre KV 364.* Isaac Stern (violon), Yuri Bashmet (alto), Eugène Istomin (piano).
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 11 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.
Orchestre de Bretagne
Schubert : *Ouverture dans le style italien.* Stoelzel : *Concerto pour trompette et orchestre à cordes.* Haydn : *Concerto pour trompette et orchestre.* Beethoven : *Symphonie nº 3 « Héroïque ».* Jeffrey Work (trompette), Stephan Sanderling (direction).
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 12 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.
Orchestre des Nations
Rachmaninov : *Symphonie nº 2.* Dvorak : *Concerto pour violoncelle et orchestre.* Mstislav Rostropovich (violoncelle), Justus Frantz (direction).
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 14 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.

Itzhak Perlman (violon), Bruno Canino (piano)
Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 12 nº 3.* Schubert : *Fantaisie pour violon et piano op. 159.* Saint-Saëns : *Sonate pour violon et piano op. 75 nº 1.*
La Grange au Lac, avenue des Mélèzes, 74 Evian. 20 heures, le 15 mai. Tél. : 04-50-75-04-10. De 180 F à 300 F.

FONTEVRAUD
Ensemble Elyma
Les Missions jésuites d'Amérique du Sud. Coro de ninos cantores de Cordoba, Gabriel Garrido (direction).
Abbaye royale, 49 Fontevraud. 21 heures, le 10 mai. Tél. : 02-41-51-73-52. 120 F.

LILLE
Orchestre national de Lille
Haydn : *Symphonie nº 86.* Prokofiev : *Concerto pour violon et orchestre nº 1.* Beethoven : *Symphonie nº 7.* Stefan Stalanowski (violon), Djansug Kakhidze (direction).
Le Nouveau Siècle, 20, rue du Nouveau-Siècle, 59 Lille. 20 h 30, les 15 et 16 mai. Tél. : 03-20-12-82-40. De 110 F à 140 F.

LYON
La Bohème
de Puccini. Barbara Hendricks (Mimi), Greg Fedderly (Rodolphe), Virginie Pochon, Anne-Marguerite Werster (Musette), Ludovic Tézier, Frédéric Caton (Marcel), Jérôme Varnier (Colline), Christophe Lacassagne (Schaunard), Maîtrise, chœur et orchestre de l'Opéra de Lyon, David Robertson (direction), Denis Llorca (mise en scène).
Opéra Nouvel, 1, place de la Comédie, 69 Lyon. 20 h 30, les 10, 16, 22, 24 et 27 mai ; 19 h 30, les 13 et 20 mai ; 17 heures, le 18 mai, jusqu'au 31 mai. Tél. : 04-72-00-45-45. De 85 F à 370 F.

MONTPELLIER
Un bestiaire
Œuvres de Ravel, Poulenc, Massenet, Chabrier, Rosenthal et Offenbach. Textes de Queneau, Apollinaire, Eluard, Blanche, La Fontaine et Desnos. Jean-Paul Fouchécourt (ténor), François Castang (récitant), Christian Ivaldi (piano).
Opéra, salle Molière, 11, boulevard Victor-Hugo, 34 Montpellier. 20 h 30, le 13 mai. Tél. : 04-67-60-19-99. 100 F.

STRASBOURG
Orchestre philharmonique de Strasbourg
Schubert : *Die Zauberharfe, Symphonie nº 6.* Brahms : *Rapsodie pour contralto, chœur d'hommes et orchestre.* Bruckner : *Te Deum.* Julia Faulkner (soprano), Mihoko Fujimura (alto), Branko Robinsak (ténor), Friedrich Molsberger (basse), Singakademie. Frankfurt, Theodor Guschlbauer (direction).
Palais de la musique et des congrès, place de Bordeaux, 67 Strasbourg. 20 h 30, les 15 et 16 mai. Tél. : 03-88-52-18-45. De 120 F à 225 F.

JAZZ

VANDŒUVRE-LÈS-NANCY
Musique action 97
Le jazz n'est que l'un des éléments de ce Festival international des musiques nouvelles. Musique contemporaine, rock, installations diverses y sont aussi présentées. Dans tous les cas dans leurs versions les moins consensuelles et les plus remuantes pour le corps et l'esprit. Avec des œuvres de György Kurtag, l'accordéoniste Guy Klucevsek, duo Contet/Drouet, l'Ensemble Aleph, Lines, trio Hans Burgener/Martin Schütz/Barre Phillipps, Derek Bailey avec Tony Oxley puis Joëlle Léandre, Kritoff K' Roll, Léandre avec Pascal Contet, Slawterhaus, Monica Jordan, Ruf Der Heimat, David Thomas, Ikue mori et Tenko, Claude Barthélémy, die Knödel, Fred Frith...
Jusqu'au 19 mai, Vandœuvre-lès-Nancy, 54. Tél. : 03-83-57-52-24. De 50 F à 90 F selon soirées, nombreuses formules d'abonnement de 200 F à 600 F.

DANSE

AMIENS
Raffaella Giordano
Et anima mea.
Maison de la culture, place Léon-Gontier, 80 Amiens. 20 h 30, le 14 mai. Tél. : 03-22-97-79-77. 130 F.

DOUAI
Compagnie Rosas
Anne Teresa de Keersmaeker : *Rosas danst rosas.*
Hippodrome, place du Barlet, 59 Douai. 21 heures, le 13 mai. Tel. : 03-27-96-62-83. 110 F.

LYON
Compagnie DIT
Robert Seyfried : *No Comment, Dense et meuble.*
Maison de la danse, 8, avenue Jean-Mermoz, 69 Lyon. 20 h 30, les 13 et 15 mai ; 19 h 30, le 14 mai. Tél. : 04-78-75-88-88. 100 F.

MARTIGUES
Compagnie Sankai Juku
Ushio Amagatsu : *Unetsu (*), Shijima (**).*
- Théâtre des Salins, quai Paul-Doumer, 13 Martigues. (*) 20 h 45, le 13 mai. Tél. : 04-42-44-36-00. De 100 F à 130 F.
- Théâtre des Salins, quai Paul-Doumer, 13 Martigues. (**) 19 h 30, le 15 mai. Tél. : 04-42-44-36-00. De 100 F à 130 F.

MEYLAN
Claudio Bernardo
Vas, Histoire de sel.
Hexagone, 24, rue des Alguinards, 38 Meylan. 20 heures, les 13 et 14 mai. Tél. : 04-76-90-00-45.

REIMS
Compagnie Jean-François Duroure
Sextuor.
Manège, 2, boulevard du Général-Leclerc, 51 Reims. 20 h 45, les 14, 15 et 16 mai. Tél. : 03-26-47-30-40. 100 F.

THÉÂTRE

AMIENS
Saleté
de Robert Schneider, mise en scène de Bernard Lévy, avec Eric Elmosnino.
Maison de la culture, place Léon-Gontier, 80 Amiens. 20 h 30, du 13 au 16 mai. Tél. : 03-22-97-79-77. Durée : 1 h 30. 130 F.

BÉTHUNE
Luna Park (la Grève ou le pique-nique)
de Claude Delarue, mise en scène d'Alain Barsacq, avec Jean-Louis Cassarino, Sylviane Goudal, Xavier Helly, Anne Lévy, Florence Masure, Vincent Nemeth, Christian Ruché et Jean-Michel Vovk.
Studio-théâtre, place Foch, 62 Béthune. 20 h 30, les 13, 17, 20, 24 mai ; 19 heures, les 14, 15, 21, 22 ; 14 heures et 20 h 30, les 16 et 23. Tél. : 03-21-63-29-00. Durée : 1 h 30. De 40 F à 110 F. Jusqu'au 24 mai.*

BORDEAUX
Mangeront-ils ?
de Victor Hugo, mise en scène de Laurent Rogero, avec Rodolphe Congé, Gérard Laurent, Sonia Millot, Vincent Nadal, Sandrine Quari, Marie-Pierre Simard, Karine Crocquenoy et Laurent Rogero.
Théâtre du Port de la Lune, square Jean-Vauthier, 33 Bordeaux. 20 h 30, les 12, 13, 14 et 16 mai ; 19 h 30, le 15. Tél. : 05-56-91-98-00. Durée : 1 h 30. De 70 F à 140 F.*

BOURG-EN-BRESSE
Dehors, devant la porte
de Wolfgang Borchert, mise en scène de Franck Berthier, avec Maxime Bourotte, Romaine Friess, Laurence Kevorkian-Berthier, Henri-Edouard Osinski, Annie-Claude Sauton, Jacques Kalbache, John Fernie et Catherine Ferri.
La Vinaigrerie, 1, rue Alfred-de-Vigny, 01 Bourg-en-Bresse. 20 h 30, le 10 mai ; 16 h 30, le 11. Tél. : 04-74-45-33-24. Durée : 2 heures. De 57 F à 103 F.*

CAEN
L'Illusion comique
de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Anne-Claire, Jean-Pierre Baudson, Sandrine Bonjean, Alfredo Canavate, Stéphane Fauville, François Frapier, Antoine Girard, Frédéric Laurent, Didier Niverd, Candy Saulnier et Bernard Waver.
Théâtre, 135, boulevard du Maréchal-Leclerc, 14 Caen. 20 h 30, les 15 et 16 mai. Tél. : 02-31-30-76-20. Durée : 2 h 45. De 40 F à 120 F.*

LE HAVRE
La Baraque « El Cafetin' »
avec Igor, Lily, Bruno Boëglin, Oszkär, Shani, Laszlö, Alain, Nathalie et Emmanuel.
La Cabane, place Léon-Carlier, quartier de l'Eure, 76 Le Havre. 20 h 30, les 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 mai. Tél. : 02-35-19-10-10. Durée : 1 heure. 50 F.
Le Jardin de reconnaissance
de Valère Novarina, mise en scène de l'auteur, avec Jean-Quentin Châtelain, Roséliane Goldstein et Agnès Sourdillon.
Le Volcan, 2, rue Racine, 76 Le Havre. 19 h 30, le 15 ; 20 h 30, les 16 et 17 mai. Tél. : 02-35-19-10-10. Durée : 1 h 15. De 40 F à 80 F.*

LYON
L'Anniversaire
d'Harold Pinter, mise en scène de Stuart Seide, avec Thierry Bosc, Eric Challier, Agathe Dronne, Christiane Millet, Alain Rimoux et Vincent Schmitt.
Théâtre le Point-du-Jour, 7, rue des Aqueducs, 69 Lyon. 20 h 30, les 12, 13 et 16 mai ; 19 h 30, les 14 et 15. Tél. : 04-78-36-67-67. Durée : 2 h 30. 80 F et 100 F.*
Caraïbes : théâtre marron
d'après Aimé Césaire, Raphaël Confiant, Patrick Chamoiseau et Edouard Glissant, mise en scène de Sylvie Mongin-Algan, avec Sarah Fernandez, Nicolas Gabion, Samuel Hercule, Selena Hernandez-Tiolière, Julien Hugues, Hélène Pierre, Pierre Ranchoux, Claire Rengade, Emmanuelle Rivier, Lise Socquet Juglard, Pierre Tallaron et Benoît Thévenoz.
Théâtre de la Croix-Rousse, place Joannès-Ambre, 69 Lyon. 20 h 30, les 12, 13 et 16 mai ; 19 h 30, les 14 et 15. Tél. : 04-78-29-05-49. Durée : 1 h 45. De 65 F à 100 F.*

MARSEILLE
Bernadetje
d'Alain Platel et Arne Sierens, avec Lies Pauwels, Dirk Pauwels, An Pierlé, Frederik Debrock, Titus Devoogt, Charlie Martens, Magdalena Przybylek et en alternance Hakim Boulyou, Simon Dhanens, Anna Buyssens, Laura Neyskens, Seline de Cloet, Hannelore Vanheerswynghels, Mélanie Nunes et Nejla Yilmaz.
Friche la Belle-de-Mai, 41, rue Jobin, 13 Marseille. 21 heures, les 12 et 13 mai ; 19 heures, le 14. Tél. : 04-91-11-45-65. Durée : 1 h 20. De 30 F à 80 F.*
La Tempête
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Luc Revol, avec Alexandre Bonstein, Henri Delmas, Michel Duchaussoy, Christophe Garcia, Nathalie Hugon, José-Antonio Pereira, Daniel San Pedro, Jean-Luc Revol, Jean-Yves Roan, Fabrice Rodriguez, Martine Sarcey et Elrik Thomas.
La Criée, 30, quai de Rive-Neuve, 13 Marseille. 20 h 30, les 13, 15, 16, 17, 22, 23, 24 et 27 mai ; 19 heures, les 14 et 21 ; 14 h 30 et 20 h 30, le 20 ; 17 heures, le 25. Tél. : 04-91-54-70-54. Durée : 2 h 30. 130 F et 150 F. Jusqu'au 31 mai.*

NANCY
Le Dépeupleur
de Samuel Beckett, mise en scène d'Alain Françon et Jacques Gabel, avec Michel Didym.
Théâtre de la Manufacture, 10, rue Baron-Louis, 54 Nancy. 20 h 45, le 13 mai ; 19 heures, les 14 et 15. Tél. : 03-83-37-42-42. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.*

RENNES
Les Précieuses ridicules
de Molière, mise en scène de Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff, avec Jean-Marc Bihour, Olivier Broche, Lorella Cravotta, Jérôme Deschamps, Philippe Duquesne, Camille Grandville, Robert Horn, Bruno Lochet, Yolande Moreau, François Morel, Olivier Saladin et François Toumarkine.
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. 16 heures et 20 h 30, le 10 ;
Cabaret Lucioles
de Laurent Javaloyes et Louis Wolfson, mise en scène de Laurent Javaloyes et Alain Neddam, avec Paola Comis, Marcial Di Fonzo Bo, Laurent Javaloyes, David Jeanne-Comello, Mélanie Leray, Frédérique Loliée, Pierre Maillet, Philippe Marteau, Valérie Schwarcz, Pascal Tokatlian, Elise Vigier, Nathalie Bastat, Marc Bertin, Marucha Bo, Maxime Carasso, Patricia Pottier et Bénédicte Villain, Pierre Allio et Philippe Dubosson (musiciens).
Théâtre national de Bretagne, 1, rue Saint-Hélier, 35 Rennes. 20 heures, les 13, 15 et 16 mai ; 19 heures, le 14. Tél. : 02-99-31-12-31. Durée : 2 h 30. 130 F.

SAINT-ÉTIENNE
Les Variations Goldberg
de George Tabori, mise en scène de Daniel Benoin, avec Bruno Andrieux, Louis Bonnet, Clémentine Célarié, Freddy Kroegher, Sophie Langevin, Jean-Pierre Laurent, Wojtek Pszoniak, P.-Olivier Scotto, Enzo Martorina et André Peyrache.
Théâtre Jean-Dasté, 7, avenue Emile-Loubet, 42 Saint-Etienne. 19 h 30, les 13, 15 et 20 mai ; 20 h 30, les 14 et 16. Tél. : 04-77-25-01-24. Durée : 2 h 30. 110 F. Jusqu'au 24 mai.

STRASBOURG
Sixième Solo
de et par Serge Valletti.
Le Maillon, 13, place André-Maurois, 67 Strasbourg. 20 heures, du 13 au 17 mai. Tél. : 03-88-27-61-81. Durée : 1 h 30. De 35 F à 120 F.*

TOULOUSE
La Vie aventureuse de René Descartes, philosophe
de Robert Angebaud et Pierre Debauche, mise en scène de Pierre Debauche, avec Maud Adelen, David Ballet, Carole Bouillon, Joëlle Clavreul, Jean-Luc Daltrozzo, Françoise Danell, Jean-Marie Degove, Jean-Pascal Dobremez, Martine Drlay, Alexandre Ferrier, Jeremy Guesquière, Gemma Guilemany, Olivia Jerkovic, Benjamin Julia, Didier Kersten, Etienne Kimes, Anne Labonne et Delphine Lainé.
Théâtre du Jour, 23 bis, rue des Potiers, 31 Toulouse. 20 h 30, les 10, 16 et 17 mai ; 19 heures, du 13 au 15, le 20. Tél. : 05-61-62-06-74. Durée : 3 heures. 60 F et 90 F. Jusqu'au 24 mai.*

ART

ANTIBES-JUAN-LES-PINS
Pierrick Sorin
Musée Picasso, château Grimaldi, place Mariéjol, 06 Antibes-Juan-les-Pins. Tél. : 04-92-90-54-20. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 30 F.

CAEN
Melvin Charney
FRAC Basse-Normandie, 9, rue Vaubenard, 14 Caen. Tél. : 02-31-93-09-00. De 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 8 juin. Entrée libre.

CALAIS
Etat des lieux, état des choses
Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62 Calais. Tél. : 03-21-46-48-40. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; dimanche de 14 heures à 18 h 30. Fermé mardi. Jusqu'au 8 juin. 15 F.
Daniel Schlier : les jours maigres, les jours gras
Galerie de l'Ancienne-Poste, 13, boulevard Gambetta, 62 Calais. Tél. : 03-21-46-77-10. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. Entrée libre.

LE CATEAU-CAMBRÉSIS
Les Chasubles de Matisse
Musée Matisse, palais Fénelon, place du Commandant-Richez, 59 Le Cateau-Cambrésis. Tél. : 03-27-84-13-15. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juin. 16 F.

CÉRET
25 ans d'art contemporain à travers la collection d'Yves Michaud
Musée d'art moderne, 8, boulevard du Maréchal-Joffre, 66 Céret. Tél. : 04-68-87-27-76. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 15 juin. 35 F.

DIJON
Angela Bulloch
Le Consortium, 37, rue de Longvic, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 juin. Entrée libre.
Pierre Huyghe
Le Consortium, Centre d'art contemporain, 16, rue Quentin, 21 Dijon. Tél. : 03-80-30-75-23. De 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 23 juin. Entrée libre.

DUNKERQUE
Bernard Dejonghe, Setsuko Nagasawa
Musée d'art contemporain, avenue des Bains, 59 Dunkerque. Tél. : 03-28-59-21-65. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 31 août. 20 F.

FOIX
Jean-Luc Parant
Scène nationale de Foix et de l'Ariège, 20, avenue du Général-de-Gaulle, 09 Foix. Tél. : 05-61-05-05-50. De 13 h 30 à 19 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 31 mai. Entrée libre.

GRENOBLE
Signac et la libération de la couleur, de Matisse à Mondrian
Musée de Grenoble, place Lavalette, 38 Grenoble. Tél. : 04-76-63-44-44. De 11 heures à 19 heures ; nocturne mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 25 mai. 25 F.

MEYMAC
Andreas Schulze, Anne Barbier
Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 19 Meymac. Tél. : 05-55-95-23-30. De 14 heures à 18 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 22 juin. 20 F.

MONTBÉLIARD/MULHOUSE
Joël Kermarrec
- Musée du château des ducs de Wurtemberg, 25 Montbéliard. Tél. : 03-81-99-23-72. De 14 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juin. Entrée libre.
- Musée des beaux-arts, villa Steinbach, 4, place Guillaume-Tell, 68 Mulhouse. Tél. : 03-89-45-43-19. De 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ; jeudi de 10 heures à 17 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 1er juin. 20 F.

MOUANS-SARTOUX
Un musée imaginé par des artistes
Espace de l'art concret, château, 06 Mouans-Sartoux. Tél. : 04-93-75-71-50. De 11 heures à 18 heures et sur rendez-vous. Fermé lundi, mardi et mercredi. Jusqu'au 15 juin. 15 F.

NICE
Jean-Marc Bustamante
Villa Arson, galerie de la villa, 20, avenue Stephen-Liégeard, 06 Nice. Tél. : 04-92-07-73-80. De 13 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. Entrée libre.

NÎMES
Alan Charlton
Carré d'art - Musée d'art contemporain, place de la Maison-Carrée, 30 Nîmes. Tél. : 04-66-76-35-70. De 10 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 25 mai. 22 F.

PAU
Bernard Frize, Marthe Wéry
Parvis 3, Espaces culturels, avenue Louis-Sallenave, 64 Pau. Tél. : 05-59-80-80-89. De 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 19 mai. Entrée libre.

RENNES
Jean-Gabriel Coignet : constructions et solides irréguliers
La Criée, centre d'art contemporain, place Honoré-Commeurec, 35 Rennes. Tél. : 02-99-78-18-20. De 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 24 mai. Entrée libre.

ROCHECHOUART
Pep Agut : jardins publics (les prisons)
Musée departemental, château, 87 Rochechouart. Tél. : 05-55-03-77-77. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 25 mai. 15 F.
Suzanne Lafont : le défilé
Musée départemental d'art contemporain, château, 87 Rochechouart. Tél. : 05-55-03-77-77. De 14 heures à 18 heures. Fermé lundi et mardi. Jusqu'au 22 juin. 15 F.

SIGEAN
Dado, œuvres de grandes dimensions
Lieu d'art contemporain, hameau du Lac, 11 Sigean. Tél. : 04-68-48-83-62. De 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 15 mai. 20 F.

VENCE
Jean-Pierre Raynaud
Château de Villeneuve, Fondation Emile-Hugues, 2, place du Frêne, 06 Vence. Tél. : 04-93-58-15-78. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 15 juin. 25 F.

VILLENEUVE-D'ASCQ
Art brut, collection de l'Aracine
Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59 Villeneuve-d'Ascq. Tél. : 03-20-19-68-68. De 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet. 25 F.

(*) tarifs réduits.

VENDREDI 9 MAI

TF 1

20.45

LES ANNÉES TUBES
Divertissement présenté par Jean-Pierre Foucault. Invités : Liane Foly, les Bee Gees, Etienne Daho et Elie Medeiros, Julio Iglesias, 2 Be 3, Stone et Charden, Andréa Bocelli (125 min). 195809

22.50

SANS AUCUN DOUTE
Magazine. Invitée : Isabelle Lacamp. Avec la participation de Marie Lecoq et Mᵉ Didier Bergès. Les arnaques aux voitures d'occasion ; Les contraventions ; La remise en forme (110 min). 9180199

0.40 et 1.45, 2.50, 4.00, 4.40 TF 1 nuit.
0.55 Très chasse. Documentaire. Les belles armes de chasse (50 min). 6339854

2.00 L'Equipe Cousteau en Amazonie. Documentaire. [5/6] Rivières d'or (rediff.). 3.00 et 4.10, 5.05 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 4.50 Musique. Concert (15 min).

France 2

21.00

HORS LIMITES
Le piège. Téléfilm de Dennis Berry, avec Patrick Rocca (100 min). 8433847
A la veille de signer un important contrat en Ukraine, un PDG français se retrouve en prison, accusé de viol. Desfons s'envole vers Odessa pour y mener son enquête.

22.50

BOUILLON DE CULTURE
Magazine. Les petits plaisirs et les petits bonheurs de la vie. (55 min). 6949286

23.50 Au bout du compte.
23.55 Journal, Météo.
0.05 Signé Croisette.
0.15 Plateau.
0.20 Viridiana ■ ■ ■ Film de Luis Buñuel, (1961, N., v.o., 85 min). 5172805

2.15 Envoyé spécial (rediff.). 5.00 Corsicayak. Documentaire. 5.15 Aratitiyope. Documentaire. 5.40 Chip et Charly (30 min).

France 3

20.50

THALASSA
Magazine présenté par Georges Pernoud. Les guerriers de l'Iroise (60 min). 2697248
Les « guerriers », comme on les surnomme, assurent la liaison entre le continent et les îles bretonnes sur des bateaux qui sont synonymes de vie.

21.50

FAUT PAS RÊVER
Magazine présenté par Sylvain Augier. Invité : Henri Verneuil. Espagne : le miracle du désert ; France : l'école qui roule ; Autriche : la grande roue (65 min). 1042731

22.55 Journal, Météo.
23.20 Science 3. Magazine. [2/3] Big Bang : L'étoile soleil (50 min). 2568002
0.10 Libre court. Nuit et brouillard. (1955, 35 min). 9109316

0.45 Musique graffiti. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano. 0.50 Vivre avec... (rediff.). 1.15 1944 la France libérée. Documentaire (60 min).

Arte

20.45

LES JEUX SONT FAITS !
Téléfilm de Dominik Graf, avec Dieter Pfaff, Benno Fürmann (1996, 90 min). 781977
Pour solder une dette de jeu, un petit malfrat dévalise une banque. Le commissaire Sperling (sorte de Derrick obèse) l'arrête et entame une enquête dans les salles de jeux de Berlin...

22.15

GRAND FORMAT : EGOLI
Afrique du Sud, ma deuxième patrie. Documentaire allemand de Jens Meurer (1996, 90 min). 5338538
Jens Meurer dresse un état des lieux de l'Afrique du Sud (pays de son enfance) post-apartheid et s'interroge sur les chances de rapprochement entre Blancs et Noirs.

23.45 Chronique des années de braise ■ ■ Film de Mohammed Lakhdar-Hamina (1974, v.o., 170 min). 78244373
Chronique de l'Algérie colonisée à travers celle d'un individu.
2.35 Le Dessous des cartes. Chronique géopolitique. Nunavut, future terre des Inuits (rediff., 15 min). 2004652

M 6

20.45

LA VIE EN FACE
Téléfilm de Laurent Dussaux, avec Nathalie Richard (105 min). 128002
Une sage-femme qui élève seule son fils apprend qu'elle souffre d'une tumeur cérébrale. Elle organise sa vie et tente de rapprocher son enfant d'un père immature.

22.30

LE CAMÉLÉON
Pilote de chasse. Série (55 min). 56828
Jarod s'intéresse à la mort suspecte d'un aviateur.

23.25 Morts en eaux troubles. Téléfilm O de Michael Tucker (100 min). 3564354
Un ancien journaliste aide un peintre connu à retrouver la trace de son ex-femme.
1.05 Best of groove.

2.05 Movida opus 2 (rediff.). 3.00 E = M 6 (rediff.). 3.25 Culture pub (rediff.). 3.50 Fan de (25 min).

Canal +

20.35

A PART ÇA... MATHIEU KASSOVITZ
Emission (110 min). 621489
Un portrait de Mathieu Kassovitz, un entretien réalisé par Michel Denisot.

22.25 Surprises. Michael Jackson.
22.50 Flash d'information.

23.00

LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ ■ ■
Film d'Etienne Chatiliez, avec Michel Serrault (1995, 102 min). 7745267

0.45 La Vengeance de Spartacus Film de M. Lupo (1969, v.o., 100 min). 5080213
2.25 Top Dog Film (1995, 85 min). 55057045
3.50 Chungking Express ■ ■ Film de Wong Kar-Wai (1994, v.o., 100 min). 5702836

Radio

France-Culture

20.30 Radio archives. De la part de Georges Perros (nº 2).
21.32 Black and Blue.
22.40 Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain. Pierre Pachet (Conversations à Jassy). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.00 Concert franco-allemand. Donné par l'Orchestre symphonique de la Radio de Leipzig, dir. Fabio Luisi : Œuvres de Verdi, Berlioz.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Miroir du siècle.

0.00 Jazz-club. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Guennadi Rojdestvenski, chef d'orchestre. Œuvres de Khatchaturian, Prokofiev, Glazounov, Borodine, Tchaïkovski.

22.30 Concert. Enregistré le 11 février, à l'Opéra-Comique, par le Quatuor Lipatti. Œuvres de Chostakovitch. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Médecins de nuit. Henri Gillot, retraité.
21.00 Bon week-end.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Taratata (France 2 du 8/5/97).
23.45 Télé qua non.

Planète

20.35 Les Nouveaux Explorateurs. Star Trek : la science de la fiction.
21.30 Nature de toutes les Russies. [2/3]. Le chant de la Volga.
22.25 Attendre.
23.00 Los Roques.

Animaux

21.00 Le Monde sauvage.
21.30 Flipper le dauphin.
22.00 Montagnes Mayas.
23.00 Manger comme un fou.
23.30 Maîtres de l'Ungava.

Paris Première

20.00 La Semaine 20 h Paris Première.
21.00 Ici Londres. Magazine.
21.55 Le J.T.S. Spécial Cannes. Magazine.
22.55 Aïda. Opéra en quatre actes de Giuseppe Verdi. Enregistré à la Scala de Milan en 1986. Solistes : Maria Chiara, Ghena Dimitrova (170 min). 78638557

France Supervision

20.30 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Les Fabulous Troubadours, Isabelle Mayereau, Au P'tit Bonheur et Daara J.
21.25 Concerti pour orgue de Haendel. Concert par l'Orchestre de Lodz, dir. Zdzislaw Szostak (80 min). 64707151
22.45 Musiques de films : Le son de Hollywood.

Ciné Cinéfil

20.30 Griseries (I Dream Too Much) ■ ■ Film de John Cromwell (1935, N., v.o., 95 min). 5258354
22.05 Yvette ■ ■ Film muet d'Alberto Cavalcanti (1927, N., 75 min). 95433064

Ciné Cinémas

21.00 Ciné CinéCannes.
21.15 Wyatt Earp ■ Film de Lawrence Kasdan (1994, 185 min). 15118373
0.20 Une femme en péril ■ Film de Peter Yates (1987, v.o., 105 min). 91734229

Festival

20.30 et 22.25 ▶ Moravagine. Téléfilm de Philippe Pilard [1/2 et 2/2] (1988). Avec Maxence Mailfort, Frigyes Funtek (225 min). 78844575

Série Club

20.40 Le Club.
20.45 Two. L'accident.
21.35 et 1.20 Symphonie.
22.30 Sherlock Holmes. La légende des Wintrope.
23.00 Ellery Queen : A plume et à sang. Mémoires d'un espion.
23.45 Lou Grant. Les espions.

Voyage

20.05 et 23.35 Suivez le guide.
22.00 Au-delà des frontières.
22.30 L'Heure de partir.

Canal Jimmy

20.30 Star Trek. Dans les griffes du chat.
21.20 Elvis : Good Rockin' Tonight. Moody's Blues (v.o.).
21.45 Le Guide du parfait petit emmerdeur.
22.15 Dream On (v.o.).
23.15 Seinfeld. Parking réservé (v.o.).

Disney Channel

20.10 Juste pour rire. Téléfilm (50 min). 4761064
21.00 Imogène et la veuve blanche. Téléfilm de Thierry Chabert avec Dominique Lavanant (1990, 90 min). 297625
22.30 Sport Académie.
23.00 La Rédac.

Téva

20.30 et 23.30 Téva interview.
20.55 Nos meilleures années. Nancy. Les meilleurs ennemis du monde.
22.30 Murphy Brown. Sauvons la planète.
23.00 Coups de griffes. Karl Lagerfeld.
0.00 Casse-noisette. Ballet en deux actes de Piotr Ilitch Tchaïkovski. Mise en scène de Roland Petit (95 min). 500080958

Eurosport

17.30 et 22.30 Tennis. En direct. Open d'Allemagne. Tournoi messieurs de Hambourg. Quarts de finale (90 min). 701118
19.00 et 0.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde. Phases finales. Etats-Unis - Finlande (150 min). 2681462
21.30 Monster Truck. Epreuve de tractor pulling indoor. Le 15 mars.
23.00 Fléchettes.

Muzzik

21.00 Lee Ritenour and Friends. Concert. "Live from the Coconut Grove" volume 1 (60 min). 65821 volume 2 (60 min). 65985
23.00 Moplopio, le souffle de l'Angola. De Joao van Dunem et Zézé Gamboa.
0.00 Ma Vlast, de Smetana. Concert (85 min). 3168126

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 22.00, 2.00 World News. 21.00 IMPACT - Larry King Live. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Artissimo. 0.45 Cinema. 1.45 Visa.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Guillaume Durand. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA
O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

SAMEDI 10 MAI

TF 1

16.40 Dingue de toi. Série.
17.15 Xéna la guerrière. Série.
18.05 Melrose Place. Feuilleton. Folie furieuse.
19.00 Beverly Hills, 90210. Feuilleton. Sainte Donna.
19.55 Comme une intuition.
20.00 Journal, L'image du sport, Légendes de Cannes, Tiercé, Météo.

20.30

FOOTBALL
En direct du Parc des Princes. Finale de la Coupe de France : Guingamp-Nice. 21.30 A la mi-temps, Spécial Formule 1 : Les temps forts des essais du Grand Prix de Monaco (135 min). 1748519

22.45

HOLLYWOOD NIGHT
Amère vengeance. Téléfilm O de Stuart Cooper, avec Virginia Madsen (95 min). 1923861
Un policier qui a des problèmes dans son ménage est licencié pour brutalité. Il trouve un emploi dans une banque.

0.20 Formule F 1. Magazine.
0.55 et 1.35, 2.10, 3.10, 3.50, 4.30 TF 1 nuit.

1.05 Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.). 1.45 et 3.20, 4.00, 4.55 Histoires naturelles (rediff.). 2.20 L'Equipe Cousteau en Amazonie. [6/6] (rediff.). 4.40 Musique. Concert. 5.45 Intrigues. Série (25 min).

France 2

15.40 Samedi sport. 17.50 En direct. Judo : Championnat d'Europe.
18.05 Urgences. Série. Bonne année.
19.00 Télé qua non. Invité : Smaïn.
19.55 et 20.40 Tirage du Loto.
19.57 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.

21.00

ÉTONNANT ET DRÔLE
Divertissement présenté par Patrick Sébastien. Invités : Marlène, Karl Zéro, Laurent Baffie, Hermine de Clermont-Tonnerre, Patrick Bosso, Art Garfunkel, François Valéry, etc. (135 min). 9516774

23.15

FARCE ATTAQUE... LILLE
Divertissement présenté par Olivier Minne. Avec Arthur, Michel Drucker, Laurent Boyer (75 min). 8836852

0.30 Journal, Météo.
0.40 Signé croisette.
0.50 La 25ᵉ heure. Documentaire. Bruno Mesrine, magicien (70 min). 7708879

2.00 Bouillon de culture (rediff.). 3.10 Le 7ᵉ continent (rediff.). 3.30 L'Ecran devant soi. Documentaire. 4.30 Chip et Charly. Le neveu de Fafnir. 4.50 Rapport du Loto. 4.55 Taratata (rediff., 70 min).

France 3

18.47 et 0.43 Un livre, un jour. *Le Festival de Cannes*, de Pierre Billard.
18.55 Le 19-20 de l'information. Invitée : Dominique Voynet.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

PALOMA
Téléfilm de Marianne Lamour (95 min). 869585
Le jour de son mariage, un architecte tombe amoureux d'une fille pauvre. Pour sauver l'ordre bourgeois, la mère du jeune homme prépare un plan machiavélique.

22.25

▶ LES DOSSIERS DE L'HISTOIRE
Documentaire de Rémy Grumbach. [1/2] C comme Cinéma, Cannes, Chalais (60 min). 5963381

23.25 Journal, Météo.
23.45 Musique et compagnie. Magazine. Le film harmonique orchestra (58 min). 4481107
0.45 1944, la France libérée. Documentaire. Résistants en Périgord (55 min). 3495099
1.40 Musique graffiti. Magazine. Jazz (20 min).

La Cinquième

18.50 Le Journal du temps. 18.55 50 jours pour 50 Palmes. [42/50] 1988.

Arte

19.00 Cycle Robbie Coltrane. Série. [2/2] Délire aux Malouines.
19.30 Histoire parallèle. Magazine. Semaine du 10 mai 1947.
20.15 Le Dessous des cartes.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

L'AVENTURE HUMAINE : COMPLOT CONTRE LES TEMPLIERS
Le Moyen Age à Majorque. Documentaire de Gottfried Kirchner (1997, 60 min). 9871316
La vie des Templiers à Majorque et les chemins de leur exil.

21.45

L'AVOCAT
Aller-retour pour Rome. Série de Werner Masten, avec Manfred Krug [1/2] (45 min). 849316
Une affaire à suivre samedi prochain.

22.30 Metropolis. Magazine. Cannes passé... ; Cannes présent... (60 min). 12958
23.30 Music Planet : Mariah Carey. Documentaire de Rudi Dolezal et Hannes Rossacher (60 min). 36942
0.30 Les Meilleures Intentions. Téléfilm de Bille August, avec Samuel Fröler, Pernilla August, Max von Sydow [1/4] (1992, v.f., 90 min). 9973411
2.00 Tracks. Magazine (rediff., 25 min).
2.25 Cartoon Factory (rediff., 35 min).

M 6

19.05 Turbo. Magazine.
19.40 Warning. Magazine.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Ciné 6 spécial Cannes. Magazine.
20.05 Hot forme. Magazine.
20.35 Plus vite que la musique. Magazine. Musique et jeux vidéo.

20.45

AU-DELÀ DU RÉEL
Série (165 min). 83845229
Je pense, donc, avec Leonard Nimoy.
Robot à l'apparence humaine, Adam est accusé du meurtre de son créateur, professeur d'université. La fille du scientifique assassiné engage un avocat pour assurer la défense du présumé coupable.
Evolution, avec Thora Birch.
Une fillette renvoyée de son école car dotée d'étranges pouvoirs surnaturels est placée sous la garde d'une baby-sitter particulière.
Au coin de l'œil O, avec Chris Sarandon.
Un prêtre devient l'instrument d'une puissance extraterrestre dont le but est la destruction du genre humain.

23.35 Le Missionnaire du mal. Téléfilm O de David Greene (105 min). 3709132
1.15 La Nuit des clips (380 min).

Canal +

14.00 Rugby. En direct (120 min). 824842
16.00 Handball. Tournoi de Bercy : France - Croatie.
▶ En clair jusqu'à 20.35
17.30 Décode pas Bunny.
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Béatrice Dalle, Matthew Modine ; Les Spice Girls.

20.35

BLAKE ET MORTIMER
L'Énigme de l'Atlantide. Série d'animation [4/13] (45 min). 395045
Un ovni s'est écrasé dans le désert du Nouveau Mexique... Invité à étudier le « phénomène », Mortimer est enlevé...

21.20

L'HOMME DE NULLE PART
La Rencontre. Série [4/25] (45 min). 983229

22.05 Les Eléphants du Kilimandjaro.
23.00 Dolores Claiborne ■ ■ Film (1995, 124 min). 5888478
1.05 Shanghai Triad ■ Film (1995, 105 min). 7343430
2.50 Sang pour sang ■ ■ Film (1983, v.o., 95 min). 67412169
4.40 Les Trois Frères ■ Film (1994, ◆, 109 min). 5306817

Radio

France-Culture

20.35 Si ça vous chante. A l'occasion du mois de mai et de ses ponts : Claude Nougaro ; L'Ensemble Clément Janequin ; Charles Aznavour.
20.45 Fiction. Ludwig et Lola, de Gemma Salem.
22.35 Opus, Gabriel Yared.

0.05 Fiction : Tard dans la nuit. 0.55 Chroniques du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

20.05 Opéra. Enregistré le 23 avril, au Teatro Comunale di Bologna par le chœur et l'Orchestre du Teatro Comunale di Bologna, dir. Piero Monti : Linda di Chamounix (opéra en trois actes, livret de G. Rossi d'après la Grâce de Dieu, de AP d'Ennery et G. Lemoine), de Donizetti, Mariella Devia, Luca Canonici, Bruno Pratico, Stefano Antonucci.
22.45 Entracte.
23.07 Le Bel Aujourd'hui.

1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 La Cour de Frédéric II, Le Grand.

22.25 Da Capo. Ma Patrie : Tabor, de Smetana, par le Philharmonic Tchèque, dir. Talich ; Terzetto op. 74, de Dvorák, dir. Vlach ; Symphonie nº 4, de Foerster, par le Philharmonic Tchèque, dir. Kubelik. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Le Pain noir. Téléfilm de Serge Moati [6/8] (1978) (90 min). 49809107
21.30 Je suis un égoïste. Court métrage.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Elite Top Model 96 (France 3 du 1/10/96).

Planète

19.35 ▶ Carlo Scarpa.
20.35 Derniers voyages. Franco, un fiancé de la mort.
21.40 Taxis londoniens.
22.05 15 jours sur Planète.
22.30 Prélude à la guerre.
23.15 Les Nouveaux Explorateurs. Star Trek : la science de la fiction (60 min).

Animaux

21.00 Le Monde sauvage. La danse des crabes.
21.30 La Vie des zoos. Réveillez-vous !
22.00 Le Monde de la nature. Les chasseurs de la nuit.
23.00 Wildlife International. Canada, petits animaux.
23.30 Beauté sauvage. Peuple ailé.
0.00 Le Monde sauvage. L'Homme, ce prédateur.
0.30 Flipper le dauphin. Flipper et l'espion (30 min).

Paris Première

20.00 et 0.00 Le J.T.S. Spécial Cannes. Magazine.
20.30 Escrime (155 min). 97349107
23.05 Nova. Magazine.
0.55 Ici Londres (60 min).

France Supervision

19.50 William Christie et les Arts florissants. D'Andrea Kirsch. La passion du baroque.
20.45 Black on White.
21.50 Cap'tain Café. Magazine.
23.40 Des religions et des hommes. Le millénarisme.
23.55 Sons of the Desert. Concert (55 min). 70554039
0.50 Sortie de nuit. Magazine.
1.20 L'Affaire Louis Trio. Concert (65 min). 20135546

Ciné Cinéfil

19.50 Actualités Pathé nº 2.
20.45 Le Club. Invité : Jean Delannoy.
22.00 Hollywood Backstage.
23.00 L'Histoire d'Esther Costello ■ Film de David Miller (1956, N., v.o., 100 min). 61368497
0.40 Simplet ■ Film de Fernandel (1942, N., 85 min). 52085782

Ciné Cinémas

20.30 Ciné CinéCannes.
20.45 Birmanie : Le Pays sans péché. Téléfilm d'Yves Boisset (1987), avec Evelyne Bouix (85 min). 6854403
22.10 Ciné Cinécourts. Invité : Edouard Molinaro.
23.15 Ma saison préférée ■ ■ Film d'André Téchiné (1992, 125 min). 74618403

Festival

20.30 L'Enfant des loups. Téléfilm de Philippe Monnier [1/3] (1990), avec Marisa Berenson (95 min). 38561768
22.05 Succubus. Téléfilm de Patrick Dromgoole (1987), avec Barry Foster (55 min). 96492881

Série Club

19.55 Highlander. Doute légitime.
20.45 Le Saint, la saga. Deux épisodes : Le Saint en vedette - Des femmes si douces.
22.20 Code Quantum. Lee Harvey Oswald.
23.10 Les Aventures du jeune Indiana Jones. Paris, septembre 1908.
0.00 Mission impossible. Chico.
0.45 La Famille Addams. Ce brave cousin.

Canal Jimmy

21.00 et 21.25 Friends.
21.50 Spin City. Le puissant.
22.10 Chronique californienne. Magazine.
22.15 T'as pas une idée ? Invitée : Arlette Laguiller.
23.15 Le Fugitif. Les murs de la nuit.
0.05 Motor Trend. Magazine.
0.30 Seinfeld. Parking réservé (v.o.).
0.50 Star Trek : la Nouvelle génération. L'essence du mal (v.o.) (50 min).

Disney Channel

19.40 Dinosaures. La compil.
20.10 Planète Disney. Magazine.
21.00 Des couacs en vrac.
21.20 Animalement vôtre.
21.50 L'Africain volant.
22.45 Sinbad.
23.10 Petite fleur. A mourir de rire.
23.30 SOS Polluards.
23.55 Sports. Magazine (65 min).

Téva

20.30 Téva débat. Magazine.
20.55 Les Feux de l'été. Téléfilm de Stuart Cooper [1/2] et [2/2] avec Don Johnson, Jason Robards (1985, 185 min). 595297662
0.00 Otage de l'attente. De Jean Khalil Chamoun (50 min).

Eurosport

20.30 Basket-ball (sous réserves). En direct. Championnat de France Pro A (Play-offs) : demi-finale (Match d'appui) (120 min). 508836
22.30 Football (horaire sous réserves). En différé. Coupe de France. Finale. Guingamp-Nice (150 min) 9129768
1.00 Arts martiaux. 12ᵉ Festival de Paris-Bercy. Le 20 avril (60 min).

Voyage

20.30 et 23.30 L'Heure de partir. Magazine.
21.00 Suivez le guide.
22.50 Deux jours en France.
23.05 Au-delà des frontières. Ile Maurice.

Muzzik

19.30 Symphonies nº 3 et nº 4 de Brahms. Concert enregistré au Royal Concert Hall de Glasgow (90 min). 29768
21.00 Robert Casadesus, portrait. De James Lipscomb.
21.55 Lucia di Lammermoor. Opéra en trois actes de Gaetano Donizetti. Enregistré à l'Australian Opera (150 min). 1570841
0.25 Best of jazz 2. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1994 (60 min). 4484430

Chaînes d'information

CNN
Information en continu, avec, en soirée : 20.00 World Business This Week. 20.30 Computer Connection. 21.00 Moneyweek. 21.00 Science and Technology. 22.30 Best of Insight. 23.00 Early Prime. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 0.30 Diplomatic Licence. 1.00 Pinnacle.

Euronews
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.45, 22.45 Click 7. 20.15 90 Est. 20.45, 23.45, 0.15, 1.15 No Comment. 21.15 360 Nord. 21.45 Eurozoom. 22.15, 23.15 Sport. 0.45 Visa. 1.45 Art Collection.

LCI
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.12 et 23.12 Votre argent. 19.30 et 22.30 Le Grand Journal. 19.45 et 0.15 Box Office. 20.15 Nautisme. 20.42 et 0.43 Emploi. 20.56 et 23.56 Découvertes. 21.10 Journal de la semaine. 21.26 et 23.51 Auto. 21.38 Ça s'est passé cette semaine. 21.56 et 0.56 Place au livre. 22.12 L'Evénement de la semaine. 22.44 D'une semaine à l'autre. 23.45 Multimédia.

Les films sur les chaînes européennes

TSR
23.10 La Part des ténèbres. Film de George A. Romero (1990, 120 min). Avec Timothy Hutton, Amy Madigan. *Fantastique.*

Demain, dans le supplément TÉLÉVISION-RADIO-MULTIMÉDIA
[illegible]

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
SAMEDI 10 MAI 1997

Les experts de l'OMC veulent obliger l'Europe à lever l'embargo sur la viande aux hormones

Depuis 1988, les importations américaines sont interdites pour des raisons sanitaires

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

En dépit de l'opposition massive de ses organisations de consommateurs, l'Europe sera-t-elle bientôt contrainte à importer de la viande aux hormones des Etats-Unis ? La réponse est affirmative si l'on s'en tient aux premières conclusions que vient de rendre l'instance d'arbitrage (« panel ») de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) chargée d'examiner le différend euro-américain.

Selon les experts de l'OMC, l'embargo appliqué par l'Union européenne (UE) sur les viandes américaines depuis près de dix ans est illégal et contraire aux règles du commerce international, car ne reposant sur aucune base scientifique. Le « panel » fera connaître sa décision définitive à la fin juin et, dans le cas vraisemblable où il confirmerait alors la position qui vient d'être prise, l'Union aurait la possibilité de porter le litige devant l'instance d'appel de l'OMC. En cas de nouvel échec, elle devrait s'incliner, autrement dit ouvrir ses frontières aux viandes américaines, à moins qu'un compromis n'intervienne qui permette d'offrir des compensations commerciales à Washington.

Le contentieux est ancien. La Communauté avait adopté au cours des années 80 une directive interdisant la commercialisation de viandes traitées aux hormones. S'appuyant sur ce texte, qui visait en premier lieu la production communautaire elle-même, elle avait décrété en 1988 un embargo sur les viandes américaines. Les Etats-Unis avaient répliqué par des mesures de rétorsion commerciales (application de droits de douane prohibitifs) portant sur un volume d'échanges de 100 millions de dollars et frappant certaines exportations agroalimentaires communautaires.

Aucune solution n'avait été trouvée à ce conflit. Les Etats-Unis faisaient valoir qu'aucune preuve scientifique ne démontrait que l'usage des hormones dans la production de viande pouvait présenter un danger pour le consommateur. Les Européens, de leur côté, expliquant que la preuve contraire n'avait pas été faite non plus de manière concluante, ajoutaient qu'il leur fallait également prendre en compte les réactions de rejet des consommateurs. L'administration américaine affirmait que l'Europe agissait en réalité pour des raisons protectionnistes et constatait qu'en dépit de l'interdiction faite par la directive communautaire l'usage des hormones restait très largement répandu au sein de l'Union. La situation est restée inchangée jusqu'en 1996, jusqu'à ce que les Etats-Unis introduisent un recours devant l'OMC. C'est ce recours qu'ils sont en train de gagner.

PROBLÈME DE FOND

L'arbitrage que l'organisation internationale s'apprête à rendre pose un problème de fond : celui pour chaque pays ou groupe de pays de protéger ses consommateurs conformément à leur souhait. C'est ainsi que les Européens s'opposent actuellement aux Américains sur les normes sanitaires à appliquer à la production de volaille. Faute d'avoir trouvé un compromis, l'UE a décrété un embargo de fait sur les importations de volaille américaine, et Washington menace d'appliquer des représailles sur les ventes européennes de jambons. En extrapolant à partir de la décision concernant la viande aux hormones, l'UE risquerait fort de perdre à nouveau sur ce dossier si le litige était porté devant l'OMC.

Les règles de l'OMC sont mal adaptées à une situation où les consommateurs deviennent de plus en plus sensibles à des considérations d'ordre sanitaire ou écologique. C'est en partie de la faute de la Commission européenne, qui, bien que consciente du danger, n'a pas cru devoir insister en 1993, dans la dernière phase de l'Uruguay Round, lorsque étaient établies les dispositions de l'OMC en la matière. Après la crise de la « vache folle », il semble difficile que les Quinze acceptent de baisser leur garde sur ce terrain sanitaire. Faudra-t-il alors qu'ils militent pour une adaptation des dispositions de l'OMC ?

Philippe Lemaître

La Française des jeux mise sur le goût des Français pour l'astrologie

LA FRANÇAISE DES JEUX table sur d'ancestrales croyances populaires (prédiction, hasard, destinée) pour lancer, lundi 12 mai, Astro, son nouveau jeu à gratter vendu 10 francs. Voué à remplacer l'ancien Poker Plus dont la part de marché ne dépassait guère 2 % en 1996, Astro exploite l'univers de l'astrologie. Le ticket représente, en lettres dorées sur fond bleu nuit, un signe du Zodiaque. Le joueur gratte les cinq étoiles symbolisant des planètes autour du signe. Si deux étoiles découvrent des objets similaires, il peut gagner de 10 000 à 70 000 francs. Un ticket sur quatre serait gagnant.

Avec Astro, La Française des jeux, détenue à 72 % par l'Etat qui prélève une taxe de 27,3 % sur les mises, s'attaque à un vivier de dix millions de personnes qui consultent régulièrement un astrologue et à 90 % des Français qui s'intéressent à leur signe astrologique. Même *« le montant des gains est un multiple de 3 ou de 7, des chiffres magiques »*, souligne Valérie Chebassier, chef de produits Loterie à la Française des jeux.

Pour atteindre un objectif commercial ambitieux fixé à 51 millions de francs de mises par semaine (soit l'équivalent du chiffre d'affaires de Solitaire, l'un des succès de la gamme), La Française des jeux doit mettre en place une communication publicitaire d'envergure. Près de 29 millions de francs ont été affectés à la campagne de lancement d'Astro sur un budget global de communication (quatorze jeux) évalué, en 1996, à plus de 400 millions de francs (40 % télévision, 33 % affichage, 20 % radio, 5 % presse et 2 % cinéma). Un budget qui avoisine ceux alloués à la promotion des véhicules automobiles.

C'est l'agence de publicité McCann-Erickson – l'un des six conseils en communication de La Française des jeux avec Ammirati Puris Lintas, BDDP, Callegari Berville, Loeb-Publicis et DDB Needham – qui devra faire connaître ce nouveau produit auprès des joueurs français. A raison de deux vagues par an.

« GRATTEZ LES ÉTOILES »

Chaque jeu a sa personnalité (Keno est basé sur le calcul des probabilités), son territoire de communication (le Millionnaire exploite la fascination du petit écran) et sa signature (*« Banco, ça banque illico »*). *« On procède par segmentation de l'offre, et non par segmentation de la clientèle en fonction de critères d'âge ou de profession »*, explique le directeur commercial et marketing de La Française des jeux, Hervé Luquiens. Astro adopte la signature *« Astro 10 francs, grattez les étoiles et décrochez la lune »*.

Dans la plupart des films de promotion des jeux, les joueurs sont traditionnellement mis en scène dans un ton décalé emprunté à la comédie. La communication d'Astro emprunte, elle, les codes de la magie, de l'imaginaire et du fantastique. On ne badine pas avec les astres.

L'équipe de création de McCann-Erickson s'est employée à créer une comédie *« magique »*, mise en scène au théâtre, dans laquelle se succèdent costumes et maquillages à la Découflé. Selon Bruno Japy, l'un des auteurs de cette campagne, les cinq scènes filmées s'apparentent à *« une comédie des signes du Zodiaque, qui allie unité de temps et unité de forme »*. Ces films de quinze secondes (Gémeaux, Poissons, Cancer, Sagittaire et Bélier) ont été tournés à Londres par Mick Rudman. Ils seront diffusés à partir du dimanche 11 mai à la télévision, puis au cinéma. La campagne avait débuté en début de semaine par six affiches (peintures inspirées des symboles des signes astrologiques figurant sur les tickets) destinées à attiser la curiosité des joueurs.

Adoptant un ton léger et souvent humoristique, les campagnes publicitaires de La Française des jeux ont dédramatisé le rapport entre le jeu et l'argent pour transformer une activité solitaire et désuète en un divertissement convivial et ludique. En 1996, les Français ont misé en moyenne 556 francs dans les jeux de loterie.

Florence Amalou

Fraises et foin

par Pierre Georges

ALLEZ, un petit bol d'air par procuration et rêverie. Pendant qu'ici et là volettent les lettres impérissables aux Français et le papier bleu électoral du type « je vous somme de répondre », parlons un peu fraises, un brin foin.

Les producteurs de fraises du Lot-et-Garonne, qui sucrent le diable par la queue, ont monté une expédition, jeudi matin, à Paris. Ils sont venus, évidemment sous la Tour Eiffel, vendre, à prix coûtant, à prix goûtant, 12 tonnes de fruits. C'était cela *ou la décharge. Ce fut cela.* Et, en quatre heures à peine, les Parisiens qui ont l'art de se refiler les bonnes adresses et de profiter des aubaines, avaient acheté les 24 000 barquettes par cagettes entières.

On imagine alors en quelle urgence rouge se trouvèrent ces prodigues acheteurs. Ce n'est pas le tout de ramener ses fraises. Encore faut-il opérer illico les fragiles patientes. Fraises donc à toutes les sauces. Tout le monde sur le pont. Vin, crème, tartes, gâteaux, sorbets, confitures, marmelades, l'après-midi dut être fébrile à Fraise-City.

Reste de tout cela, pour ceux qui n'en furent pas, comme une envie de fraises, une jalousie gourmande. La fraise, la fraise *française, monsieur, est absolument* délicieuse. Pas parce que française. Mais parce que délicieuse. Elle a les vertus du terroir. Elle est goûteuse. Elle n'a pas été poussée aux fesses. Ni produite à la chaîne en ces pays étranges où l'on fait pisser le fraisier comme la vigne. Et, en plus, dans l'espèce oblongue, elle porte un petit nom charmant : la garriguette. La nommer, c'est déjà saliver, déjà passer aux actes poétiques et gourmands. Et nous ferons pour finir des orgies de garriguettes à la crème.

Hélas, dira-t-on, la garriguette est chère. C'est son moindre défaut. Et puis, il faut savoir ce que l'on veut. Ce n'est pas tous les jours fête. Ou fraise. En manger moins, pour manger mieux. Avec le plaisir pour témoin.

Mangez des fraises de nos contrées donc. Et mangez du foin. Enfin, là, c'est plutôt une image. Car voici, ainsi qu'il est raconté en page 13, qu'un pas *décisif vient d'être franchi pour* l'espèce bovine. Vaches de tous les pays, exigez vos garriguettes à vous, du foin de la plaine de la Crau. Du foin d'« appellation d'origine contrôlée ». Ce n'est absolument pas une farce. Pour la première fois, l'AOC vient d'être attribuée à un produit non destiné à l'alimentation humaine. Du moins directement. Car on se doute bien que l'homme, ce faisant, a une petite idée derrière la tête, en sa chaîne alimentaire.

Du foin AOC, donc, ne figurant qu'aux meilleures tables et étables. Qu'a-t-il donc de si particulier ? Cela vous est raconté aussi. Disons pour résumer qu'il est excellent, naturel, unique, l'objet de mille soins attentifs. *Et que les bovidés qui y ont goû*té n'en veulent plus d'autre et le font savoir dans des meuglements déchirants. Du foin ? Encore ? Soit, mais de la Crau !

Il est un peu plus cher, lui aussi. Mais, là encore, il y a foin et foin. Et celui-ci, on le présume suprêmement odoriférant, et moelleux, et savoureux. Pour dire, ce serait tellement bien : des garriguettes du Lot, couché dans le foin de la Crau. Avec le soleil pour témoin.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le vendredi 9 mai, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	20048,90	– 0,65	+ 3,55
Honk Kong index	13605,90	+ 0,20	+ 1,14

Tokyo, Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 07/05	Var. en % 06/05	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2643,31	– 0,33	+ 14,15
Londres FT 100	—	—	+ 5,91
Zurich	—	—	+ 26,39
Milan MIB 30	—	—	+ 3,44
Francfort Dax 30	3545,35	– 0,64	+ 22,73
Bruxelles	—	—	+ 12,42
Suisse SBS	—	—	+ 27,26
Madrid Ibex 35	—	—	+ 17,86
Amsterdam CBS	—	—	+ 21,01

Tirage du *Monde* daté vendredi 9 mai 1997 : 431 299 exemplaires. 1

La police de Venise maîtrise un commando autonomiste

LES FORCES de l'ordre sont intervenues, vendredi 9 mai, pour déloger un commando d'autonomistes vénitiens qui ont occupé le campanile Saint-Marc à Venise afin de proclamer l'indépendance de l'ancienne Cité des doges. Les huit hommes du commando ont été arrêtés. Revêtus de treillis militaires, ils s'étaient emparés dans la nuit de jeudi à vendredi d'un vaporetto sur lequel ils avaient embarqué un camping-car et un véhicule blindé avant d'investir le campanile. Des membres des corps spéciaux armés ont pénétré dans le campanile par une échelle téléscopique appuyée sur l'édifice. Ils ont jeté des grenades lacrymogènes. Dans le même temps, les policiers et les carabiniers ont pris d'assaut le véhicule blindé. Umberto Bossi, chef du mouvement sécessionniste la Ligue du Nord, a affirmé vendredi qu'il était étranger à l'occupation du campanile de la place Saint-Marc. – *(AFP, Reuter.)*

■ **ÉNERGIE : un géologue américain affirme que les réserves pétrolières mondiales** (1 000 milliards de barils) seront épuisées en 2036 et que la production commencera à décliner dans vingt ans. Craig Hatfield, de l'université de Toldedo (Ohio), déclare dans l'hebdomadaire scientifique *Nature* du 8 mai qu'on découvrira beaucoup moins de pétrole que les 550 milliards de barils prévus. Circonstance aggravante, il estime que la consommation d'énergie des pays en développement pourrait dépasser celle des pays développés d'ici vingt ans. Un porte-parole du Conseil mondial de l'énergie a répliqué que *« les experts et les industriels de l'énergie n'ont aucune inquiétude sur le niveau des réserves, au moins jusqu'en 2050, si ce n'est au-delà »*.

■ **JUSTICE : un homme de trente-neuf ans a été mis en examen pour** *« assassinat et tentative d'assassinat »* par le juge d'instruction lyonnais Noëlle Cousinier, et écroué, jeudi 8 mai. Dans la nuit du samedi au dimanche 4 mai, un commando de quatre individus cagoulés avait tiré des coups de feu dans une fête de la communauté gitane qui se déroulait à Chaponost, près de Lyon : un homme de vingt-huit ans avait été tué et un autre grièvement blessé (*Le Monde* du 9 mai). Dans le cadre d'une procédure incidente, deux autres individus ont été mis en examen pour port et détention d'armes de quatrième catégorie et écroués. – *(Corresp. rég.)*

■ **INCENDIE : trois personnes sont mortes et cinq autres ont été légèrement intoxiquées** par la fumée dans un incendie d'origine indéterminée, jeudi 8 mai, dans un immeuble de La Courneuve (Seine-Saint-Denis). Selon la police, les victimes seraient une femme de dix-huit ans et deux hommes, âgés de vingt et quarante ans. L'un des corps a été retrouvé par les pompiers dans un appartement, les deux autres dans la cage d'escalier de l'immeuble. Le feu, d'origine indéterminée, s'est déclaré vers 4 h 30 au sous-sol de l'immeuble.

هكذا من الأصل

TELEVISION

Législati
de ca

Chaînes et partis en quête d'audience

Sondages en liberté